103e ANNÉE
VOL. 103

N° 23
4343

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 juin 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, June 5, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
10 JUIN 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirès-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notice, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

A.B. Controls Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Arnold Dawidowicz, administrateur, Liselotte Dawidowicz, ménagère, épouse dudit Arnold Dawidowicz, tous deux du 4900, Samson, Laval, Bernard Beerman, administrateur, et Petronella Johanna Beerman, ménagère, épouse dudit Bernard Beerman, ces deux derniers du 5100, Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir électriciens, ouvriers en électricité, en électronique, en radio et en radar, sous le nom de « A.B. Controls Inc. », avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 924-1971

Analyses et essais de Trois-Rivières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Roméo Morisset, technicien, Monique Morisset, femme d'affaires, épouse dudit Roméo Morisset, et Gérald Baillargeon, ingénieur, tous trois de 1000, Dubé, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire l'expertise de produits variés et matériaux de tous genres, et en particulier de matériaux de construction, sous le nom de « Analyses et essais de Trois-Rivières inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1780-1971

Anjou Surplus inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Charles Bourbonnière, 6167, Du Beaucage, Anjou, Jean Bourbonnière, 8234, rue Berri, Montréal, tous deux marchands, et Adrien-R. Paquette, avocat, 212, avenue Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de surplus neufs et usagés, sous le nom de « Anjou Surplus inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Letters Patent

A.B. Controls Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Dawidowicz, executive, Liselotte Dawidowicz, housewife, wife of the said Arnold Dawidowicz, both of 4900 Samson, Laval, Bernard Beerman, executive, and Petronella Johanna Beerman, housewife, wife of the said Bernard Beerman, the latter two of 5100 Dudemaine, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, electrical workers, electronic, radio and radar workers, under the name of "A.B. Controls Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 6,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 924-1971

Analyses et essais de Trois-Rivières inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Morisset, technician, Monique Morisset, businesswoman, wife of the said Roméo Morisset, and Gérald Baillargeon, engineer, all three of 1000 Dubé, Trois-Rivières, for the following purposes:

To evaluate a variety of products and materials of all kinds, and in particular building materials, under the name of "Analyses et essais de Trois-Rivières inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1780-1971

Anjou Surplus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Bourbonnière, 6167 Du Beaucage, Anjou, Jean Bourbonnière, 8234 Berri Street, Montreal, both traders, and Adrien-R. Paquette, lawyer, 212 Bloomfield Avenue, Outremont, for the following purposes:

To deal in new and used surplus goods, under the name of "Anjou Surplus inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1107-1971

Ardi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Dicran Hadjetian, marchand, Diana Hadjetian, ménagère, épouse dudit Dicran Hadjetian, tous deux de 11320, Joseph Casavant, Montréal, Yacoub Kestekian, marchand, et Araxie Kestekian, ménagère, épouse dudit Yacoub Kestekian, ces deux derniers de 586, 84e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de pièces, outils, machineries, équipements et accessoires, qu'ils soient mus par la force mécanique ou non, sous le nom de « Ardi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6201, avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1711-1971

Art-Seri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-M. Gagné, avocat, 1607, Ducharme, Outremont, Antonio (Tony) Lalonde, et Louis Lalonde, ces deux derniers commerçants, de 3040, de Beaurivage, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Art-Seri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3040, rue de Beaurivage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 626-1971

L'Association des aumôniers d'hôpitaux du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François Ménard, 5, rue Ferland, app. 4, Sorel, Henri Lacasse, 1214, de la Montagne, et Hilaire Beaulieu, Hôpital St-Jean de Dieu, ces deux derniers de Montréal, tous trois aumôniers, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1107-1971

Ardi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dicran Hadjetian, merchant, Diana Hadjetian, housewife, wife of the said Dicran Hadjetian, both of 11320 Joseph Casavant, Montreal, Yacoub Kestekian, merchant, and Araxie Kestekian, housewife, wife of the said Yacoub Kestekian, the latter two of 586, 84th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of parts, tools, machines, equipment and accessories, whether motorized or not, under the name of "Ardi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 6201 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1711-1971

Art-Seri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-M. Gagné, lawyer, 1607 Ducharme, Outremont, Antonio (Tony) Lalonde, and Louis Lalonde, the latter two merchants, of Beaurivage, Montreal, for the following purposes:

To operate an advertising agency, under the name of "Art-Seri inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3040 de Beaurivage Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 626-1971

L'Association des aumôniers d'hôpitaux du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Ménard, 5 Ferland Street, Apt. 4, Sorel, Henri Lacasse, 1214 de la Montagne, and Hilaire Beaulieu, Hôpital St-Jean de Dieu, the latter two of Montreal, all three chaplains, for the following purposes:

Grouper les aumôniers d'hôpitaux du Québec afin de promouvoir leurs intérêts spirituels et professionnels, sous le nom de « L'Association des aumôniers d'hôpitaux du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1837-1971

To join an association of Québec hospital chaplains in order to promote their spiritual and professional interests, under the name of "L'Association des aumôniers d'hôpitaux du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1837-1971

L'Association des locataires du Montréal Métropolitain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Carreau, professeur, 5583, Durocher, Pierre Jauvin, sociologue, 5932, avenue du Parc, Gaétan Biancamano, architecte, 754, Walker, Maurice Brassard, mécanicien, 950, Gilford, Paul Lippé, coordonnateur, 1898, Sherbrooke, tous cinq de Montréal, et Gerry Murray, administrateur, 41, avenue Gordon, Verdun, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sociaux, économiques et matériels des membres, sous le nom de « L'Association des locataires du Montréal Métropolitain inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1994-1971

L'Association des locataires du Montréal Métropolitain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Carreau, teacher, 5583 Durocher, Pierre Jauvin, sociologist, 5932 Park Avenue, Gaétan Biancamano, architect, 754 Walker, Maurice Brassard, mechanic, 950 Gilford, Paul Lippé, co-ordinator, 1898 Sherbrooke, all five of Montreal, and Gerry Murray, administrator, 41 Gordon Avenue, Verdun, for the following purposes:

To promote the cultural, social, economic and material interests of the members, under the name of "L'Association des locataires du Montréal Métropolitain inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1994-1971

Association des loisirs et sports de Waterville

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Larochelle, comptable, Roger Racine, machiniste, et Gilles Petit, contremaître, tous trois de Waterville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association des loisirs et sports de Waterville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Waterville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1319-1971

Association des loisirs et sports de Waterville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lionel Larochelle, accountant, Roger Racine, machinist, and Gilles Petit, foreman, all three of Waterville, for the following purposes:

The organization of recreational activites, under the name of "Association des loisirs et sports de Waterville".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Waterville, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1319-1971

Association des travailleurs helléniques canadiens du Montréal Métropolitain
Hellenic Canadian Labour Association of Metropolitan Montreal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Argyrios Hliaras, 2845, rue Jacques Hertel, George Linoxylakis, 5466, avenue du Parc, app. 38, Gerasimos Pericles, 4318, rue Clark, tous trois cuisiniers, Christos Pololos, cordonnier, 739, rue Champagneur, Christos Gabrilopoulos, presseur, 5215A, rue Hutchison, Charalabos Xenos, mécanicien, 3355, rue Barclay, app. 10, et Theodoros Vourvachis, serveur, 7014, rue Outremont, app. 5, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Renseigner et, d'une façon générale, obtenir et donner aux membres de l'association, des renseignements sur les lois du travail du Canada et de la province de Québec, sous le nom de « Association des travailleurs helléniques canadiens du Montréal Métropolitain — Hellenic Canadian Labour Association of Metropolitan Montreal ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 992-1971

L'Association Québécoise des professeurs de français (A.Q.P.F.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Gaulin, 8585, de Longchamps, Charlesbourg, Roger Delisle, 2410, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, et Christian Vandendorpe, 760, Pente Douce, Alma, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Contribuer au progrès de l'enseignement du français; assurer la défense et l'illustration de la langue et de la vie françaises au Québec et veiller aux intérêts professionnels des membres, sous le nom de « L'Association Québécoise des professeurs de français (A.Q.P.F.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1868-1971

Les Ateliers Godart inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Association des travailleurs helléniques canadiens du Montréal Métropolitain
Hellenic Canadian Labour Association of Metropolitan Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Argyrios Hliaras, 2845 Jacques Hertel Street, George Linoxylakis 5466 Park Avenue, Apt. 38, Gerasimos Pericles, 4318 Clark Street, all three cooks, Christos Pololos, shoemaker, 739 Champagneur Street, Christos Gabrilopoulos, presser, 5215A Hutchison Street, Charalabos Xenos, mechanic, 3355 Barclay Street, Apt. 10, and Theodoros Vourvachis, counterman, 7014 Outremont Street, Apt. 5, all the following purposes:

To educate, make available and generally inform its members of the Canadian and the Québec Labour laws, under the name of "Association des travailleurs helléniques canadiens du Montréal Métropolitain — Hellenic Canadian Labour Association of Metropolitan Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, jucial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 992-1971

L'Association Québécoise des professeurs de français (A.Q.P.F.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Gaulin, 8585 de Longchamps, Charlesbourg, Roger Delisle, 2410 St. Foy Road, St. Foy, and Christian Vandendorpe, 760 Pente Douce, Alma, all three teachers, for the following purposes:

To contribute to the progress of the teaching of French; to ensure the protection pictorialization of the French language and French way of life in Québec and to attend to the professional interests of the members, under the name of "L'Association Québécoise des professeurs de français "A.Q.P.F.)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1868-1971

Les Ateliers Godart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Trottier, 1074, Belmont, Sillery, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, Gratien Boily, 950, Bougainville, tous deux de Québec, Henri LaRue, 2660, des Forges, et Alphonse Lacasse, 3339, Hertel, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller, faire de la conception, de la production et du commerce dans le domaine des arts de la communication sous tous leurs aspects, sous le nom de « Les Ateliers Godart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1588-1971

Auberge de Nice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raymond Staub, rentier, Édouard Eysseric, aubergiste, et Ginette Labordes, cuisinière, épouse dudit Édouard Eysseric, tous trois de Sainte-Adèle, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, salles de spectacles, bars, ou autres endroits publics semblables, sous le nom de « Auberge de Nice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1108-1971

Baron Clothes Ltd.
Vêtements Baron ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: David I. Schatia, 183, Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Sazant, 40, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, George Dixon, 8170, rue Atherton, Montréal, et Maurice Baron, 2520, rue Badeaux, Saint-Laurent, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Baron Clothes Ltd.— Vêtements Baron ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Trottier, 1074 Belmont, Sillery, Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, Gratien Boily, 950 Bougainville, both of Québec, Henri LaRue, 2660 des Forges, and Alphonse Lacasse, 3339 Hertel, the latter two of St. Foy, all five lawyers, for the following purposes:

To carry on business as consultants, designers, producers in the field of the communications arts in all its aspects, under the name of "Les Ateliers Godart inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1588-1971

Auberge de Nice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Staub, annuitant, Édouard Eysseric, inn-keeper, and Ginette Labordes, cook, wife of the said Édouard Eysseric, all three of St. Adèle, for the following purposes:

To operate restaurants, dining-rooms, theatres, bars, and other similar public places, under the name of "Auberge de Nice inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Adèle, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1108-1971

Baron Clothes Ltd.
Vêtements Baron ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David I. Schatia, 183 Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Sazant, 40 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, George Dixon, 8170 Atherton Street, Montreal, and Maurice Baron, 2520 Badeaux Street, Saint-Laurent, the latter two executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Baron Clothes Ltd.— Vêtements Baron ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1739-1971

Beaudreault & Phaneuf inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Maurice Beaudrault, menuisier, Saint-Ours, Alain Phaneuf, électricien, et Diane Bonnier, ménagère, épouse dudit Alain Phaneuf, ces deux derniers de Saint-Denis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Beaudreault & Phaneuf inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ours, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1306-1971

Bel Machine Shop & Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Rolland Béland, 11510, Balzac, Montréal-Nord, Léo Béland, tous deux industriels, et Valéda Champoux, ménagère, veuve de Alfred Béland, ces deux derniers de 4229, Marquette, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Bel Machine Shop & Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7725, 18e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1608-1971

Beloeil St-Hilaire Transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Francine Gauthier, secrétaire, fille majeure, 330, St-Hubert, Laval, Adrien-R. Paquette, avocat, 212, avenue Bloomfield, Outremont, et Benoit Groleau, stagiaire, 7130, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1739-1971

Beaudreault & Phaneuf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Beaudrault, carpenter, Saint-Ours, Alain Phaneuf, electrician, and Diane Bonnier, housewife, wife of the said Alain Phaneuf, the latter two of Saint-Denis, for the following purposes:

To do business as general contractors in building and to deal in all sorts of materials, under the name of "Beaudreault & Phaneuf inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Ours, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1306-1971

Bel Machine Shop & Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Béland, 11510 Balzac, Montreal-North, Léo Béland, both manufacturers, and Valéda Champoux, housewife, widow of Alfred Béland, the latter two of 4229 Marquette, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Bel Machine Shop & Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 prefered shares of $100 each.

The head office of the company is at 7725, 18th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1608-1971

Beloeil St-Hilaire Transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francine Gauthier, secretary, spinster of the full age of majority, 330 St-Hubert, Laval, Adrien-R. Paquette, lawyer, 212 Bloomfield Avenue, Outremont, and Benoit Groleau, articled student, Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Beloeil St-Hilaire Transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1666-1971

To do business as a transport company, under the name of "Beloeil St-Hilaire Transport inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred share of $1 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1666-1971

Boulangerie Cardinal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jacques Cardinal, boulanger, Lucienne Beaulieu, ménagère, épouse dudit Jacques Cardinal, Pierre Cardinal, boulanger, et Gisèle St-Ours, ménagère, épouse dudit Pierre Cardinal, tous quatre de 127, Signay, Nicolet, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Boulangerie Cardinal inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 6,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 131, rue Signay, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1527-1971

Boulangerie Cardinal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Cardinal, baker, Lucienne Beaulieu, housewife, wife of the said Jacques Cardinal, Pierre Cardinal, baker, and Gisèle St-Ours, housewife, wife of the said Pierre Cardinal, all four of 127 Signay, Nicolet, for the following purposes:

To manufacture and deal in bread, cakes, pastries and other bakery items, under the name of "Boulangerie Cardinal inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $10 each, 6,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 3,800 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 131 Signay Street, Nicolet, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1527-1971

Boulianne & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Joseph Tremblay, rentier, 320, boulevard Chanoine-Gaudreault, Oscar Boulianne, 160, boulevard Chanoine-Gaudreault, et Jean-Marie Boulianne, 121, St-François, ces deux derniers garagistes, tous trois de Bagotville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules neufs et usagés, de motos-neige et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Boulianne & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 130, boulevard Chanoine-Gaudreault, Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1829-1971

Boulianne & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Tremblay, annuitant, 320 Chanoine-Gaudreault, Oscar Boulianne, 160 Chanoine-Gaudreault and Jean-Marie Boulianne, 121 St-François, the latter two garage-owners, all three of Bagotville, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in old and new cars, snowmobiles and all their accessories and parts, under the name of "Boulianne & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 130 Chanoine-Gaudreault, Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1829-1971

Boutique Yoko ltée
Yoko Boutique Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Charles Sun, marchand, Christina Svennberg, opératrice, fille majeure, tous deux du 2050, de Maisonneuve, James Chow, médecin, 3610, Derocher, et Anne Zayadi, vendeuse, fille majeure, 1230, McGregor, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de faux toupets, perruques, postiches et autres ornements de têtes et de cuir chevelu, cheveux d'origine humaine, animale ou artificielle, produits et cosmétiques pour cheveux, vêtements, tricots et smokings, sous le nom de « Boutique Yoko ltée — Yoko Boutique Ltd. », un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1342 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 487-1971

Bricoli inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Claude Robillard, 61, 3e Avenue, Ile-Perrot, André Lacombe, 5180, Hubert-Guertin, Saint-Hubert, tous deux techniciens, et Jacques Roberge, surintendent, 11225, Éthier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement, d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bricoli inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1261-1971

B.R.T. International Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, et Jean-Pierre Thouin, 6100, boulevard Léger, Montréal-Nord, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Organiser des démonstrations, expositions, concours d'automobiles de course, et se servir à ces fins de tous moyens techniques, visuels et audio-visuels, sous

Boutique Yoko ltée
Yoko Boutique Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Sun, merchant, Christiana Svennberg, operator, spinster, both of 2050 de Maisonneuve, James Chow, doctor, 3610 Derocher, and Anne Zayadi, saleswoman, spinster, 1230 McGregor, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of toupees, wigs, postiches and other similar hairdressing and scalp embellishments, human, animal and all artificial hair and hair products, cosmetics, clothing, knitwear and smoling jackets, under the name of "Boutique Yoko ltée — Yoko Boutique Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1342 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 487-1971

Bricoli inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Robillard, 61, 3rd Avenue, Ile-Perrot, André Lacombe, 5180 Hubert-Guertin, Saint-Hubert, both technicans, and Jacques Roberge, superintendent, 11225 Éthier, Montreal-North, for the following purposes:

To do business as a holding, investment, real estate and building company, under the name of "Bricoli inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1261-1971

B.R.T. International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, and Jean-Pierre Thouin, 6100 Léger Boulevard, Montreal-North, all three advocates, for the following purposes:

To organize demonstrations, exhibitions, car races, by using technical, visual and audio-visual aids, under the name of "B.R.T. International Inc.", with a total

le nom de « B.R.T. International Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, suite 2315, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1682-1971

Brunelle Electronic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1971, constituant en corporation: Donald Brunelle, commerçant, Irène Cromwell, ménagère, épouse dudit Donald Brunelle, tous deux de 540, St-Jean Baptiste, et Hector Brunelle, contremaître, 139, St-Paul, tous trois de Coaticook, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques de tous genres, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Brunelle Electronic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 43, rue Child, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 759-1971

C.A.C. entrepreneurs électriciens inc.
C.A.C. Electrical Contractors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Normand Collin, Claude Collin, tous deux entrepreneurs électriciens, et Pauline Lavigne, ménagère, épouse dudit Claude Collin, tous trois de 1551, rue du Couvent, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens, sous le nom de « C.A.C. entrepreneurs électriciens inc.— C.A.C. Electrical Contractors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1476-1971

C.B.S. Deux Montagnes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

capital stock of $75,000 divided into 350 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 2315, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1628-1971

Brunelle Electronic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Brunelle, dealer, Irène Cromwell, housewife, wife of the said Donald Brunelle, both of 540 St-Jean Baptiste, and Hector Brunelle, foreman, 139 St-Paul, all three of Coaticook, for the following purposes:

To manufacture and deal in radios, televisions, electrical accessories of all kinds, musical instruments, their parts and accessories, and other similar merchandise, under the name of "Brunelle Electronic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 43 Child Street, Coaticook, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 759-1971

C.A.C. entrepreneurs électriciens inc.
C.A.C. Electrical Contractors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Collin, Claude Collin, both electrical contractors, and Pauline Lavigne, housewife, wife of the said Claude Collin, all three of 1551 Couvent Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, under the name of "C.A.C. entrepreneurs électriciens inc.— C.A.C. Electrical Contractors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1476-1971

C.B.S. Deux Montagnes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Maisonneuve, 199, rue Houle, Saint-Eustache, Claude Allard, 936, 2e Avenue, Laval, et Jean Boileau, 86, 30e Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, tous trois pharmaciens, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « C.B.S. Deux Montagnes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 78, rue St-Eustache, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40345-o 1549-1971

C.B.S. St-Léonard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Maisonneuve, 199, Houle, Saint-Eustache, Claude Allard, 936, 2e Avenue, Laval, Jean Boileau, 86, 30e Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, tous trois pharmaciens, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « C.B.S. St-Léonard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 78, rue St-Eustache, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40345-o 1550-1971

Camp Gou-Rou

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Raymond, contremaître, 422, de l'Église, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, Madeleine Wilson, secrétaire médicale, épouse de Jacques Riopel, 14853, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, Marcel Massie, Daniel Reid, tous deux étudiants, de 340, Laframboise, et Huguette Pichette, ménagère, épouse de René Létourneau, 132, Laframboise, ces trois derniers de Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Mettre sur pied des camps de vacances, sous le nom de « Camp Gou-Rou ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40345-o 1324-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Maisonneuve, 199 Houle Street, Saint-Eustache, Claude Allard, 936, 2nd Avenue, and Jean Boileau, 86, 30th Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, all three pharmacists, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all products, articles and merchandise, under the name of "C.B.S. Deux Montagnes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 78 St-Eustache, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40345 1549-1971

C.B.S. St-Léonard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Maisonneuve, 199 Houle, Saint-Eustache, Claude Allard, 936, 2nd Avenue, Laval, Jean Boileau, 86, 30th Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, all three pharmacists, and Maurice Martel, lawyer 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all products, articles and merchandise under the name of "C.B.S. St-Léonard inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 78 St-Eustache Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40345 1550-1971

Camp Gou-Rou

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ernest Raymond, foreman, 422 de l'Église, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, Madeleine Wilson, medical secretary, wife of Jacques Riopel, 14853 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, Marcel Massie, Daniel Reid, both students of 340 Laframboise, and Huguette Pichette, housewife, wife of René Létourneau, 132 Laframboise, the latter three of Saint-Geneviève, for the following purposes:

To set up holiday camps, under the name of "Camp Gou-Rou".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40345 1324-1971

Canada-Expa inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Raymond Boucher, ingénieur civil, 505, chemin de la Côte Ste-Catherine, Albert-Étienne Raymond, agent d'affaires, et Lucille Boucher, ménagère, épouse dudit Albert-Étienne Raymond, ces deux derniers de 557, chemin de la Côte Ste-Catherine, tous trois d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Canada-Expa inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 557, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1564-1971

Canada-Expa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Boucher, civil engineer, 505 Côte Ste-Catherine Road, Albert-Étienne Raymond, business agent, and Lucille Boucher, housewife, wife of the said Albert-Étienne Raymond, the latter two of 557 Côte Ste-Catherine Road, all three of Outremont, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods, under the name of "Canada-Expa inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 557 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1564-1971

Carmel Floor & Wall Covering Center Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Antonina Cucchiara, secrétaire, fille majeure, 9150, 7e Avenue, Allan Axelrod, 433 nord, Wolseley, et Jacob H. Woloshen, 2165, Lincoln, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de fournitures pour la décoration et d'articles s'y rapportant, sous le nom de « Carmel Floor & Wall Covering Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1966 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district juciciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1627-1971

Carmel Floor & Wall Covering Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonina Cucchiara, secretary, fille majeure, 9150, 7th Avenue, Allan Axelrod, 433 Wolseley North, and Jacob H. Woloshen, 2165 Lincoln, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in decorating supplies and any articles associated therewith, under the name of "Carmel Floor & Wall Covering Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1966 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1627-1971

Carrefour commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Normand-C. Gagnon, 689, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, Maurice-E. Archambault, 379, avenue Elm, et Lucien dit Luc Durand, 613, avenue Victoria, ces deux derniers de Westmount, tous trois architects, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le

Carrefour commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand-C. Gagnon, 689 Marie-Victorin Boulevard, Boucherville, Maurice C. Archambault, 379 Elm Avenue, and Lucien dit Luc Durand, 613 Victoria Avenue, the latter two of Westmount, all three architects, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Carre-

nom de « Carrefour commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1584-1971

Centre de coiffure masculine (Trois-Rivières) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Léo-Paul Desrochers, agent de perception, 1573, O'Reilly, et Micheline Bégin, secrétaire, fille majeure, 31, Wood, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure et d'esthétique, sous le nom de « Centre de coiffure masculine (Trois-Rivières) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est Centre Commercial Les Rivières, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1744-1971

Le centre d'enseignement et d'équipement de plongée sous-marine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Michel Amyot, gérant, Michèle Valois, secrétaire, épouse dudit Michel Amyot, tous deux de 5272, 3e Avenue, Montréal, et Normand Amyot, commis de bureau, 122, Lacharité, Lasalle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout équipement, instruments et machines se rapportant à la plongée sous-marine, sous le nom de « Le centre d'enseignement et d'équipement de plongée sous-marine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5272, 3e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1113-1971

Centre de publication des informations coréennes (Cho Sun Kong Ron) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

four commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1584-1971

Centre de coiffure masculine (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route No. 1, Lennoxville, Léo-Paul Desrochers, tax collector, 1573 O'Reilly, and Micheline Bégin, secretary, spinster of the full age of majority, 31 Wood, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a hair-dressing and beauty salon, under the name of "Centre de coiffure masculine (Trois-Rivières) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Centre Commercial Les Rivières, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1744-1971

Le centre d'enseignement et d'équipement de plongée sous-marine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Amyot, manager, Michèle Valois, secretary, wife of the said Michel Amyot, both of 5272, 3rd Avenue, Montreal, and Normand Amyot, office clerk, 122 Lacharité, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and to deal in equipment, instruments and machines pertaining to under-water diving, under the name of "Le centre d'enseignement et d'équipement de plongée sous-marine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 5272, 3rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1113-1971

Centre de publication des informations coréennes (Cho Sun Kong Ron) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Nguyen Van Nha, professor, 33, René Philippe, Saint-Lambert, Bernard S. Mergler, avocat, 1255, carré Phillips, Yesuck Chung, ingénieur, et Hwayap Lee, ménagère, épouse dudit Yesuck Chung, ces deux derniers du 5113, avenue Brébeuf, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'importation, l'exportation et la distribution de livres, journaux, revues, magazines, films (cinéma), photographies, dessins et peintures originaires des pays de l'Asie et en particulier de la Corée et du Vietnam, sous le nom de « Centre de publication des informations coréennes (Cho Sun Kong Ron) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1255, rue University, bureau 710, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1678-1971

Centre le Roussillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Rolland Couillard, 1216, boulevard des Gouverneurs, Sillery, Bermond Guay, 851, Ontario, Jean-Pierre Ruel, 1186, Colbert, Claude Ruel, 1273, route de l'Église, et Guy Paquet, 3112, de la Paix, ces quatre derniers de Sainte-Foy, tous cinq hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter une épicerie, une tabagie, des restaurants et des comptoirs-lunchs, sous le nom de « Centre le Roussillon inc. », avec un capital total de $25,500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1198, rue Colbert, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1909-1971

Chardans Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Rosaline Dixon, secrétaire, fille majeure, 7025, Fielding, W. Robert Golfman, 1212 ouest, des Pins, tous deux de Montréal, et David Appel, 250, Kensington, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Chardans Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nguyen Van Nha, professor, 33 René Philippe, Saint-Lambert, Bernard S. Mergler, advocate, 1255 Phillips Square, Yesuck Chung, engineer, and Hwayap Lee, housewife, wife of the said Yesuck Chung, the latter two of 5113 Brébeuf Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To import, export and distribute books, newspaper, magazines, reviews, films (movie picture films), photographs, drawings, and paintings from Asian countries, and in particular from Korea and Vietnam, under the name of "Centre de publication des informations coréennes (Cho Sun Kong Ron) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 710, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1678-1971

Centre le Roussillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Couillard, 1216 des Gouverneurs Boulevard, Sillery, Bermond Guay, 851 Ontario, Jean-Pierre Ruel, 1186 Colbert, Claude Ruel, 1273 Route de l'Église, and Guy Paquet, 3112 de la Paix, the latter four of St. Foy, all five businessmen, for the following purposes:

To operate a grocery store, a tobaconnist store, restaurants and lunch counters, under the name of "Centre le Roussillon inc.", with a total capital stock of $25,500, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each and 25,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1198 Colbert Street, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1909-1971

Chardans Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaline Dixon, secretary, spinster, 7025 Fielding, W. Robert Golfman, 1212 Pine West, both of Montreal, and David Appel, 250 Kensington, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and products of all kinds, under the name of "Chardans Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1690-1971

Les chaussures Le Gentilhomme ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Simon Bédard, administrateur, Denis Lachance, tous deux de 221, Calixa-Lavallée, Boucherville, et André Bellerose, 3202, 7e Rue, Laval, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et bottes de toutes sortes pour hommes et femmes, sous le nom de « Les chaussures Le Gentilhomme ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7880, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1323-1971

Cineteknica Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Alfredo Gagliardi, 2405, Benjamin Sulte, Claudio Luca, 9265, Iberville, tous deux hommes d'affaires, et Anna Laghi, secrétaire, fille majeure, 8016, 10e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projections animées, et exploiter des ateliers de projections animées, sous le nom de « Cineteknica Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6900, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1543-1971

Claude Metal-Fab Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Vachon, 1278, Bellechasse, Montréal, Claude Benoit, tous deux ferblantiers, et Louisette Villiard, ménagère, épouse dudit Claude Benoit, ces deux derniers de 1720, Laurier, Laflèche, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1690-1971

Les chaussures Le Gentilhomme ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Bédard, administrator, Denis Lachance, both of 221 Calixa-Lavallée, Boucherville, and André Bellerose, 3202, 7th Street, Laval, the latter two managers, for the following purposes:

To deal in all kinds of men's and women's footwear, under the name of "Les chaussures Le Gentilhomme ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7880 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1323-1971

Cineteknica Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfredo Gagliardi, 2405 Benjamin Sulte, Claudio Luca, 9265 Iberville, both businessmen, and Anna Laghi, secretary, spinster of the full age of majority, 8016, 10th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and editors and to operate motion picture studios, under the name of "Cineteknica Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6900 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1543-1971

Claude Metal-Fab Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Vachon, 1278 Bellechasse, Montreal, Claude Benoit, both tinsmiths, and Louisette Villiard, housewife, wife of the said Claude Benoit, the latter two of 1720 Laurier, Laflèche, for the following purposes:

Fabriquer, installer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, de chauffage, de ventilation et de climatisation, sous le nom de « Claude Metal-Fab Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8347, 10e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 5334-1970

To manufacture, install and to deal in all sorts of apparatus and electric, heating, ventilation and air-conditioning accessories, under the name of "Claude Metal-Fab Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8347, 10th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 5334-1970

Clinique du rasoir électrique St-Germain inc. St. Germain Electric Shaver Clinic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Maurice St-Germain, commerçant, 257, Milot, Carmen René, épouse de Jean-Paul Ringuet, 17, Bureau, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Odette Perreault, fille majeure, 1280, Nqtre-Dame, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous accessoires électriques et leurs produits connexes, sous le nom de « Clinique du rasoir électrique St-Germain inc. — St. Germain Electric Shaver Clinic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 257, rue Milot, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1099-1971

Clinique du rasoir électrique St-Germain inc. St. Germain Electric Shaver Clinic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice St-Germain, dealer, 257 Milot, Carmen René, wife of Jean-Paul Ringuet, 17 Bureau, both of Cap-de-la-Madeleine, and Odette Perreault, spinster of the full age of majority, 1280 Notre-Dame, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all electrical accessories and related products, under the name of "Clinique du rasoir électrique St-Germain inc. — St. Germain Electric Shaver Clinic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 257 Milot Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1099-1971

Club La Flèche Brisée de Chandler

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Giroux, professeur, case postale 136, route rurale No 2, Pabos, Georges-Henri Giroux, gérant, case postale 218, et Jean-Paul Grenier, entrepreneur, case postale 638, ces deux derniers de Chandler, pour les objets suivants:

Promouvoir la vie au grand air, le délassement pour le corps et l'esprit; encourager le tourisme; développer le sport du tir à l'arc et ses activités connexes, sous le nom de « Club La Flèche Brisée de Chandler ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1841-1971

Club La Flèche Brisée de Chandler

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Giroux, teacher, post office box 136, Rural Route No. 2, Pabos, Georges-Henri Giroux, manager, post office box 218, and Jean-Paul Grenier, contractor, post office box 638, the latter two of Chandler, for the following purposes:

To promote the outdoor life, relaxation physical as well as spiritual; to encourage tourism; to develop archery and related activities, under the name of "Club La Flèche Brisée de Chandler".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Chandler, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1841-1971

Club récréatif Ookpik Mauricien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laudias Pratte, gérant, 1131, St-Pierre, Normand Cossette, mécanicien, 161, route 19-B, Fernando Vaugeois, garagiste, 541, route 19-B, tous trois de Saint-Timothée, Gilles Lafrenière, journalier, 1250, 108e Avenue, Maurice Gervais, commis, 253, 108e Avenue, tous deux de Saint-Georges, Charlemagne Daneault, contremaître, 552, 8e Avenue, Réginald Gélinas, ébéniste, 50, 8e Rue, Roméo Trottier, restaurateur, boulevard des Hêtres sud, tous trois de Grand'Mère, et Léo Tellier, commerçant, 890, Ruisseau le Bourdais, Saint-Tite, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir et développer en particulier les sports de la moto-neige et du camping, sous le nom de « Club récréatif Ookpik Mauricien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1847-1971

Club sportif Gaulin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Gaulin, opérateur, Lorraine Roy, ménagère, épouse dudit Antoine Gaulin, et Michel Gaulin, journalier, tous trois de Saint-Robert-Bellarmin, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier la natation pendant la période estivale, le ski et la raquette pendant la période d'hiver, sous le nom de « Club sportif Gaulin inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Robert-Bellarmin, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1104-1971

Le Comité des loisirs de Ragueneau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Gagnon, épicier, Raynald Imbeault, professeur, et Léopold Duchaîne, menuisier, tous trois de Ragueneau, pour les objets suivants:

Club récréatif Ookpik Mauricien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laudias Pratte, manager, 1131 St-Pierre, Normand Cossette, mechanic, 161 Route 19-B, Fernando Vaugeois, garage operator, 541 Route 19-B, all three of Saint-Timothée, Gilles Lafrenière, labourer, 1250, 108th Avenue, Maurice Gervais, clerk, 253, 108th Avenue, both of Saint-Georges, Charlemagne Daneault, foreman, 552, 8th Avenue, Réginald Gélinas, cabinetmaker, 50, 8th Street, Roméo Trottier, restaurant keeper, des Hêtres Boulevard South, all three of Grand' Mère, and Léo Tellier, dealer, 890 Ruisseau le Bourdais, Saint-Tite, for the following purposes:

To operate a sports club and promote and develop snowmobiling and camping in particular, under the name of "Club récréatif Ookpik Mauricien inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Georges, judicial district of Saint-Maurice.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1847-1971

Club sportif Gaulin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antoine Gaulin, operator, Lorraine Roy, housewife, wife of the said Antoine Gaulin, and Michel Gaulin, labourer, all three of Saint-Robert-Bellarmin, for the following purposes:

To form and manage a sports club and particularly to promote swimming during the summer, skiing and snowshoeing during the winter, under the name of « Club sportif Gaulin inc. ».

The amount to which the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Robert-Bellarmin, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1104-1971

Le Comité des loisirs de Ragueneau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Gagnon, grocer, Raynald Imbeault, teacher, and Léopold Duchaîne, carpenter, all three of Ragueneau, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Comité des loisirs de Ragueneau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Ragueneau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 981-1971

Conpella inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Richard Pelletier, tailleur, 830, St-Peter, McMasterville, Hervé Larocque, dessinateur, 6462, Léon-Derome, Montréal, et Richard Dubreuil, stagiaire, 1615, Morrison, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Conpella inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 985-1971

Construction Coutu & Mireault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marcel Coutu, entrepreneur en construction, Émilienne Massicotte, ménagère, épouse dudit Marcel Coutu, tous deux de 301, 10e Rang nord, Sainte-Marcelline-de-Kildare, Jean-Claude Mireault, entrepreneur en construction, et Andrée Leblanc, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Mireault, ces deux derniers de 270, Principale, Saint-Alexis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Coutu & Mireault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 270, rue Principale, Saint-Alexis, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1595-1971

Lewis Conway Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant

To organize recreation, under the name of "Le Comité des loisirs de Ragueneau".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 981-1971

Conpella inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Pelletier, tailor, 830 St-Peter, McMasterville, Hervé Larocque, designer, 6462 Léon-Derome, Montreal, and Richard Dubreuil, articled student, 1615 Morrisson, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and to deal in clothes, under the name of "Conpella inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at McMasterville, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 985-1971

Construction Coutu & Mireault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Coutu, contractor in construction, Émilienne Massicotte, housewife, wife of the said Marcel Coutu, both of 301, 10th Range North, Sainte-Marcelline-de-Kildare, Jean-Claude Mireault, building contractor, and Andrée Leblanc, housewife, wife of the said Jean-Claude Mireault, the latter two of 270 Principale, Saint-Alexis, for the following purposes:

To do business as constructors and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Coutu & Mireault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 270 Principale Street, Saint-Alexis, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1595-1971

Lewis Conway Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Patrick Long, 1425, Jacques Lemaistre, Montréal-Nord, Jean Blain, 298, Jeanne-Petit, Boucherville, et Bernard Ranger, 86, Bord du Lac, Pointe-Claire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres mécaniciens en tuyauterie, chauffage, réfrigération, ventilation, humidification et climatisation, sous le nom de « Lewis Conway Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1751-1971

Coranit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert W. Élias, J.-Marc D'Anjou, tous deux vendeurs, de 1435, St-Alexandre, et Francine Chamberland, secrétaire, épouse de Yvon Crevier, 7265, rue Sagard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements d'hommes et femmes, de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Coranit inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, St-Alexandre, suite 1010, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 5700-1970

Corporation de promotion industrielle de la région de Saint-Hyacinthe inc.
Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Lemieux, industriel, 905, rue Crevier, La Providence, André Blanchard, comptable, 2855, rue Chouinard, et Jacques Sylvestre, avocat, 8185, rue Ledoux, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Favoriser l'expansion industrielle et économique de la région de Saint-Hyacinthe, sous le nom de « Corporation de promotion industrielle de la région de Saint-Hyacinthe inc. — Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

ing: Patrick Long, 1425 Jacques Lemaistre, Montreal-North, Jean Blain, 298 Jeanne-Petit, Boucherville, and Bernard Ranger, 86 Bord du Lac, Pointe-Claire, all three advocates, for the following purposes:

To do business as master electricians in piping, heating, refrigeration, ventilation, humidification and airconditioning, under the name of "Lewis Conway Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1751-1971

Coranit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert W. Élias, J.-Marc D'Anjou, both salesmen, of 1435 St-Alexandre, and Francine Chamberland, secretary, wife of Yvon Crevier, 7265 Sagard Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and women's clothing, footwear, leather goods and their accessories, under the name of "Coranit inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1435 St-Alexandre, Suite 1010, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 5700-1970

Corporation de promotion industrielle de la région de Saint-Hyacinthe inc.
Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Lemieux, manufacturer, 905 Crevier Street, La Providence, André Blanchard, accountant, 2855 Chouinard Street, and Jacques Sylvestre, lawyer, 8185 Ledoux Street, the latter two of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To promote the industrial and economic expansion of Greater St. Hyacinthe, under the name of "Corporation de promotion industrielle de la région de Saint-Hyacinthe inc. — Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.".

The amount to which the annual revenue coming from the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est 1600, Girouard, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 586-1971

Le C.R.A.C.
(Centre de recrutement et d'aide des chômeurs)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Guertin, assembleur, 200, 3e Avenue, app. 3, Yvon Bédard, journalier, 425, Florence, et Jean Salvail, prêtre, 902, boulevard Alexandre, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Offrir divers services aux chômeurs, sous le nom de « Le C.R.A.C. (Centre de recrutement et d'aide des chômeurs) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1487-1971

Création Pro-Cap ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de février 1971, constituant en corporation: Hector Essiambre, artisan perruquier, 10757, Lille, Montréal-Nord, Jesus Orden, perruquier, 535, Place Renaud, et Guy Couvrette, agent de réclamation, 1575, d'Auteuil, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de perruques, postiches, toupets et des produits connexes, sous le nom de « Création Pro-Cap ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1129, Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 863-1971

David & Garth Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: David Garth McIntosh, entrepreneur, 11734, boulevard O'Brien, David Goldenblatt, et Paul Nadler, ces deux derniers avocats, du 2015, Drummond, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, de portefeuille et de construction, sous le nom de « David

The head office of the corporation is at 1600 Girouard, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 586-1971

Le C.R.A.C.
(Centre de recrutement et d'aide des chômeurs)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Guertin, assembler, 200, 3rd Avenue, Apt. 3, Yvon Bédard, workman, 425 Florence, and Jean Salvail, priest, 902 Alexandre Boulevard, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To offer different services for the unemployed, under the name of "Le C.R.A.C. (Centre de recrutement et d'aide des chômeurs)".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1487-1971

Création Pro-Cap ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hector Essiambre, master wig-maker, 10757 Lille, Montreal-North, Jesus Orden, wig-maker, 535 Place Renaud, and Guy Couvrette, claims agent, 1575 d'Auteuil, the latter two of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in wigs, falls, toupees and products related thereto, under the name of "Création Pro-Cap ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1129 Mount Royal East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 863-1971

David & Garth Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Garth McIntosh, contractor, 11734 O'Brien Boulevard, David Goldenblatt, and Paul Nadler, the latter two attorneys, of 2015 Drummond, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, holding and construction company, under the name of "David

& Garth Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 11734, boulevard O'Brien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1884-1971

Décorations Carrier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Carrier, Fernand Carrier, tous deux marchands, de Val Saint-Michel, et Jean-Paul Bédard, comptable, 1033, route de l'Église, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, tuiles, tentures, tapisserie, couvre-planchers, et tout ce qui concerne la décoration des maisons et immeubles, sous le nom de « Décorations Carrier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val Saint-Michel, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1524-1971

Discothèque La Boulette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Michaud, commis, France Robitaille, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Michaud, tous deux de 9, Cormier, et Augusta Stermieri, commerçante, épouse de Lanfranco Freddi, 928, Giasson, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivnats:

Exploiter une discothèque, sous le nom de « Discothèque La Boulette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, rue Cormier, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1391-1971

Dispo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Roland Bourbonnière, voyageur, 5535, de Lamothe, Jean Lagacé, étudiant, 3840, rue Bonavista, et Jean-Pierre Pilon, avocat, 5835, rue de La Roche, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

& Garth Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 11734 O'Brien Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1884-1971

Décorations Carrier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Carrier, Fernand Carrier, both traders of Val Saint-Michel, and Jean-Paul Bédard, accountant, 1033 Route de l'Église, St. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, tiles, wall coverings, tapestries, floor coverings and all that which is related to the decorating of houses and buildings, under the name of "Décorations Carrier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val Saint-Michel, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1524-1971

Discothèque La Boulette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Michaud, clerk, France Robitaille, housewife, wife of the said Jean-Guy Michaud, both of 9 Cormier, and Augusta Stermieri, dealer, wife of Lanfranco Freddi, 928 Giasson, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate a discotheque, under the name of "Discothèque La Boulette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 9 Cormier Street, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1391-1971

Dispo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Bourbonnière, travelling salesman, 5535 de Lamothe, Jean Lagacé, student, 3840 Bonavista Street, and Jean-Pierre Pilon, lawyer, 5835 de La Roche Street, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Dispo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10260, des Récollets, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1558-1971

To do business as electricians; to manufacture and to deal in all sorts of electrical apparatus and accessories, under the name of "Dispo inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 10260 des Récollets, Montreal-North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1558-1971

Dupont Gingras inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Dupont, imprimeur, Mireille Dupont, secrétaire, épouse dudit André Dupont, tous deux de 1015, 43e Avenue, Laval, Gilles Gingras, imprimeur, et Claire Gingras, secrétaire, épouse dudit Gilles Gingras, ces deux derniers de 700, de Montbrun, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs, relieurs, éditeurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Dupont Gingras inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1297, chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1775-1971

Dupont Gingras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Dupont, printer, Mireille Dupont, secretary, wife of the said André Dupont, both of 1015, 43rd Avenue, Laval, Gilles Gingras, printer, and Claire Gingras, secretary, wife of the said Gilles Gingras, the latter two of 700 de Montbrun, Boucherville, for the following purposes:

To do business as printers, engravers, bookbinders, publishers and in other related fields, under the name of "Dupont Gingras inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1297 Chambly Road, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1775-1971

Eastern Fire Protection Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Nil Roy, mécanicien en tuyauterie, 5165, Desmarteau, Jacques Latulippe, publicitaire conseil, 5265, Jeanne d'Arc, tous deux de Montréal, et Yves Latulippe, vendeur, 12398, Ernest Robitaille, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, inspecter, effectuer le service et réparer les extincteurs manuels d'incendie, sous le nom de « Eastern Fire Protection Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chaune.

Le siège social de la compagnie est 445, St-Paul est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1700-1971

Eastern Fire Protection Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nil Roy, mechanic in piping, 5165 Desmarteau, Jacques Latulippe, counsellor in advertising, 5265 Jeanne d'Arc, both of Montreal, and Yves Latulippe, salesman, 12398 Ernest Robitaille, Montreal-North, for the following purposes:

To buy, sell, rent, inspect, service and repair hand-operated fire extinguishers, under the name of "Eastern Fire Protection Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 445 St. Paul Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1700-1971

Les ébénisteries A.C.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Les ébénisteries A.C.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 4e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gaétan Raymond, 11781, De Meulles, Montréal, Alain Létourneau, 11813, De Tracy, Saint-Laurent, et René Roy, 275, rue Morrison, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ébénistes et menuisiers, sous le nom de « Les ébénisteries A.C.G. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6175, boulevard Métropolitain est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1609-1971

École et éditions de mode Parisienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Camille Albert Ajus, agent de réclamation, Marguerite Nicolas Habash, épouse dudit Camille Albert Ajus, tous deux de 910, Lamer, Saint-Laurent, et Fouad Nicolas Habash, 7050, boulevard Viau, Montréal, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Exploiter des écoles et institutions d'enseignement de mode, coupe et couture de vêtements et tissus de toutes sortes, sous le nom de « École et éditions de mode Parisienne inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 910, rue Lamer, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1536-1971

Les éditions Maisonneuve inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1971, constituant en corporation: André Deslongchamps, 12215, Le Mesurier, Montréal, Guy Quesnel, 43, 15e Rue, Roxboro, et Pierre Despatis, 85, Auguste Lacaille, Boucherville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les éditions Maisonneuve inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2739, boulevard Édouard-Montpetit, bureau 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 735-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Raymond, 11781 De Meulles, Montreal, Alain Létourneau, 11813 De Tracy, Saint-Laurent, and René Roy, 275 Morrisson Street, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as cabinet-makers and carpenters, under the name of "Les ébénisteries A.C.G. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6175 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1609-1971

École et éditions de mode Parisienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Albert Ajus, claims agent, Marguerite Nicolas Habash, wife of the said Camille Albert Ajus, both of 910 Lamer, Saint-Laurent, and Fouad Nicolas Habash, 7050 Viau Boulevard, Montreal, the latter two teachers, for the following purposes:

To operate schools and teaching establishments for the styling, cutting and sewing of clothing and fabrics of all kinds, under the name of "École et éditions de mode Parisienne inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 910 Lamer Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1536-1971

Les éditions Maisonneuve inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Deslongchamps, 12215 Le Mesurier, Montreal, Guy Quesnel, 43, 15th Street, Roxboro, and Pierre Despatis, 85 Auguste Lacaille, Boucherville, all three lawyers, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in other related fields, under the name of "Les éditions Maisonneuve inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2739 Édouard-Montpetit Boulevard, office No. 2, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 735-1971

Les entreprises Cinex de Hull ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Cliche, 31, boulevard Mousette, Jean-Marie Brûlé, 24, rue Legault, tous deux professeurs, et Michel-J.-M. Blondin, dessinateur, 176, boulevard Mousette, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF, sous le nom de « Les entreprises Cinex de Hull ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 875-1971

Les entreprises Lagate inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Claude-André Gadbois, 447, Millar, Gatineau, Jacques Laflamme, 94, Jolicoeur, tous deux agents, et Raymonde Bourgeois, secrétaire, fille majeure, 18, Roussillon, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de construction, sous le nom de « Les entreprises Lagate inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 214, boulevard St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1743-1971

Enviroscape Design Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Arthur Chui Fu Lau, architecte, Crystal Suit Ching Soo, ménagère, épouse dudit Arthur Chui Fu Lau, tous deux du 286, Fieldstone Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Darcy Dunton, secrétaire, fille majeure, 3703, rue Sainte-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des plans, développer, produire, dessiner et faire toutes sortes d'opérations relatives à l'environnement et à l'urbanisme, sous le nom de « Enviroscape Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Les entreprises Cinex de Hull ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Cliche, 31 Mousette Boulevard, Jean-Marie Brûlé, 24 Legault Street, both teachers, and Michel-J.-M. Blondin, designer, 176 Mousette Boulevard, all three of Hull, for the following purposes:

To operate radio and TSF transmitting and receiving stations under the name of "Les entreprises Cinex de Hull ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 875-1971

Les entreprises Lagate inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-André Gadbois, 447 Millar, Gatineau, Jacques Laflamme, 94 Jolicoeur, both agents, and Raymonde Bourgeois, secretary, spinster of the full age of majority, 18 Roussillon, the latter two of Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment, management and construction company, under the name of "Les entreprises Lagate inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 214 St-Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1743-1971

Enviroscape Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Chui Fu Lau, architect, Crystal Suit Ching Soo, housewife, wife of the said Arthur Chui Fu Lau, both of 286 Fieldstone Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Darcy Dunton, secretary, spinster, 3703 Ste-Famille Street, Montreal, for the following purposes:

To design, develop, produce, draw and do everything aking to the field of environment and urban planning, under the name of "Enviroscape Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 2015, rue Peel, bureau 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1703-1971

Équipement médical M.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Fernand Roy, 269, Laporte, Laval, Lucien Roy, 3470, Stanley, tous deux industriels, Guy-J. Coupal, notaire, 12135, Marsan, tous deux de Montréal, et Nicole Denis, secrétaire, épouse de Michel Gosselin, 8410, boulevard Haut Anjou, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits et articles employés ou utilisés par les hôpitaux, les chirurgiens et les médecins, sous le nom de « Équipement médical M.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 750 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 250 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1893, rue Moreau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1634-1971

Evalex ltée
Evalex Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jacques Giguère, 7940, D. Gosselin, Raymond Labbé, 435, 60e Rue est, Harold Fortin, 355, De Navarre, tous trois de Charlesbourg, Yvon Poulin, 645, De Norvège, Sainte-Foy, Adrien Garneau, 389, des Saules ouest, tous cinq employés de bureau, Paul-M. Lachance, étudiant stagiaire, 1060, St-Cyrille ouest, et Jean-Marie Bracquemont, évaluateur, 360, de la Bohème, ces trois derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de construction, sous le nom de « Evalex ltée — Evalex Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions classe « A » de $10 chacune, 1,500 actions classe « B » de $10 chacune, 900 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 437, 60e Rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 2060-1971

The head office of the company is at 2015 Peel Street, Room 300, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1703-1971

Équipement médical M.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Roy, 269 Laporte, Laval, Lucien Roy, 3470 Stanley, both manufacturers, Guy-J. Coupal, notary, 12135 Marsan, both of Montreal, and Nicole Denis, secretary, wife of Michel Gosselin, 8410 Haut Anjou Boulevard, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and to deal in products and articles used in hospitals, by surgeons and doctors, under the name of "Équipement médical M.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 750 shares class "A" of a nominal value of $1 each, 250 shares class "B" of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1893 Moreau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1634-1971

Evalex ltée
Evalex Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Giguère, 7940 D. Gosselin, Raymond Labbé, 435, 60th Street East, Harold Fortin, 355 De Navarre, all three of Charlesbourg, Yvon Poulin, 645 De Norvège, St. Foy, Adrien Garneau, 389 des Saules West, all five office employees, Paul-M. Lachance, articled student, 1060 St. Cyrille West, and Jean-Marie Bracquemont, appraiser, 360 de la Bohème, the latter three of Québec, for the following purposes:

To do business as an investment, holding and construction company, under the name of "Evalex ltée — Evalex Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 shares class "A" of $10 each, 1,500 shares class "B" of $10 each, 900 preferred shares class "A" of $10 each and 1,000 preferred shares class "B" of $1 each.

The head office of the company is at 437, 60th Street East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 2060-1971

Fabric Junction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 5501, Adalbert, Allen Feldman, 6405, Lennox, tous deux avocats, et Ann Palmer, secrétaire, fille majeure, 6321, Mazarin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de draperies et tissus, ainsi que de la quincaillerie et de tous les accessoires qui s'y rattachent, sous le nom de « Fabric Junction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 1812-1971

Fabric Junction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Frumkin, 5501 Adalbert, Allen Feldman, 6405 Lennox, both advocates, and Ann Palmer, secretary, spinster, 6321 Mazarin, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in draperies and fabrics, including drapery hardware and all related accessories, under the name of "Fabric Junction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1812-1971

Fashion Marketing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean Giguère, homme d'affaires, Denise Martin, ménagère, épouse dudit Jean Giguère, tous deux de 515, François, app. 404, Verdun, et Yves Carrières, avocat, 2152, Étienne-Brûlé, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Fashion Marketing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1141-1971

Fashion Marketing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Giguère, businessman, Denise Martin, housewife, wife of the said Jean Giguère, both of 515 François, Apt. 404, Verdun, and Yves Carrière, lawyer, 2152 Étienne-Brûlé, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in cothes of all sorts, under the name of "Fashion Marketing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1141-1971

Ferronnerie Mandeville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Réal Mandeville, Raymonde Ruffet, épouse dudit Réal Mandeville, tous deux de 94, Richelieu, Saint-Bruno-de-Montarville, et Jean-Claude Mandeville, 4233, Fabre, Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Ferronnerie Mandeville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Ferronnerie Mandeville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Mandeville, Raymonde Ruffet, wife of the said Réal Mandeville, both of 94 Richelieu, Saint-Bruno-de-Montarville, and Jean-Claude Mandeville, 4233 Fabre, Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on a hardware business, under the name of "Ferronnerie Mandeville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1407, rue Montarville, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 603-1971

Le Gourmet International (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Andréa-E. Marier, commerçante, fille majeure, 135, Sherbrooke est, suite 1103, Montréal, Gail Smith, vendeuse, épouse de Douglas Smith, 29, Sandringham, Dollard-des-Ormeaux, et Ray Yandon, commerçant, 79, Fenside Drive, Don Mills, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la porcelaine, de la verrerie, de coutellerie, de batterie et d'équipement de cuisine, sous le nom de « Le Gourmet International (Montréal) inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 39,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Sherbrooke est, suite 1103, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1593-1971

G.P. Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Denis Patenaude, électricien, Monique Deshaies, ménagère, épouse sudit Denis Patenaude, tous deux de 145, Larocque, Cowansville, Patrick Gilmore, électricien, et Lesley Gilmour, ménagère, épouse dudit Patrick Gilmore, ces deux derniers de Brome, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « G.P. Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 346-1971

Grand Ole Oprey of Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant

The head office of the company is at 1407 Montarville Street, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 603-1971

Le Gourmet International (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andréa-E. Marier, trader, spinster, 135 Sherbrooke East, Suite 1103, Montreal, Gail Smith, saleslady, wife of Douglas Smith, 29 Sandringham, Dollard-des-Ormeaux, and Ray Yandon, trader, 79 Fenside Drive, Don Mills, for the following purposes:

To manufacture and deal in china, glassware, cutlery, kitchen equipment, under the name of "Le Gourmet International (Montréal) inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 39,900 preferred shares with a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 135 Sherbrooke Street East, Suite 1103, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1593-1971

G.P. Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Patenaude, electrician, Monique Deshaies, housewife, wife of the said Denis Patenaude, both of 145 Larocque, Cowansville, Patrick Gilmore, electrician, and Lesley Gilmour, housewife, wife of the said Patrick Gilmore, the latter two of Brome, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "G.P. Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 346-1971

Grand Ole Oprey of Canada Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Richard Meagher, administrateur, 20, avenue Roselawn, Cara Ruth Kaplan, secrétaire, épouse d'Igor Kaplan, 21 nord, Sherbourne, et Lynn Alexander, réceptionniste, épouse divorcée de James Terence Alexander, 3008, Queen Street East, tous trois de Toronto, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les divertissements de toutes sortes, sous le nom de « Grand Ole Oprey of Canada Limited », avec un capital actions divisé en 500,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 635 ouest, boulevard Dorchester, bureau 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1466-1971

Grantham Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Guy Gervais, avocat, 565, avenue Berwick, Mont-Royal, Marguerite Soucy, 8330, Christophe-Colomb, Montréal, et Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Grantham Construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, place Crémazie, suite 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1696-1971

Fernand Grenier limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Diane Côté, secrétaire, fille majeure, 2300, 2e Avenue, Louis Huot, 895, avenue Lévis, tous deux de Québec, et Jean Côté, 3204, Royal, Giffard, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Fernand Grenier limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Courville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1621-1971

rating: Richard Meagher, executive, 20 Roselawn Avenue, Cara Ruth Kaplan, secretary, wife of Igor Kaplan, 21 North Sherbourne, and Lynn Alexander, receptionist, wife divorced from James Terence Alexander, 3008 Queen Street East, all three of Toronto, for the following purposes:

To carry on the business of entertainment of every kind, under the name of "Grand Ole Oprey of Canada Limited", with a capital stock divided into 500,000 shares having no par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1466-1971

Grantham Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Gervais, lawyer, 565 Berwick Avenue, Mount Royal, Marguerite Soucy, 8330 Christophe-Colomb, Montreal, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque Boulevard, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Grantham Construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each, 6,000 preferred shares class "A" of $1 each and 3,000 preferred shares class "B" of $10 each.

The head office of the company is at 110 Crémazie Place, Suite 320, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1696-1971

Fernand Grenier limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Côté, secretary, spinster of the full age of majority, 2300, 2nd Avenue, Louis Huot, 895 Lévis Avenue, both of Québec, and Jean Côté, 3204 Royal, Giffard, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in and process oils, grease, petroleum and all their by-products, and natural gas, under the name of "Fernand Grenier limitée", with a total capital stock of $40,000 divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Courville, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1621-1971

Louis Guillotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Louis Guillotte, homme d'affaires, 9055, Logan, Pierrefonds, Louise Lefebvre, épouse de Georges-André Lefebvre, 161, Roussillon, et Jacqueline Thiffault, épouse de Charles Thiffault, 2805, Tracy, ces deux dernières secrétaires, de Laval, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Louis Guillotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9055, Logan, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1557-1971

Louis Guillotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Guillotte, businessman, 9055 Logan, Pierrefonds, Louise Lefebvre, wife of Georges-André Lefebvre, 161 Roussillon, and Jacqueline Thiffault, wife of Charles Thiffault, 2805 Tracy, the latter two secretaries, of Laval, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Louis Guillotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9055 Logan, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1557-1971

Haute coiffure Le Manoir inc.
Manoir Beauty Salon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Ichoua Soussana, coiffeur, 2375, Ward, app. 303, Saint-Laurent, Maurice Bendavid, gentilhomme, et Anita Elharrar, ménagère, épouse dudit Maurice Bendavid, ces deux derniers de 4625, Bourret, app. 28, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs et barbiers, sous le nom de « Haute coiffure Le Manoir inc. — Manoir Beauty Salon Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5810, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1096-1971

Haute coiffure Le Manoir inc.
Manoir Beauty Salon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ichoua Soussana, hairdresser, 2375 Ward, Apt. 303, Saint-Laurent, Maurice Bendavid, gentleman, and Anita Elharrar, housewife, wife of the said Maurice Bendavid, the latter two of 4625 Bourret, Apt. 28, Montreal, for the following purposes:

To do business as hairdressers and barbers, under the name of "Haute coiffure Le Manoir inc. — Manoir Beauty Salon Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5810 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1096-1971

Fernand Houle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Léo Carignan, 145, Riverview, Lasalle, Fernand Houle, 429, Richemond, et Roméo Buissière, 7386, boulevard Pie IX, ces deux derniers de Montréal, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Fernand Houle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Fernand Houle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Carignan, 145 Riverview, Lasalle, Fernand Houle, 429 Richemond, and Roméo Buissière, 7386 Pie IX Boulevard, the latter two of Montreal, all three industrialists, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Fernand Houle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1345, rue Villeray, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1687-1971

Immeuble St-Donat inc.
St. Donat Real Estate Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1971, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100, McGregor, et Guy Duranleau, 3825, St-Denis, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeuble St-Donat inc. — St. Donat Real Estate Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1021-1971

Japan Society of Canada
Société Japon du Canada

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Vincent Coderre-Fox, correspondant des ventes, veuve de Robert Samuel Smith, 1, chemin Ellerdale, app. 7, Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Carlos Harrington, gérant, 3525, Hutchison, app. 30, Thérèse Jurajuria, éditeur adjoint, 1100, avenue McGregor, app. 305, Pauline Lacroix, fonctionnaire, 12283, de Poutrincourt, Masako Takao, 3660, Lorne Crescent, app. 10, Yakio Matsuura, 2242, Belgrave, app. B, toutes deux secrétaires, Adèle Roy, ingénieur, 320, boulevard Thompson, app. 105, toutes les cinq filles majeures, Kim Nakashima, comptable agréée, 4628, avenue Melrose, Paul J. Mineo, contrôleur, 1191, avenue Hope, 5, tous les dix de Montréal, Kaz Jakim, gérant, 9257, boulevard Lasalle, Lasalle, et Jean Mary MacPherson, ménagère, épouse de Stanley Oliver Smith, 196, avenue Clifton, Otterburn Heights, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir les échanges culturels entre les résidents japonais et les résidents non-japonais du Canada, sous le nom de « Japan Society of Canada — Société Japon du Canada ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation ne doit pas dépasser $50,000.

The head office of the company is at 1345 Villeray Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1687-1971

Immeuble St-Donat inc.
St. Donat Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100 McGregor, and Guy Duranleau, 3825 St-Denis, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Immeuble St-Donat inc. — St. Donat Real Estate Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Donat, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1021-1971

Japan Society of Canada
Société Japon du Canada

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Vincent Coderre-Fox, sales correspondent, widow of Robert Samuel Smith, 1 Ellerdale Road, Apt. 7, Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Carlos Harrington, manager, 3525 Hutchison, Apt. 30, Thérèse Jurajuria, editorial assistant, 1100 McGregor Avenue, Apt. 305, Pauline Lacroix, civil servant, 12283 de Poutrincourt, Masako Takao, 3660 Lorne Crescent, Apt. 10, Yakio Matsuura, 2242 Belgrave, Apt. B, both secretaries, Adèle Roy, engineer, 320 Thompson Boulevard, Apt. 105, all five spinsters, Kim Nakashima, chartered accountant, 4628 Melrose Avenue, Paul J. Mineo, comptroller, 1191 Hope Avenue, Apt. 5, all ten of Montreal, Kaz Jakim, manager, 9257 Lasale Boulevard, Lasalle, and Jean Mary MacPherson housewife, wife of Stanley Oliver Smith, 196 Clifton Avenue, Otterburn Heights, for the following purposes:

To encourage and promote social and cultural exchanges between japanese and non-japanese residents of Canada, under the name of "Japan Society of Canada — Société Japon du Canada".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est au 4023, rue Tupper, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1804-1971

J. & D. Fur Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Mac M. Teitelbaum, 2365, Stevens, Saint-Laurent, Rhéa Cohen, 2, place Alexis Nihon, Westmount, tous deux avocats, et Marilyn Klein, secrétaire, 3745, Carlton, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires dans un commerce général de fourrures, en gros et au détail, sous le nom de « J. & D. Fur Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1810-1971

J.M. Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Julius Morein, représentant manufacturier, Joyce Morein, comptable, épouse dudit Julius Morein, tous deux du 7918, chemin Mackle, et Mendy Morein, administrateur, 5777, Hudson, tous les trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La promotion, la vente, la publicité, la distribution ou la présentation de toutes sortes de produits manufacturés, marchandises, biens personnels et objets de commerce, sous le nom de « J.M. Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7918, chemin Mackle, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1765-1971

Jolper inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: François St-Pierre, homme d'affaires, Hélène Beauchamp, épouse dudit François St-Pierre, tous deux de 12047, boulevard L'Acadie, Montréal, et Nicole Joly, épouse de André Joly, 5830, Véronique, Brossard, ces deux dernières maîtresses de maison, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 4023 Tupper Street, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Comapnies Service.

40345-o 1804-1971

J. & D. Fur Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mac M. Teitelbaum, 2365 Stevens, Saint-Laurent, Rhéa Cohen, 2 Alexis Nihon Plaza, Westmount, both advocates, and Marilyn Klein, secretary, 3745 Carlton, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To carry on generally a wholesale and retail fur business, under the name of "J. & D. Fur Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1810-1971

J.M. Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Morein, manufacturer's representative, Joyce Morein, bookkeeper, wife of the said Julius Morein, both of 7918 Mackle Road, and Mendy Morein, executive, 5777 Hudson, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "J.M. Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7918 Mackle Road, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1765-1971

Jolper inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François St-Pierre, businessman, Hélène Beauchamp, wife of the said François St-Pierre, both of 12047 L'Acadie Boulevard, Montreal, and Nicole Joly, wife of André Joly, 5830 Véronique, Brossard, the latter two housewives, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jolper inc. », avec un capital divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 150 privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1762-1971

Labyrinth Boutiques Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681 est, rue Sauvé, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, rue Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des centres commerciaux, des marchés, places de marché, boutiques, kiosques et magasins, sous le nom de « Labyrinth Boutiques Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 12058, rue Cousineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345 1624-1971

Joseph Lacasse & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph Lacasse, Paul-Émile Lacasse, Clément Lacasse, tous trois cultivateurs, et Lionel Lacasse, journalier, tous quatre de Sainte-Marguerite, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes, sous le nom de « Joseph Lacasse & fils inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marguerite, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1592-1971

Bruno Langlois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gustave Langlois, rentier, Pointe-aux-Outardes, Bruno Langlois, entrepreneur, et Lucille Tremblay, ménagère, épouse dudit Bruno Langlois, ces deux derniers de 956, Le Doré, Hauterive, pour les objets suivants:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Jolper inc.", with a capital stock divided into 2,500 common shares of no nominal value and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1762-1971

Labyrinth Boutiques Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé Street East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri Street, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate shopping centers, markets, marts, boutiques, stalls, stores and shops, under the name of "Labyrinth Boutiques Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 12058 Cousineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1624-1971

Joseph Lacasse & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Lacasse, Paul-Émile Lacasse, Clément Lacasse, all three farmers, and Lionel Lacasse, workman, all four of Sainte-Marguerite, for the following purposes:

To carry on a farming business, under the name of "Joseph Lacasse & fils inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Marguerite, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1592-1971

Bruno Langlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gustave Langlois, annuitant, Pointe-aux-Outardes, Bruno Langlois, contractor, and Lucille Tremblay, housewife, wife of the said Bruno Langlois, the latter two of 956 Le Doré, Hauterive, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce et le métier de boueur, sous le nom de « Bruno Langlois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 956, Le Doré, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 637-1971

L.B.A. Jarry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne vis, que'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Bernard Jarry, commis, 11, Gabriel-Lallemand, Louis Jarry, étudiant, 17, Père Chabanel, tous deux de Loretteville, et Michelle Longpré, secrétaire, fille majeure, 337, 46e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce sous toutes ses formes de tissus et vêtements, sous le nom de « L.B.A. Jarry inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1521-1971

Marcil Oxygen inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Marcil, 502, Demers, Paul-Armand Marcil, tous deux contremaîtres, et Édith Tremblay, maîtresse de maison, épouse dudit Paul-Armand Marcil, ces deux dernières de 419, Wilson, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'oxygène, sous le nom de « Marcil Oxygen inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1063-1971

Matériaux Bonhomme inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1970, autorisant la fusion de « The Papineauville Lumber Company », constituée par lettres patentes en date du 29 janvier 1901, « Matériaux Bonhomme ltée — Bon-

To carry on a business in garbage-collecting and to exercise this trade in all its specialties, under the name of "Bruno Langlois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 956 Le Doré, Hauterive, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 637-1971

L.B.A. Jarry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Jarry, clerk, 11 Gabriel-Lallemand, Louis Jarry, student, 17 Père Chabanel, both of Loretteville, and Michelle Longpré, secretary, spinster of the full age of majority, 337, 46th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of materials and clothes, under the name of "L.B.A. Jarry inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1521-1971

Marcil Oxygen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Marcil, 502 Demers, Paul-Armand Marcil, both foremen, and Édith Tremblay, housewife, wife of the said Paul-Armand Marcil, the latter two of 419 Wilson, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To deal in oxygen, under the name of "Marcil Oxygen inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1063-1971

Matériaux Bonhomme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "The Papineauville Lumber Company", incorporated by letters patent on January 29, 1901, "Matériaux Bonhomme ltée —

homme Materials Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13 décembre 1963, et « Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc.— Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9 mai 1968, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Matériaux Bonhomme inc. », avec un capital divisé en 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, et en 500,000 actions sans valeur au pair qui seront émises pour une considération totale qui ne dépassera pas $500,000.

Le siège social de la compagnie est situé en la ville de Papineauville, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345-o 437-71

Les matériaux de construction Jean Riendeau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean Riendeau, marchand, 129, St-Joseph, Joseph-E. Riendeau, commis, 920, Champlain, tous deux de Valcourt, et Ray-Marc Flibotte, technicien-comptable, rue Neil, Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Les matériaux de construction Jean Riendeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $2 chacune, 3,400 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1683-1971

Maxime & Rafaël coiffure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph-Max Lemenu, Maxime Lemenu, tous deux administrateurs, de 103, Macauley, Saint-Lambert, et Raymond Raphaël, coiffeur, 5620, Decelles, app. 30, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de beauté, de manucure, de soins et de traitements pour la beauté de la femme, sous le nom de « Maxime & Rafaël coiffure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1492-1971

Bonhomme Materials Ltd.", incorporated by letters patent on December 13, 1963, and "Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc.— Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc.", incorporated by letters patent on May 9, 1968, all the aforementioned letters patent having been issued under Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and to deal in building materials of all kinds, under the name of "Matériaux Bonhomme inc.", with a capital stock divided into 25,000 preferred shares of a par value of $10 each, and 500,000 shares of no par value which were issued for a total amount not exceeding $500,000.

The head office of the company is situated in the town of Papineauville, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 437-71

Les matériaux de construction Jean Riendeau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Riendeau, merchant, 129 St-Joseph, Joseph-E. Riendeau, clerk, 920 Champlain, both of Valcourt, and Ray-Marc Flibotte, technician-accountant, Neil Street, Granby, for the following purposes:

To deal in all kinds of building materials, under the name of "Les matériaux de construction Jean Riendeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $2 each, 3,400 preferred shares class "A" of $10 each, and 1,000 preferred shares class "B" of $5 each.

The head office of the company is at Valcourt, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1683-1971

Maxime & Rafaël coiffure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Max Lemenu, Maxime Lemenu, both administrators, of 103 Macauley, Saint-Lambert, and Raymond Raphaël, hairdresser, 5620 Decelles, Apt. 30, Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty salon in which are given manicures, beauty treatment and care for women, under the name of "Maxime & Rafaël coiffure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1492-1971

Léon M. Melkonian Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Dikram Chungrian, encadreur, 930, d'Anvers, Léon M. Melkonian, courtier en assurances, et Angèle Saliba, ménagère, épouse dudit Léon M. Melkonian, ces deux derniers du 8435, L'Acadie, app. 4, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans toutes les branches du courtage d'assurances, sous le nom de « Léon M. Melkonian Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 485, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1809-1971

Meubles J. A. Boucher inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: J.-Adolphe Boucher, commerçant, Brunette St-Germain, ménagère, épouse dudit J.-Adolphe Boucher, tous deux de 229, Léon XIII, et Roger Boucher, menuisier, rue Chatillon, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles J. A. Boucher inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 231, rue Léon XIII, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1090-1971

Tom Jacobsen inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Tom Jacobsen, importateur, 3335, Ridgewood, app. 15, Montréal, Yvon L'Heureux, industriel, 450, boulevard Richelieu, et Gilles Routhier, marchand, 110, rue Union, ces deux derniers de Beloeil, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous genres et espèces de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Tom Jacobsen inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Léon M. Melkonian Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dikram Chungrian, framemaker, 930 d'Anvers, Léon M. Melkonian, insurance broker, and Angèle Saliba, housewife, wife of the said Léon M. Melkonian, the latter two of 8435 L'Acadie, Apt. 4, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Léon M. Melkonian Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1809-1971

Meubles J. A. Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Adolphe Boucher, merchant, Brunette St-Germain, housewife, wife of the said J.-Adolphe Boucher, both of 229 Léon XIII, and Roger Boucher, carpenter, Chatillon Street, all three of Nicolet, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles J. A. Boucher inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $10 each, 2,000 preferred shares class "A" of a nominal value of $1 each and 3,600 preferred shares class "B" of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 231 Léon XIII Street, Nicolet, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1090-1971

Tom Jacobsen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tom Jacobsen, importer, 3335 Ridgewood, Apt. 15, Montreal, Yvon L'Heureux, industrialist, 450 Richelieu Boulevard, and Gilles Routhier, merchant, 110 Union Street, the latter two of Beloeil, for the following purposes:

To import, export and to deal in all kinds and types of products, articles and merchandise, under the name of "Tom Jacobsen inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 3335, rue Ridgewood, appartement 15, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1214-1971

M.J. Film Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Donald James Johnston, Gerald McCarthy, tous deux avocats, et Stephen David Hart, étudiant, tous trois du 4, place Ville-Marie, bureau 514, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir cinéastes et distributeurs de films et exploiter des studios de films, sous le nom de « M.J. Film Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 4, place Ville-Marie, bureau 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1803-1971

Mondial Machine Rental Company, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, Montréal, Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Jenefer D. Ford, secrétaire, fille majeure, 13, Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

La fabrication, la construction, l'érection, le commerce et l'acquisition, par achat, location ou autrement, de machines, machinerie, accessoires et pièces, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et équipement, sous le nom de « Mondial Machine Rental Company, Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1651-1971

Montreal Olympic Soccer Club Inc.
Le Club de soccer olympique de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: George I. Harris, 5728, avenue Westluke, Ben Bierbrier, 5578, avenue Borden, tous deux de Côte Saint-Luc, E. Michael Berger, 4840, chemin de la Côte Saint-Luc, app. 502, Moe Neuer, 4874, de la Peltrie, tous les quatre avocats, Norah Lloyd-Jones, secrétaire,

The head office of the company is at 3335 Ridgewood Street, Apt. 15, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1214-1971

M.J. Film Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald James Johnston, Gerald McCarthy, both advocates, and Stephen David Hart, student, all three of 4 Place Ville-Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and distributors and to operate motion picture studios, under the name of "M.J. Film Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 4 Place Ville-Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1803-1971

Mondial Machine Rental Company, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, Montreal, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Jenefer D. Ford, secretary, fille majeure, 13 Georges-Vanier, Laval, for the following purposes:

To manufacture, construct, build, deal in, acquire by purchase, lease or otherwise, sell and dispose of machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Mondial Machine Rental Company, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1651-1971

Montreal Olympic Soccer Club Inc.
Le Club de soccer olympique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George I. Harris, 5728 Westluke Avenue, Ben Bierbrier, 5578 Borden Avenue, both of Côte Saint-Luc, E. Michael Berger, 4840 Côte St. Luc Road, Apt. 502, Moe Neuer, 4874 de la Peltrie, all four advocates, Norah Lloyd-Jones, secretary, spinster, 3465 Drum-

fille majeure, 3465, rue Drummond, app. 65, tous les trois de Montréal, et Martin J. Berger, étudiant en droit, 500, Chomedey, app. 301, Laval, pour les objets suivants:

Posséder, équiper, louer et exploiter des équipes de soccer, des écoles, des centres d'entraînement, des classes d'instrution et des rendez-vous sportifs, sous le nom de « Montreal Olympic Soccer Club Inc.— Le Club de soccer olympique de Montréal inc. », avec un capital actions divisé en 25,000 actions sans valeur au pair et 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1129-1971

Motel Le Châtillon inc.
Le Châtillon Motel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Yvon Genest, avocat, 1301, rue Bradley, Carmin Pomerleau, 1031, rue Grosvenor, et Guy Genest, 1670, rue Lachance, ces deux derniers notaires, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, auberges, camps et maisons de touristes, stations saisonnières, estivales, hivernales et poste de relais, sous le nom de « Motel Le Châtillon inc.— Le Châtillon Motel Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1864-1971

New Galaxy Records Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Rudolph M. Ritter, gérant, 1, place Bellerive, app. 1008, Laval, Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 972, boulevard Lafayette, Longueuil, et Serge Corbeil, comptable, 170, avenue Church, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'achat et de vente de disques, d'équipement de stéréo, de réservation d'orchestres, de spectacles, de distribution de films, de publication de journal musical, de matériel de films, d'instruments de musique et de musique de toutes sortes, sous le nom de « New Galaxy Records Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

mond Street, Apt. 65, all three of Montreal, and Martin J. Berger, law student, 500 Chomedey, Apt. 301, Laval, for the following purposes:

To hold, equip, lease, operate soccer teams, schools, training facilities, sports educational classes and meets, under the name of "Montreal Olympic Soccer Club Inc.— Le Club de soccer olympique de Montréal inc. », with a capital stock divided into 25,000 common shares without par value and 250,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1129-1971

Motel Le Châtillon inc.
Le Châtillon Motel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Genest, advocate, 1301 Bradley Street, Carmin Pomerleau, 1031 Grosvenor Street, and Guy Genest, 1670 Lachance Street, the latter two notaries, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate motels, hotels, inns, camps and tourist homes, seasonal, summer and winter resorts, under the name of "Motel Le Châtillon inc.— Le Châtillon Motel Inc.", with a total capital stock of $75,000 divided into 2,500 common shares of $10 each, 3,000 preferred shares class "A" of $10 each and 2,000 preferred shares class "B" of $10 each.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1864-1971

New Galaxy Records Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rudolph M. Ritter, manager, 1 Bellerive Place, Apt. 1008, Laval, Diana Kleban, secretary, spinster, 972 Lafayette Boulevard, Longueuil, and Serge Corbeil, bookkeeper, 170 Church Avenue, Verdun, for the following purposes:

To operate a business of buying and selling records, stereo equipment, booking of bands, shows, distribution of movies, publication of musical newspaper, film equipment, musical instruments and music of all kinds, under the name of "New Galaxy Records Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 2,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 2214, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1283-1971

Nossad Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, et Michel Duranceau, 5755, Darlington, ces deux derniers de Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine général des titres de bourses, sous le nom de « Nossad Investment Ltd. », avec un capital total de $202,000, divisé en 1,000 actions de la série « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions de la série « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1015, côte du Beaver Hall, bureau 415, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1515-1971

Ostiguy & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Paul Ostiguy, 1615, Grand Boulevard, Chambly, Robert Ostiguy, et Alain Ostiguy, ces deux derniers de 1010, 1re Rue, Richelieu, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Ostiguy & frères inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richelieu, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1501-1971

O.T. Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Aubrey Miller, 7901, chemin Mackle, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, Branda Mulvihill, épouse de Lawrence Mulvihill, 11955, Lachapelle, et Evelyn Raphael, épouse de Charles Raphael, 4895, Carlton, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 2214 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1283-1971

Nossad Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, and Michel Duranceau, 5755 Darlington, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business in the general field of securities, under the name of "Nossad Investment Ltd.", with a total capital stock of $202,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 1,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 1015 Beaver Hall Hill, Suite 415, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1515-1971

Ostiguy & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Ostiguy, 1615 Grand Boulevard, Chambly, Robert Ostiguy, and Alain Ostiguy, the latter two of 1010, 1st Street, Richelieu, all three merchants, for the following purposes:

To operate a hardware business, under the name of "Ostiguy & frères inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Richelieu, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1501-1971

O.T. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Aubrey Miller, 7901 Mackle Road, both advocates, of Côte Saint-Luc, Branda Mulvihill, wife of Lawrence Mulvihill, 11955 Lachapelle, and Evelyn Raphael, wife of Charles Raphael, 4895 Carlton, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « O.T. Investments Inc. », avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 4950, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1172-1971

Ouellet, St-Gelais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: François-Paul Ouellet, homme d'affaires, Laula Barbeau, secrétaire, épouse dudit François-Paul Ouellet, tous deux de 349, Côté est, et Guy St-Gelais, imprimeur, 53, avenue du Pont, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs et lithographes, sous le nom de « Ouellet, St-Gelais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1649-1971

Ovila Landry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Raymond Deraspe, notaire, 2146, chemin des Foulons, Sillery, Ginette Boisvert, préposée à la réception, épouse de Pierre Boisvert, 1101, avenue Dijon, app. 7, et Jeanine Darveau, secrétaire, épouse de Maurice Darveau, 3469, Carré Rochon, ces deux dernières de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Agir comme marchand général, sous le nom de « Ovila Landry inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Natashquan, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1846-1971

Parc Durance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Légaré, 1072, St-Cyrille, Québec, Michel Dufresne, 2845, de Soulanges, Sainte-Foy, tous deux constructeurs, et Louise Busque, secrétaire,

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "O.T. Investments Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 4950 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1172-1971

Ouellet, St-Gelais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François-Paul Ouellet, businessman, Laula Barbeau, secretary, wife of the said François-Paul Ouellet, both of 349 Côté East, and Guy St-Gelais, printer, 53 du Pont Avenue, all three of Alma, for the following purposes:

To do business as printers, engravers and lithographers, under the name of "Ouellet, St-Gelais inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1649-1971

Ovila Landry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Deraspe, notary, 2146 des Foulons Road, Sillery, Ginette Boisvert, receptionist, wife of Pierre Boisvert, 1101 Dijon Avenue, Apt. 7, and Jeanine Darveau, secretary, wife of Maurice Darveau, 3469 Carré Rochon, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To act as a general merchant, under the name of "Ovila Landry inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Natashquan, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1846-1971

Parc Durance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Légaré, 1072 St-Cyrille, Québec, Michel Dufresne, 2845 de Soulanges, St. Foy, both builders, and Louise Busque, secretary, spinster of the full age

fille majeure, 3, Côte du Cap-Rouge, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Parc Durance inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1598-1971

Les pistes de courses modernes de Sept-Iles inc. Sept-Iles Modern Speedway Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Dionne, 202, Cartier, André Gauthier, et Jean-Claude Pépin, ces deux derniers de 899, Bourgeois, tous trois avocats, de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement et du divertissement au public, et sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter une piste de course d'autos, autos-neige, chevaux ou autres, sous le nom de « Les pistes de courses modernes de Sept-Iles inc.— Sept-Iles Modern Speedway Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1586-1971

Placements Conrad Laflamme ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Conrad Laflamme, industriel, 1105, St-Pierre, Saint-Joseph, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Saint-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Conrad Laflamme ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 20 actions ordinaires de $10 chacune, 9,970 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, rue Villeneuve, Saint-Joseph, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1325-1971

of majority, 3 Côte du Cap-Rouge, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Parc Durance inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1598-1971

Les pistes de courses modernes de Sept-Iles inc. Sept-Iles Modern Speedway Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dionne, 202 Cartier, André Gauthier, and Jean-Claude Pépin, the latter two of 899 Bourgeois, all three advocates, of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business which would provide amusements and entertainment to the public, and without restricting the perceding generality, to operate a race-track for cars, snowmobiles, horses or others, under the name of "Les pistes de courses modernes de Sept-Iles inc.— Sept-Iles Modern Speedway Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1586-1971

Placements Conrad Laflamme ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Laflamme, industrialist, 1105 St-Pierre, Saint-Joseph, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Saint-Thérèse-West, for the following purposes:

To do business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Conrad Laflamme ltée", with a total capital stock of $100,000 divided into 20 common shares of $10 each, 9,970 preferred shares class "A" of $10 each and 100 preferred shares class "B" of $1 each.

The head office of the company is at 800 Villeneuve Street, Saint-Joseph, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1325-1971

Placements Léger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon app. 603, Montréal, Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, et Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Placements Léger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1440, rue Towers, bureau 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345 1758-1971

Placements Léger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Montreal, Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, and Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Placements Léger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, Suite 102, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1758-1971

Les productions Daclau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Renée Claude Bélanger, artiste, épouse divorcée de Gilles Morin, 1400, des Pins ouest, app. 1107, Montréal, Michel Bélanger, comptable, 455, Querbes, et Christiane Bélanger, technicienne, fille majeure, 322, Querbes, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Agir à titre de promoteurs, imprésarios, agents d'affaires, courtiers, ou de représentants, pour ce qui est de la carrière de personnes reliées de près ou de loin au domaine du spectacle et des arts, tels des artistes, comédiens, chansonniers, et autres semblables, sous le nom « Les productions Daclau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8483, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1718-1971

Les productions Daclau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renée Claude Bélanger, artiste, wife divorced of Gilles Morin, 1400 Pine West, Apt. 1107, Montreal, Michel Bélanger, accountant, 455 Querbes, and Christiane Bélanger, technician, spinster of the full age of majority, 322 Querbes, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To act as promoters, impresarios, business agents, brokers or representatives, respecting the careers of persons closely and loosely connected with the entertainment and art world, such as artists, actors, singers, and similar people, under the name of "Les productions Daclau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 8483 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1718-1971

Provincial Service Station Maintenance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Phaneuf, stagiaire, 5835, de Terrebonne, Robert W. Agard, 3460, Durocher, tous deux de Montréal, et Richard S. Gottlieb, 5626, Eldridge, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Provincial Service Station Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Phaneuf, articled student, 5835 de Terrebonne, Robert W. Agard, 3460 Durocher, both of Montreal, and Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

Agir comme entrepreneur ou préposé des ouvrages et services de conciergerie, d'entretien et autres services, sous le nom de « Provincial Service Station Maintenance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 184, Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1607-1971

Quebec Wires Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, autorisant la fusion de la compagnie « George Christie Canada Limited » et de la compagnie « Quebec Wires Limited », toutes deux constituées en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 11 mars 1937 et du 7 août 1953 respectivement, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de fils métalliques de toutes sortes, sous le nom de « Quebec Wires Limited », avec un capital actions divisé en 250,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est dans la ville de Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1746-1971

Raz Originals Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Avrum Orenstein, avocat, 4725, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie de substances plastiques et autres substances de toutes sortes, sous le nom de « Raz Originals Inc. », avec un capital actions divisé en 800 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8700, 8e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345 1735-1971

La revue Le Populo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant

To act as foreman employees with respect to the work and services of janitoring, upkeep and other services, under the name of "Provincial Service Station Maintenance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 184 Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1607-1971

Quebec Wires Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "George Christie Canada Limited" and "Quebec Wires Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, March 11, 1937, and August 7, 1953, for the following purposes:

To manufacture and deal in wire of all kinds, under the name of "Quebec Wires Limited", with a capital stock divided into 250,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the new company is in the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1746-71

Raz Originals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Avrum Orenstein, lawyer, 4725 Bourret Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic and other substances of every kind, under the name of "Raz Originals Inc.", with a capital stock divided into 800 common shares without par value and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 8700, 8th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1735-1971

La revue Le Populo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Robert Cardinal, naturopathe, 55, McNaughton, Pierre Dumont, 935, St-Vallier ouest, tous deux de Québec, Errol Tremblay, 1534 des Écureuils, tous deux commerçants, et André Pouliot, représentant, 5030, du Jardin, ces deux derniers d'Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « La revue Le Populo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 935, rue St-Vallier ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 1731-1971

Ro-Mat inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jacques-A. Gaudette, 428, Marie-Rollet, Pierre-J. Gaudette, 5, Village Suisse, et Normand Potvin, 182, St-Charles, tous trois comptables, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits, sous le nom de « Ro-Mat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1776-1971

Rôtisserie Presso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Albert Cayer, opérateur, 70, Bruchési, Gilles Armand, comptable, et Suzanne Laporte, ménagère, épouse dudit Gilles Armand, ces deux derniers de 711, Presseault, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Rôtisserie Presso inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1774-1971

Roudan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

ing: Robert Cardinal, naturopathist, 55 McNaughton, Pierre Dumont, 935 St-Vallier West, both of Québec, Errol Tremblay, 1534 des Écureuils, both merchants, and André Pouliot, representative, 5030 du Jardin, the latter two of Orsainville, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in other related businesses, under the name of "La revue Le Populo inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 935 St-Vallier Street West, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 1731-1971

Ro-Mat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques-A. Gaudette, 428 Marie-Rollet, Pierre-J. Gaudette, 5 Village Suisse, and Normand Potvin, 182 St-Charles, all three accountants, of Saint-Jean, for the following purposes:

To manufacture and to deal in materials of all kinds, natural or synthetic, as well as their products, under the name of "Ro-Mat inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial distfict of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1776-1971

Rôtisserie Presso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Cayer, operator, 70 Bruchési, Gilles Armand, accountant, and Suzanne Laporte, housewife, wife of the said Gilles Armand, the latter two of 711 Presseault, all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Rôtisserie Presso inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1774-1971

Roudan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, 2266, Sénéca, Mont-Royal, Serge Desrochers, 4635, Clanranald, Michel Jolin, 1817, Tupper, tous deux de Montréal, Gilles St-Pierre, 230, Guillerm, Longueuil, et Jean Legault, 8151, Y. Prévost, Anjou, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Roudan inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1458-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-A. Pouliot, 2266 Sénéca, Mount-Royal, Serge Desrochers, 4635 Clanranald, Michel Jobin, 1817 Tupper, both of Montreal, Gilles St-Pierre, 230 Guillerm, Longueuil, and Jean Legault, 8151 Y. Prévost, Anjou, all advocates, for the following purposes:

To do business as a holding company, under the name of "Roudan inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value and 1,000 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1458-1971

Royal Management Corporation (International) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Douglas L. Pascal, 5392, Prince de Galles, Earl S. Cohen, 4919, Montclair, tous deux avocats, et Huguette Fournier, secrétaire, fille majeure, 8179, 10e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et experts en matière de finance, industrie, gestion et placement, et donner des services financiers aux clients, sous le nom de « Royal Management Corporation (International) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 666 ouest, rue Sherbrooke, bureau 1902, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345 1474-1971

Royal Management Corporation (International) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Douglas L. Pascal, 5392 Prince of Wales, Earl S. Cohen, 4919 Montclair, both advocates, and Huguette Fournier, secretary, spinster, 8179, 10th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of financial, industrial, management, and investment consultants and to provide financial services to clients generally, under the name of "Royal Management Corporation (International) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 666 Sherbrooke Street West, Suite 1902, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1474-1971

Selenex Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lucille Blagdon, 10437, Auteuil, Montréal, Joan Timmons, 8620, Jean-Brillon, app. 215, LaSalle, et Rhea Climan, 7915, chemin de la Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Selenex Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Selenex Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucille Blagdon, 10437 Auteuil, Montreal, Joan Timmons, 8620 Jean-Brillon, Apt. 215, Lasalle, and Rhea Climan, 7915 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Selenex Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 4217, Jean-Brillant, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1475-1971

S.N. Sportswear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Grigorios Synanidis, Georgia Galazoula, épouse dudit Grigorios Synanidis, tous deux du 10605, rue Saint-Urbain, Nikolaos Angelis, et Ionna Galazoula, épouse dudit Nikolaos Angelis, ces deux derniers du 5715B, Esplanade, tous les quatre manufacturiers, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « S.N. Sportswear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1286-1971

La Société de Bivouac (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raymond Bargiel, ingénieur, 412, 15e Rue, Laval, André Béliveau, 887, Dollard, Outremont, François Béliveau, 8750, avenue Vernantes, Anjou, tous deux journalistes, Jules Béliveau, chef de section à la rédaction d'un journal, 6, De Muy, Boucherville, Yvon Fillion, technicien, 588, boulevard Bourassa, Saint-Jérôme, Yvon Fortin, économiste, 329, boulevard Riel, Hull, et Denys Malouin, professeur, 2967, de Francheville, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des centres de divertissement, d'amusement et de récréation sous toutes leurs formes, sous le nom de « La Société du Bivouac (Montréal) inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1335-1971

Sunny Garden Fruit Center Ltd.
Le centre des fruits du Jardin Ensoleillé ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Huguette Tétreault, ménagère, épouse de

The head office of the company is at 4217 Jean-Brillant, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1475-1971

S.N. Sportswear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Grigorios Synanidis, Georgia Galazoula, wife of the said Grigorios Synanidis, both of 10605 St-Urbain Street, Nikolaos Angelis, and Ioanna Galazoula, wife of the said Nikolaos Angelis, the latter two of 5715B Esplanade, all four manufacturers, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "S.N. Sportswear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1286-1971

La Société de Bivouac (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Bargiel, engineer, 412, 15th Street, Laval, André Béliveau, 887 Dollard, Outremont, François Béliveau, 8750 Vernantes avenue, Anjou, both journalists, Jules Béliveau, head of section in the editing office of a newspaper, 6 De Muy, Boucherville, Yvon Fillion, technician, 588 Bourassa Boulevard, Saint-Jérôme, Yvon Fortin, economist, 329 Riel Boulevard, Hull, and Denys Malouin, teacher, 2967 de Francheville, Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate entertainment, amusement and recreation centres of all sorts, under the name of "La Société du Bivouac (Montréal) inc.", with a total capital stock of $80,000 divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1335-1971

Sunny Garden Fruit Center Ltd.
Le centre des fruits du Jardin Ensoleillé ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Tétreault, housewife, wife of Jerry

Jerry Boxer, 8788, Reims, Montréal, Harold Gossack, avocat, 5761, Honoré de Balzac, Côte Saint-Luc, et Kathleen Brawley, secrétaire, épouse de James Brawley, 8549, Brown, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, aliments manufacturés et préparés, de toutes sortes et de toutes descriptions et, d'une façon générale des produits du sol, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Sunny Garden Fruit Center Ltd.— Le centre des fruits du Jardin Ensoleillé ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1883-1971

Télévision communautaire St-Félicien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Talbot, professeur, 11, rue Leclerc, Rose-Hélène Beaudoin, ménagère, épouse de Adrien Beaudoin, 4, rue Ste-Anne, Gaston Tremblay, coiffeur, 2, rue Lefebvre, Yvan Bouchard, contremaître, 8, rue Du Pont, Bernard Germain, bibliothécaire, rang Double, et Benoît Laprise, cultivateur, boulevard Sacré-Coeur, tous six de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Développer, à tous les niveaux de la vie du milieu dans le secteur de St-Félicien, le sens de la participation, et amener les différentes générations à travailler ensemble et à se comprendre davantage, sous le nom de « Télévision communautaire St-Félicien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du serice des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1676-1971

Le Théâtre de Marjolaine (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marjolaine (Denise) Hébert, comédienne, veuve de Robert Gadouas, 2162, rue Sherbrooke ouest, app. 22, Montréal, Henri-A. Dutil, administrateur, 2781, boulevard Liégeois, Sainte-Foy, Gilles Hébert, 22, de Barcelone, Candiac, et Jean-Paul Legault, 188, de Bourgogne, Saint-Lambert, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de théâtre, sous le nom de « Le Théâtre de Marjolaine (1971) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Boxer, 8788 Reims, Montreal, Harold Gossack, advocate, 5761 Honoré de Balzac, Côte Saint-Luc, and Kathleen Brawley, secretary, wife of James Brawley, 8549 Brown, Lasalle, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, manufactured and prepared foods, of all kinds and descriptions and generally, produce of the land, vine and tree, under the name of "Sunny Garden Fruit Center Ltd.— Le centre des fruits du Jardin Ensoleillé ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1883-1971

Télévision communautaire St-Félicien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Philippe Talbot, teacher, 11 Leclerc Street, Rose-Hélène Beaudoin, housewife, wife of Adrien Beaudoin, 4 Ste-Anne Street, Gaston Tremblay, hairdresser, 2 Lefebvre Street, Yvan Bouchard, foreman, 8 Du Pont Street, Bernard Germain, librarian, Double Range, and Benoît Laprise, farmer, Sacré-Coeur Boulevard, all six of Saint-Félicien, for the following purposes:

To develop, at all levels, of life in St-Félicien sector, the feeling of participation and to encourage the different generations to work together and to understand one another better, under the name of "Télévision communautaire St-Félicien inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1676-1971

Le Théâtre de Marjolaine (1971) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marjolaine (Denise) Hébert, actress, widow of Robert Gadouas, 2162 Sherbrooke Street West, Apt. 22, Montreal, Henri-A. Dutil, administrator, 2781 Liégeois Boulevard, St. Foy, Gilles Hébert, 22 de Barcelone, Candiac, and Jean-Paul Legault, 188 de Bourgogne, St-Lambert, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate theatres, under the name of "Le Théâtre de Marjolaine (1971) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1247-1971

Trans-King Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Joseph E. Cassar, avocat, 2230, chemin Beckett, Yvette Drouin, épouse de Hervé Desjardins, 1112, rue Lincoln, et Helen E. Pope, épouse de Gordon Wadsworth Morrison, 605, rue Victoria, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Trans-King Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1400, rue Simard, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1705-1971

Transport St-Valère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Denis Beauchesne, camionneur, Saint-Valère, Jean-Louis Provencher, avocat, 42, boulevard Carignan, et Andrée Bellavance, secrétaire, fille majeure, 89A, Perreault, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport St-Valère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valère, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40345-o 541-1971

Ultra Precision Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Ultra Precision Equipment Ltd. », avec un capital total de

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1247-1971

Trans-King Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph E. Cassar, lawyer, 2230 Beckett Road, Yvette Drouin, wife of Hervé Desjardins, 1112 Lincoln Street, and Helen E. Pope, wife of Gordon Wadsworth Morrison, 605 Victoria Street, the latter two secretaries, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trans-King Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1400 Simard Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1705-1971

Transport St-Valère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Beauchesne, trucker, Saint-Valère, Jean-Louis Provencher, advocate, 42 Carignan Boulevard, and Andrée Bellavance, secretary, spinster of the full age of majority, 89A Perreault, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "Transport St-Valère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Valère, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 541-1971

Ultra Precision Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Ultra Precision Equipment Ltd.", with a total capital stock

$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1813-1971

Veena Movies Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Satya Paul Chopra, étudiant, Dharam Pal Chopra, tous deux du 3562, rue Aylmer, app. 2, et Chamdra Bhan Singh Senger, 159, avenue des Pins, app. 2, ces deux derniers hommes d'affaires, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

La distribution, l'achat, la vente, la location, l'échange, l'importation, l'exportation et le commerce général de films, vues animées et fixes, appareils et équipement de photographie, sous le nom de « Veena Movies Incorporated », avec un capital total de $40,000 divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2155, rue Mackay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1650-1971

Verdun Machine Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Denyse Bordeleau, ménagère, épouse de Jean-Paul Thibault, 2683, Montarville, Longueuil, Marc Bordeleau, industriel, et Juliette Bordeleau, comptable, épouse dudit Marc Bordeleau, ces deux derniers de 484, Rothesay, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de minerais, métaux et produits chimiques, sous le nom de « Verdun Machine Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 480, rue Rothesay, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1778-1971

Woo Holding Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Peter Woo, 5303, Durocher, Outremont, Harry Woo, 3479, Hôtel de Ville, et Ling Woo,

of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1813-1971

Veena Movies Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Satya Paul Chopra, student, Dharam Pal Chopra, both of 3562 Aylmer Street, Apt. 2, and Chamdra Bhan Singh Senger, 159 Pine Avenue, Apt. 2, the latter two businessmen, all three of Montreal, for the following purposes:

To distribute, buy, sell, rent, barter, import and export and otherwise generally trade in movies and still pictures, photographic supplies and equipment, under the name of "Veena Movies Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2155 Mackay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1650-1971

Verdun Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Bordeleau, housewife, wife of Jean-Paul Thibault, 2683 Montarville, Longueuil, Marc Bordeleau, industrialist, and Juliette Bordeleau, accountant, wife of the said Marc Bordeleau, the latter two of 484 Rothesay, Saint-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and to deal in minerals, metals and chemical products, under the name of "Verdun Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 480 Rothesay Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1778-1971

Woo Holding Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Woo, 5303 Durocher, Outremont, Harry Woo, 3479 City Hall, and Ling Woo, 200 Ontario East, the

200 est, Ontario, ces deux derniers de Montréal, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Woo Holding Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 223 est, Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 1857-1971

Zentronics/Masco limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies « Atlas Wholesale Radio Inc. » et « Cardale Investment Corporation », toutes deux constituées en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 31 mars 1953 et du 29 décembre 1955 respectivement, pour les objets suivants:

La fabrication, la réparation et le commerce de fournitures, machinerie, matériel, câbles et accessoires électriques et électroniques de toutes sortes, sous le nom de « Zentronics/Masco limitée », avec un capital actions divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 400 actions ordinaires sans valeur au pair. La considération globale de l'émission desdites actions ordinaires ne doit pas dépasser $40,000 en argent ou en valeur.

Le siège social de la nouvelle compagnie est établi à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 5597-70

latter two of Montreal, all three restaurant keepers, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Woo Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 223 Ste-Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 1857-1971

Zentronics/Masco limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 14th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Atlas Wholesale Radio Inc." and "Cardale Investment Corporation", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, March 31, 1953, and December 29, 1955, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal in electrical and electronic supplies, machinery, equipment, cable and accessories of all kinds, under the name of "Zentronics/Masco limitée", with a capital stock divided into 400 preferred shares of the par value of $100 each and 400 common shares without par value. The aggregate consideration for the issurance of the said common shares shall not exceed in amount or value the sum of $40,000.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 5597-70

Lettres patentes supplémentaires

Centre de Décoration St-François inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1971, à la compagnie « Centre de Décoration St-François inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 4578-69

Fondation de Recherches Chiropratiques du Québec inc.
Quebec Chiropractic Research Foundation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'avril

Supplementary Letters Patent

Centre de Décoration St-François inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Centre de Décoration St-François inc.", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 4578-69

Fondation de Recherches Chiropratiques du Québec inc.
Quebec Chiropractic Research Foundation Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

1971, à la corporation « Fondation de Recherches Chiropratiques du Québec inc. — Quebec Chiropractic Research Foundation Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 334-68

Guy & Fortin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'avril 1971, à la compagnie « Guy & Fortin inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 2157-68

Laboratoire de Construction de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1971, à la compagnie « Laboratoire de Construction de Québec inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1020-68

Milano Homes Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1971 à la compagnie « Milano Homes Inc. », convertissant 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune en 1,000 actions de la série « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 5105-66

Thomas O'Connell Limited
Thomas O'Connell limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1971 à la compagnie « Thomas O'Connell, Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1930, 1° changeant son nom en celui de « Thomas O'Connell Limited — Thomas O'Connell limitée »; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° redésignant ses 500 actions de $100 chacune en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune; 4° augmentant son capital de

Cooperatives to "Fondation de Recherches Chiropratiques du Québec inc. — Quebec Chiropractic Research Foundation Inc.", amending the provisions of its letters patent.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 334-68

Guy & Fortin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Guy & Fortin inc.", increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 4,000 common shares of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 2157-68

Laboratoire de Construction de Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laboratoire de Construction de Québec inc.", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1020-68

Milano Homes Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Milano Homes Inc.", converting 1,000 preferred shares of the par value of $1 each into 1,000 class "C" shares of the par value of $1 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 5105-66

Thomas O'Connell Limited
Thomas O'Connell limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Thomas O'Connell, Limited", incorporated by letters patent dated 6th day of October 1930, 1. changing its name to that of "Thomas O'Connell Limited — Thomas O'Connell limitée"; 2. modifying its powers; 3. redesignating its 500 shares of $100 each into 500 common shares of the par value of $100 each; 4. increasing its capital from $50,000 to $300,000 by the

$50,000 à $300,000 par la création de 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, Compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 1806-30

Pirani Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1971, à la compagnie « Pirani Construction inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1720-64

Terry's Warehousing and Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1971, à la compagnie « United Auto Agencies Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de mars 1968, 1° changeant son nom en celui de « Terry's Warehousing and Distribution Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345 938-68

creation of 250,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 1806-30

Pirani Construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pirani Construction inc.", modifying the provisions of its letters patent.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1720-64

Terry's Warehousing and Distribution Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "United Auto Agencies Inc.", incorporated by letters patent dated 1st day of March 1968, 1. changing its name to that of "Terry's Warehousing and Distribution Inc."; 2. extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345-o 938-68

Ventes pour taxes

Ville d'Anjou

Avis est par la présente donné, que le Conseil municipal, par une résolution en date du 19e jour de mai 1971, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des Cités et Villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville d'Anjou, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville d'Anjou, 6830 Joseph Renaud, le TRENTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1970 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

Permission a été accordée par la Commission municipale de Québec pour autoriser une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an du cadastre officiel de la paroisse Longue-Pointe, dans les limites de la ville d'Anjou.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous

Sales for Taxes

City of Anjou

Public notice is hereby given, that the City Council by a resolution dated the 19th day of May, 1971, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act: to sell the immovables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the city of Anjou, with interest and cost, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room at the City Hall of Anjou, 6830 Joseph Renaud, city of Anjou, on the THIRTIETH day of JUNE 1971 at TEN o'clock in the forenoon, eastern daylight saving time.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special, for the year 1970 and previous year, shall have been paid prior to the sale.

The Québec Municipal Commission has authorized the city of Anjou, an abridged form of cadastral numbers.

Immovables hereafter described will be sold, subject to the one-year right of redemption, of official cadastre of the parish Longue-Pointe, within the limits of the city of Anjou.

They shall be sold with building erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all

les droits acquis de la ville d'Anjou et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale.

the acquired rights of the city of Anjou, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency.

Vente d'immeuble pour non-paiement des taxes
Sale of immovables for non payment of taxes

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an
Immovables subject to a right of withdrawal of one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la Paroisse de Longue-Pointe dans les limites de la Ville d'Anjou)
(The lots hereafter described are of the official cadastre of the Parish of Longue-Pointe in the limits of the Town of Anjou)

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
414–0144	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	414–429.
414–0181	M. Arthur Samson, 571 Quenn, Greenfield Park.	414–507.
414–0190	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	414–542.
415–0212	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	415–20.
415–0278	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415–86.
415–0534	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415–342.
415–0535	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415-343.
415–0571	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	415-379.
415–0648	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	415-436.
415–0696	M. Joseph Daigneault, 316 de Salaberry, St-Jean.	

Le lot 415-468, à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.

Lot 415-468, to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Blvd.

416–0007 Lifare Realty Corp., 6794 Choisy, St-Léonard.

Une partie du lot 416-490, contenant une superficie de 488,562 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les parties desdits lots 416-490, à l'est par une partie du lot 416-488, à l'ouest par la ligne séparative des terres 416 et 417, et par une autre partie du lot 416-490, et au sud dans une ligne oblique par les limites de la Ville d'Anjou.

A part of lot 416-490, containing an area of 488,562 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by parts of said lots 416-490, on the east by a part of lot 416-488, on the west by the separative line of farms 416 and 417, and by the collateral line following the limits of the city of Anjou also on the west by another part of lot 416-490.

417–0019	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-15.
417–0020	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-16.
417–0021	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-17.
417–0022	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-18.
417–0023	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-19.
417–0024	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-20.
417–0025	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-21.
417–0026	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-22.
417–0031	M. J.B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	

Le lot 417-26 à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.

Lot 417-26 to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Blvd.

417–0033	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-27
417–0034	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-28.
417–0035	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-29.
417–0038	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-32.
417–0039	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-33.
417–0040	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-34.
417–0041	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-35.
417–0043	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-37.
417–0044	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-38.
417–0045	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-39.
417–0046	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-40.
417–0047	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-41.
417–0075	M. Trefflé Bastien, adresse inconnue.	

Le lot 417-64 à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.

Lot 417-64 to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Boulevard.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
417-0085	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-75.
417-0086	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-76.
417-0087	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-77.
417-0088	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-78.
417-0089	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-79.
417-0100	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-89.
417-0101	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-90.
417-0102	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-91.
417-0103	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-92.
417-0104	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-93.
417-0105	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-94.
417-0106	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-95.
417-0107	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-96.
417-0108	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-97.
417-0109	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-98.
417-0114	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-102.
417-0115	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-103.
417-0116	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-104.
417-0117	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-105.
417-0118	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-106.
417-0119	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-107.
417-0120	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-108.
417-0121	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-109.
417-0122	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-110.
417-0123	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-111.
417-0125	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-113.
417-0126	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-114.
417-0127	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-115.
417-0128	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-116.
417-0129	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-117.
417-0135	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-122.
417-0136	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-123.
417-0137	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-124.
417-0138	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-125.
417-0144	M. C. E. Campeau, 1010 Ste-Catherine O., ch. 635 Montréal.	417-131.
417-0145	M. Gordon, 1010 Ste-Catherine O., ch. 635 Montréal.	417-132.
417-0151	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-138.
417-0164	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-151.
417-0166	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-153.
417-0167	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-154.
417-0168	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-155.
417-0169	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-156.
417-0170	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-157.
417-0172	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-159.
417-0173	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-160.
417-0174	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-161.
417-0175	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-162.
417-0176	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-163.
417-0178	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-165.
417-0179	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-166.
417-0180	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-167.
417-0181	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-168.
417-0182	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-169.
417-0183	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-170.
417-0184	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-171.
417-0185	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-172.
417-0191	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-178.
417-0192	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-179.
417-0193	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-180.
417-0194	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-181.
417-0199	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-186.
417-0200	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-187.
417-0201	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-188.
417-0202	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-189.
417-0211	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-198.
417-0212	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-199.
417-0213	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-200.
417-0214	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-201.
417-0250	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-237.
417-0251	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-238.
417-0256	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-243.
417-0257	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-244.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
417-0258	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-245.
417-0259	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-246.
417-0260	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-247.
417-0261	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-248.
417-0262	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-249.
417-0263	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-250.
417-0264	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-251.
417-0276	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-263.
417-0277	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-264.
417-0284	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal. au rôle/on roll Ramil Burt.	417-271.
417-0288	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-275.
417-0289	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-276.
417-0290	Arvin Ltée, 3439, Orléans, Montréal.	417-277.
417-0291	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-278.
417-0292	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-279.
417-0294	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-281.
417-0297	M. Gary Ball, 407 Mc Gill, Montréal.	417-284.
417-0298	M. Gary Ball, 407 Mc Gill, Montréal.	417-285.
417-0309	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-296.
417-0310	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-297.
417-0324	Dame/Mrs. Marie Thérèse Viau épouse de/wife of Pierre Mercier, 5791 Deom, Montréal.	417-311.
417-0328	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-315.
417-0329	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-316.
417-0330	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-317.
417-0343	Dame Vve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert, Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre a/s Raoul Lefebvre 2220 Ch. Lucerne, Ville Mont-Royal.	417-330.
417-0345	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-332.
417-0346	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-333.
417-0347	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-334.
417-0348	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-335.
417-0350	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-337.
417-0351	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-338.
417-0352	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-339.
417-0353	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-340.
417-0354	M. André Béland, 196 rue Beique, Dorion.	417-341.
417-0358	Dame Yve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert, Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre, a/s Raoul Lefebvre, Ville Mont-Royal.	417-435.
417-0359	Dame Vve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert; Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre, a/s Raoul Lefebvre, 2220 Ch. Lucerne, Ville Mont-Royal.	417-346.
417-0366	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-353.
417-0367	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-354.
417-0375	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-362.
417-0414	M. Jerry Meroslav Shewchuk, 2104 Lapierre, Ville LaSalle.	417-401.
417-0431	M. J.B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-418.
417-0436	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-423.
417-0437	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-424.
417-0438	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-425.
417-0439	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-426.
417-0440	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-427.
417-0444	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-431.
417-0445	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-432.
417-0446	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-433.
417-0453	M. Julius Sockman, 933 Malborough, Corwall, Ontario.	417-440.
417-0454	M. Julius Sockman, 933 Malborough, Cornwall, Ontario.	417-441.
417-0467	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-454.
417-0468	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-455.
417-0469	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-456.
417-0477	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-464.
417-0478	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-465.
417-0497	Dame/Mrs. W. R. Viau, a/s Mme Pierre Mercier, 5791 Deom, Montréal.	417-484.
417-0501	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll Burt Ramil.	417-488.
417-0502	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll Parkhill Investment Ltd.	417-489.
417-0503	M. Guy Messier, 715 Carré Victoria ch. 930, Montréal, au rôle/on roll Parkhill, Investment Ltd.	417-490.
417-0504	M. Joseph Tessier, 1505 Legendre, Montréal.	417-491.
417-0505	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll succession/Estate Octave Laberge.	417-492.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
417-0506	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll succession/Estate Octave Laberge.	417-493.
417-0514	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-501.
417-0515	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-502.
417-0516	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-503.
417-0517	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-504.
417-0518	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-505.
417-0535	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-522.
417-0536	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-523.
417-0537	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-524.
417-0550	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-537.
417-0552	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-539.
417-0562	M. Gary Ball, 407 McGill, Montréal.	417-549.
417-0566	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-553.
417-0567	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-554.
417-0571	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-558.
417-0572	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-559.
417-0573	M. Jacques Verdy, 715 Carré Victoria ch. 930, Montréal.	417-560.
417-0574	M. Gary Ball, 407 McGill, Montréal.	417-561.
417-0575	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll MM. M. Garfinkle et/and D. Miller.	417-562.
417-0581	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-568.
417-0582	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-569.
417-0583	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-570.
515-0080	M. Frank Mraz, 7771 Rondeau, Anjou.	418-28, 418-29, 418-30-1.
515-0124	M. Marcel Trépanier, a/s Émile Asselin, 40 Elwood, Outremont.	418-58, 418-61.
005-0036	Giovanni Construction Ltée, 10,220 Esplanade, Montréal.	418-120, 418-121, 418-122.
515-0240	Giovanni Construction Ltée, 10,220 Esplanade, Montréal.	418-123.
515-0288	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-134.
515-0290	Arvin Ltée, 3439, Orléans, Montréal.	418-145.
515-0334	M. Conrad Cloutier, 115 Church, Cowansville, Qué.	418-146, 418-147, 418-148, 418-149, 418-150, 418-151.
515-0444	M. Émilien Beaudoin, 7468 Rondeau, Anjou.	418-185, 418-188.
295-0178	M. Neresterenko, 7399 Levesque, Anjou.	418-207-2, 418-210-1, 419-144-2, 419-145-1.
260-0001	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-237, 418-238, 418-239.
515-0590	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-269.
515-0594	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-270.
515-0598	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-271.
515-0602	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-272.
515-0606	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-273.
515-0026	Dame/Mrs. F. Pellicciotti, et/and Carmella d'Alonzo, 7010 Roudeau, Anjou.	418-358.
260-0063	M. Georges Rouleau, et/and M. Robert Houle, 7780 Pl. Blain, Anjou.	418-377, 419-370.
295-0258	Dame/Mrs. Jeannine Marc, épouse de/wife of Rodrigue St-Juste, 5486 South Ellis, Chicago, Illinois, USA.	418-384, 419-362.
515-0752	Dame/Mrs. Jeannine Content, 10,355 Bois de Boulogne, apt. 101 Montréal 355.	418-395.
515-0764	M. Roger Morin, 7748 Rondeau, Anjou.	418-403.
295-0524	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-182.
295-0528	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-183.
295-0532	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-184.
295-0550	M. Réal Beaudry, 7378 Levesque, Anjou.	419-189, 419-190.
395-0320	M. André Luc Gaudreault, 7003 Rhéaume, Anjou.	419-323, 419-324.
295-0432	Dame/Mrs. Yvonne Houle, épouse de/wife of Joseph Laplante, 4286 Adam, Montréal.	419-352.
295-0436	M. Jacques Laplante, 7738 Levesque, Anjou.	419-353.
295-0782	M. Raoul Pérodin, 1150 Marie-Anne apt. 303, Montréal.	419-401.
295-0798	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-410.
295-0802	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-411.
295-0806	M. Armand Proulx, et/and Dame/Mrs. Vincence Montmigny, épouse de feu/wife of late Gaston Cadieux, 7064 Levesque, Anjou.	419-412.
295-0810	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-413.
250-0008	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-38.
250-0012	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-39.
250-0016	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-40.
250-0020	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-41.
225-0194	M. Jean St-Amour, Ruisseau St-Pierre, Joliette, Québec.	420-61.
395-0404	M. Anaclet April, 7700 Bois de Coulonges, Anjou.	420-111, 420-112.
395-0412	M. Anaclet April, 7700 Bois de Coulonges, Anjou.	420-113, 420-114.
270-0326	M. Raymond Auger, 5655 Pl. Leopold Pouliot, Montréal-Nord.	420-272, 420-273.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
270-0410	M. Joseph Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-293, 420-294.
270-0418	M. R. A. Lynch, 7133, 13e avenue, Ville St-Michel.	420-295.
270-0478	M. Claude Gauthier, 6993 Guy, Anjou.	420-356-2, 420-357-1.
225-0586	M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-552.
345-0416	Moroy In.c, 2033 Belgrade, Montréal	420-595.
345-0420	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-596.
345-0424	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-597.
345-0428	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-598.
345-0432	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-599.
345-0436	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-600.
270-0652	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-601.
270-0656	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-602.
270-0660	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-603.
270-0664	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-604.
030-0084	M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.	

Un emplacement composé des parties des lots 423-20 et 423-21, mesurant 50 pieds de largeur par 72 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot 423-20, au sud par une partie du lot 423-22, à l'est par des parties desdits lots 423-20 et 423-21, et à l'ouest par des parties des lots 424-1048 et 424-1049.

An emplacement composed of parts of lots 423-20 and 423-21, measuring 50 feet in width by 72 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of said lot 423-20, on the south by a part of lot 423-22, on the east by parts of lots 423-20 and 423-21, and on the west by parts of lots 424-1048 and 424-1049.

025-0066 MM. Jean Louis et/and Fernand Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard

Le lot 423-87 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-87 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025-0198 Les Immeubles Reno Inc. et/and Development Versailles Inc., 440 Sherbrooke est, suite 1505, Montréal.

Le lot 423-121 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-121 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025-0206 Les Immeubles Reno Inc. et/and Development Versailles Inc., 440 Sherbrooke est, suite 1505, Montréal.

Le lot 423-122 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-122 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030-1176 M. Charles Lebreton, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.

Le lot 423-339 à distraire toutefois de ce lot une superficie de 90 pieds carrés servant de rue.

Lot 423-339 to withdraw however from this lot an area of 90 square feet being used as a street.

030-1284 M. Réal Aubut, 6979 Baldwin, Anjou. 423-353-1, 423-354-1.
030-1324 M. Lucien Carrier, 6961 Baldwin, Anjou.

Les lots 423-357 et 423-358 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lots 423-357 and 423-358, to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.

025-1108 M. Michel, Robert, Jacques, Lise, Louis, Madeleine, Hélène et/and André Boudreau au rôle/on roll, Succession/Estate Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.

Le lot 423-390 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-390 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025-1114 Dame/Mrs. Aline Deraspe, épouse de feu/wife of late Alban Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.

Le lot 423-391 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-391 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030-1856 M. Albert Thibodeau, 6479 Baldwin, Anjou.

Le lot 423-500 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-500 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030-1924 Dame/Mrs Lazarre Poirier, 6431 Baldwin, Anjou.

Un emplacement composé des parties des lots 423-508 et 423-509, mesurant cedit emplacement 45 pieds de largeur par 67 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: au nord par le lot 423-507, au sud par une partie du lot 423-509, à l'ouest par des parties des lots 423-508 et 423-509 et à l'est par une ruelle 423-511.

An emplacement composed of parts of lots 423-508 and 423-509, this said emplacement measuring 45 feet in width by 67 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lot 423-507, on the south by part of lot 423-509, and on the west by parts of lots 423-508 and 423-509, and on the east by a lane 423-511.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

025-1750 M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.

Le lot 423-565 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-565 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025-1762 M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.

Le lot 423-566 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-566 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

100-0134 M. Raymond Vanier et/and Dame/Mrs J. Bouchard, au rôle/on roll, Maurice Vanier &Al, 7780 Baldwin, Anjou.

Les lots 423-610 et 423-611 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-610 and 423-611 to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.

030-2188 M. Conrad Thibodeau, 5740 Baldwin, Anjou.

Les lots 423-673-1 et 423-674-1 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.

Lot 423-673-1 and 423-674-1 to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.

030-2224	J J Sauvageau Construction ltée, 7510 Iberville, Montréal.	423-735.
510-0004	Pavillon Ville Marie Inc., a/s Paul Désormeaux, 10,710 Peloquin, Montréal.	424-94, 424-95, 424-96, 424-97, 424-98, 424-99.
510-0028	Pavillon Ville Marie Inc., a/s Paul Désormeaux, 10,710 Peloquin, Montréal.	424-100, 424-101, 424-102, 424-103, 424-104, 424-105.
520-0012	M. Arthur Rémillard, 5821 St-Donat, Anjou.	424-173.
580-0104	M. René Carroll, 4844 Bordeau, Montréal.	424-232.
520-0084	Dame/Mrs Fernand Bilodeau, née/born Bernadette Noël, 2299 rue Messier, Montréal.	424-250, 424-251-1.
520-0108	Dame/Mrs Huguette Nadeau, épouse de/wife of Armand Rozon, 1877 Place Beauchesne, Montréal.	424-255-2, 424-256-1.
520-0116	M. Claude Lemoine, 799 Jean Bois, Boucherville.	424-257-2.
580-0132	M. Conrad Touchette, 1497 est, Boul. St-Joseph, Montréal.	424-261-2, 424-262-1.
580-0136	M. Conrad Touchette, 1497 est, Boul. St-Joseph, Montréal.	424-262-2, 424-263-1.
580-0140	Mlle Monique Préville, 24, 22e Ave, Pointe-Calumet, Qué.	424-263-2, 424-264-2.
580-0148	Conrad Touchette Inc., 1112 Mont-Royal, Montréal.	424-264-3.
240-0120	M. Paul F. Dobranski, 8389 du Mail, Anjou.	

Les lots 424-367-1, 424-367-2 et une partie du lot 424-368 mesurant cettedite partie 1.5 pieds de largeur par environ 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins et bornés comme suit: en front par une rue 424-5, en arrière par une partie du lot 424-45, d'un côté par le lot 424-367-2 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 424-368.

Lots 424-367-1, 424-367-2 and a part of lot 424-368 this said part measuring 1.5 feet in width by about 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street 424-5, in the rear by a part of lot 424-45, on one side by lot 424-367-2, and on the other side by the remainder of said lot 424-368.

240-0184	M. Réginald Losier, et/and Mme Gaspard Losier, 8358 du Mail, Anjou.	424-417, 426-109.
510-0272	M. Urbain Martin, 7301 Peterborough, Anjou.	

Un emplacement composé d'une partie des lots 424-463-13-6 et 424-463-13-7, mesurant 29 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le résidu dudit lot 424-463-13-6, au sud par le résidu dudit lot 424-463-13-7, à l'ouest par des parties des lots 424-497 et 424-496, et à l'est par le boulevard Roi René.

An emplacement composed of a part of lot 424-463-13-6 and a part of 424-463-13-7, measuring 29 feet in width by 110 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the residue of said lot 424-463-13-6, on the south by the residue of said lot 424-463-13-7, on the west by parts of lots 424-497 and 424-496, and on the east by Roi René Boulevard.

510-0292 M. Gérard Caty, 6390 Roi René, Anjou.

Les lots 424-492-1, 424-464-1 et une partie du lot 424-464-2 mesurant cettedite partie 1 pied de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: au nord par le lot 424-464-1, au sud par le résidu dudit lot 424-464-2, à l'ouest par une partie non-subdivisée du lot originaire 424, et à l'est par le boulevard Roi René (424-P465).

Lots 424-492-1, 424-464-1 and a part of lot 424-464-2 measuring this said part 1 foot in width by 110 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 424-464-1, on the south by the residue of said lot 424-464-2, on the west by an unsubdivided part of original lot 424, and on the east by Roi René Blvd. (424-P465).

570-0052	M. Antonio Villa, 8442 Pl. Verdelle, Anjou.	424-569.
200-0106	M. Dominique Mannella 6821 de la Loire, Anjou.	424-620.
200-0118	M. Paul Rainville Syndic à la faillite de/Syndic to the Bankruptcy of Theodore Vachon, 484 McGill, Montréal.	424-623, 426-287.
365-0008	M. & Mme Yvan Gomory, 8388 Peterborough, Anjou.	424-650.
080-0004	M. Migezywlaw Kossowski et/andMme/Mrs Vera Sakaluska, 7241 Cellier, Anjou.	424-670, 426-375.
015-0056	Dame/Mrs. Gracia Bailey, épouse de feu/wife of late Henri Castonguay, 7262 Argenton, Anjou	424-695.
360-0064	Champlain Heights Ltd., 1242 Pell 4th Floor, Montréal.	424-730.
510-0482	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-763.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
510-0486	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-764.
510-0498	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-766.
510-0546	M. Jean Coutu, 943, 40e Ave., Fabreville, Qué.	424-778.
360-0076	Dame/Mrs. Suzanne Sicotte, épouse de/wife of Urbain Martin, 7301 Peterborough Cr., Anjou.	424-790.
360-0080	M. Gérard Caty, 6390 Roi René, Anjou.	424-791.
510-0638	M. Gaston Prévost, 5820, 8e Ave Rsmt., Montréal.	424-817.
510-0906	Dame/Mrs. Huguette Boulanger, épouse de/wife of Jean Lebrun, 1259 Berri ch. 510, Montréal.	424-896-4.
360-0144	M. & Mme Poolé Richards, 8433 Peterborough Cr., Anjou.	424-904.
105-0012	M. J. Claude Gratton, 8425 Chateauneuf, Anjou.	424-936.
510-1021	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1006.
510-1024	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1007.
510-1028	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1008.
510-1032	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay	424-1009.
510-1036	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1010.
510-1040	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1011.
510-1044	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1012.
510-1048	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	
Le lot 424-1013 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1013 to withdraw however the part used as a street.
510-0011	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1046.
510-0013	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1047.
510-0014	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1048.
510-0015	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1049.
510-0017	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1050.
510-0018	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1051.
510-0019	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
Le lot 424-1052 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1052 to withdraw however the part used as a street.
510-0022	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
Le lot 424-1053 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1053 to withdraw however the part used as a street.
510-0023	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
Le lot 424-1054 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1054 to withdraw however the part used as a street.
510-0026	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
Le lot 424-1055 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1055 to withdraw however the part used as a street.
510-0027	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
Le lot 424-1056 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1056 to withdraw however the part used as a street.
510-0030	Champlain Heights Ltd., 1242 Pell 4th Floor, Montréal.	
Le lot 424-1057 à distraire toutefois la partie servant de rue.		Lot 424-1057 to withdraw however the part used as a street.
220-0104	M. André Morel, 2513 Elsdale, Montréal.	426-428.
235-0140	Dame]Mrs. Irma Rossini, épouse de feu/wife of the late Alfredo Pansieri et/and Dante et/and Angelo Pansieri, 8340 du Chardonnet, Anjou.	426-484.
400-0002	Les Immeubles Versailles Inc. et/and Les Immeubles Reno Inc., 450 Sherbrooke est, Montréal.	
Une partie du lot originaire 427, contenant une superficie de 40,508 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: savoir: au nord par le boulevard Métropolitain et par les lots 427-689, 427-685, 427-684, 427-679 et 427-678, au sud par l'avenue Roche-sur-Yon (427-957) et 427-P956) à l'est par le lot 427-1045 et 427-689, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 427 et 429, et par le lot 427-678.		A part of original lot 427, containing an area of 40,508 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Metropolitan Blvd. and by lots 427-689, 427-685, 427-684, 427-679 and 427-678, on the south by Roche-sur-Yon street (427-957 and 427-P956) on the east by lot 427-1045 and 427-689, and on the west by the separative line of lots of lands 427 and 429 and by lot 427-678.
280-0044	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-1.
280-0048	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-2.
280-0052	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-3.
220-0184	M. Jean de Beukalaer, 6841 des Angevins, Anjou.	427-753, 429-1379.
220-0188	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-775-2, 427-776-1-1.
220-0192	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-776-1-2, 427-776-2-1.
220-0196	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-776-2-2, 427-777-1, 427-777-2-1.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
220–0200	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-777-2-2, 427-778-2-1, 427-778-1.
220–0204	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-778-2-2.
555–0137	M. André Ducharme, 8350 Talcy, Anjou.	427-1021.
280–0216	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	427-1043, 429-1700.
280–0220	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	427-1044, 429-1699.
320–1376	Ben Schecter in Trust, a/s M. Feinstein, 4018 Ste-Catherine O. r. 103, Montréal.	

Une partie du lot originaire 429 contenant une superficie de 72,926 pieds carrés, mesurant 575.2 pieds le long de l'avenue Roche-sur-Yon, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: d'un côté par une rue 429-1680, 429-1560 et 429-1543, à l'opposé par le Boulevard Métropolitain (partie 429 non-subdivisée) d'un côté par la ligne limitative des terres 430 et 429, et son opposé par la ligne séparative des terres 429 et 427.

A part of original lot 429, containing an area of 72,926 square feet, measuring 575.2 feet, along Roche-sur-Yon avenue, English measure and more or less, and bounded as follows: on one side by street 429-1680, 429-1560 and 429-1543 on the opposite by Metropolitan Blvd. (Part 429 unsubdivided) on one side by the limitative line of lots of lands 430 and 429, and on its opposite by the separative line of lots of lands 429 and 427.

175–0004	M. André Archambault, 8080 Dalkeith, Anjou.	429-1324.
280–0180	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1691.
280–0184	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1692.
280–0188	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1693.
280–0192	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1694, 430-434.
280–0196	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1695, 430-435.
280–0200	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1696, 430-436.
280–0204	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1697, 430-437.
280–0208	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1698, 430-438.
280–0212	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	429-1701.
600–0182	Dame/Mrs. Rosianne Gladu, épouse de/wife of Paul Lahaise, 7991 W. Pelletier, Anjou.	430-209.
075–0012	M. Theodosies Tsambalieros, 8012 Candes, Anjou.	430-277.
075–0008	M. Micael Tsambalieros, 8002 Candes, Anjou.	430-278, 431-276.
340–0092	Dame/Mrs. Fernande M. Authier, épouse de/wife of Maurice Piette, 8162 Pl. Montrichard, Anjou.	430-289.
340–0140	M. Pierre Fouert, 8262 Montrichard, Anjou.	430-318, 431-342.
561–0208	M. Leonard Goodlin, 5831 Smart, Côte St-Luc, Mtl.	430-440.
561–0212	M. Harold Yancovich, 1115 Ridgewood Drive, Laval.	430-441.
205–0100	M. Gerald Seaman, 7841 de la Seine, Anjou.	431-61.
054–0020	M. André Fraser, 7702 Avrille, Anjou.	431-405.
561–0196	M. Eliahu Simhoni, 907 Melville, Chomedey Laval.	431-462.
561–0200	M. Eliahu Simhoni, 907 Melville, Chomedey Laval.	431-463.
247–0144	M. Bernard Pelletier, 650 d'Auteuil, Duvernay Laval.	431-481.
600–0306	M. Marcel Deziel, 7641 Wilfred Pelletier, Anjou.	434-211.
335–0068	M.& Mme Marc Aurèle Tremblay, 7100 Montpensier, Anjou.	434-261, 435-199.
054–0032	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-331.
054–0036	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-332.
054–0040	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-333.
105–0372	M. & Mme Luigi Salvatore, 50, 15e Rue, Laval.	434-345.
561–0272	MM. Gilles Boisvert et/and André Chamberland, 83 Jeanne Mance, St-Paul L'Ermite, Qué.	434-410.
516–0276	M. Jean Thomas Tremblay, 36 Terrasse Villebon, Repentigny.	434-411.
561–0296	M. Ralph Schwartz, 1496 Mercantile, Laval.	434-415.
561–0300	M. Ralph Schwartz, 1496 Mercantile, Laval.	434-416.
120–0190	Champlain Heights Ltd. 1242 Peel 4th Floor, Montréal.	

Une partie du lot originaire 435, mesurant 5.77 pieds le long de la rue Chénier, de forme triangulaire et contenant une superficie de 1265 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par la rue Chénier, au sud par les limites sud de la Ville d'Anjou, à l'est par le lot 435-90, et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 435.

A part of original lot 435, measuring 5.77 feet along Chenier street, of triangular shape, and containing an area of 1265 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Chenier street, on the south by the southern limits of the City of Anjou, on the east by lot 435-90, and on the west by an other part of original lot 435.

325–0642 Champlain Heights Ltd., 1242 Peel, 4th Floor, Montréal

Une partie du lot 435-30, mesurant 10.9 pieds de largeur, contenant une superficie de 834 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 435-49, au sud par la rue Curé Clermont, à l'est par le lot 435-31, et à l'ouest par le résidu dudit lot 435-30.

A part of lot 435-30 measuring 10.9 feet in width containing an area of 834 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 435-49, on the south by Curé Clermont street, on the east by lot 435-31, and on the west by the residue of said lot 435-30.

437–0047	M. François Newberry, 6490 Val d'Anjou, Anjou.	437-58.
605–0030	M. Gérard Lajeunesse, 6, 132e Ave, Riv. des Prairies, Mtl.	437-98.
203–0132	Lajeunesse Construction Ltée, 7291 des Closeries, Anjou.	437-288.
118–0112	M. Raymond Laurier, 9006 Daillon, St-Léonard.	437-311.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
118-0116	M. Raymond Laurier, 9006 Daillon, St-Léonard.	437-312.
118-0132	Caravan Construction 1968 Ltd., 2565 Gamache, Longueuil.	437-316.
118-0136	M. Édouard Beauchesne, 790 Montée St-Julie, ville de Ste-Julie.	437-317.
204-0012	Les Entreprises Octogonal Inc., 7522 Blvd. Octogonal, St-Michel.	438-42.
204-0014	Les Entreprises Octogonal Inc., 7522 Blvd. Octogonal, St-Michel.	438-44.
439-0001	Anjou Holdings Inc., 630 Dorchester ouest, Montréal.	

A) Une partie du lot originaire 439 mesurant 296.34 pieds et 117.62 dans sa ligne nord-est et 140 pieds dans sa ligne sud-est, et 255.74 pieds dans sa ligne sud-ouest, et 140 pieds dans sa ligne nord-ouest et bornée comme suit, savoir: au nord-est par les lots 438-83, 438-84, 438-85, 438-86, 438-87, 438-88, 438-29, 438-60, 439-1, 439-3, 439-4, au sud-ouest par une autre partie non-subdivisée du lot originaire 439, au sud-ouest par les lots 439-148, 439-134, 439-133, 439-132, et au nord-ouest par une autre partie non-subdivisée du lot originaire 439.

B) Une partie du lot originaire 439 mesurant 200.88 pieds dans sa ligne nord-est et sud-ouest, 140 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest, et bornée comme suit, savoir: au nord-est par les lots 438-4, 438-6, au sud-est et nord-ouest par des parties non-subdivisées du lot originaire 439, au sud-ouest par les lots 439-196, 439-47. Toutes les mesures précitées sont de la mesure anglaise et plus ou moins.

A) A part of original lot 439, measuring 296.34 feet and 117.62 in its northeast line, and 140 feet in its southeast line and 255.74 feet in its southwest line, and 140 feet in its northwest line, and bounded as follows, to wit: on the northeast by lots 438-83, 438-84, 438-85, 438-86, 438-87, 438-88, 438-29, 438-60, 439-1, 439-3, 439-4, on the southwest by an other unsubdivided part of original lot 439, on the southwest by lots 439-148, 439-134, 439-133, 439-132, and on the northwest by an other unsubdivided part of original lot 439.

B) A part of original lot 439, measuring 200.88 feet in its northeast and southwest line, 140 feet in its southeast and northwest line, and bounded as follows, to wit: on the northeast by lots 438-4 and 438-6, on the southeast and northwest by unsubdivided parts of original lot 439, on the southwest by lots 439-196, 439-47. All the measures above mentionned, are from the English measure, and more or less.

440-0648	Succession/Estate Herbert Wallace Beauharnois Fin Plant, Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.	440-163.
440-0656	Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.	

Le lot 440-164 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 440-164, to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0660	Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.	440-165 (Rue).
440-0680	Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.	

Le lot 440-170 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.

Lot 440-170 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0684	Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.

Le lot 440-171 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.

Lot 440-171 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0688	Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., Valleyfield, Qué.

Le lot 440-172 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 440-172 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-2448	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-612 (Rue)
223-0094	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-9.
288-0236	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-20.
288-0240	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-21.
288-0260	Dame/Mrs. Marie J. Mireault, épouse de/wife of Albert Pinet, 6133 Galeries Anjou, Anjou.	440-1258-26, 440-1259-5.
233-0170	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	440-1271-1.
181-0084	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-1340, 442-61.
177-0128	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-1363, 442-51.
386-0004	M. André Lajeunesse, 7190 Radisson, Anjou.	440-1381.
224-0128	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	440-1383.
233-0044	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-56.
233-0045	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-57.
233-0052	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-64.
224-0008	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-73.
224-0144	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-137.
224-0156	M. J. Louis Dubuc, 7950 des Ecores, Montréal.	441-140.
233-0260	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-141.
233-0264	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-142.
233-0268	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-143.
233-0172	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-144.
233-0276	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-145.
224-0056	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-4.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
224–0057	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-5.
224–0058	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-6.
224–0059	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-7.
224–0060	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-8.
224–0061	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-9.
224–0062	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-10.
224–0063	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-11.
244–0064	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-12.
224–0065	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-13.
224–0066	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-14.
202–0002	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-18.
202–0003	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-19.
202–0004	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-20.
202–0005	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-21.
202–0006	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-22.
202–0007	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-23.
202–0008	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-24.
202–0009	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-25.
040–0043	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-26.
040–0044	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-27.
040–0045	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-28.
040–0046	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-29.
040–0047	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-30.
040–0048	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-31.
040–0049	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-32.
040–0050	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-33.
040–0051	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-34.
040–0052	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-35.
040–0053	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-36.
040–0054	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-37.
040–0156	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-39.
177–0160	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-41.
177–0164	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-42.
177–0168	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-43.
177–0172	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-44.
177–0176	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-45.
177–0180	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-46.
177–0184	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-47.
177–0188	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-48.
177–0192	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-49.
177–0196	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-50.
177–0204	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-54.
177–0208	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-55.
177–0212	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-56.
177–0216	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-57.
177–0220	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-58.
445–0008	East End Development Corp. 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	
	Une partie du lot originaire 445, contenant une superficie de 711,828 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud, par un parc 445-29, au nord par les parties des lots originaires 451, 452, et 453, à l'est par d'autres parties du lot originaire 454, et 454-4 et à l'ouest par les limites des villes de St-Léonard et d'Anjou.	A part of original lot 445, containing an area of 711,828 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a park 445-29, on the north by parts of original lots 451, 452 and 453, on the east by other parts of original lot 454 and 454-4 and on the west by the limits of towns St-Leonard and Anjou.
445–0012	East End Development Corp. 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	
	Une partie du lot originaire 445 mesurant 80.61 pieds de largeur par 201.87 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front par le Chemin de la Savane, en arrière par une rue 445-32, d'un côté par le lot 445-1 et de l'autre côté par une partie du lot originaire 445.	A part of original lot 445, measuring 80.61 feet in width by 201.87 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by Savane road, in the rear by a street 445-32, on one side by lot 445-1 and on the other side by part of original lot 445.
102–0044	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-20.
102–0048	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-21.
102–0052	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-22.
102–0056	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-23.
102–0060	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-24.
102–0064	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-25.
102–0068	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-26, 455-19.
102–0076	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-28.
102–0192	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-33.
102–0196	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-34.
102–0200	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-35.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
102–0204	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-36.
102–0208	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-37.
102–0212	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-38.
033–0244	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-39.
033–0248	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-40.
033–0252	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-41, 455-26.

446–0001 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 446 contenant une superficie de 347,191 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: savoir; au nord par une autre partie du lot originaire 446, au sud par une autre partie du lot originaire 450, à l'ouest par les limites de la Ville d'Anjou, et à l'est par une partie du lot originaire 447.

A part of original lot 446 containing an area of 347,191 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 446, on the south by a part of original lot 450, on the west by the limits of the City of Anjou, and on the east by a part of original lot 447.

446–0008 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 446 contenant une superficie de 34,910 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par les limites de la Ville d'Anjou, au sud par une autre partie du lot originaire 446, et à l'est par une partie du lot originaire 447.

A part of original lot 446, containing an area of 34,910 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by the limits of the City of Anjou, on the south by an other part of original lot 446, and on the east by a part of original lot 447.

447–0001 N. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 447 contenant une superficie de 286,999 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 447, au sud par une partie du lot originaire 450, à l'ouest par une partie du lot originaire 446, à l'est par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 447 containing an area of 286,999 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 447, on the south by a part of original lot 450, on the west by a part of original lot 446, and on the east by a part of original lot 448.

447–0008 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 447 contenant une superficie de 32,236 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les limites de la Ville d'Anjou, et par une partie du lot originaire 448, à l'ouest par unde partie du lot originaire 446, à l'est par une partie du lot originaire 448, et au sud par une autre partie du lot originaire 447.

A part of original lot 447 containing an area of 32,236 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the limits of the City of Anjou, and by a part of original lot 448, on the west by a part of original lot 446, on the east by a part of original lot 448, and on the south by an other part of original lot 447.

448–0080 M. Baruch Dienstag et/and Mechel Beck, Morris Feinstein et/and Harry Steckler 10829, 67e Avenue, Forest Hill, New York, U.S.A.

Une partie du lot originaire 448 de figures irrégulières contenant une superficie de 558,537 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'est par d'autres parties du lot originaire 448, au sud vers le nord par des parties originales des lots 450 et 449, et à l'ouest par une partie du lot originaire 447.

A part of original lot 448 of irregulars shapes, containing an area of 558,537 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and east by others parts of original lot 448, on the south to the north by parts of originals lots 450 and 449, and on the west by a part of original lot 447.

448–0048 M. Nicola Mossa, 11,774 Matte, Montréal-Nord. 448-363, 448-364.

449–0001 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449 contenant une superficie de 172,469 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 449, au sud par le lot originaire 450, à l'est par une partie du lot originaire 451, et à l'ouest par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 449 containing an area of 172,469 square feet, English measure and more or less and bounded as follow, to wit: on the north by an other part of original lot 449, on the south by original lot 450, on the east by a part of original lot 451, and on the west by a part of original lot 448.

449–0016 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449, contenant une superficie de 35,870 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot 449, à l'est par une partie du lot originaire 451, et à l'ouest par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 449 containing an area of 36,870 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of original lot 449, on the east by a part of original lot 451, on the west by a part of original lot 448.

449–0020 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449 contenant une superficie de 58,335 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties desdits lots 449, à l'est par une partie du lot originaire 451, à l'ouest par les lots 448-364, 448-360 et 448-363.

A part of original lot 449, containing an area of 58,335 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said lot 449, on the east by a part of original lot 451, and on the west by lots 448-364, 448-360 and 448-363.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

450–0001 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Le lot originaire 450, contenant une superficie de 302,746 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Original lot 450 containing an area of 302,746 square feet English measure and more or less.

451–0004 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 355,074 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 451, au sud par une partie du lot originaire 445, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par le lot originaire 450, et une partie du lot originaire 449.

A part of original lot 451, containing an area of 355,074 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 451, on the south by a part of original lot 445, on the east by a part of original lot 452, and on the west by original lot 450, and a part of original lot 449.

451–00016 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 24,002 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 451, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par une partie du lot originaire 449.

A part of original lot 451, containing an area of 24,002 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said original lot 451, on the east by a part of original lot 452, and on the west by a part of original lot 449.

451–0020 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 49,847 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 451, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par une partie du lot originaire 449.

A part of original lot 451 containing an area of 49,847 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said original lot 451, on the east by a part of original lot 452, and on the west by a part of original lot 449.

454–0001 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 454 contenant une superficie de 334,800 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par les lots 454-4 et 454-3, au nord par le lot originaire 453, à l'ouest par une ligne limitative des terres 445 et 454, à l'est par la ligne limitative des terres 454 et 460.

A part of original lot 454 containing an area of 334,800 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by lots 454-4 and 454-3, on the north by original lot 453, on the west by a bordering line of farms 445 and 454, on the east by the bordering line of farms 454 and 460.

102–0136	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	454-1.
102–0096	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-14, 459-23.
102–0092	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-15.
102–0088	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-16.
102–0084	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-17.
102–0080	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-18.
102–0100	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-22.
033–0256	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	455-27.
275–0256	L. & A. Construction Inc., 8157 Viau, St-Léonard.	455-31.
300–0994	Quercy Construction Corp., 1245 Sherbrooke O. ch. 1740, Montréal.	

Une partie du lot originaire 456 contenant une superficie de 8,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 455, au sud par le boulevard Métropolitain, à l'ouest par une partie du lot originaire 445, et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 456.

A part of original lot 456 containing an area of 8,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 455, on the south by Metropolitan Blvd., on the west by a part of original lot 445, and on the east by an other part of said original lot 456.

300–1018 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize Road, Montréal.

Une partie du lot originaire 458 contenant une superficie de 12,925 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par des parties du lot originaire 459, au sud par le lot 458-1 et le Boulevard Métropolitain, à l'est par des parties du lot originaire 461, et à l'ouest par le lot 458-1 et une partie du lot originaire 457.

A part of original lot 458 containing an area of 12,925 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by parts of original lot 459, on the south by lot 458-1 and Metropolitan Blvd., on the east by parts of original lot 461, and on the west by lot 458-1 and a part of original lot 457.

459–0004 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize road, Montréal.

Une partie du lot originaire 459 contenant une superficie de 141,887 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 459, à l'est par une partie du lot originaire 461, à l'ouest par une partie du lot originaire 455, et une partie du lot originaire 459, et au sud par une partie du lot originaire 458, et une partie du lot originaire 459.

A part of original lot 459 containing an area of 141,887 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 459, on the east by a part of original lot 461, on the west by a part of original lot 455, and a part of original lot 459, and on the south by a part of original lot 458, and a part of original lot 459.

102–0168	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	459-38.
048–0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	459-40.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

048–0040 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 459-42 contenant une superficie de 1192.5 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot 459, au sud par le lot 459-38, à l'ouest par le lot 459-41, et à l'est par l'autre partie du 459-42.

A part of original lot 459-42 containing an area of 1192.5 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a part of lot 459, on the south by lot 459-38, on the west by lot 459-41 and on the east by the other part of 459-42.

460–0004 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 460 contenant une superficie de 109,502 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une rue (P459) au sud et à l'ouest par d'autres parties du lot originaire 460, et à l'est par une rue 460-2, le lot 454-4 et la ligne limitative des terres 454 et 460.

A part of original lot 460 containing an area of 109,502 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a street (P459), on the south and on the west by other parts of original lot 460, and on the east by a street 460-2, lot 454-4 and the bordering line of farms 454 and 460.

300–1030 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 461 contenant une superficie de 326,679 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une rue (P460) au sud par le le lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 461 et 462, par une rue 461-21, à l'ouest par la ligne limitative des terres 460 et 461.

A part of original lot 461 containing an area of 326,679 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a street (P460) on the south by original lot 453, on the east by the bordering line of farms 461 and 462, by a street 461-21, on the west by the bordering line of farms 460 and 461.

300–1034 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize road, Montréal.

Une partie du lot originaire 461 contenant une superficie de 119,394 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot 461 (rue Jarry) au sud par le boulevard Métropolitain, et par une autre partie du lot originaire 461, à l'ouest par une partie du lot originaire 459, et par d'autres parties du lot originaire 461, et à l'est par le lot 462-58 et d'autres parties du lot originaire 462.

A part of original lot 461 containing an area of 119,394 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of said lot 461 (Jarry street) on the south by Métropolitan blvd. and by an other part of original lot 461, on the west by a part of original lot 459, and by others parts of original lot 461, and on the east by lot 462-58 and others parts of original lot 462.

300–1050 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Un emplacement composé des parties des lots originaires 462 et 463, contenant une superficie de 124,007 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 462-58 et 463-103, au sud par d'autres parties desdits lots originaires 462 et 463, à l'est par le boulevard Les Galeries d'Anjou, et à l'ouest par une partie du lot originaire 461.

An emplacement composed of parts of original lots 462 and 463, containing an area of 124,007 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 462-58 and 463-103, on the south by other parts of said original lots 462 and 463, on the east by Les Galeries d'Anjou blvd. and on the west by a part of original lot 461.

300–1054 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 462 contenant une superficie de 296,899 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le lot 462-51, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 461 et 463, et à l'ouest par la ligne limitative des terres 461 et 462.

A part of original lot 462 containing an area of 296,899 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lot 462-51, on the north by part of original lot 453, on the east by the bordering line of farms 461 and 463, and on the west by the bordering line of farms 461 and 462.

262–0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-30, 463-54.
262–0001	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-31.
262–0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-33, 463-59.
262–0020	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-34.
129–0096	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-35, 463-76.
129–0100	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-36, 463-77.
129–0104	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-37, 463-78.
129–0108	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal..	462-38, 463-79.
129–0112	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-39, 463-80.
129–0116	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-40, 463-81.
129–0120	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-41, 463-82.
129–0124	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-42, 463-83.
129–0128	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-43, 463-84.
129–0132	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-44, 463-85.
129–0136	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-45, 463-86.
129–0140	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-46, 463-87.
129–0144	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-47, 463-88.
268–0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-48, 463-89.
268–0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-49.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
033-0228	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal.	462-53.
300-1064	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	
	Une partie du lot originaire 463 contenant une superficie de 312,104 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le lot 463-93, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 462 et 463, et à l'est par la ligne limitative des terres 463 et 466.	A part of original lot 463 containing an area of 312,104 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lot 463-93, on the north by part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 462 and 463, and on the east by the bordering line of farms 463 and 466.
288-0288	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	
	Le lot 463-14 et une partie du lot 463-13 mesurant cette dite partie 13.5 de largeur par 85 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: en front par une rue (P466) en arrière par le lot 463-35, d'un côté par le lot 463-14 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 463-13.	Lot 463-14 and a part of lot 463-13 measuring the said part 13.5 in width by 85 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street (P466) in the rear by lot 463-35, on one side by lot 463-14 and on the other side by the residue of said lot 463-13.
288-0292	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	
	Une partie du lot 463-15 mesurant cettedite partie 4 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: au nord par le lot 473-16, au sud par le résidu dudit lot 463-15, à l'ouest par une partie du lot 463-37, et à l'est par une rue (P466).	A part of lot 462-15 measuring the said part 4 feet in width by 90 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lot 473-16, on the south by the remainder of said lot 463-15, on the west by a part of lot 463-37 and on the east by a street (P466).
288-0780	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	
	Une partie du lot 463-15 mesurant cettedite partie 25.0 de largeur par 85 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front par une rue (P466) en arrière par une partie du lot 463-37, d'un côté par le lot 463-14, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 463-15.	A part of lot 463-15 the said part measuring 25.0 in width by 85 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street (P466) in the rear by a part of lot 463-37, on one side by lot 463-14 and on the other side by the residue of said lot 463-15.
288-0296	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-16.
288-0300	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-17.
288-0304	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-18.
288-0308	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-19.
288-0312	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-20.
288-0316	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-21.
288-0320	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-22.
288-0324	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-23.
288-0328	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-24.
288-0332	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-25.
288-0336	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-26.
288-0340	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-27.
288-0344	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-28.
288-0348	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-29.
288-0352	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-30.
288-0356	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-31.
262-0008	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-55.
262-0012	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-56.
262-0016	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-57.
262-0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-60.
262-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-61.
262-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-62.
288-0360	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-63.
288-0364	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-64.
288-0368	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-65.
288-0372	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-66.
288-0376	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-67.
288-0380	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-68.
288-0384	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-69.
288-0388	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-70.
288-0392	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-71.
288-0396	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-72.
288-0400	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-73.
288-0404	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-74.
288-0408	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-75.
268-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-90.
268-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-91.
268-0040	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-92.
033-0236	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-99.
033-0240	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-100.
288-0880	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-101.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
288–0884	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-102.
288–0936	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	

Un emplacement composé des parties des lots originaires 466, 467 et 468 contenant une superficie de 158,098 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 466-28, 467-82 et 468-66, au sud par les lots 466-17, 467-64 et 468-56, à l'ouest par le boulevard Les Galeries d'Anjou, à l'est par le lot 468-65 (rue).

An emplacement composed of parts of original lots 466, 467 and 468, containing an area of 158,098 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 466-28, 467-82, 468-66, on the south by lots 466-17, 467-64, and 468-56, on the west by Les Galeries d'Anjou Boulevard, on the east by lot 468-65 (street).

466–0001 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 466 contenant une superficie de 279,765 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une rue 466-17, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par une rue, et à l'est par la ligne limitative des terres 462 et 463.

A part of original lot 466 containing an area of 279,765 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a street 466-17, on the north by part of original lot 453, on the west by a street, and on the east by the bordering line of farms 462 and 463.

288–0816	Dame/Mrs. Jacqueline Chevalier, épouse de/wife of Guy Bourgault, 11,420 Tanguay, Montréal.	466-11, 467-58.
288–0888	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-18, 467-72.
288–0892	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-19, 467-73.
288–0896	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-20, 467-74.
288–0900	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-21, 467-75.
288–0904	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-22, 467-76.
288–0908	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-23, 467-77.
288–0912	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-24, 467-78.
288–0916	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-25, 467-79.
288–0804	Dame/Mrs. Thérèse Gingras, épouse de/wife of Jean Bourgault, 11,420 Tanguay, Montréal.	466-8, 467-55.
288–0920	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-26, 467-80.
288–0924	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-27, 467-81.
467–0004	East End Development Corp., 1 Place Ville-Marie, s. 3317, Montréal	

Une partie du lot originaire 467 contenant une superficie de 301,990 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue (P467) à l'ouest par la ligne limitative des terres 466 et 467, et à l'est par la ligne limitative des terres 467 et 468.

A part of original lot 467 containing an area of 301,990 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a part of original lot 453, on the south by a street (P467) on the west by the bordering line of farms 466 and 467, and on the east by the bordering line of farms 467 and 468.

468–0014	MM. Jacques Masse et/and Jean-Louis Sabourin, 7111 Beaudrière #4, Anjou	467-26, 468-31.
468–0017	M. Jacques Marquis, 8622 d'Allonnes, Anjou	467-29, 468-34.
468–0022	M. Hervé Durand, 8670 d'Allonnes, Anjou	467-34, 468-39.
176–0001	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-65, 468-57.
176–0004	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-66, 468-58.
176–0008	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-67, 468-59.
176–0012	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-68, 468-60.
176–0016	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-69, 468-61.
468–0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	

Une partie du lot originaire 468 contenant une superficie de 418,570 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une rue 468-56, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 468 et 471, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 467 et 468.

A part of original lot 468 containing an area of 418,570 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a street 468-56, on the north by a part of original lot 453, on the east by the bordering line of farms 468 and 471, and on the west by the bordering line of farms 467 and 468.

176–0028 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Un emplacement composé des parties des lots originaires 471 et 472, contenant une superficie de 134,463 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 471-75 et 472-8, au sud par les lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 et 472-7, à l'est par la ligne limitative des terres 472 et 473, et à l'ouest par le lot 471-74 (rue).

An emplacement composed of parts of original lots 471 and 472, containing an area of 134,463 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 471-75, and 472-8, on the south by lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 and 472-7, on the east by the limitative line of lots of lands 472 and 473, and on the west by lot 471-74 (street).

471–0039 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 471, contenant une superficie de 407,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et

A part of original lot 471 containing an area of 407,269 square feet, English measure and more or less, and bounded

bornée comme suit: au sud par les lots 471-65, 471-66 et 471-67, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 468 et 471, à l'est par la ligne limitative des terres 471 et 472.

as follows: on the south by lots 471-65, 471-66 and 471-67, on the north by a part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 468 and 471, on the east by the bordering line of farms 471 and 472.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

471-0040 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 471 contenant une superficie d'environ 31,319 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le boulevard Metropolitain, au nord par le lot 471-69 à l'ouest par une rue 471-67, et à l'est par une partie du lot 473-4.

A part of original lot 471 containing an area of about 31,319 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by Metropolitan Boulevard, on the north by lot 471-69 on the west by a street 471-67 and on the east by a part of lot 473-4.

275-0015	M. Jacques Plaisance, 7185 Jarry est/east, Anjou	471-36.
275-0019	Mme-Mrs. Barbara Usowa, épouse de/wife of Wladyslaw Cichow, 7201 Jarry est/east, Anjou.	471-39.

472-0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 472 contenant une superficie de 433,404 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lot 472-7, 472-6 et 472-5, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 471 et 472, et à l'est par la limite est de la terre 472.

A part of original lot 472 containing an area of 433,404 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 472-7, 472-6 and 472-5, on the north by a part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 471 and 472, and on the east by the east limit of farm 472.

300-1124 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 473 de figure irrégulière contenant une superficie de 74,530 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit; au nord par les lots 473-17-2, 473-17-1 et 473-12, 473-13, 473-14, 473-15 et 473-16, au sud par le boulevard Métropolitain et une autre partie non-subdivisée du lot originaire 473, à l'ouest par une partie du lot 473-4 et à l'est par des parties des lots originaires 475 et 473.

A part of original lot 473 of irregular form, containing an area of 74,530 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lots 473-17-2, 473-17-1 and 473-12, 473-13, 473-14, 473-15 and 473-16, on the south by Metropolitain Boulevard and an other unsubdivided part of original lot 473, on the west by a part of lot 473-4 and on the east by parts of original lots 475 and 473.

473-0004 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 473 mesurant au sud 216.35 pieds, au nord 219.5 pieds, contenant une superficie de 937,415 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 473-158, 473-159, 473-160, 473-161, 473-162, 473-163, 473-164, au nord par le lot 473-3, à l'est par la ligne limitative des terres 473 et 475, et à l'ouest à une distance approximative de 150 pieds de la ligne de la terre 472.

A part of original lot 473 measuring on the south 216.35 feet, on the north 219.5 feet containing an area of 937,415 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 473-158, 473-159, 473-160, 473-161, 473-162, 473-163, 473-164, on the north by lot 473-3, on the east by the bordering line of farms 473 and 475, and on the west at an approximative distance of 150 feet from the line of farm 472.

090-0020	M. Paul André Mathieu, 7380 Champchevrier, Anjou.	473-27.
575-0120	Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal.	473-97, 475-64.
575-0144	M. Henri Forest, 461 Tiffin No 1, St-Lambert.	473-103, 475-70.
473-0048	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-113.
473-0052	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-114.
473-0056	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-115.
473-0060	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-116.
473-0108	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-131.
473-0112	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-132.
473-0116	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-133.
473-0120	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-134.
473-0124	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3ç17, Montréal.	473-135.
473-0128	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-136.
473-0132	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-137.
473-0136	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-138.
473-0140	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-139.
473-0144	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-140.
473-0148	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-141.
473-0152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-142.
473-0156	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-143.
473-0160	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-144.
473-0145	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-145.
473-0168	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-146.
186-0008	Dame/Mrs Marguerite Cadorette, épouse de/wife of Jean Guy Dumas, 9051 de Bretagne, Anjou.	473-171, 475-230.
186-0028	M. Jacques Daniel Morin, 8508 du Chardonnet, Anjou.	473-176, 475-235.
186-0032	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-177, 475-236.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
186–0036	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-178, 475-237.
186–0040	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-179, 475-238.
186–0044	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-180, 475-239.
186–0048	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-181, 475-240.
186–0052	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-182, 475-241.
186–0056	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-183, 475-242.
186–0060	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-184, 475-243.
475–0380	Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal.	473-194, 475-245.
300–1152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	

Un emplacement composé des parties des lots originaires 474 et 475 contenant une superficie de 60,652 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: au sud par le boulevard Métropolitain, et d'autres parties des lots originaires 474 et 475, au nord par les lots 475-10, 475-12, 475-13, 475-14, 475-15, à l'ouest par des parties des lots originaires 473 et 475, et à l'est par une rue 475-4.

An emplacement composed of parts of original lots 474 and 475, containing an area of 60,652 square feet, and more or less and bounded as follows: on the south by Metropolitan Boulevard and other parts of original lots 474 nad 475, on the north by lots 475-10, 475-12, 475-13, 475-14, 475-15, on the west by parts of original lots 473 and 475 and on the east by a street 475-4.

475–0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 475 contenant une superficie de 1,237,655 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 475-171, 475-172, 475-173, 475-174, 475-175, 475-176 et 475-177, au nord par le lot 475-3 et des parties du lot originaire 475, à l'est par des parties des lots originaires 475 et 477, et à l'ouest par la ligne limitative des terres 473 et 475.

A part of original lot 475, containing an area of 1,237,655 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 475-171, 475-172, 475-173, 475-174, 475-175, 475-176 and 475-177, on the north by lot 475-3, and parts of original lot 475, on the east by parts of original lots 475 and 477, and on the west by the bordering line of farms 473 and 475.

475–0136	Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal.	475-111.
475–0152	MM. Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville et/and Guy Aubin, 590 Eperney, Laval.	475-115.
210–0060	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 13,309 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une distance de 90.07 par le boulevard Métropolitain, au nord par le lot 477-120, à l'ouest par une rue 477-3, à l'est par une autre partie du lot originaire 477.

A part of original lot 477 containing an area of 13,309 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south in a distance of 90.07 by Metropolitan Boulevard, on the north by lot 477-120, on the west by a street 477-3, on the east by an other part of original lot 477.

477–0056 Succession/Estate Godefroy Defoy, a/s Alphonse Defoy, 2218 Désormeaux, Montréal.

Une partie du lot originaire 477 des figures irrégulières, presque triangulaire, contenant une superficie de 37,045 pieds carrés, mesure gnalsise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 477, et au sud par le boulevard Métropolitain.

A part of original lot 477 of irregular shape, almost triangular, containing an area of 37,045 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by an other part of original lot 477, and on the south by Metropolitan Boulevard.

477–0092 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 398,893 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 477-78, 477-79 et 477-80, au nord et à l'ouest par d'autre parties du lot originaire 477, à l'est par la ligne limitative des terres 475 et 477.

A part of original lot 477 containing an area of 398,893 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 477-78, 477-79 and 477-80, on the north and the west by other parts of original lot 477, on the east by the bordering line of farms 475 and 477.

477–0144	M. Jules Rondeau, 8721 de Louresse, Anjou.	477-43.
577–0064	M. Jacques Brunet, 7671 Yves Prévost, Anjou.	477-111.
479–0001	M. Jacques Brien, 4200 Pierre Tétreault, Montréal, au rôle/on roll Guiseppe Yorio.	

Une partie du lot originaire 479 de forme triangulaire, contenant une superficie de 612 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une autre partie du lot originaire 479, à l'ouest par une partie du lot originaire 477, et au sud par le boulevard Métropolitain.

A part of original lot 479 of triangular form, covering an area of 612 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by an other part of original lot 479, on the west by a part of original lot 477, and on the south by the Metropolitan Boulevard.

481–0088 MM. Aaron Gutwirth, Herman Steiner, Moshe L. Haller, Herman C. Steiner, Louis Flyer, American Realty Corp. Ltd. et/and Marcel Einhorn, 580, 5e Ave, suite 3208, New York 10036, N.Y. USA.

Une partie du lot originaire 481 contenant une superficie de 3,394,777 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par une autre partie du lot originaire 481, à l'ouest par la Montée St-Léonard, et par une autre partie du lot originaire 481, à l'est par la ligne limitative des terres 481 et 482, et au nord par une autre partie dudit lot originaire 481.

A part of original lot 481 containing an area of 3,394,777 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by an other part of original lot 481, on the west by St-Léonard Road, and by other part of original lot 481, on the east by the limitative line of lots of lands 481 and 482, and on the north by an other part of said original lot 481.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

482-0032 MM. Baruch Dienstag, et/and Allmark Investment Ltd. et/and MM. Moses Janowski, Israel Waldman, Berl Janowski, Salomon J. Keller et/and Nat Maindenbaum, 10,829, 67e Ave Forest Hill, New York, U.S.A.

Une partie du lot originaire 482 mesurant 3 arpents de large, contenant une superficie de 4,295,435 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une autre partie du lot originaire 482, au sud par d'autres parties du lot originaire 482, à l'ouest par la ligne limitative des terres 481 et 482, et à l'est par la ligne limitative des terres 482 et 483.

A part of original lot 482 measuring 3 arpents in width containing an area of 4,295,435 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by an other part of original lot 482, on the south by other parts of original lot 482, on the west by farms 481 and 482, on the east by the bordering line of farms 482 and 483.

275-0240 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 7,778 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit; savoir: au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties du lot originaire 483, et à l'est par le lot 484-29.

A part of original lot 483 containing an area of 7,778 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, west and south by others parts of original lot 483, and on the east by lot 484-29.

483-0001 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 247,742 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 483, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, et à l'est par les lots 484-26 et 484-32.

A part of original lot 483 containing an area of 247,742 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of original lot 483, on the west by the separative line of lots of lands 482 and 483, and on the east by lots 484-26 and 484-32.

483-0008 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483, contenant une superficie de 823,539 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot 483, au sud par le lot 483-6 et 483-9, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, à l'est par le lot 484-4.

A part of original lot 483 containing an area of 823,539 square feet, English measure and more or less and bounded as follows; on the north by part of lot 483, on the south by lot 483-6 and 483-9, on the west by the division line between farms 482 and 483, on the east by lot 484-4.

483-0076 Les Investissements Funt Ltée, 4524 Brébeuf, apt. 1, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 et mesurant comme suit: au sud sur une distance de 351.8 pieds, au nord 352.7 pieds, à l'est 1,279.1 et à l'ouest 1,279.2, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une (P483) et le lot 483-2, à l'est par des parties du lot originaire 484, et les lots 484-25 et 484-23, au sud par une rue (P483) et à l'ouest par la ligne limitative des terres 482 et 483, à distraire toutefois de ce contenant le lot 483-2 d'une superficie de 45,000 pieds carrés.

A part of original lot 483 measuring as follows: on the south by a distance of 351.8 feet, on the north 352.7 feet, on the east 1,279.1 and on the west 1,279.2, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by street (P483) and lot 483-2, on the east by parts of original lot 484, and lots 484-25 and 484-23, on the south by a street (P483) and on the west by the bordering line of farms 482 and 483, to withdraw from this content lot 483-2 of an area of 45,000 square feet.

483-0013 Orchidflore Inc., 7900 Grenache, Anjou.
610-0048 Provost Cartage Inc., 7785 Hochelaga, Montréal.

Un emplacement composé du lot 483-5 une partie du lot originaire 483, et une partie du lot originaire 484, contenant une superficie de 632,378 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au sud par la rue Grenache, au nord par le lot 483-1 et une partie du lot originaire 484, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, et à l'est par d'autres parties du lot originaire 484.

483-2.

An emplacement composed of lot 483-5 a part of original lot 483, and a part of original lot 484, containing an area of 632,378 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by Grenache Street, on the north by lot 483-1 and a part of original lot 484, on the west by the separative line of lots of lands 482 and 483, and on the east by others parts of original lot 484.

484-0025 Conex Corporation, 2800 Ch. Bois Franc, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 contenant une superficie de 110,000 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par d'autres parties dudit lot originaire 484, au sud par la rue Grenache, et à l'est par une partie du lot 484-11.

A part of original lot 484 containing an area of 110,000 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by others parts of said original lot 484, on the south by Grenache Street, and on the east by a part of lot 484-11.

484-0026 Narold N. Miller Construction, 2800 Ch. Bois Franc, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 enclavée contenant une superficie de 55,056 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 484, à l'est par une partie des lots 484-10 et 484-11.

A part of original lot 484 enclaved containing an area of 55,056, square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, west and south by others parts of said lot 484, on the east by parts of lots 484-10 and 484-11.

484-0116 Midway Development Corp. & Toro Investment Inc., 1199 Bleury, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 contenant une superficie de 18,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 484-23, au sud

A part of original lot 484 containing an area of 18,269 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 484-23, on the south by

par le lot 484-29, à l'ouest et à l'est par d'autres parties du lot originaire 483.

lot 484-29, on the west and east by others parts of original lot 483.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
530–0100	CAPEQ Inc., 10,700 Secant, Anjou.	484-33, 485-48.
249–0028	Twenty-Five Corp. 8260, 10e Ave, St-Michel, Montréal.	484-38.
355–0140	MM. G. Gordon et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord.	487-10.
355–0184	International Spring Mfg. Co. of Canada Ltd., 11,101 Boul. Parkway, Anjou.	487-24.
610–0017	MM. G. Gordon et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord.	488-13.
562–0004	Placements Ansec Ltée, 10,450 Secent, Anjou.	489-25.
390–0302	Placements Ansec Ltée, 10,450 Secant, Anjou.	489-26.
390–0126	Sanitank Inc., 9301 Ray Lawson, Anjou.	

Le lot 490-9 et une partie du lot 491-11 mesurant cettedite partie 87 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: au nord par une rue 491-10, au sud par une partie du lot 491-2, à l'ouest par le lot 490-9 et à l'est par le lot 491-11-1.

Lot 490-9 and a part of lot 491-11 measuring this said part 87 feet in width by 200 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 491-10, on the south by a part of lot 491-2, on the west by lot 490-9 and on the east by lot 491-11-1.

390–0154	MM. Moric Treitel et/and William Frenkel, 2505 Bates Road, Montréal	490-22, 491-20.
133–0004	Kredl Roofing Corp., 8765 Crescent 2, Anjou	490-24, 491-22, 491-23.
150–0049	MM. Giovanni Mustillo, Domenico Morrone et/and Domenico Ferrara, 8700 Crescent 5, Anjou.	490-27-1-1.
130–0008	Capitol Ornemental Iron, 8855 Crescent 1, Anjou	

Un emplacement composé des parties des lots 491-5 et 491-4 contenant une superficie de 44,092 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par les résidus desdits lots 491-5 et 491-4 à l'est par la ligne limitative des terres 491 et 492, à l'ouest par une partie du lot 491-7.

An emplacement composed of parts of lots 491-5 and 491-4 containing an area of 44,092 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by the residue of said lot 491-5 and 491-4, on the east by the limitative line of lots of lands 491 and 492, and on the west by a part of lot 491-7.

130–0009 MM. Peisack Soroka, et/and Svi Smolash, 3242 de la Falaise, Montréal

Un emplacement composé des parties des lots 491-4 et 491-5 contenant une superficie de 19,800 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 491-14 et 491-15, au sud par d'autres parties des lots 491-4 et 491-5, à l'est par la ligne limitative de la terre 492, et à l'ouest par les lots 491-7 et 491-15.

An emplacement composed of parts of lots 491-4 and 491-5 containing an area of 19,800 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 491-14 and 491-15, on the south by others parts of lots 491-4 and 491-5, on the east by the limitative line of lot of land 492, and on the west by lots 491-7 and 491-15.

En foi de quoi, j'ai signé ce présent document, ce 25e jour de mai 1971.

Le greffier,
LÉONCE MALTAIS, C.M.A.

40347-o

In testimony whereof, I have signed this present document, this 25th day of May, 1971.

LÉONCE MALTAIS, O.M.A.,
City Clerk.

40347-o

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 109 avenue Jean-Langevin, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 109 Jean-Langevin Avenue, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of JUNE 1971 at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipality and school taxes and interest plus the costs incurred, unless said taxes interest and cost are paid before the sale.

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Total
Au Parasol Ltée, 1287 St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	19-A-96, 95-2, 94-4, 20-A-160-,161-,162-,163-,164-, 166-,167-,168, P.-20-A, du 2r rg. N.E. Chemin Sydenham.	$13,290.42	$11,728.18	$ 1,767.21	$26,785.81
Mme-Mrs. Gaspard Bouchard, 1003 Sacré-Coeur, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	P.-21-B, 2e rg., N.E. Chemin Sydenham.	1.06	7.39	94.99	103.44
Léopold Châteauneuf, 1364 rue Renaud Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	P. 20-A, 2e rg., N.-E. Chemin Sydenham.	588.25	566.90	89.24	1,244.39
Georges Dusseault, a/s-c/o Gauthier & Tremblay, 110 Racine Est, Chicoutimi, P.Q.	21-A-223, 2e rg., N.-E. Chemin Sydenham.	12.00	9.68	25.14	46.32
Succ.-Est. Mme-Mrs. Isidore Gauthier, 1748 Roussel, a/s-c/o Ernest Gauthier, Chicoutimi-Nord, P.Q.	21-A-227, 21-A-212, rg. 2, N.-E. Chemin Sydenham	96.01	6.19	50.20	152.40
Albéric Gauthier, 4 avenue Du-Parc, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	20-A-240, P. 20-A, 2e rg., N.-E., Chemin Sydenham.	531.06	57.04	522.26	1,110.36

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

N.B. Autorisation de la Commission municipale de Québec, de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 5 février 1971.

Copie certifiée.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 25e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY, C.M.A.

40385-23-2-o

All these lots appear in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

N.B. Authorization by the Québec Municipal Commission to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on February 5, 1971.

Certified copy.

Given at Rivière-du-Moulin, this 25th day of May 1971.

MARTIAL TREMBLAY, O.M.A.,
Secretary-Treasurer.

40385-23-2-o

Compagnies dissoutes

Acadian Epicure Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Acadian Epicure Inc. », constituée en corporation le 8 mai 1968, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 2162-68

B. & S. Realties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B. & S. Realties Ltd. », constituée en corporation le 22 novembre 1944, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 5670-44

Companies Dissolved

Acadian Epicure Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Acadian Epicure Inc.", incorporated on May 8, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 2162-68

B. & S. Realties Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971 of the charter of "B. & S. Realties Ltd.", incorporated on November 22, 1944.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 5670-44

Balayage Rapide ltée
Rapid Sweep Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Balayage Rapide ltée — Rapid Sweep Ltd. », constituée en corporation le 4 avril 1966, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1358-66

J. G. Bédard & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. G. Bédard & Fils ltée », constituée en corporation le 11 septembre 1967, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3816-67

Benoit Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Benoit Investment Ltd. », constituée en corporation le 24 octobre 1966, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 4371-66

Bico Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bico Ltd. », constituée en corporation le 6 août 1951, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 11039-51

M. Busch Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « M. Busch Ltd. », constituée en corporation le 16 novembre 1955, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 13062-55

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.
Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd. — Le Pavillon des

Balayage Rapide ltée
Rapid Sweep Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Balayage Rapide ltée — Rapid Sweep Ltd.", incorporated on April 4, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1358-66

J. G. Bédard & Fils ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "J. G. Bédard & Fils ltée", incorporated on September 11, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3816-67

Benoit Investment Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of « Benoit Investment Ltd.", incorporated on October 24, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 4371-66

Bico Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Bico Ltd.", incorporated on August 6, 1951.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 11039-51

M. Busch Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "M. Busch Ltd.", incorporated on November 16, 1955.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 13062-55

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.
Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Canadian Pulp

Pâtes et Papiers du Canada ltée », constituée en corporation le 30 décembre 1965, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 5728-65

Les Entreprises Chagnon inc.
Chagnon Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Chagnon inc. — Chagnon Enterprises Inc. », constituée en corporation le 11 août 1967, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3439-67

Cluva ltée
Cluva Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cluva ltée — Cluva Ltd. », constituée en corporation le 19 juillet 1968, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3329-68

La Corporation Charest

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Corporation Charest », constituée en corporation le 30 octobre 1964, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 4863-64

Demanins Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Demanins Construction inc. », constituée en corporation le 17 mars 1970, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1142-70

Domaine Len-Aire-Gi ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Domaine Len-Aire-Gi ltée », constituée en corporation le 12 octobre 1967, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 4037-67

and Paper Pavilion Ltd. — Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada ltée", incorporated on December 30, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 5728-65

Les Entreprises Chagnon inc.
Chagnon Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Les Entreprises Chagnon inc. — Chagnon Enterprises Inc.", incorporated on August 11, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3439-67

Cluva ltée
Cluva Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Cluva ltée — Cluva Ltd.", incorporated on July 19, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3329-68

La Corporation Charest

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "La Corporation Charest", incorporated on October 30, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 4863-64

Demanins Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Demanins Construction inc.", incorporated on March 17, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1142-70

Domaine Len-Aire-Gi ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Domaine Len-Aire-Gi ltée", incorporated on October 12, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 4037-67

Les Entreprises Polygone inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Polygone inc. », constituée en corporation le 18 janvier 1967, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 235-67

Étapes et Rencontres Internationales (Québec)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Étapes et Rencontres Internationales (Québec) », constituée en corporation le 28 janvier 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 441-63

Futurity Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Futurity Development Corp. », constituée en corporation le 25 octobre 1961, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 15402-61

Philip Geffin Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Philip Geffin Inc. », constituée en corporation le 24 janvier 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 368-63

Genser Agencies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Genser Agencies Ltd. », constituée en corporation le 14 mars 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1148-63

G. T. Graydon Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « G. T. Graydon Limited », constituée en corporation le 17 janvier 1928, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 2539-27

Les Entreprises Polygone inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Les Entreprises Polygone inc.", incorporated on January 18, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 235-67

Étapes et Rencontres Internationales (Québec)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Étapes et Rencontres Internationales (Québec)", incorporated on January 28, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 441-63

Futurity Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Futurity Development Corp.", incorporated on October 25, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 15402-61

Philip Geffin Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Philip Geffin Inc.", incorporated on January 24, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 368-63

Genser Agencies Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Genser Agencies Ltd.", incorporated on March 14, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1148-63

G. T. Graydon Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "G. T. Graydon Limited", incorporated on January 17, 1928.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 2539-27

Hervy & Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hervy & Co. », constituée en corporation le 14 mai 1951, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 5412-51

Hope Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hope Investment Corp. », constituée en corporation le 4 août 1964, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3428-64

Hudson Oil Company of Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hudson Oil Company of Canada Limited », constituée en corporation le 8 février 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 189-63

Hurtubise & St. Cyr Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hurtubise & St. Cyr Inc. », constituée en corporation le 17 décembre 1957, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 14064-57

Les Immeubles Moka inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Immeubles Moka inc. », constituée en corporation le 16 octobre 1967, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 221-67

Jaycee Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jaycee Agencies Inc. », constituée en corporation le 4 janvier 1960, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 10051-60

Hervy & Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Hervy & Co.", incorporated on May 14, 1951.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 5412-51

Hope Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Hope Investment Corp.", incorporated on August 4, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3428-64

Hudson Oil Company of Canada Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Hudson Oil Company of Canada Limited", incorporated on February 8, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 189-63

Hurtubise & St. Cyr Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Hurtubise & St. Cyr Inc.", incorporated on December 17, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 14064-57

Les Immeubles Moka inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender as of May 31, 1971, of the charter of "Les Immeubles Moka inc.", incorporated on October 16, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 221-67

Jaycee Agencies Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Jaycee Agencies Inc.", incorporated on January 4, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 10051-60

Jurie Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jurie Ltd. », constituée en corporation le 18 juin 1959, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 13174-59

Knit Craft Mills Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Knit Craft Mills Ltd. », constituée en corporation le 27 mai 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 2245-63

J. L. Lévesque inc.

Le ministre des institutions financirres, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. L. Lévesque inc. », constituée en corporation le 10 juin 1955, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 11601-55

Librairie Ste-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Librairie Ste-Marie inc. », constituée en corporation le 12 avril 1960, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 11061-60

Peter A. Merrill & Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Peter A. Merrill & Associates Inc. », constituée en corporation le 16 décembre 1960, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 15598-60

National Coal and Oil Co. (1962) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « National Coal and Oil Co. (1962) Ltd. », constituée en corporation le 28 juin 1962, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 12793-62

Jurie Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Jurie Ltd.", incorporated on June 18, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 13174-59

Knit Craft Mills Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Knit Craft Mills Ltd.", incorporated on May 27, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 2245-63

J. L. Lévesque inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "J. L. Lévesque inc.", incorporated on June 10, 1955.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 11601-55

Librairie Ste-Marie inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Librairie Ste-Marie inc.", incorporated on April 12, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 11061-60

Peter A. Merrill & Associates Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Peter A. Merrill & Associates Inc.", incorporated on December 16, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 15598-60

National Coal and Oil Co. (1962) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "National Coal and Oil Co. (1962) Ltd.", incorporated on June 28, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 12793-62

Northern 5–10–15¢ Stores Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Northern 5–10–15¢ Stores Co. Ltd. », constituée en corporation le 5 mai 1948, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3603-48

Pego's (Montréal) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pego's (Montréal) Inc. », constituée en corporation le 4 septembre 1956, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 12787-56

Precision Parts Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Precision Parts Limited », constituée en corporation le 5 mai 1941, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3673-41

Les Publications Robert limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Publications Robert limitée », constituée en corporation le 2 avril 1965, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 1480-65

Renfrew Realties International Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Renfrew Realties International Corporation », constituée en corporation le 23 mai 1962, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 12214-62

Richard Auto Body Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Richard Auto Body Ltd. », constituée en corporation le 23 décembre 1958, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 14916-58

Northern 5–10–15¢ Stores Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Northern 5-10-15¢ Stores Co. Ltd.", incorporated on May 5, 1948.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3603-48

Pego's (Montréal) Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Pego's (Montréal) Inc.", incorporated on September 4, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 12787-56

Precision Parts Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Precision Parts Limited", incorporated on May 5, 1941.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3673-41

Les Publications Robert limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Les Publications Robert limitée". incorporated on April 2, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 1480-65

Renfrew Realties International Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Renfrew Realties International Corporation", incorporated on May 23, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 12214-62

Richard Auto Body Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Richard Auto Body Ltd.", incorporated on December 23, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 14916-58

Ungava Power Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ungava Power Company », constituée en corporation le 17 novembre 1947, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 6882-47

Ungava Power Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Ungava Power Company", incorporated on November 17, 1947.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 6882-47

Villa St-Denis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Villa St-Denis inc. », constituée en corporation le 28 septembre 1965, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40345-o 3713-65

Villa St-Denis inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Villa St-Denis inc.", incorporated on September 28, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40345 3713-65

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 28 mai 1971

Aujourd'hui, à midi et demi de l'après-midi, il a plu à l'honorable administrateur de la Province de sanctionner les bills suivants:

1 Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.

18 Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement.

38 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, et pour d'autres fins du service public.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable administrateur de la Province sanctionne ces bills. »

40450

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 28th of May 1971

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to sanction the following bills:

1 An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.

18 An Act to enable municipalities to tax certain educational establishments.

38 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1972, and for other purposes connected with the public service.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to these bills."

40450

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1869

Québec, le 26 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la Chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 20 février 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 3.01 *a*) (Zone I):

« À compter du 1er janvier 1973, la semaine normale de travail sera de trente-sept heures et demie (37½), réparties selon l'horaire qui suit:

Du lundi au vendredi, de 8 h du matin à midi, de 1 h de l'après-midi à 4 h 30 de l'après-midi.

Tout salarié devra recevoir un montant équivalent à 1.4% de son salaire total en raison de la réduction de la semaine de travail de 38 heures à 37½ heures. »

2° L'article 3.05 est modifié en y substituant le chiffre « quatre (4) » au chiffre « trois (3) ».

3° Le paragraphe « *d* » de l'article 3.06 est abrogé.

4° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« Article 4. *Travail supplémentaire:* Si un employeur fait travailler un salarié en dehors des heures normales mentionnées aux articles 3.01 et 3.03 ou en dehors des heures normales de sa propre équipe, il doit verser audit salarié ses gains actuels majorés de 50%, s'il travaille au temps et ses gains actuels majorés de 50% de ses gains horaires moyens, s'il travaille à la pièce. »

5° Les articles 5.01 à 5.05 inclusivement sont radiés et remplacés par les suivants:

« Article 5. *Définition des métiers:* Aux fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

5.01 Le terme « opérateur » désigne celui qui à l'aide de machines à coudre ordinaires, à deux aiguilles

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1869

Québec, May 26, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Snirt Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 1204 of June 17, 1964 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of February 20, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, number 1204, be amended as follows:

1. The following paragraph is added to article 3.01 (*a*) (Zone I):

"From January 1st, 1973, the standard working week shall consist of thirty-seven and one-half (37½) hours scheduled as follows:

Monday through Friday, from 8:00 a.m. to noon, and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m.

Every employee shall receive an amount equivalent to 1.4% of his total wages on account of the reduction of the working week from 38 hours to 37½ hours."

2. Article 3.05 is amended by replacing the figure "three (3)" by the figure "four (4)".

3. Article 3.06 (*d*) is deleted.

4. Article 4 is replaced by the following:

"Article 4. *Overtime:* Should an employer have work done by an employee over and above the standard hours outlined in articles 3.01 and 3,03, or over and above the regular hours of his shift, he shall pay the said employee his actual earnings plus one half (½) if the said employee works on a time basis or his actual earnings plus one half of his average hourly earnings if the said employee works on a piecework basis."

5. Articles 5.01 to 5.05 inclusively are deleted and replaced by the following:

"Article 5. *Definition of trades:* For the purposes of the present decree, the following words and terms shall have the meaning hereafter given to them:

5.01 The term "operator" means the employee actually performing by ordinary sewing machines, two

ou plus, et selon les règles de l'art, assemble en partie ou en entier, tout article visé par le présent décret, une fois taillé. Ce terme comprend aussi les opérateurs sur machines à coudre préposés aux échantillons, aux réparations ou travaillant sur des machines dites « spéciales », telles que: machine à border, machine à fermer, machine à boutons, machine à boutonnières, machine à froncer, machine à ourler, machine à boutons-pression, machine à surjeter, qui sont capables d'exécuter et qui exécutent à l'aide de machines à coudre et selon les règles de l'art, une ou plusieurs des opérations, lesquelles réunies, comprennent toute la couture des vêtements assujettis au présent décret.

5.02 Le terme « presseur » désigne celui qui fait le repassage et le pressage, en partie ou en entier, de tout vêtement compris dans le champ d'application du présent décret.

5.03 Le terme « plieur » désigne celui qui fait le pliage en partie ou en entier de tous vêtements compris dans le champ d'application du présent décret.

5.04 Le mot « examinateur » désigne celui qui fait l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement visé par le présent decret pour y découvrir les défauts de façon ou qui s'occupe de la coupe de fils ou de tout autre travail nécessaire pour compléter le vêtement.

5.05 Le terme « ouvrière non spécialisée » désigne une salariée qui exécute les divers travaux qui se rattachent à la fabrication de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que la distribution de paquets de marchandise aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'empaquetage, l'enveloppement, l'emballage, ainsi que toutes les autres salariées dont le métier n'est pas défini par le présent article, qui exécutent une opération ou un travail visé par le champ d'application industriel du présent décret. »

6° Le nouvel article 5.13 suivant est ajouté:

« 5.13 Le terme « manoeuvre d'atelier » désigne un salarié qui est affecté à la réception ou à l'expédition ou au balayage ou à toute autre tâche non définie dans le présent décret, et dont les conditions d'exécution exigent de la main-d'oeuvre spécifiquement masculine.

7° L'article 6.03 est remplacé par le suivant:

« 6.03 *Gains normaux:* Dans le présent décret, les mots « gains normaux » signifient, dans le cas des salariés employés au temps ou qui ne rencontrent pas les exigences de l'article 7.06 en vertu de quelque système que ce soit, les taux de salaires payés ou dus aux salariés, plus tous les rajustements et augmentations dus en vertu d'ententes entre le salarié et l'employeur ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minimaux prévus aux articles 7.02 et 7.03, mais ne comprennent pas les montants additionnels mentionnés à l'article 7.05 ni le montant mentionné à l'article 8. Dans le cas des salariés à la pièce, ces mots signifient les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur plus tous les rajustements et augmentations dus en vertu d'ententes entre le salarié et l'employeur ou autrement mais ne comprennent pas les montants additionnels mentionnés au paragraphe 7.05 ni le montant mentionné à l'article 8.

needle machines or more, in a workmanlike manner, the operation of sewing together, in part or in whole, any of the products contemplated in the present decree, after the garment has been cut. This term also includes sample makers, repair makers and the operators working on machines called "special machines" such as: taping, overlock, button-sewer, buttonhole, tucking, buttonmaking, snap-fastening button, overcasting seams; who are able to and actually perform by sewing machines and in a workmanlike manner, any one of the garments concerned herewith.

5.02 The term "presser" means the employee performing the work of ironing or pressing, in part or in whole, garments failling within the jurisdiction of the present decree.

5.03 The term "folder" applies to those actually performing the work of folding garments, in part or in whole, falling within the present jurisdiction.

5.04 The term examiner means the employee performing the work of inspecting part of or a completed garment contemplated in the present decree for faults in workmanship and performing the operations of thread clipping or other necessary work for the completion of the garment.

5.05 The term "unskilled female worker" means any employee actually performing miscellaneous factory work incidental to the manufacture of all garments subject to the present decree, for instance: carrying bundles of merchandise to operators, pressers or examiners, stamping, bundling, packing and wrapping. The term also means any other employee whose trade is not herein defined and who carries out an operation or work covered by the industrial jurisdiction of the present decree."

6. The following new article 5.13 is added:

"5.13 The term "general hand" means any employee performing the work of shipping or receiving, or sweeping or any other occupation not defined in the present decree and of which conditions of execution require a manpower specifically masculine."

7. Article 6.03 is replaced by the following:

"6.03 In this decree, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis or who do not meet the requirements of article 7.06 in any system of pay whatsoever, wage rates paid or due to an employee plus all adjustments and increases agreed upon between employer and employee or otherwise, even if such rates are higher than those stipulated in the scale of minimum hourly rates, with the exception of the additional amounts mentioned in article 7.05 and the amount mentioned in article 8. In the case of employees paid on a piece-work basis, these words mean the wages earned under their employer's piece-work system plus all adjustments and increases agreed upon between employer and employee or otherwise, with the exception of the additional amounts mentioned in article 7.05 and the amount mentioned in article 8."

8° Les nouveaux articles 6.04 et 6.05 suivants sont ajoutés après l'article 6.03:

« 6.04 *Gains actuels:* Les mots « gains actuels » signifient les gains normaux plus les montants additionnels prévus à l'article 7.05 ».

« 6.05 *Gains horaires moyens:* Les mots « gains horaires moyens » signifient le résultat obtenu en divisant le montant des gains actuels de chaque salarié par le nombre d'heures de travail effectuées (heures normales et heures supplémentaires) durant les périodes de trois (3) mois déterminées ci-dessous. Pour déterminer les gains horaires moyens, il faut toutefois exclure la majoration payée pour les heures supplémentaires.

Cette moyenne est établie tous les trois (3) mois en commençant le 1er janvier de chaque année. Chaque employeur doit fournir les listes des gains horaires moyens au comité paritaire au plus tard le 31 janvier pour les mois d'octobre, novembre et décembre précédents, le 30 avril pour les mois de janvier, février et mars précédents, le 31 juillet pour les mois d'avril, mai et juin précédents et le 31 octobre pour les mois de juillet, août et septembre précédents. L'employeur doit demander au comité paritaire les formules nécessaires et prescrites. »

9° L'article 7 est remplacé par le suivant:

« Article 7. *Salaires:*

7.01 Sous réserve des dispositions qui suivent, les taux horaires minimaux pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine normale doivent être ceux qui sont indiqués ci-dessous pour les salariés qui exercent les emplois énumérés ci-dessous, dans leur zone respective.

Tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux garantis à chaque salarié pour chaque semaine de travail et doivent être rajustés en conséquence selon les emplois et l'échelle de qualification et les rajustements doivent être payés chaque semaine.

7.02 *Taux horaires minimaux garantis pour les différents emplois:*

8. The following new articles 6.04 and 6.05 are added after article 6.03:

"6.04 *Actual earnings:* The words "actual earnings" mean regular earnings plus all additional amounts provided for in article 7.05."

"6.05 *Average hourly earnings:* The words "average hourly earnings" mean the result obtained by dividing the actual earnings of each employee by the actual hours worked (regular and overtime) during the preceding three (3) months as determined hereinbelow. In this process, the overtime premium shall be excluded. This average is established every three (3) months beginning January 1st of each year. Every employer must supply lists of the average hourly earnings to the Parity Committee no later than January 31st for the preceding October, November and December; no later than April 30th for the preceding January, February and March; no later than July 31st for the preceding April, May and June and no later than October 31st for the preceding July, August and Septembre. The employer shall ask the Parity Committee the required prescribed standard forms."

9. Article 7 is replaced by the following:

"Article 7. *Wages:*

7.01 Subject to the following provisions, the minimum hourly rates for work performed during the standard work day or work week shall be those stipulated hereunder for employees engaged in the occupations listed below in their respective zone.

All hourly wage rates are considered as garanteed minimum wage rates to each employee for each work week and such minimum hourly wage rates must be adjusted and paid to each employee every week according to his occupation or the scale of progression rates.

7.02 *Guaranteed minimum hourly wage rates for the following various occupations:*

Zone I

Catégories Grades	*Emplois — Occupations*	*Acompter du Effective from*			
			1er juil. July 1, 1971	*1er janv. Jan. 1, 1973*	*1er juil. July 1, 1973*
1	Ouvrière non spécialisée — Unskilled female worker	$1.28	$1.74	$1.76	**$1.81**
2	Opérateur — Operator	1.39	1.85	1.88	1.93
3	Presseur, plieur — Presser, folder	1.39	1.85	1.88	1.93
4	Examinateur — Examiner	1.39	1.85	1.88	1.93
5	Assortisseur — Divider	1.44	1.90	1.93	1.98
6	Chef de section — Section head	1.44	1.90	1.93	1.98
7	Manoeuvre d'atelier — General hand	1.87	2.38	2.41	2.46
8	Étaleur — Spreader	1.87	2.38	2.41	2.46
9	Coupeur — Cutter	2.30	2.81	2.85	2.90
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clicker)	2.30	2.81	2.85	2.90
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.41	2.92	2.96	3.01
12	Marqueur — Marker	2.41	2.92	2.96	3.01

Zone II

Catégories Grades	*Emplois — Occupations*		*À compter du Effective from* *1er juil. July 1, 1971*	*1er janv. Jan. 1, 1973*	*1er juil. July 1, 1973*
1	Ouvrière non spécialisée — Unskilled female worker	$1.20	$1.66	$1.66	$1.71
2	Opérateur — Operator	1.30	1.76	1.76	1.81
3	Presseur, plieur — Presser, folder	1.30	1.76	1.76	1.81
4	Examinateur — Examiner	1.30	1.76	1.76	1.81
5	Assortisseur — Divider	1.35	1.81	1.81	1.86
6	Chef de section — Section head	1.35	1.81	1.81	1.86
7	Manoeuvre d'atelier — General hand	1.75	2.26	2.26	2.31
8	Étaleur — Spreader	1.75	2.26	2.26	2.31
9	Coupeur — Cutter	2.15	2.66	2.66	2.71
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clicker)	2.15	2.66	2.66	2.71
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.25	2.76	2.76	2.81
12	Marqueur — Marker	2.25	2.76	2.76	2.81

7.03 *Taux de qualifications:* Tout salarié soumis à l'échelle de qualification a droit à au moins la rémunération horaire minimale correspondant à l'expérience qu'il a acquise ou qu'il acquiert.

7.03 *Progression rates:* All employees subject to the scale of progression rates shall be paid at least the minimum hourly wage rate based on experience acquired or being acquired.

Zone I

		À compter du Effective from *1er juil. July 1, 1971*	*1er janv. Jan. 1, 1972*	*1er juil. July 1, 1973*
1er trimestre — 1st three months	$1.28	$1.45	$1.50	$1.50
2e trimestre — 2nd three months	1.28	1.55	1.60	1.60
3e trimestre — 3rd three months	1.28	1.59	1.60	1.60
4e trimestre — 4th three months	1.28	1.69	1.69	1.69
5e trimestre — 5th three months	1.34	1.80	1.80	1.80
6e trimestre — 6th three months	1.44	1.90	1.90	1.90
7e trimestre — 7th three months	1.55	2.01	2.01	2.01
8e trimestre — 8th three months	1.66	2.12	2.12	2.12
9e trimestre — 9th three months	1.82	2.28	2.28	2.28
10e trimestre — 10th three months	1.98	2.44	2.44	2.44
11e trimestre — 11th three months	2.14	2.60	2.60	2.60
12e trimestre — 12th three months	2.30	2.76	2.76	2.76
13e trimestre — 13th three months	2.41	2.91	2.91	2.91
14e trimestre — 14th three months		2.92	2.96	3.01

Zone II

1er trimestre — 1st three months	$1.20	$1.35	$1.40	$1.40
2e trimestre — 2nd three months	1.20	1.45	1.50	1.50
3e trimestre — 3rd three months	1.20	1.51	1.51	1.51
4e trimestre — 4th three months	1.20	1.61	1.61	1.61
5e trimestre — 5th three months	1.25	1.71	1.71	1.71
6e trimestre — 6th three months	1.35	1.81	1.81	1.81
7e trimestre — 7th three months	1.45	1.91	1.91	1.91
8e trimestre — 8th three months	1.55	2.01	2.01	2.01
9e trimestre — 9th three months	1.70	2.16	2.16	2.16
10e trimestre — 10th three months	1.85	2.31	2.31	2.31
11e trimestre — 11th three months	2.00	2.46	2.46	2.46
12e trimestre — 12th three months	2.15	2.61	2.61	2.61
13e trimestre — 13th three months	2.25	2.76	2.76	2.76
14e trimestre — 14th three months				2.81

Le salarié cesse d'être assujetti à l'échelle des taux de qualification dès le moment où il atteint le taux horaire minimal pour son emploi suivant les catégories d'emploi établies à l'article 7.02.

Toutefois, si un salarié est promu à un emploi supérieur, il est de nouveau assujetti à l'échelle de qualification pour la durée nécessaire à l'acquisition du salaire du nouvel emploi, à compter de la date où il commence à remplir son nouvel emploi.

Toute personne qui est rétrogradée à un emploi dont le taux de rémunération est inférieur, peut être rémunérée selon le taux de cet emploi.

Cependant, dans aucun cas, un salarié ne doit recommencer l'échelle de qualification; il ne peut que continuer vers des taux supérieurs.

7.04 *Moyenne horaire générale:* La moyenne horaire générale pour l'ensemble des salariés qui font partie des catégories 2, 3 et 4 de l'article 7.02 qui ont un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie doit être de:

	1er janv. Jan. 1, 1972	*1er juil. July 1, 1972*	*1er janv. Jan. 1, 1973*	*1er juil. July 1, 1973*
Zone I	$2.01	$2.09	$2.12	$2.22	$2.29
Zone II	1.86	1.96	1.99	2.09	2.16

Taux horaire moyen — General hourly average
À compter du — Effective from

La moyenne horaire générale pour les salariés qui ont un (1) an et plus d'expérience est calculée par usine mensuellement, en divisant la somme de leurs gains actuels par la somme totale des heures de travail effectuées.

Quand la moyenne horaire générale des salariés des catégories 2, 3 et 4 n'atteint pas la moyenne horaire générale du présent décret, chaque salarié ci-dessus mentionné doit être indemnisé de la différence pour chaque heure qu'il a effectuée durant ce mois.

La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes du présent article est le quinzième (15e jour du mois suivant.

7.05 *Montant additionnel:* Tout salarié, qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, au moins les montants additionnels prévus dans le tableau ci-dessous, en raison de la durée du travail qu'il a effectivement accompli de façon continue chez le même employeur.

The employee is no longer governed by the progression rates schedule as soon as he reaches the minimum hourly rate for his occupation, according to the grades set forth in article 7.02.

However, if an employee is promoted to a higher occupation, he is once again governed by the aforementioned schedule for as long as is required of him to reach the new occupation's wage rates, effective from the date he fills the new occupation.

Anyone denoted to a lower-paying occupation may be paid according to such occupation's wage rate.

However, an employee shall never have to start the hiring and progression rates schedule over again; he may only progress towards higher rates.

7.04 *General hourly average:* The general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 of article 7.02, after one (1) year's experience in the industry, shall be:

The general hourly average for employees with one (1) year's experience or more is computed monthly by plant and is obtained by dividing their total actual earnings by the total of their regular and overtime hours worked.

When the general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 does not reach the general hourly average provided for in the present decree, each of the aforementioned employees shall be compensated for each hour worked during that month.

The fifteenth (15th) day of the following month is the due date of any claim that may be made in pursuance of this subsection.

7.05 *Additional amount:* All employees, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings, at least the additional amounts provided for in the following chart hereunder, according to the duration of the work actually performed in a continuous manner in the employ of the same employer.

	I	*II*	*Zones I & II 1er juil. July 1, 1971*	*I & II 1er janv. Jan. 1, 1972*	*I & II 1er juil. July 1, 1972*	*I & II 1er janv. Jan. 1, 1973*	*I & II 1er juil. July 1, 1973*
1er trimestre — 1st three months	$0.17	$0.15					
2e trimestre — 2nd three months	0.27	0.25					
3e trimestre — 3rd three months.	0.36	0.36	$0.05	$0.15	$0.18	$0.18	$0.20
4e trimestre — 4th three months.	0.46	0.46	0.05	0.15	0.18	0.28	0.30
5e trimestre et plus — 5th three months and over	0.51	0.51	0.05	0.15	0.18	0.28	0.30

Le paiement de ces montants doit apparaître sous une rubrique distincte dans l'enveloppe ou sur le bulletin de paie.

7.06 *Taux à la pièce:* Aucun taux ne peut être fixé de façon à rapporter au salarié moins que les taux horaires minimaux déterminés dans le présent décret.

7.07 *Expérience:* Tout employeur doit reconnaître les années ou les mois d'expérience qu'un salarié a acquis au service de tout employeur régi par le présent décret.

L'expérience acquise pour l'un quelconque des emplois mentionnés à l'article 7.02 est cumulative.

7.08 *Dispositions spéciales:*

Vêtements d'enfants: Les taux horaires minimaux prévus à l'article 7.02 et à l'article 7.03 et la moyenne horaire générale prévue à l'article 7.04 sont réduits de 10% pour tous les salariés visés par le champ d'application industriel tant et aussi longtemps qu'ils sont affectés à la production ou à la confection de vêtements d'enfants dont la taille ou la pointure est inférieure à 6X ans, à la condition que l'employeur tienne un registre de ce genre de travail indiquant le nombre d'heures exactes, le taux horaire ou à la pièce de tout travail exécuté, dû ou payé, durant chaque journée ou semaine de travail et qu'il en fasse rapport au comité paritaire.

En aucun cas, cependant, les taux minimaux ne doivent être inférieurs à ceux payés à la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, ni à ceux édictés par l'ordonnance générale numéro 4 de la Commission du salaire minimum.

7.09 *Compensation:* Les employeurs des deux zones qui ont accordé des augmentations de salaire à leurs salariés le ou après le 1er janvier 1971 doivent bénéficier d'une compensation équivalente et proportionnelle à telles augmentations.

7.10 Les tableaux des taux horaires minimaux prévus aux articles 7.02 et 7.03 incluent un montant équivalent à l'indemnité compensatrice de 1.4% corollaire à la réduction des heures de la semaine de travail dans la Zone I, à compter du 1er janvier 1973.

7.11 *Incorporation et refonte des taux à la pièce et à l'heure:* Tous les employeurs doivent incorporer aux taux à la pièce un montant additionnel de $0.46 l'heure pour les salariés des catégories 1, 2, 3, 4, 5 et 6 et de $0.51 pour ceux des catégories 7, 8, 9, 10, 11 et 12. Les nouveaux taux à la pièce obtenus à la suite de ces calculs seront mis en vigueur en même temps pour le même établissement, et pas plus tard que le 1er juillet 1971.

Ces montants additionnels devront être convertis en un pourcentage équivalent à ce qu'ils représentent à l'égard des gains à la pièce d'une section, pour la période du 1er janvier 1971 au 31 mars 1971.

Aux fins du présent paragraphe, une section signifie:

a) Un salarié qualifié à la pièce travaillant à une ou plusieurs opérations distinctes;

b) Deux ou plusieurs salariés qualifiés qui exécutent la même opération et qui reçoivent le même taux à la pièce pour cette opération.

These amounts to be paid shall appear under a separate item in or on the pay envelope or sheet.

7.06 *Piece-work rates:* No piece-work rates may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum hourly rates herein stipulated.

7.07 *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Experience acquired in any operation listed in article 7.02 is cumulative.

7.08 *Special provisions:*

Children's garments: The minimum hourly wage rates provided for in article 7.02 and 7.03 and the general hourly average mentioned in article 7.04 are reduced by ten (10%) per cent for all employees covered by the industrial jurisdiction as long as they are assigned to the manufacturing or production of infants' and children's clothes or garments smaller than size 6X, provided the employer keeps a record of this type of work that will indicate: the exact number of hours, rate per hour or piece-work rate paid or due for each working day or week. Such information shall be reported to the Parity Committee.

However, the minimum rates may never be lower than those paid on the effective date of these amendments, nor lower than those specified in the Minimum Wage Commission's General Ordinance No. 4.

7.09 *Compensations:* Employers in both zones who have granted wage increases to their employees on or after January 1st, 1971, may be granted a compensation equivalent and proportional to such increases.

7.10 The scales of the minimum hourly rates provided for in articles 7.02 and 7.03 include an amount equivalent to the compensation of 1.4% due to the reduction of the working hours in a week in Zone I from January 1, 1973.

7.11 *Consolidation and incorporation of hourly and piece-work rates:* All employers shall incorporate to piece-work rates an additional amount of $0.46 per hour for all employees of grade 1, 2, 3, 4, 5 and 6 and an amount of $0.51 per hour for all employees of grade 7, 8, 9, 10, 11 and 12. The new piece-work rates thus obtained shall become effective at the same time for all employees of an establishment not later than July 1, 1971.

These additional amount shall be converted into a percentage which this amount represents in relation to the straight-time average hourly piece-work earnings of a section for the period of January 1, 1971 to March 31, 1971.

For purposes of this paragraph, a section shall mean:

(*a*) A qualified piece-worker working alone on one or more distinct operations.

(*b*) Two or more qualified piece-workers performing the same operation and receiving the same piece-work rates for the said operations.

Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, le gain normal de même que le montant additionnel de $0.46 ou de $0.51 l'heure doit être intégré de façon à apparaître sous la même rubrique dans l'enveloppe de paie ou sur le bulletin de paie, à compter du 1er juillet 1971.

L'employeur doit demander au comité paritaire les formules nécessaires et prescrites par celui-ci pour exécuter les opérations mathématiques exigées pour l'incorporation du montant additionnel.

7.12 *Ordonnance numéro 4:* Lorsque des taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, ces derniers taux doivent être payés. »

10° L'article 10.04 est remplacé par le suivant:

« 10.04 Les salariés qui justifient d'au moins dix (10) années de service continu ont droit à une troisième (3e) semaine de congé. Cette troisième (3e) semaine de congé peut être prise avant ou après la période du congé annuel prévu à l'article 10.02, à une date convenue entre l'employeur et le salarié. »

11° L'article 10.05 est remplacé par le suivant:

« 10.05 L'indemnité de congé annuel due à chaque salarié est calculée de la façon suivante:

a) Les salariés qui justifient de moins de cinq (5) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) de leur rémunération globale et des indemnités, compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence.

b) Les salariés qui justifient d'au moins cinq (5) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à cinq pour cent (5%) de leurs rémunération globale et des indemnités compensations, et avantages payés ou dus durant la période de référence.

c) Les salariés qui justifient d'au moins dix (10) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) de leur rémunération globale et des indemnités compensations, et avantages payés ou dus durant la période de référence.

d) Les salariés qui justifient d'au moins quinze (15) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir sept pour cent (7%) de leur rémunération globale et des indemnités, compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence. Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins cent vingt (120) jours pendant la période de référence peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens multiplié par trois (3) fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé. »

12° L'article 10.08 est remplacé par les suivants:

« 10.08 Pour tout travail exécuté durant les deux (2) semaines obligatoires de son congé annuel, un salarié doit être rémunéré suivant ses gains actuels majorés de cinquante pour cent (50%) s'il travaille au temps, et ses gains actuels majorés de cinquante pour cent (50%) de ses gains horaires moyens, s'il travaille à la pièce.

10.09 *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par

In the case of employees hired on a time basis, the regular earnings as well as the additional amount of $0.46 and $0.51 per hour shall be incorporated to be shown in the same item on the pay envelope or pay sheet from July 1st, 1971.

The employer shall ask the prescribed standard forms from the Parity Committee to proceed with the calculation of the incorporation of the additional amount.

7.12 *Ordinance number 4:* Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid."

10. Article 10.04 is replaced by the following:

"10.04 Employees who have at least ten (10) year's continuous service are entitled to a third week's vacation. Such third (3rd) week's vacation may be taken before or after the annual vacation period stipulated in article 10.02, at a time agreed upon between employer and employee."

11. Article 10.05 is replaced by the following:

"10.05 The vacation pay due to each employee shall be computed as follows:

(*a*) Employees having less than five (5) years' continuous service for the same employer shall receive four per cent (4%) of total wages earned including compensations, indemnifications and privileges paid or due during the qualifying period.

(*b*) Employees having at least five (5) years' continuous service with the same employer shall receive five per cent (5%) of total wages earned including compensations, indemnifications and privileges paid or due during the qualifying period.

(*c*) Employees having at least ten (10) years' continuous service with the same employer shall receive six per cent (6%) of total wages earned incluing compensations, indemnifications and privileges paid or due during the qualifying period.

(*d*) Employees having at least fifteen (15) years' continuous service with the same employer shall receive seven per cent (7%) of total wages earned inclucing compensations, indemnifications and privileges paid or due during the qualifying period. However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period, may claim to an amount equal to his hourly earnings multiplied by three times the number of hours of the regular working week if this amount is higher."

12. Article 10.08 is replaced by the following:

"10.08 An employee shall be paid at his actual earning plus one-half for all work performed during the two (2) compulsory weeks of his annual vacation if he works on a time basis and at his actual earnings plus one-half of his average hourly earnings if he works on a piecework basis.

10.09 *Ordinance number 3:* Whenever conditions of the present decree are inferior to those established by

l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent. »

13° L'article 11.01 est remplacé par le suivant:

"11.01 Tout employeur doit accorder à tout salarié les jours fériés chômés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, le 24 décembre et le jour de Noël. Nul employeur ne peut forcer un salarié à travailler pendant les susdits jours.

À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut, si le jour férié de la Saint-Jean-Baptiste et celui du jour du Canada tombent un mardi, un mercredi ou un jeudi, décider que ces deux jours fériés seront chômés le lundi précédent ou le vendredi suivant de la même semaine civile, pourvu qu'il en donne avis, par écrit, au comité paritaire au moins trente (30) jours avant. »

14° L'article 11.02 est remplacé par le suivant:

« 11.02 Tout employeur doit verser à tous ses salariés remplissant les conditions énoncées ci-dessous, une indemnité égale à une journée de salaire pour chacun des jours fériés chômés suivants, peu importe le jour où ils tombent, soit: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, le 24 décembre et le jour de Noël.

Toutefois, tout employeur qui n'a pas payé l'indemnité de jour férié afférente au 2 janvier 1971 doit payer une telle indemnité pour le jour d'Action de Grâces de l'année 1971.

Pour avoir droit au paiement des jours fériés chômés ci-dessus énumérés, tout salarié doit:

a) avoir accompli trois (3) mois de service continu pour le compte de son employeur;

b) avoir travaillé au cours de la période de deux (2) mois précédant immédiatement le jour férié chômé et payé;

c) avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié payé, à moins que son absence ne résulte d'une maladie ou d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille (conjoint, père, mère, enfant, frère ou soeur), d'un licenciement par l'employeur pour manque de travail ou d'une autorisation de son employeur. »

15° L'article 11.04 est remplacé par le suivant:

"11.04 *Indemnité des jours fériés:* L'indemnité des jours fériés représente un montant égal à huit (8) fois les gains horaires moyens de chaque salarié, dans les deux zones.

Dans la Zone I, à compter du 1er janvier 1973, l'indemnité des jours fériés représentera un montant égal à sept fois et demie (7½) les gains horaires moyens de chaque salarié. »

16° L'article 11.06 est remplacé par le suivant:

« 11.06 *Rémunération du travail les jours fériés:* Si un employeur fait travailler un salarié un jour férié ou le dimanche, il doit verser audit salarié ses gains actuels majorés de 100% s'il travaille au temps et ses gains actuels majorés de ses gains horaires moyens s'il travaille à la pièce, en plus de l'indemnité des jours fériés établie ci-dessus. »

Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply."

13. Article 11.01 is replaced by the following:

"11.01 Employers shall grant their employees the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, December 24th, and Christmas Day. No employer may compel an employee to work on the abovementioned general holidays.

Upon request from the majority of his employees, an employer may, if St. John the Baptist Day and Canada Day fall on Tuesday, Wednesday or Thursday, decide that these two holidays shall be taken the preceding Monday or the following Friday of the same calendar week provided that he notices in writing the Parity Committee thereof at least 30 days in advance."

14. Article 11.02 is replaced by the following:

"11.02 Every employer shall pay each employee meetings the following requirements an amount equal to one day's wages for each of the following general holidays, regardless of the day they may fall on: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 24th and Christmas Day.

However, should an employer have not paid an amount equal to one day's wages for January 2nd, 1971, he shall pay such amount for Thanksgiving Day, 1971.

In order to be entitled to payment for the abovementioned general holidays, every employee shall:

(*a*) have three (3) months continuous service with his employer;

(*b*) have worked during the two (2) months immediately preceding the general holiday with pay;

(*c*) have worked the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to illness, a personal accident, death in the family (spouse, father, mother, child, brother or sister), a lay-off due to lack of work or if he was absent with leave."

15. Article 11.04 is replaced by the following:

"11.04 *Payment of holidays:* Holiday pay is equal to eight (8) times the average hourly earnings of each employee, in both zones.

In zone I, beginning January 1st, 1973, holidays' pay shall be equal to seven and one-half (7½) times the average hourly earnings of each employee."

16. Article 11.06 is replaced by the following:

"11.06 *Payment for work performed on general holidays:* Should an employer have his employees work on any general holiday or any Sunday, they shall be paid twice their earnings if they work on a time basis, or their actual earnings plus the average hourly earnings if they work on a piece-work basis, in addition to payment for paid holidays as herein provided for."

17° L'article 12.02 est remplacé par le suivant:

« 12.02 Le ou avant le 10 de chaque mois, chacune des personnes mentionnées ci-dessus qui donne ou reçoit du travail, doit transmettre au bureau du comité paritaire un rapport du travail reçu ou donné le mois précédent, sur des formules prescrites à cette fin et qu'elle doit demander au comité paritaire. Au cas où durant l'un ou l'autre mois aucun travail n'aurait été donné ou reçu par chacune de ces personnes, elle doit quand même transmettre un « rapport du travail donné ou reçu par contrat » sur lequel elle inscrira les mots « aucun travail ». »

18° L'article 17 est remplacé par le suivant:

« Article 17. *Fiche professionnelle:* Tous les employeurs doivent remettre au comité paritaire une carte-fiche pour chaque salarié assujetti au présent décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tel que le requiert la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. L'employeur doit demander au comité paritaire les cartes nécessaires et prescrites. Ces cartes-fiches délivrées pour chaque salarié doivent être reçues au bureau dudit comité dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié. »

19° Les mots « à sa place d'affaires » sont ajoutés à la fin du deuxième alinéa de l'article 18.

20° L'article 21 est remplacé par le suivant:

« Article 21. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1973. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1973 ou de toute année subséquente. Un tel avis écrit doit aussi être adressé au Ministre du Travail et au comité paritaire. »

Le greffier du Conseil exécutif,
40401-o JULIEN CHOUINARD.

17. Article 12.02 is replaced by the following:

"12.02 On or before the 10th day of each month, any abovementioned persons who gives or receives work, must file with the Parity Committee's office a report of said work given or received during the preceding months. Such persons shall ask the Parity Committee for the forms required to prepare and submit the said report. In the event that in any month no work has been given or received by these persons, they must refer however a "report of contract work given or received" on which they shall inscribe the word "nil".

18. Article 17 is replaced by the following:

"Article 17. *Employee's record card:* All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee governed by the present decree on standard prescribed forms provided by the Parity Committee upon request from the employer giving thereon the experience and other information concerning the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These record cards delivered for each employee must be filed with the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee."

19. The following words will be added at the end of the second paragraph of article 18: "at his place of business."

20. Article 21 is replaced by the following:

"Article 21. *Term of the decree:* The present decree remains in force until December 31, 1973. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before December 31st of 1973 or of any subsequent year. Such notice should also be filed with the Minister of Labour and the Parity Committee".

JULIEN CHOUINARD,
40401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1871

Québec, le 26 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1871

Québec, May 26, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Québec region, rendered obligatory by Decree number 44 of January 14, 1954 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-

une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 16 janvier 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 44, soit modifié de la façon suivante:

1° Les parties contractantes de deuxième part sont remplacées par les suivantes:

« Le Syndicat des Coiffeurs pour Hommes de Québec, Inc.;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Québec, Inc.;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des comtés de Rimouski, Matane et Matapédia;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des comtés de Montmagny, L'Islet, Bellechasse;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs du comté de Portneuf;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des comtés de Rivière-du-Loup, Kamouraska, Témiscouata;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs de Beauce et Dorchester;

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du comté de Mégantic. »

2° L'article 102 est remplacé par le suivant:

« 102. Aux fins d'application du présent décret, le champ d'application territorial est divisé de la façon suivante:

Zone I: Les districts électoraux de Saint-Sauveur, Limoilou, Louis-Hébert, Jean-Talon, Montmorency, Lévis et Chauveau à l'exception des municipalités mentionnées dans le territoire de la zone II, le village Huron, la cité de Thetford-Mines, les municipalités de Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pont-Briand, Saint-Ferdinand d'Halifax et les municipalités comprises en entier ou en partie dans un rayon de cinq (5) milles des limites des municipalités énumérées ci-dessus.

Zone II: Les municipalités de Lac Beauport, Lac Delage, Stoneham et Tewkesbury, Lac Édouard, Saint Gabriel de Valcartier et Saint-Gabriel Ouest faisant partie du district électoral de Chauveau, le reste du district électoral de Mégantic à l'exception du territoire régi par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et ses amendements, les villes de Montmagny, de Rimouski et les municipalités comprises en entier ou en partie dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les districts électoraux de Charlevoix, Beauce-Dorchester, Lotbinière, Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Matane et les municipalités du village et de la paroisse de Cap-Chat, Saint-Joachim-de-Tourelle et Sainte-Anne des Monts.

Zone III: Les districts électoraux de Portneuf, L'Islet, Bellechasse, Montmagny à l'exception du territoire compris dans la zone II, ainsi que tout le territoire non compris dans les zones I et II. »

Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 44, be amended as follows:

1. The contracting parties of the second part are replaced by the following:

"*Le Syndicat des Coiffeurs pour Hommes de Québec Inc.;*

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Québec, Inc.;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des comtés de Rimouski, Matane et Matapédia;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des comtés de Montmagny, L'Islet, Bellechasse;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs du comté de Portneuf;

Le Syndicat des employés Coiffeurs des comtés de Rivière-du-Loup, Kamouraska, Témiscouata;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs de Beauce et Dorchester;

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du comté de Mégantic."

2. Section 102 is replaced by the following:

"102. For the purposes of the present decree, the territorial jurisdiction is divided as follows:

Zone I: The electoral districts of Saint-Sauveur, Limoilou, Louis-Hébert, Jean-Talon, Montmorency, Lévis and Chauveau except municipalities mentioned in the territory of Zone II, Village Huron, the city of Thetford-Mines, the municipalities of Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pont-Briand, Saint-Ferdinand d'Halifax and the municipalities comprised in whole or in part in a radius of five (5) miles of the limits of above mentioned municipalities.

Zone II: The municipalities of Lac Beauport, Lac Delage, Stoneham and Tewkesbury, Lac Édouard, Saint-Gabriel de Valcartier and Saint-Gabriel West comprised in the electoral district of Chauveau, the rest of the electoral district of Mégantic except the territory governed by Decree number 98 of January 29, 1948 and amendments thereof, the town of Montmagny, Rimouski and the municipalities comprised in whole or in part in a radius of five (5) miles of their limits, the electoral districts of Charlevoix, Beauce-Dorchester, Lotbinière, Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Matane and the municipalities of Cap-Chat village and parish, Saint-Joachim-de-Tourelle and Sainte-Anne des Monts.

Zone III: The electoral districts of Portneuf, L'Islet, Bellechasse, Montmagny except the territory comprised in Zone II and the whole territory non comprised in Zones I and II."

3° L'article 103 est remplacé par le suivant:

« 103. *Jours fériés chômés: a)* Les jours fériés chômés et payés, s'ils tombent un jour normalement ouvrable, sont les suivants: le premier jour de l'An, le deux janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le premier juillet (Confédération), la fête du Travail, la Noël et le 26 décembre.

b) Lorsque la célébration d'un jour férié chômé est reportée par une proclamation fédérale, provinciale ou municipale à une autre date, le jour chômé est alors observé à la date ainsi fixée pour la célébration.

c) Si un jour férié chômé et payé tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier bénéficie d'un jour supplémentaire de congé à la fin de cette période.

d) Chez les coiffeurs pour dames de la zone I, l'employeur doit accorder un jour de congé payé pour remplacer la fête du Travail coïncidant avec le congé hebdomadaire. Ce congé est accordé à une date choisie par l'employeur dans les trente (30) jours qui suivent ledit jour férié. »

4° Les mots « des zones I-A et I-B » apparaissant aux articles 113-A et 113-B sont remplacés par les mots « de la zone I ».

5° Le paragraphe 4 de l'article 123-A est remplacé par le suivant:

« 4. Tout employeur doit verser comme contribution la somme de $0.60 par semaine pour chaque employé assujetti au régime individuel et de $1.50 par semaine pour chaque employé assujetti au régime familial; l'employé doit verser une contribution égale à celle de son employeur. »

6° L'article 125 est remplacé par le suivant:

« 125. Les heures normales de travail sont les suivantes:

Coiffeurs pour Hommes

Zone I

Quarante-quatre heures et demie (44½) par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: chômé excepté dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8 h à 18 h.

Le samedi: de 8 h à 17 h 30.

Exception: Dans la cité de Thetford et les municipalités de Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pontbriand et Saint-Ferdinand d'Halifax, le travail peut se prolonger jusqu'à 20 heures le vendredi, la durée hebdomadaire du travail étant augmentée d'autant.

Zone II

Quarante-six heures et demie (46½) par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: chômé excepté dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h à 18 h;

Le vendredi: de 8 h à 21 h;

Le samedi: de 8 h à 17 h 30.

3. Section 103 is replaced by the following:

"103. *General holidays:* (*a*) If they fall on a working day, general holidays with pay are the following: New Year's Day, January 2nd, Saint John the Baptist Day, July 1st (Canada Day), Labour Day, Christmas Day and December 26th.

(*b*) When the celebration of a general holiday is postponed to another date by either federal, provincial or municipal proclamation, such general holiday shall then be observed on such date set for the celebration.

(*c*) If a general holiday falls within the annual vacation of an employee, the latter shall be granted an additional day off at the end of such period.

(*d*) For ladies' hairdressers of Zone I, the employer shall give a day's leave with pay to compensate for Labour Day falling on a weekly holiday. It shall be granted on a date chosen by the employer within thirty (30) days following the aforementioned general holiday."

4. The words "of zones I-A and I-B" which appear in Sections 113-A and 113-B are replaced by the words "of zone I".

5. Subsection 4 of Section 123-A is replaced by the following:

"4. Every employer shall pay an assessment of $0.60 per week for every employee covered by the individual plan and $1.50 per week for every employee covered by the family plan; the employee shall pay an assessment equal to that of the employer."

6. Section 125 is replaced by the following:

"125. Standard working hours shall be as follows:

Men's hairdressers

Zone I

Forty-four and one-half (44½) hours per week, scheduled as follows:

Monday: no work, except in cases mentioned in Section 126;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Saturday: from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

Exception: In the city of Thetford and in the municipalities of Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pontbriand and Saint-Ferdinand d'Halifax, work may be continued until 8:00 p.m. on Friday, the number of weekly working hours being increased accordingly.

Zone II

Forty-six and one-half (46½) hours per week; scheduled as follows:

Monday: no work, except in cases mentioned in Section 126;

Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

Zone III

Quarante-neuf heures et demie (49½) par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: chômé excepté dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h à 19 h;

Le vendredi: de 8 h à 21 h;

Le samedi: de 8 h à 17 h 30. »

7° Les articles 126, 127, 128, 129 et 130 sont remplacés par les suivants:

« 126. Les lundis qui tombent dans la période de cinq (5) jours qui précède la fête de Noël et du premier jour de l'An sont ouvrables et les heures de travail sont celles du mardi.

127. La veille des jours fériés chômés qui ne coïncide pas avec le congé hebdomadaire, le vendredi ou le dimanche, les heures de travail sont les mêmes que celles qui sont déterminées pour le samedi.

128. Les 22 et 23 décembre, les heures de travail sont les mêmes que celles déterminées pour le vendredi, la durée hebdomadaire du travail étant augmentée d'autant.

129. *Travail après l'heure de fermeture:* Les services que demande un client qui se trouve dans le salon avant l'heure de fermeture peuvent être exécutés même après cette heure.

130. *Période du repas:* Le salarié doit bénéficier d'une (1) heure de congé payé pour le repas du midi. Lorsque l'heure de cessation mentionnée au présent décret est fixée à 19 h 30 heures ou plus tard, le salarié doit de plus bénéficier d'une heure de congé payé pour le repas du soir. La durée hebdomadaire du travail mentionnée pour chacune des zones ne comprend pas les heures réservées pour les repas. »

8° L'article 136 est remplacé par le suivant:

« 136. Les heures normales de travail sont les suivantes:

Coiffeurs pour dames et manucures-esthéticiennes

Zone I

Quarante-trois heures et demi (43½) par semaine réparties ainsi:

Le lundi: chômé excepté dans les cas mentionnés à l'article 139;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 9 h à 18 h 30;

Le vendredi: de 9 h à 21 h;

Le samedi: de 8 h 30 à 17 h 30;

Exception: Dans la cité de Thetford et les municipalités de Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pontbriand et Saint-Ferdinand d'Halifax, l'horaire de travail s'étend de 8 h à 17 h le samedi.

Zones II et III

Quarante-cinq heures (45) par semaine, réparties ainsi:

Zone III

Forty-nine and one-half (49½) hours per week, scheduled as follows:

Monday: no work, except in cases mentioned in Section 126;

Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: from 8:00 a.m. to 5:30 p.m."

7. Sections 126, 127, 128, 129 and 130 are replaced by the following:

"126. Mondays falling during the five-day period preceding Christmas and New Year's Day shall be working days and working hours shall be scheduled as on Tuesday.

127. On eves of general holidays not falling on a weekly day off, on a Friday or on a Sunday, working hours shall be the same as those scheduled for Saturday.

128. On December 22 and 23, working hours are the same as those scheduled for Friday, the number of weekly working hours being increased accordingly.

129. *Work after hours:* Services required by a customer who was in the parlor before finishing time may be completed even after such time.

130. *Meal hours:* Any employee shall be entitled to one (1) hour off with pay for the noon meal. When finishing time mentioned in the present decree is scheduled at 7:30 p.m. or later, the employee shall be entitled to another hour off with pay for the evening meal. The number of working hours per week stipulated for each zone does not include meal hours."

8. Section 136 is replaced by the following:

"136. Standard working hours shall be as follows:

Ladies' hairdressers and manicure-aestheticians

Zone I

Forty-three and one-half (43½) hours per week scheduled as follows:

Monday; non-working day, except in cases mentioned in Section 139;

Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9:00 a.m. to 6:30 p.m.;

Friday: from 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: from 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

Exception: In the city of Thetford and the municipalities of Black-Lake, Robertsonville, Coleraine, Saint-Antoine de Pontbriand and Saint-Ferdinand d'Halifax, on Saturday, working hours are scheduled from 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

Zones II and III

Forty-five (45) hours per week scheduled as follows:

Le lundi: chômé, excepté dans les cas mentionnés à l'article 139;
Les mardi et jeudi: de 9 h à 18 h 30;
Les mercredi et vendredi: de 9 h à 21 h;
Le samedi: de 8 h à 17 h. »

9° Les articles 138, 139 et 140 sont remplacés par les suivants:

« 138. L'horaire de travail est celui du vendredi les 22, 23, 29 et 30 décembre, ce qui a pour effet d'augmenter d'autant la durée hebdomadaire du travail.

139. Les lundis qui tombent dans la période de cinq (5) jours qui précède la fête de Noël et du Premier Jour de l'An sont ouvrables et les heures de travail sont celles du mardi.

140. La veille des jours fériés chômés qui ne coïncide pas avec le congé hebdomadaire, le vendredi ou le dimanche, les heures de travail sont les mêmes que celles qui sont déterminées pour le samedi. »

10° L'article 141 est radié.

11° L'article 143 est remplacé par le suivant:

« 143. *Période du repas:* Le salarié doit bénéficier d'une (1) heure avec salaire pour le repas du midi. Lorsque l'heure de cessation mentionnée au décret est fixée à 19 h 30 ou plus tard, le salarié doit de plus bénéficier d'une (1) heure avec salaire pour le repas du soir. La durée hebdomadaire du travail mentionnée pour chacune des zones ne comprend pas les heures attribuées à ces heures de repas. »

Le greffier du Conseil exécutif,
40401-o JULIEN CHOUINARD.

Monday: non-working day, except in cases mentioned in Section 139;
Tuesday and Thursday: from 9:00 a.m. to 6:30 p.m.;
Wednesday and Friday: from 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: from 8:00 a.m. to 5:00 p.m."

9. Sections 138, 139 and 140 are replaced by the following:

"138. On December 22, 23, 29 and 30, working hours shall be the same as those scheduled for Friday, the number of weekly working hours being increased accordingly.

139. Mondays falling during the five-day period preceding Christmas and New Year's Day shall be working days and working hours shall be as on Tuesday.

140. On eves of general holidays not falling on a weekly day off, on a Friday or on a Sunday, working hours are the same as those scheduled for Saturday."

10. Section 141 is deleted.

11. Section 143 is replaced by the following:

"143. *Meal hours:* Any employee shall be entitled to one (1) hour off with pay for the noon meal. When finishing time mentioned in the decree is scheduled at 7:30 p.m. or later, the employee shall be entitled to another hour off with pay for the evening meal. The number of working hours per week stipulated for each zone does not include meal hours."

JULIEN CHOUINARD,
40401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1872

Québec, le 26 mai 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation des décrets relatifs aux salariés de garages dans les régions de Granby, Thetford Mines, Sherbrooke, Arthabaska.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143),

Le décret numéro 701, relatif aux salariés de garages dans la région de Granby;

Le décret numéro 2534, relatif aux employés de garages dans la région de Thetford Mines;

Le décret numéro 1637, relatif aux employés de garages dans la région de Sherbrooke;

Le décret numéro 1921, relatif aux employés de garages dans la région d'Arthabaska;

soient prolongés jusqu'au 30 juin 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
40401-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1872

Québec, May 26, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the term of the decrees respecting Garage Employees in the regions of Granby, Thetford Mines, Sherbrooke and Arthabaska.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143),

Decree No. 701, respecting Garage Employees in the Granby region;

Decree No. 2534, respecting Garage Employees in the Thetford Mines region;

Decree No. 1637, respecting Garage Employees in the Sherbrooke region;

Decree No. 1921, respecting Garage Employees in the Arthabaska region;

be extended until June 30, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
40401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1870

Québec, le 26 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 977 du 14 juin 1960 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 20 mars 1971;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 977, soit modifié de la façon suivante:

L'article 117 est remplacé par le suivant:

« 117. *Durée du travail:* Les heures normales de travail sont les suivantes:

Coiffeurs pour dames

Quarante-cinq (45) heures par semaine réparties de la façon suivante:

Le lundi: chômé, à l'exception des lundis de la semaine de Noël et du premier jour de l'An.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 h à 17 h 30.

Le vendredi, ainsi que les deux (2) jours ouvrables qui précèdent immédiatement la veille de Noël et du premier jour de l'An: de 8 h à 21 h.

La veille de Noël et du premier jour de l'An: de 8 h à 17 h 30.

Durant les mois de juillet et août, les heures de travail du samedi sont de 7 h 30 à midi. »

Le greffier du Conseil exécutif,

40401-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1868

Québec, le 26 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au commerce de l'alimentation au détail de la région de Montréal.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1870

Québec, May 26, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Barbering and Hairdressing Trades in the region of Chicoutimi.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing Trades in the region of Chicoutimi, rendered obligatory by Decree No. 977 of June 14, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of March 20, 1971;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendment proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, No. 977, be amended as follows:

Section 117 is replaced by the following:

"117. *Working hours:* Standard working hours shall be as follows:

Ladies' hairdressers

Forty-five (45) hours per week scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for Mondays in Christmas and New Year's weeks.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

Friday and the two (2) working days immediately preceding Christmas Eve and New Year's Eve: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Christmas and New Year's Eves: from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

During July and August, working hours on Saturday shall be as follows: from 7:30 a.m. to noon (12.00)."

JULIEN CHOUINARD,

40401-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1868

Québec, May 26, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the retail Food Trade in the Montreal region.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 921 du 4 mai 1965, relatif au commerce de l'alimentation au détail de la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 novembre 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
40401-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), Decree number 921 of May 4, 1965, respecting the retail food trade in the Montreal region, be extended until November 30, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
40401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1858

Québec, le 21 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements des réserves Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (S.R.Q. 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour créer certaines réserves de chasse et de pêche dans les limites desquelles il peut prohiber complètement ou partiellement la pêche ou la chasse, ainsi que le port d'armes, et déterminer les conditions auxquelles la pêche pourra être faite ou le gibier pourra y être chassé;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter des règlements de chasse et de pêche dans les réserves de Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE les règlements suivants soient appliqués dans les réserves désignées sous le nom de parc Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche:

1° Nul ne peut pénétrer dans ces réserves sans se conformer aux dispositions suivantes:

a) se procurer le permis spécial émis par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

b) nul ne peut circuler, camper, séjourner, chasser ou pêcher à un endroit autre que celui indiqué sur son permis, et circuler dans les réserves en dehors des heures permises.

2° Une personne employée dans cette réserve pour des opérations forestières ou d'autres fins doit détenir une carte d'identité émise par son employeur;

3° Nul ne peut pêcher dans ces réserves ou être en possession d'agrès de pêche sans être détenteur d'un permis provincial et du permis spécial visé à l'article 1, paragraphe A, ce dernier permis est fixé au taux de $2 par personne;

4° Sauf pendant les périodes de chasse, déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, nul ne peut être en possession dans ces réserves d'armes à feu ou engins de chasse à moins d'être détenteur d'un permis spécial émis par le ministre ou son représentant;

5° La circulation dans ces réserves est prohibée entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m.;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1858

Québec, May 21, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations of Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche reserves.

WHEREAS by virtue of Article 77 of the Wildlife Conservation Act (R.S.Q. 1969, chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to create certain hunting and fishing reserves within which limits he may completely or partially prohibit fishing or hunting, as well as possession of firearms, and determine the conditions under which fishing may be done or game may be hunted;

WHEREAS it is necessary to pass hunting and fishing regulations in the Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche reserves;

IT IS ORDERED, therefore, by proposal of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulations be applied in the reserves designated under the name of Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche parks;

1. No person shall enter these reserves without conforming to the following provisions:

(*a*) procuring the special permit issued by the Minister of Tourism, Fish and Game;

(*b*) no person shall travel, camp, sojourn, hunt or fish at a place other than that indicated on his permit or travel in the reserves at other than the permitted hours.

2. Any person employed in a reserve for forestry or other operations must obtain an identification card from his employer;

3. No person shall fish in these reserves or have in his possession fishing tackle without holding a provincial fishing licence and the special permit as mentioned in Article 1, paragraph A; the cost of such special permit is $2 per person.

4. Except for the hunting seasons, determined by the Lieutenant-Governor in Council, no person shall have in his possession firearms or other hunting gear in these reserves, unless he be in possession of a special permit issued by the Minister or his representative;

5. Travelling in these reserves is prohibited between 10:00 p.m. and 7:00 a.m.

6° L'utilisation des moteurs électriques est permise dans les lacs et étangs de ces réserves; toutefois, les moteurs d'une capacité moindre de 10 chevaux-vapeur seront tolérés sur les lacs et étangs désignés à cette fin;

7° Les chaloupes ou embarcations mises à la disposition du public par le ministère ou concessionnaires autorisés ne peuvent contenir plus de trois (3) personnes;

8° Il est interdit de jeter ou déposer des déchets dans ces réserves ailleurs que dans les récipients prévus à cette fin;

9° Tout fonctionnaire du ministère peut exiger en tout temps la production des permis visés par les présents règlements;

10° Nul ne peut chasser à un endroit autre que celui indiqué sur son permis ou en dehors des zones attribuées à chaque chasseur;

11° La période d'opération de pêche dans ces réserves est la suivante:

« du 1er juin au 12 septembre ».

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
40399-o JULIEN CHOUINARD.

6. Use of electric motors is permitted on the lakes and ponds in these reserves; however, motors under 10 h.p. will be permitted on certain designated ponds and lakes;

7. Not more than three (3) persons will be allowed in row boats or other craft put at the disposal of the public by the Minister or authorized concessionaries.

8. It is forbidden to throw out or leave any garbage in these reserves except in the receptables provided for this purpose.

9. All employees of the Department may at any time demand that a person show his permit as required by these regulations;

10. No person shall hunt at a place other than that indicated on his permit or outside the boundaries allotted to each hunter;

11. The season for fishing in these reserves is as follows:

"June 1st to September 12th".

THAT publication may be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
40399-o *Clerk of the Executive Council.*

Chartes — demandes d'abandon de

Dandurand Tire ltée

Avis est donné que la compagnie « Dandurand Tire ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 12 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
40349-o MME JEANNE L. DANDURAND.

Edel Construction Limited Construction Edel limitée

Avis est par les présentes donné que « Edel Construction Limited — Construction Edel limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Montréal, P.Q., le 19 mai 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40350-o A. S. WALBRIDGE.

Wendi Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Wendi Investments Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40354 RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER.

Charters — Applications for Surrender of

Dandurand Tire ltée

Notice is given that "Dandurand Tire ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, on May 12, 1971.

MRS. JEANNE L. DANDURAND,
40349 *Secretary-Treasurer.*

Edel Construction Limited Construction Edel limitée

Notice is hereby given that "Edel Construction Limited — Construction Edel limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., May 19, 1971.

A. S. WALBRIDGE,
40350-o *Secretary.*

Wendi Investments Ltd.

Notice is given that "Wendi Investments Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, April 30, 1971.

RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER,
40354-o *Attorneys for the company.*

Hodge Realties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hodge Realties Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Sherbrooke, ce 18e jour de février 1971.

Le secrétaire,
40351 VERSAL HODGE.

Mallard Maintenance Service Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Mallard Maintenance Service Ltd. », une corporation incorporée sous la Loi des compagnies, et ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40352-o ROGER DUBOIS.

Victory Shoe Store Incorporated

Avis est donné que « Victory Shoe Store Incorporated », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Val d'Or, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 10e jour de mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
40353-o ARMAND GILBERT, *notaire.*

1462 Guy Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « 1462 Guy Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 20e jour de mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40361-o SIMARD & HÉBERT, *avocats.*

Les entreprises Bessettes inc.

Avis est donné que la compagnie « Les entreprises Bessettes inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
40376-o MES ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ.

Hodge Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Hodge Realties Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 18th day of February, 1971.

VERSAL HODGE,
40351-o *Secretary.*

Mallard Maintenance Service Ltd.

Notice is hereby given that "Mallard Maintenance Service Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of May, 1971.

ROGER DUBOIS,
40352-o *Secretary.*

Victory Shoe Store Incorporated

Notice is hereby given that "Victory Shoe Store Incorporated", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 10th day of May, 1971.

ARMAND GILBERT, *notary.*
40353-o *Attorney for the company.*

1462 Guy Inc.

Notice is hereby given that "1462 Guy Inc.", constituted under the Québec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Secretary of this Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 20th day of May, 1971.

SIMARD & HÉBERT, *advocates,*
40361-o *Attorneys for the company.*

Les entreprises Bessettes inc.

Notice is given that "Les entreprises Bessettes inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

MES ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ,
40376 *Attorneys for the Company.*

Winer & Chazonoff Contractors Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Winer & Chazonoff Contractors Corp. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
40355 REIS & BRONSTEIN.

Winer & Chazonoff Contractors Corp.

Notice is hereby given that "Winer & Chazonoff Contractors Corp.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of May, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
REIS & BRONSTEIN,
40355-o *Attorneys for the applicants.*

Mao ltée

Avis est donné que la compagnie « Mao ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Rivière-du-Loup, ce 27e jour d'avril 1971.

Le procureur pour la compagnie,
40356-o FERNAND CÔTÉ, *notaire.*

Mao ltée

Notice is hereby given that "Mao ltée" company incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, Province of Québec, will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the permission to surrender its charter, according to the provisions of the Companies Act.

Dated at Rivière-du-Loup, this 27th day of April 1971.

FERNAND CÔTÉ, *notary,*
40356-o *Attorney for the company.*

F.G.J. inc.

Avis est donné que la compagnie « F.G.J. inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
40377-o MES ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ.

F.G.J. inc.

Notice is given that "F.G.J. inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

MES ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ,
40377 *Attorneys for the Company.*

Gagné Construction Ltd.
Gagné construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Gagné Construction Ltd. — Gagné construction ltée », ayant son siège social à Montréal, demandera la permission au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 30e jour d'avril 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40378-o J. ALFRED ÉTHIER.

Gagné Construction Ltd.
Gagné construction ltée

Notice is given that "Gagné Construction Ltd. — Gagné construction ltée", having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 30th day of April, 1971.

(Seal) J. ALFRED ÉTHIER,
40378-o *Secretary.*

Montreal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Montreal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd. », ayant son siège social à Montréal, demandera la permission au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 30e jour d'avril 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40380-o J. ALFRED ÉTHIER.

Montreal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.

Notice is given that "Montreal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.", having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 30th day of April, 1971.

(Seal) J. ALFRED ÉTHIER,
40380-o *Secretary.*

B. J. Hunter Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « B. J. Hunter Limited », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec, ayant son siège social dans la ville de Montréal, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Montréal, ce 25e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40379-o JOHN H. DAWSON.

Montreal Depositor Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Montreal Depositor Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mai 1971.

La secrétaire,
40381 MLLE LUCIA BEAUDOIN.

Les Placements Arès inc.

Avis est, par la présente, donné que « Les Placements Aris inc. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social de la cité de Waterloo, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Waterloo, Québec, ce 18e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40382-o JEAN ARÈS.

Preco inc.

Avis est donné que la compagnie « Preco inc. », corps légalement constitué en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Laval, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40383-o RANGE, BLAIN & LONG.

Club de chasse et de pêche Noreau

Avis est donné que le « Club de chasse et de pêche Noreau », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la corporation,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
40408-o DELISLE & LARUE.

B. J. Hunter Limited

Notice is hereby given that "B. J. Hunter Limited", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the terms of the Companies Act as and from a date to be fixed by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Dated at Montreal, Québec, this 25th day of May, 1971.

JOHN H. DAWSON,
40379-o *Secretary.*

Montreal Depositor Corporation

Notice is hereby given that "Montreal Depositor Corporation" a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of May, 1971.

MISS LUCIA BEAUDOIN,
40381-o *Secretary.*

Les Placements Arès inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Arès inc.", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Waterloo, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Waterloo, Québec, this 18th day of May, 1971.

JEAN ARÈS,
40382-o *Secretary.*

Preco inc.

Notice is given that "Preco inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Laval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of May, 1971.

RANGE, BLAIN & LONG,
40383-o *Attorneys for the company.*

Club de chasse et de pêche Noreau

Notice is given that "Club de chasse et de pêche Noreau", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
40408 *Attorneys for the Company.*

S R B Investments Inc.

Avis est donné par les présentes que «S R B Investments Inc. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de mai 1971.

Le président de la compagnie,

40384-o SHIRLEY SEGAL.

S R B Investments Inc.

Notice is hereby given that "S R B Investments Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of May, 1971.

SHIRLEY SEGAL,

40384-o *President of the company.*

Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal.

Le secrétaire,

40409 N. CHISHOLM.

Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.

Notice is given that "Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal.

N. CHISHOLM,

40409-o *Secretary.*

R. Daigneault ltée

Avis est par la présente donné que « R. Daigneault ltée », corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, présentera une application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1971.

Le procureur de la requérante,

40410-o BENOIT ROBERT.

R. Daigneault ltée

Notice is hereby given that "R. Daigneault ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of May, 1971.

BENOIT ROBERT,

40410-o *Attorney for the petitioner.*

Entreprises Beaubien inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Beaubien inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Fait à Montréal, ce 25e jour de mai 1971.

Le procureur de la compagnie,

40411-o ME CLAUDE GRATTON, *notaire.*

Entreprises Beaubien inc.

Notice is given that "Entreprises Beaubien inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Given at Montreal, this 25th day of May, 1971.

ME CLAUDE GRATTON, *Notary,*

40411 *Attorney for the Company.*

Société des Initiatives Domiciliaires

Avis est donné que la compagnie « Société des Initiatives Domiciliaires », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Fait à Montréal, ce 27e jour du mois de mai 1971.

Le procureur de la compagnie,

40413-o ME CLAUDE GRATTON, *notaire.*

Société des Initiatives Domiciliaires

Notice is given that "Société des Initiatives Domiciliaires", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Given at Montreal, this 27th day of month of May, 1971.

ME CLAUDE GRATTON, *Notary,*

40413 *Attorney for the Company.*

Kebec Electric-Refrigeration Inc.
Kébec Électrique-Réfrigération inc.

Avis est donné que la compagnie « Kebec Electric-Refrigeration Inc.— Kébec Électrique-Réfrigération inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'avril 1971.

Le secrétaire,
M. S. SHERMAN.

40412

Kebec Electric-Refrigeration Inc.
Kébec Électrique-Réfrigération inc.

Notice is hereby given that "Kebec Electric-Refrigeration Inc. — Kébec Électrique-Réfrigération inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1971.

M. S. SHERMAN,
Secretary.

40412-o

Le Centre Éducatif Laurentien Inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Centre Éducatif Laurentien Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 28e jour de mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
LÉVIS GAGNON, *notaire.*

40455-o

Le Centre Éducatif Laurentien Inc.

Notice is given that "Le Centre Éducatif Laurentien Inc.", will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, the permission to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1971.

LÉVIS GAGNON, *Notary,*
Attorney for the company.

40455-o

La Salaison Brossard inc.

Avis est donné que la compagnie « La Salaison Brossard inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
DENIS BRASSARD.

40456-o

La Salaison Brossard inc.

Notice is given that "La Salaison Brossard inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 11th day of May, 1971.

DENIS BROSSARD,
Attorney for the Company.

40456

Divers
Compagnies

Service des Loisirs St-Zotique

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Service des Loisirs St-Zotique », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40457-o 10577-61

Tapis Le Marquis inc.

La compagnie « Tapis Le Marquis inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
FRANÇOIS TURNER.

40458-o 1617-71

Miscellaneous
Companies

Service des Loisirs St-Zotique

Notice is hereby given that on April 27, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1 to 41 of "Service des Loisirs St-Zotique", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40457 10577-61

Tapis Le Marquis inc.

Notice is given that "Tapis Le Marquis inc." changed the number of its directors from 3 to 5.

FRANÇOIS TURNER,
Secretary.

40458 1617-71

Montreal Survey Research Association Inc.
Association Montréalaise de Recherche par Sondage, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « C », de la corporation « Montreal Survey Research Association Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de janvier 1971, changeant son nom en celui de « Montreal Survey Research Association Inc. — Association Montréalaise de Recherche par Sondage, inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40357-o 313-71

Le Centre Hospitalier de l'Université Laval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 3, de la corporation « Le Centre Hospitalier de l'Université Laval », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40358-o 4223-65

Hôpital Saint-Joseph de Rimouski

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Saint-Joseph de Rimouski », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40359-o 36

1462 Guy inc.

Avis est donné qu'à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie « 1462 Guy inc. », tenue à Montréal, le 19 mai 1971, les administrateurs de la compagnie ont adopté un règlement pourvoyant à la distribution de tous les actifs de la compagnie à ses actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par eux, et que telle distribution aura lieu quinze (15) jours après la publication du présent avis.

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ SIMARD.

40361-o

Abattoir de Labelle ltée

Avis est donné que la compagnie « Abattoir de Labelle ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le présicent,
ALFRED VÉZINA.

40386 420-67

Montreal Survey Research Association Inc.
Association Montréalaise de Recherche par Sondage, inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "C", of the corporation "Montreal Survey Research Association Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of January, 1971, changing its name into that of "Montreal Survey Research Association Inc. — Association Montréalaise de Recherche par Sondage, inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40357-o 313-71

Le Centre Hospitalier de l'Université Laval

Notice is given that on May 13, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 3 of "Le Centre Hospitalier de l'Université Laval », and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40358 4223-65

Hôpital Saint-Joseph de Rimouski

Notice is given that on May 13, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40359 36

1462 Guy inc.

Notice is given that the directors of "1462 Guy inc." have, at the last meeting of the Board of Directors of said company, held at Montreal, on May 19th, 1971, adopted a by-law providing for the distribution of all the assets of the company among its shareholders proportionally to the number of shares held in the company and that such distribution shall be made fifteen (15) days after the publication of the present notice.

ANDRÉ SIMARD,
Attorney for the company.

40361-o

Abattoir de Labelle ltée

Notice is given that "Abattoir de Labelle ltée", has changed the number of its directors form 3 to 4.

ALFRED VÉZINA,
President.

40386-o 420-67

Silver Publishing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Advertising Administrators Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Silver Publishing Co. Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40363-o 14461-58

Summerlea Golf & Country Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 mai 1971, il a approuvé l'amendement au règlement numéro 6 de la corporation « Summerlea Golf & Country Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40364-o 1139-44

Vial Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Vial Construction ltée », ayant son siège social à Montréal au numéro 10,440 rue Merritt, constituée en vertu de la Loi des compagnies, tiendra une assemblée au 1395 est rue Fleury, à Montréal, le 16 juin 1971 selon l'article 81 paragraphe 2 de la première partie de la Loi des compagnies aux fins d'adopter les règlements généraux, le règlement bancaire, répartir les actions et élire les administrateurs.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1971.

L'administrateur provisoire,
40365-o ALDO SABBATINI.

L'Association hippique de Québec inc.

« L'Association hippique de Québec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 21 à 11.

Le président,
PIERRE CHALIFOUR.

40387-o 1397-68

Parallel Institute for Community and Regional Development
Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mai 1971, il a approuvé le règlement retranchant le règlement numéro 25 des règlements généraux de la corporation « Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40360-o 6179-69

Silver Publishing Co. Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Advertising Administrators Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of December 1958, changing its name into that of "Silver Publishing Co. Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40363-o 14461-58

Summerlea Golf & Country Club Inc.

Notice is given that, on May 11, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendment to by-law number 6 of "Summerlea Golf & Country Club Inc.", and such, under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40364 1139-44

Vial Construction Ltd.

Notice is given that "Vial Construction Ltd.", having his head office at Montreal, at number 10,440 Merritt Street, created in virtue of the Companies Act, will hold a meeting at 1395 Fleury Street East in Montreal, on June 16, 1971, in accordance with article 81 paragraph 2 of Part I of said act, in order to adopt the bank by-laws, borrowing by-law, issuance of chairs and election of directors.

Dated at Montreal, on this 17th day of May, 1971.

ALDO SABBATINI,
40365-o *Provisional Director.*

L'Association hippique de Québec inc.

Notice is given that "L'Association hippique de Québec inc.", changed the number of its directors from 21 to 11.

PIERRE CHALIFOUR,
President.

40387 1397-68

Parallel Institute for Community and Regional Development
Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire

Notice is given that on May 18, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law striking out by-law number 25 of the general by-laws of "Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40360 6179-69

Plassard Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la compagnie « Place Brossard Shopping Centre (1967) Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Plassard Realties Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40362-o 3766-67

Plassard Realties Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 2, of the company "Place Brossard Shopping Centre (1967) Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of October 1967, changing its name into that of "Plassard Realties Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40362-o 3766-67

Attractive Garment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Attractive Garment Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
TIBOR ROTH.

40388 10381-62

Attractive Garment Ltd.

Notice is given that "Attractive Garment Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

TIBOR ROTH,
Secretary.

40388-o 10381-62

Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.

La compagnie « Centre Éducatif et Culturel inc. — Educational & Cultural Center Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 8.

Le secrétaire,
EME. LACROIX.

40389-o 11969-56

Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.

Notice is given that "Centre Éducatif et Culturel inc. — Educational & Cultural Center Inc.", changed the number of its directors from 6 to 8.

EME. LACROIX,
Secretary.

40389 11969-56

The Cycle Ranch Inc.

Avis est donné que la compagnie « The Cycle Ranch Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ARMAND REEVES.

40390 2098-67

The Cycle Ranch Inc.

Notice is given that "The Cycle Ranch Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ARMAND REEVES,
Secretary.

40390-o 2098-67

Gero of Paris Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gero of Paris Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
GABOR GERO.

40391 12126-62

Gero of Paris Inc.

Notice is given that "Gero of Paris Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GABOR GERO,
President.

40391-o 12126-62

Grand'Mère General Hospital

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 mai 1971, il a approuvé le règlement spécial « A » et les règlements généraux de la corporation « Grand'Mère General Hospital », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40392-o 10783-61

Grand'Mère General Hospital

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on May 5, 1971, By-law Special "A" and the general by-laws of "Grand'Mère General Hospital", and such, pursuant to section 6 of Order in Council No. 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40392 10783-61

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 mai 1971, il a approuvé le règlement modifié numéro 2 de la corporation « Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc. », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40393-o 5043-67

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Notice is given that on May 5, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved amended by-law number 2 of "Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.", and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40393 5043-67

Gilles Robert & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « L & R Associés, inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Gilles Robert & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40394-o 1867-66

Gilles Robert & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "L & R Associés, inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of May 1966, changing its name into that of "Gilles Robert & Associés inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40394-o 1867-66

Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.
Bedford Golden Age Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club de l'Âge d'Or de Bedford inc. — Bedford Golden Age Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40414-o 1406-71

Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.
Bedford Golden Age Club Inc.

Notice is given that on May 18, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club de l'Âge d'Or de Bedford inc. — Bedford Golden Age Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40414 1406-71

Bishop's University Foundation

Le ministre des institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis que le 18 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Bishop's University Foundation », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40415-o 1125-71

Bishop's University Foundation

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 18, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Bishop's University Foundation".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40415 1125-71

Panex Travel Centers Inc.
Centres de Voyages Panex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement F, de la compagnie « Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de décembre 1969, changeant son nom en celui de « Panex Travel Centers Inc. — Centres de Voyages Panex inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40417-o 6358-69

Panex Travel Centers Inc.
Centres de Voyages Panex inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law F, of the company "Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée", incorporated by letters patent dated the 17th day of December 1969, changing its name into that of "Panex Travel Centers Inc. — Centres de Voyages Panex inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40417-o 6358-69

Cantol Diversified Ltd.

La compagnie « Cantol Diversified Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
JACK SHAYNE.

40416 2329-35

René Dion Réfrigération inc.

La compagnie « René Dion Réfrigération inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MICHEL CÔTÉ.

40418-o 12403-62

Le Domaine Familial incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Domaine Familial incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40419-o 15240-53

Educa

La corporation « Educa » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
MARCEL DIONNE.

40420-o 3209-64

L'Office du Tourisme de Granby inc.
Granby Tourist Bureau Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 mai 1971, il a approuvé les nouveaux règlements généraux de la corporation « L'Office du Tourisme de Granby inc.— Granby Tourist Bureau Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40422-o 907-67

R.R. Mac Donald inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Mac Donald Automobiles ltée — Mac Donald Automobiles Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de juillet 1968, changeant son nom en celui de « R.R. Mac Donald inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40424-o 3446-68

Cantol Diversified Ltd.

Notice is given that "Cantol Diversified Ltd.", has changed the number of its directors from 7 to 6.

JACK SHAYNE,
Secretary.

40416-o 2329-35

René Dion Réfrigération inc.

Notice is given that "René Dion Réfrigération inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHEL CÔTÉ,
Secretary.

40418 12403-62

Le Domaine Familial incorporé

Notice is given that on April 19, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Le Domaine Familial incorporé", and such, pursuant to Section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40419 15240-53

Educa

Notice is given that "Educa" changed the number of its directors from 5 to 6.

MARCEL DIONNE,
Secretary.

40420 3209-64

L'Office du Tourisme de Granby inc.
Granby Tourist Bureau Inc.

Notice is given that on May 7, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the new general by-laws of "L'Office du Tourisme de Granby inc.— Granby Tourist Bureau Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40422 907-67

R.R. Mac Donald inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Mac Donald Automobiles ltée — Mac Donald Automobiles Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of July, 1968, changing its name into that of "R.R. Mac Donald inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40424-o 3446-68

Enseignes Fecteau limitée

La compagnie « Enseignes Fecteau limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ROBERT FECTEAU.

40421-o 4313-65

Mac Donald Automobiles (1971) ltée
Mac Donald Automobiles (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la compagnie « Mac Donald Rambler (1968) Ltd.— Mac Donald Rambler (1968) ltée », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Mac Donald Automobiles (1971) ltée — Mac Donald Automobiles (1971) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40423-o 13256-62

Résidence Funéraire Ménard & Tremblay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « La Résidence Funéraire du Boulevard inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de janvier 1970, changeant son nom en celui de « Résidence Funéraire Ménard & Tremblay inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40425-o 318-70

Enseignes Fecteau limitée

Notice is given that "Enseignes Fecteau limitée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROBERT FECTEAU,
Secretary.

40421 4313-65

Mac Donald Automobiles (1971) ltée
Mac Donald Automobiles (1971) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5, of the company "Mac Donald Rambler (1968) Ltd.— Mac Donald Rambler (1968) ltée", incorporated by letters patent dated the 13th day of August, 1962, changing its name into that of "Mac Donald Automobiles (1971) ltée — Mac Donald Automobiles (1971) Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40423-o 13256-62

Résidence Funéraire Ménard & Tremblay inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "La Résidence Funéraire du Boulevard inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of January, 1970, changing its name into that of "Résidence Funéraire Ménard & Tremblay inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40425-o 318-70

Sièges sociaux

The Cedarhurst Association

Avis est donné que la compagnie « The Cedarhurst Association » a transféré son siège social du 161, avenue Bedbrook, Montréal-Ouest au 126, rue Ashmore, Châteauguay.

Le secrétaire,
P. F. FOULKES.

40368 13428-62

Craven Malo – Antiques & Interiors Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Craven Malo - Antiques & Interiors Ltd. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 17e jour d'avril 1970 et ayant son siège social à Montréal, a déménagé son bureau du 1374 ouest, rue Sherbrooke au 2134 rue Crescent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 12 mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
BLANSHAY & BLANSHAY.

40369 1702-70

Head Offices

The Cedarhurst Association

Notice is given that "The Cedarhurst Association" has transferred its head office from 161 Bedbrook Avenue, Montreal West to 126 Ashmore Street, Châteauguay.

P. F. FOULKES,
Secretary.

40368-o 13428-62

Craven Malo – Antiques & Interiors Ltd.

Notice is hereby given that "Craven Malo - Antiques & Interiors Ltd", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated the 17th of April, 1970, and having its head office in Montreal has moved its office from 1374 Sherbrooke Street West, to 2134 Crescent Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company, as being the head office of the company.

Montreal, May 12, 1971.

BLANSHAY & BLANSHAY,
Attorneys for the Company.

40369-o 1702-70

L. Beaudoin Upholstering Inc.
Rembourrage L. Beaudoin inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « L. Beaudoin Upholstering Inc. — Rembourrage L. Beaudoin inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 3 décembre 1970, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, a établi son bureau au 461, Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, ville de Laval, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social, et sa principale place d'affaires.

Donné à ville de Laval, ce 1er mars 1971.

Le président,
LÉOPOLD BEAUDOIN.

40366-o 5214-70

L. Beaudoin Upholstering Inc.
Rembourrage L. Beaudoin inc.

Notice is hereby given that "L. Beaudoin Upholstering Inc. — Rembourrage L. Beaudoin inc.", a company incorporated by letters patent issued on December 3, 1970, under the provisions of Part I of the Company Act, had having its head office in Laval, has established its office at 461 Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, in town of Laval, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principale place of business of said company.

Dated at town of Laval, this March 1, 1971.

LÉOPOLD BEAUDOIN,
President.

40366-o 5214-70

Max Bergoffen Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Max Bergoffen Ltd. », constituée par lettres patentes le 22 octobre 1955 et ayant son siège social à Montréal, a transféré son bureau du 5165 ouest, rue Sherbrooke, au bureau 407, 310, avenue Victoria.

Le 1er mai 1971.

(Sceau) *Le président,*
MAX BERGOFFEN.

40367 12813-55

Max Bergoffen Ltd.

Notice is hereby given that "Max Bergoffen Ltd." incorporated by letters patent on October, 22, 1955 and having its head office in Montreal, has transferred its office from 5165 Sherbrooke Street West, to Suite 407, 310 Victoria Avenue.

May 1, 1971.

(Seal) MAX BERGOFFEN,
President.

40367-o 12813-55

Geocro inc.

Avis est donné que la compagnie « Geocro inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juin 1966 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 132, rue Dobie, l'a transporté à la suite 2104, 800, Square Victoria, Montréal 115, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 26e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
JAIME W. DUNTON.

40370-o 2439-66

Geocro inc.

Notice is hereby given that "Geocro inc.", incorporated by letters patent on the June 10, 1966, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at 132 Dobie Street has moved it to Room 2104, 800 Square Victoria, Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of May, 1970.

JAIME W. DUNTON,
Secretary.

40370-o 2439-66

Les Immeubles des braves ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles des braves ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 août 1962 et ayant son siège social dans la localité de Québec, a établi son bureau au numéro 65, de la rue Ste-Anne, Québec 4.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 26 avril 1971.

Le secrétaire,
PIERRE LARUE.

40371-o 13632-62

Les Immeubles des braves ltée

Notice is given that "Les Immeubles des braves ltée", incorporated by letters patent on August 29, 1962 and having its head office in Québec, has established its office at 65 Ste. Anne Street, Québec 4.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, on April 26, 1971.

PIERRE LARUE,
Secretary.

40371-o 13632-62

Recreation Vehicles (Québec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Recreation Vehicles (Québec) Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 27 janvier 1971, et ayant son siège social dans St-Lambert, Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 185, de l'avenue Maple, l'a transporté au numéro 15, de la rue Grand Trunk.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Lambert, ce 12e jour de mai 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ANDRÉ GIBEAULT.

40372-o 370-71

Tissus Marcelle inc.

Avis est donné que la compagnie « Tissus Marcelle inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1970, et ayant son bureau principal dans la ville de Laval, a établi son bureau au No 336, Chemin de la Normandie à Pont-Viau, Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mars 1970.

MAURICE LAPIERRE.

40373-o 759-70

Agence Aigle Sécurité Privée ltée

La compagnie « Agence Aigle Sécurité Privée ltée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 71, rue Pie IX, Louiseville au numéro 1293, rue Hart, Trois-Rivières.

Le secrétaire,
ALPHONSE LAFRENIÈRE.

40395-o 6329-69

Expo Aluminium Inc.

Avis est donné que la compagnie « Expo Aluminium Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 16 mars 1971, et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 5769, 11e Avenue, Rosemont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er avril 1971.

Le président,
LÉO HAMEL.

40396-o 1272-71

Les Placements Friger ltée

La compagnie « Les Placements Friger ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3033 est, rue Jarry, Montréal à Estérel.

Le secrétaire,
GERMAINE D. SIMARD.

40397-o 15130-59

Recreation Vehicles (Québec) Inc.

Notice is given that the company "Recreation Vehicles (Québec) Inc.", incorporated under the Part I of the Québec Companies Act on January 27, 1970 and having its head office in the city of St-Lambert, Québec, where its office was situated up to to-day at number 185 Maple Avenue, has moved it to number 15 Grand Trunk.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Lambert, this 12th day of May, 1971.

(Seal) ANDRÉ GIBEAULT,
Secretary.

40372-o 370-71

Tissus Marcelle inc.

Notice is given that "Tissus Marcelle inc.", incorporated by letters patent on February 27, 1970 and having its head office in the city of Laval, has established its office at No. 336 Normandie Road, Pont-Viau, Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1970.

MAURICE LAPIERRE.

40373 759-70

Agence Aigle Sécurité Privée ltée

Notice is given that "Agence Aigle Sécurité Privée ltée", has moved its head office from number 71 Pie IX Street, Louiseville, to number 1293 Hart Street, Trois-Rivières.

ALPHONSE LAFRENIÈRE,
Secretary.

40395 6329-69

Expo Aluminium Inc.

Notice is given that "Expo Aluminium Inc.", incorporated in the province of Québec under Part I of the Companies Act on March 16, 1971, and having its head office in Montreal, province of Québec, has established its office at 5769, 11th Avenue, Rosemount.

As of the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, April 1, 1971.

LÉO HAMEL,
President.

40396 1272-71

Les Placements Friger ltée

Notice is given that "Les Placements Friger ltée" changed its head office from 3033 Jarry Street East, Montreal to Estérel.

GERMAINE D. SIMARD,
Secretary.

40397 15130-59

Trister, Julien & Associates Ltd.
Trister, Julien & associés ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Emilara Inc. » (qui s'appelle maintenant « Trister, Julien & Associates Ltd. — Trister, Julien & associés ltée »), constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 17e jour de février 1970 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 7565, Lacordaire, Montréal.

À compter du 17e jour de février 1970, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté dans la ville de Montréal, ce septième jour de mai 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
CLAUDE JULIEN.

40398 739-70

Trister, Julien & Associates Ltd.
Trister, Julien & associés ltée

Notice is hereby given that "Emilara Inc." (now called "Trister, Julien & Associates Ltd. — Trister, Julien & associés ltée"), incorporated under the Companies Act by letrers patent dated the 17th day of February, 1970, and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, has established its head office at 7565 Lacordaire, Montreal.

From and after the 17th day of February 1970, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, this seventh day of May 1971.

(Seal) CLAUDE JULIEN,
Secretary.

40398-o 739-70

Educa

La corporation « Educa » donne avis qu'elle a changé son siège social de Lévis au numéro 2050, boulevard Saint-Cyrille ouest, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
MARCEL DIONNE.

40420-o 3209-64

Educa

Notice is given that "Educa" changed its head office from Lévis to 2050 St. Cyrille Boulevard West, St. Foy.

MARCEL DIONNE,
Secretary.

40420 3209-64

Can-African Limited

Avis est donné que « Can-African Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 22 mars 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 1115 ouest, rue Sherbrooke, suite 1504.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de mai 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
FERNAND LALONDE.

40426-o 1452-71

Can-African Limited

Notice is hereby given that "Can-African Limited", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Companies Act on March 22, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1115 Sherbrooke Street West, room 1504.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of May, 1971.

(Seal) FERNAND LALONDE,
Secretary.

40426-o 1452-71

Les Entreprises Claude P. Fortin inc.

Avis est donné que « Les Entreprises Claude P. Fortin inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi de la compagnie, en date du vingt-six février mil neuf cent soixante et onze, et ayant son siège social dans la ville de Ste-Foy, district de Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro 3,155, rue Marsolet.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 15e jour de mars 1971.

Le président,
CLAUDE P. FORTIN.

40429-o 962-71

Les Entreprises Claude P. Fortin inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Claude P. Fortin inc.", incorporated by letters patent granted under Part I of the Companies Act on the twenty-sixth day of February, nineteen seventy-one, and having its head office in the city of St-Foy, district of Québec, Province of Québec, has established its office at number 3,155 Marsolet Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 15th day of March, 1971.

CLAUDE P. FORTIN,
President.

40429-o 962-71

Le coin du sportif P.M. inc.

Avis est donné que la compagnie « Le coin du sportif P.M. inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1971 et ayant son siège social en la ville de Laval, a établi son bureau d'affaires au numéro 396, de la rue Cartier.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ville de Laval, ce 5e jour de mai, 1971.

Le secrétaire,
JACQUES MORAND.

40427-o 5396-70

Le coin du sportif P.M. inc.

Notice is given that "Le coin du sportif P.M. inc.", incorporated by letters patent dated February 3, 1971 and having its head office in the city of Laval, has established its place of business at 396 Cartier Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in the city of Laval, this 5th day of May, 1971.

JACQUES MORAND,
Secretary.

40427 5396-70

Matériaux de construction E.A.S. inc.
E.A.S. Building Materials Inc.

Avis est donné que la compagnie « Matériaux de construction E.A.S. inc.— E.A.S. Building Materials Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 207, rue Van Horne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour d'avril 1971.

Le président,
JEAN-CHARLES CHARUEST.

40428-o 1669-71

Matériaux de construction E.A.S. inc.
E.A.S. Building Materials Inc.

Notice is hereby given that the "Matériaux de construction E.A.S. inc.— E.A.S. Building Materials Inc." company, incorporated by letters patent on the 1st day of April, 1971, and having its head office in Montreal has established its office at 207 Van Horne Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of April 1971.

JEAN-CHARLES CHARUEST,
President.

40428-o 1669-71

Entreprises Guy Sauvé inc.
Guy Sauvé Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Guy Sauvé inc. — Guy Sauvé Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 janvier 1971 et ayant son siège social à St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1158, de la Montée de Liesse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14e jour de mai 1971.

Le président,
GUY SAUVÉ.

40430-o 5699-70

Entreprises Guy Sauvé inc.
Guy Sauvé Enterprises Inc.

Notice is hereby given that the "Entreprises Guy Sauvé inc. — Guy Sauvé Enterprises Inc. », company incorporated by letters on January 29, 1971, and having its head office in St-Laurent, has established its office at No. 1158 Montée de Liesse.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of May 1971.

GUY SAUVÉ,
President.

40430-o 5699-70

Guy Le Page inc.

Avis est donné que la compagnie « Guy Le Page inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies, en date du troisième jour de mars 1971, et ayant son siège social dans la ville de Lévis, district de Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro 27, rue Fraser.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Lévis, ce douzième jour d'avril 1971.

Le président,
GUY LE PAGE.

40432-o 1053-71

Guy Le Page inc.

Notice is hereby given that the "Guy Le Page inc.", company incorporated by letters patent, granted under provisions of Part I of the Companies Act, on the third day of March, 1971, and having its head office in the city of Lévis, district of Québec, Province of Québec, has established its office at number 27 Fraser Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Lévis, this twelfth day of April, 1971.

GUY LE PAGE,
President.

40432-o 1053-71

Franroc ltée
Franroc Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Franroc ltée — Franroc Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 16 avril 1971, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Bromont, a établi son bureau à Bromont, district de Bedford.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Donné à Bromont, ce 16e jour d'avril 1971.

(Sceau) Franroc ltée,
L'assistant secrétaire,
RÉJEAN-R. LEFRANÇOIS.

40431-o 1928-71

Franroc ltée
Franroc Ltd.

Notice is hereby given that "Franroc ltée — Franroc Ltd.", a company incorporated by letters patent issued on April 16, 1971, under the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in Bromont has established its office at Bromont, district of Bedford.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Dated at Bromont, this 16th day of April 1971.

(Seal) Franroc Ltd.,
RÉJAEN-R. LEFRANÇOIS,
Assistant secretary.

40431-o 1928-71

Maskalab inc.

La compagnie « Maskalab inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, au numéro 130, avenue Saint-Simon, Saint-Hyacinthe.

Le secrétaire,
CLAUDE GONTHIER.

40433-o 789-71

Maskalab inc.

Notice is given that "Maskalab inc." has changed its head office from Saint-Joseph, district of Saint-Hyacinthe to number 130, Saint-Simon Avenue, Saint-Hyacinthe.

CLAUDE GONTHIER,
Secretary.

40433 789-71

La Société de renouvellement de l'Est de Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société de renouvellement de l'Est de Montréal inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises en date du 14 septembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 865, de la rue Ste. Catherine est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14e jour de janvier 1971.

Le président,
MARC CARRIÈRE.

40434-o 3230-70

La Société de renouvellement de l'Est de Montréal inc.

Notice is hereby given that "La Société de renouvellement de l'Est de Montréal inc.", corporation incorporated by letters patent the 14th day of September 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at 865 St. Catherine Street East,

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Montreal, this 14th day of January 1971.

MARC CARRIÈRE,
President.

40434-o 3230-70

Verbois inc.

Avis est donné que la compagnie « Verbois Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mai 1968 et ayant son siège social au 915 ouest, Boulevard St-Cyrille, Sillery, Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à 2065, rue Bois-Joli.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 12e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
MICHEL DOYON.

40437-o 2445-68

Verbois inc.

Notice is given that "Verbois inc.", incorporated by letters patent dated May 27, 1968 and having its head office at 915 St-Cyrille Boulevard West, Sillery, Québec, where it had its office situated until today, has transferred it to 2065 Bois-Joli Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 12th day of May, 1971.

MICHEL DOYON,
Secretary.

40437 2445-68

La Tourbière St-Ulric, inc.
St. Ulric Peat-Moss Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Tourbière St-Ulric inc. — St. Ulric Peat-Moss Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 8e jour d'avril 1971, et ayant son siège social à St-Ulric, a établi son bureau à St-Ulric, comté deMatane.

Le secrétaire,
JACQUES CÔTÉ, *notaire.*

40435-o 1707-71

Tracteurs Rimouski, inc.
Rimouski Tractors, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tracteurs Rimouski inc. — Rimouski Tractors Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971 et ayant son siège social a Rimouski Est, a établi son bureau au numéro divique 20, rue St-Germain est.

Le secrétaire,
ROGER ST-AMAND.

40436-o 1355-71

Westmount Car Wash Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Westmount Car Wash Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 17 mars 1970, et ayant son siège social à Westmount, P.Q., a établi son bureau principal au 4428 ouest, rue Ste-Catherine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., le 18e jour de mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
F. A. CHEFTECHI.

40438-o 1179-70

La Tourbière St-Ulric, inc.
St. Ulric Peat-Moss Inc.

Notice is given that "La Tourbière St-Ulric inc. — St. Ulric Peat-Moss Inc.", incorporate under Part I of the Companie Act, by letters patent bearing date the 8th day of April, 1971, and having its head office in St-Ulric has established its office at St-Ulric, county of Matane.

JACQUES CÔTÉ, *Notary,*
Secretary.

40435-o 1707-71

Tracteurs Rimouski, inc.
Rimouski Tractors, Inc.

Notice is given that "Tracteurs Rimouski inc. — Rimouski Tractors Inc.", incorporate under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date the 30th day of March, 1971 and having its head office in Rimouski East, has established its office at No. 20, St. Germain East Street.

ROGER ST-AMAND,
Secretary.

40436-o 1355-71

Westmount Car Wash Ltd.

Notice is hereby given "Westmount Car Wash Ltd.", incorporated by letters patent dated March 17, 1970, and having its head office in Westmount, P.Q., has established its head office at 4428 St. Catherine Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., as of the 18th day of March, 1970.

F. A. CHEFTECHI,
Secretary-Treasurer.

40438-o 1179-70

Avis divers

Succession Laure Crevier

Avis est donné que Mlle Luce Crevier, célibataire majeure, hospitalisée à l'Hôpital Charles-Lemoyne, à Ville Lemoyne, et qui a établi son domicile à Laval, au No 1019 de la rue Condé, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mlle Laure Crevier, célibataire majeure, en son vivant domiciliée à Longueuil, aux termes de l'acte passé à Ville Lemoyne, devant Me André Desrochers, notaire à Laval, au No 3606 du boulevard de la Concorde, le 22 février 1971, enregistré au bureau de la division de Chambly, sous le numéro 339663.

Le procureur,
ANDRÉ DESROCHERS, *notaire.*

40451-o

Miscellaneous Notices

Estate of Laure Crevier

Notice is given that Miss Luce Crevier, spinster of the full age of majority, hospitalized at Charles-Lemoyne Hospital, in the Town of Lemoyne, and who established her domicile at Laval, at 1019 Condé Street, accepted, under benefit of inventory, the estate of Miss Laure Crevier, spinster of the full age of majority, in her lifetime domiciled at Longueuil, according to the terms of a deed passed in the Town of Lemoyne, before Me André Desrochers, notary at Laval, at 3606 Concorde Boulevard, on February 22, 1971, registered at the office of the division of Chambly, under number 339663.

ANDRÉ DESROCHERS, *Notary,*
Attorney.

40451

Corporation des Ingénieurs du Québec

Avis est donné que l'ingénieur Robert-A. Boyd, domicilié au 1275, Chemin Forest, à Outremont, district de Montréal, a été trouvé coupable d'infraction aux principes directeurs numéros 1, 3 et 4 du Code d'Éthique de la « Corporation des Ingénieurs du Québec » et, en conséquence, a été censuré pour ses actes.

40348-o

Corporation of Engineers of Québec

Notice is hereby given that Mr. Robert-A. Boyd, Eng., residing at 1275, Chemin Forest, Outremont, has been found guilty of violating the directing principles number 1, 3 and 4 of the Code of Ethics of the "Corporation of Engineers of Québec" and, consequently, has been censured for his actions.

40348-o

Lettres patentes

Club de Golf Candiac (1970) inc. Candiac Golf Club (1970) Inc.

Correction

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes en date du 29 décembre 1970, de la compagnie « Club de Golf Candiac inc. — Candiac Golf Club Inc. », 1° en y ajoutant dans le nom de la compagnie le millésime « 1970 », de manière que le nouveau nom se lise « Club de Golf Candiac (1970) inc. — Candiac Golf Club (1970) Inc. »; 2° en y remplaçant la clause « le capital-actions de la compagnie est de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair », par « le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair. La considération globale pour l'émission desdites actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas dépasser la somme de $500,000, en argent ou en dollars ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345-o 4731-70

Letters Patent

Club de Golf Candiac (1970) inc. Candiac Golf Club (1970) Inc.

Correction

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to correct the letters patent dated December 29, 1970 of "Club de Golf Candiac inc. — Candiac Golf Club Inc.", 1. by adding to the name of the company the date "1970" for the new name to become "Club de Golf Candiac (1970) inc. — Candiac Golf Club (1970) Inc.; 2. by replacing the clause "the capital stock of the company is $100,000, divided into 500 common shares without par value" by "the capital stock of the company is divided into 500 common shares without par value. The aggregate consideration for the issue of the said common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $500,000".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345 4731-70

Compagnies étrangères *Permis*

Dana Home Care Products Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Dana Home Care Products Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est le bureau de MM. Marquis, Marceau, Jessop, Gagnon & Demers, 500 est, Grande-Allée, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 500 est, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 25-71

Extra-Provincial Companies *Licenses*

Dana Home Care Products Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Dana Home Care Products Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agents for the purpose of receiving services in proceedings against the company are Messrs. Marquis, Marceau, Jessop, Gagnon & Demers, 500 Grande Allée East, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 500 Grande Allée East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 25-71

Mana Resources, Inc.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Mana Resources, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 37-71

Mana Resources, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Mana Resources, Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40345-o 37-71

Santack Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Santack Mines Limited » a été autorisée à vendre, ou d'aliéner autrement dans la province de Québec ses actions, valeurs, certificats, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Guy Boisvert, bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est établi au bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 1-71

Santack Mines Limited

Notice is given that "Santack Mines Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purposes of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Guy Boisvert, Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40345-o 1-71

Ugine Kuhlmann of America, Inc.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ugine Kuhlmann of America, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Régis de Beuverand de la Loyère, app. 2014, 4854, chemin de la Côte des Neiges, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 2500, Route transcanadienne, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 38-71

Ugine Kuhlmann of America, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Ugine Kuhlmann of America, Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Régis de Beuverand de la Loyère, Apt. No. 2014, 4854 Côte des Neiges Road, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2500 Trans Canada Highway, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40345-o 38-71

Alltrans Holdings (Canada) Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Alltrans Holdings (Canada) Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Réjean-R. Lefrançois, 5325 est, rue Jean-Talon, Saint-Léonard.

Alltrans Holdings (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Alltrans Holdings (Canada) Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon Street East, St-Léonard.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 2215, chemin Saint-François, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 27-71

Ithacan Development Corporation Limited

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ithacan Development Corporation Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Ross Goodwin, avocat et procureur, a/s MM. Des Rivières, Choquette, Rioux, Paquet, Goodwin & Vermette, 71, rue Saint-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 71, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40345 34-71

The principal office of the company in the Province is at 2215 St. Francis Road, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 27-71

Ithacan Development Corporation Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Ithacan Development Corporation Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Ross Goodwin, Barrister and Solicitor, c/o Messrs. Des Rivières, Choquette, Rioux, Paquet, Goodwin & Vermette, 71 St-Pierre Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 71 St-Pierre Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40345-o 34-71

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Sault au Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 563 est ajouté et que les lots 262-1 à 262-3, 261-2 à 261-4, 257-1 à 257-7, une partie des lots 262-4, 261-1, 261-5, 261-262 à 261-264, 260-109 à 260-116, 257-236 à 257-238, 257-10, 257-8 et une partie des lots 257, 260 à 262 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1971.

Le sous-ministre,
40402-o FERNAND BOUTIN.

Canton Westbury

Cadastre officiel du canton Westbury, municipalité de la ville d'East Angus, division d'enregistrement de Compton.

Avis est par la présente donné que les lots 13-248 à 13-250 du Rang III sont ajoutés et que les lots 13-21-1 à 13-21-3, 13-22-2, 13-21 et qu'une partie du lot 13-22 du Rang III sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 avril 1971.

Le sous-ministre,
40402-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Sault au Récollet

Official cadastre of the parish of Sault au Recollet, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 563 is added and that lots 262-1 to 262-3, 261-2 to 261-4, 257-1 to 257-7 and a part of lots 262-4, 261-1, 261-5, 261-262 to 261-264, 260-109 to 260-116, 257-236 to 257-238, 257-10, 257-8 and a part of lots 257, 260 to 262 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40402-o *Deputy Minister.*

Township of Westbury

Official cadastre of township of Westbury, municipality of the town of East Angus, registration division of Compton.

Notice is hereby given that lots 13-248 to 13-250 of Range III are added and that lots 13-21-1 to 13-21-3, 13-22-2, 13-21 and a part of lot 13-22 of Range III are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 19, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40402-o *Deputy Minister.*

Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval

Avis

Concernant la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique, des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe « *a* » de la section 3, chapitre 104 des Lois 1930-1931, sont invités, s'il y a lieu, à me faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête. Ces motifs devront être exposés pendant la période se terminant le 31 juillet 1971.

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1*a*, 1*b*, 1*c* et 1*d* de la section 4, chapitre 104 des Lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre des Terres et Forêts,
KEVIN DRUMMOND.

40403-23-4-o

Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division

Notice

Concerning the partial updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division.

The property-owners interested in the up-dating of the cadastre for the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose who did not attend the public meeting which was held to examine the documents respecting the subdivisions of certain lots which are parts of the cadastral entities mentioned above and who, afterwards, did not sign the petition referred to in paragraph "*a*" of section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931, are invited where necessary, to make known in writing or orally the reasons for their apposition to this petition. These reasons must be given before July 31, 1971.

Later, if I feel able to comply with the petition, with or without modification, after examining, where necessary, the reasons advanced or after hearing the interested parties, I may then permit that a plan and book of reference be made of the subdivision of the said land or part of such land provided the formalities set out in paragraphs 1*a*, 1*b*, 1*c* and 1*d* of section 4, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931 are observed.

Québec, May 27, 1971.

KEVIN DRUMMOND,
Minister of Lands and Forests.

40403-23-4

Village inc. de la Côte des Neiges

Cadastre officiel du village Inc. de la Côte des Neiges, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 183 est ajouté et que le lot 160-48A et qu'une partie des lots 160, 161, 161-48 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40402-o

Village Inc. of Côte des Neiges

Official cadastre of village Inc. of Côte des Neiges, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 183 is added and that lot 160-48A and a part of lots 160, 161, 161-48 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 14, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

40402-o

Canton de Hull

Cadastre officiel du canton de Hull, municipalité de la cité de Hull, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que le lot 8D-436 du rang V est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40402-o

Township of Hull

Official cadastre of township of Hull, municipality of the city of Hull, registration division of Hull.

Notice is hereby given that lot 8D-436 of Range V is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 14, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

40402-o

Canton de Roberval

Cadastre officiel du canton de Roberval, municipalité de la cité de Roberval, division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 70-152 à 70-159, 70-161 à 70-198 et la partie restante des lots 70-135, 70-136, 70-138 à 70-145, 70-151 et 70-160 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 avril 1971.

Le sous-ministre,
40402-o FERNAND BOUTIN.

Township of Roberval

Official cadastre of township of Roberval, municipality of the city of Roberval, registration division of Lake St-Jean West.

Notice is hereby given that lots 70-152 to 70-159, 70-161 to 70-198 and a remaining part of lots 70-135, 70-136, 70-138 to 70-145, 70-151 and 70-160 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 15, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40402-o *Deputy Minister.*

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Domaine Concordia ltée
Concordia Estates Ltd.

Avis est par la présente donné que « Domaine Concordia Ltée — Concordia Estates Ltd », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi changeant l'exercice d'une servitude grevant un certain immeuble situé dans le quartier Montcalm de la ville de Québec dont ladite corporation est la preneuse en vertu d'un bail emphythéotique.

Québec, le 19 mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
40277-21-4-o LESAGE, COOTE & LESAGE.

Domaine Concordia ltée
Concordia Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Domaine Concordia ltée — Concordia Estates Ltd.", will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an Act to change the exercice of a servitude affecting a certain immoveable in the Montcalm Ward in the city of Québec of which the said company is the emphyteutic lessee.

Québec, May 19, 1971.

LESAGE, COOTE & LESAGE,
40277-21-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

St. Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

« St. Fabien Copper Mines Limited » (No Personal Liability) donne avis qu'elle s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi validant l'émission de certaines actions de son capital-actions à escompte.

Québec, ce 14 mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE,
40284-22-4-o CANTIN & MARTIN.

St. Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

"St. Fabien Copper Mines Limited" (No Personal Liability) gives notice that it will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law validating the issuance of certain shares of its share capital at a discount.

Québec, May 14, 1971.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE,
CANTIN & MARTIN,
40284-22-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Succession Emmanuel Solomon

Sylvia Solomon, épouse de Norman Morris, et Naomi Solomon, épouse de Joel Salomon, agissant en leur qualité d'exécutrices testamentaires et légataires fiduciaires des biens de la succession Emmanuel Solomon, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant les dispositions testamentaires de Monsieur Emmanuel Solomon relativement au pouvoirs de placement.

Montréal, le 20 mai 1971.

Les procureurs des requérants,
PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
40327-22-4-o PHILLIPS & ROTHMAN.

Estate of Emmanuel Solomon

Sylvia Solomon, wife of Norman Morris, and Naomi Solomon, wife of Joel Salomon, acting in their capacity as testamentary executrices of the estate of Emmanuel Solomon, hereby give notice that they will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law modifying the testamentary provisions of Emmanuel Solomon respecting the powers of investment.

Montreal, May 20, 1971.

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN,
40327-22-4-o *Attorneys for the petitioners.*

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Avis est donné que les soussignés: Armand Desrochers, marchand, Jacques Alexanian, pasteur, Armand Bilodeau, journalier, Jack Cochrane, professeur, et H. Allan Johnston, médecin, tous de la cité de Sherbrooke, adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander la constitution en corporation de l'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 305, Statuts refondus de la province de Québec, 1964, et amendements.

Sherbrooke, Québec, le 7 mai 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
40138-20-4-o H. ALLAN JOHNSTON.

Ville de La Prairie

Avis public

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de La Prairie » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation la servitude de droit de passage et de voie d'évitement établie et constituée pour l'érection, l'établissement et l'exploitation d'une voie d'évitement de chemin de fer communiquant de la voie principale du chemin de fer du Canadien National à La Prairie jusqu'à la propriété occupée par la compagnie Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2° pour être autorisée à acquérir de gré à gré de toute corporation de la Couronne du Canada certains immeubles et à les revendre, sujet à l'approbation de la Commission Municipale de Québec, et pour être autorisée à emprunter à cette fin;

3° Pour être autorisée à vendre à un prix inférieur au coût d'acquisition les lots acquis en vertu des dispositions de la Loi des Fonds Industriels.

4° pour être autorisée à accorder, par résolution, à Messieurs Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin et Paul-Henri Beauvais, une pension viagère payable à même les fonds généraux de la ville,

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 13 mai 1971.

Les procureurs de la Ville de La Prairie,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40267-21-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Église Luthérienne du Bon Pasteur

Avis public est par les présentes donné que l'Église Lutherienne du Bon Pasteur, une congrégation religieuse ayant son église au numéro 29 Chemin Devonshire en la cité de St-Lambert, s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant l'Église Luthérienne du Bon Pasteur en corporation ecclésiastique avec pouvoir, entre autres, de tenir des registres de l'État Civil.

Le procureur,
40216-21-4-o ARMAND POUPART JR.

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Notice is hereby given that the undersigned: Armand Desrochers, merchant, Jacques Alexanian, pastor, Armand Bilodeau, journeyman, Jack Cochrane, teacher, and H. Allan Johnston, physician, all of the city of Sherbrooke, will present a petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for incorporation of "L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke" under the Church Incorporation Act, chapter 305, Revised Statutes of the Province of Québec, 1964, and amendments.

Sherbrooke, Québec, May 7, 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
40138-20-4 H. ALLAN JOHNSTON.

Town of La Prairie

Public notice

Public notice is hereby given that the "Town of La Prairie" will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to acquire by consent or by expropriation the right of way granted by the town for the installation and operation of a by-pass road of the railroad from the main line of the Canadian National Railways in the Town of La Prairie to the property occupied by the Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2. to be authorized to acquire by consent from any Crown Corporation certain immoveables, to sell said immoveables with the approval of the Québec Municipal Commission and to be authorized to borrow for said purpose;

3. to be authorized to sell some lots acquired under the provisions of the Industrial Funds Act;

4. to be authorized to grant, by resolution, to Messrs. Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin and Paul-Henri Beauvais, a pension payable from the general funds of the town,

and for all other purposes.

Montreal, May 13, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40267-21-4-o *Attorneys for the Town of La Prairie.*

Good Shepherd Lutheran Church

Public notice is hereby given that the Good Shepherd Lutheran Church, a religious congregation having its place of Worship at number 1389 Victoria Street, in the city of St-Lambert, will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at the present or next Session, for the passing of an Act to Incorporate Good Shepherd Lutheran Church, with power, inter alia, to keep registers of Civil Status.

ARMAND POUPART JR,
40216-21-4-o *Attorney.*

The Church of God of Prophecy of Canada

Avis public est par les présentes donné que « The Church of God of Prophecy of Canada », s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à se procurer et à faire authentiquer et tenir des registres des actes de l'état civil et à y inscrire les actes de l'état civil;

2° pour que lesdits registres et les actes de l'état civil qui y seront inscrits aient la même valeur légale et la même authenticité que les registres et les actes d'état civil tenus et inscrits en vertu de l'article 42 du Code civil.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les Procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40215-21-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Cité de Verdun

Avis public supplémentaire est par les présentes donné que la Cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte pour autoriser la cité, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par son conseil municipal et l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec, à emprunter par émission d'obligations ou autrement, la somme de $600,000 pour la construction d'une patinoire recouverte à glace artificielle et travaux connexes dans les limites de la municipalité, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40217-21-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

The Church of God of Prophecy of Canada

Public notice is hereby given that "The Church of God of Prophecy of Canada", will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to procure and cause to be authenticated registers of civil status and inscribe therein acts of civil status;

2. in order that said registers and the acts of civil status inscribed therein have the same legal validity and the same authenticity as registers kept and acts of civil status inscribed therein by virtue of article 42 of the Civil Code.

and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40215-21-4-o *Attorneys*

City of Verdun

Supplementary public notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter to authorize the city, without any other formality than the adoption of a by-law by its municipal council and the approval of such by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to borrow by bond issue or otherwise, the sum of $600,000 for the construction of a covered artificial ice skating rink within the limits of the city, and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40217-21-4-o *Attorneys*

Changement de nom — Loi du
Demandes

Mary Ann Jasmin

Avis est, par les présentes, donné que Mary Ann Jasmin, fille majeure de la cité de Laval, district de Montréal, et demeurant à 20A Robin, adresse une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'autoriser à changer son nom de famille, de Jasmin à Millar.

Les procureurs de la requérante,
40407-23-2-o ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

Alan Bruce Garlick

Avis est par les présentes donné que Alan Bruce Garlick, résidant et domicilié au 12,522 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Alan Bruce Garlick à celui de Alan Bruce McDougal.

Montréal, le 31e jour de mai 1971.

Les procureurs du requérant,
40452-23-2-o CLOUTIER, TELLIER & PAQUIN.

Change of name — Act
Applications

Mary Ann Jasmin

Notic is given that Mary Ann Jasmin, spinster, of the city of Laval therein residing at 20A Robin Street is making application to the Lieutenant-Governor in Counsil for the Province of Québec for authorization to change her surname from Jasmin to Millar.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,
40407-23-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Alan Bruce Garlick

Notice is hereby given that Alan Bruce Garlick residing at 12,522 Blvd Gouin, West, will present to Lieutenant-Governor in Council a request to change his name to Alan Bruce McDougal, as settle by law disposition.

Montreal, this 31st day of May, 1971.

CLOUTIER, TELLIER & PAQUIN,
40452-23-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Roger Khatchoian

Avis est donné que M. Roger Khatchoian, connu aussi sous le nom de Katchoyan, époux de Mary Noelle Zarb, tous deux résidant et domiciliés au 2068 Sherbrooke Ouest, App. 14, Montréal, présentera à l'honorable ministre de la Justice, une requête afin de changer son nom pour celui de Roger Katch; la seule autre personne vivante susceptible de voir son nom changé à la suite de cette requête sera son épouse ci-haut mentionnée.

Montréal, le 27 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST,
40453-23-2-o RAYMOND, LÉTOURNEAU & ROY.

Barry Saul David Goldberg

Avis est par les présentes donné que M. Barry Saul David Goldberg optométriste époux de Dame Fern Alice Stober résidant au 2300 rue Gold, Ville St-Laurent district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Barry Saul David Goldberg à celui de Brian Saul David Goldberg.

Montréal, ce 25 mai 1971.

40374-23-2-o Mes. KRAVITZ & KRAVITZ.

Waguih Jean Marie Macarios

Avis est donné que Waguih Jean Marie Macarios, étudiant, domicilié en les cité et district de Montréal, au 4240 rue Bélanger, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Guy Jean Marie Macarios.

Montréal, le 10 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
40375-23-2-o EMERY, BLAIN & VALLERAND.

Ronald Edwin Juchniewicz

Avis est donné par les présentes que Ronald Edwin Juchniewicz, administrateur, domicilié au 6805 rue Viau, app. no. 1, à Montréal, présentera au lieutenant-gouverneur en conseil une requête afin de changer son nom en celui de Ronald Edwin Yule.

Montréal, le 17 mai. 1971.

Les procureurs du requérant,
DECARY, GUY, VAILLANCOURT,
40299-22-2-o BERTRAND & BOURGEOIS.

Pierre Emmanuel Castellana

Avis est donné, par les présentes, que Pierre Emmanuel Castellana, esthéticien électrologiste, domicilié à 970, avenue Cartier, Québec, s'adressera au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de Pierre de Ries. Ce changement s'appliquera aussi à son épouse née Carmen Morissette demeurant à la même adresse.

Les procureurs du requérant,
MARQUIS, MARCEAU,
40326-22-2-o JESSOP & GAGNON.

Roger Khatchoian

Notice is given that Mr. Roger Khatchoian, also known under the name of Katchoyan, married with Mary Noelle Zarb, both residing and domiciled at 2068 Sherbrooke Street West, Apt. 14, Montreal, will transmit to the Honourable Minister of Justice of this Province, an application asking for a change of his name into the name of Roger Katch; the only other living person whose name may be changed pursuant to the application will be his above mentioned wife.

Montreal, May 27, 1971.

LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST,
RAYMOND, LÉTOURNEAU & ROY,
40453-23-2-o *Attorneys for Applicant.*

Barry Saul David Goldberg

Notice is hereby given that Barry Saul David Goldberg optometrist husband of Dame Fern Alice Stober residing at 2300, Gold Street, city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Licutenant-Governor n Council to have his name changed from Barry Saul David Goldbert to Brian Saul David Goldberg.

Montreal, May 25, 1971.

40374-23-2-o Mes. KRAVITZ & KRAVITZ.

Waguih Jean Marie Macarios

Notice is given that Waguih Jean Marie Macarios, student, domiciled in the city and district of Montreal, at 4240 Bélanger Street, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing his name to Guy Jean Marie Macarios.

Montreal, May 10, 1971.

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND,
40375-23-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Ronald Edwin Juchniewicz

Notice is hereby given that Ronald Edwin Juchniewicz, administrateur, domiciled at 6805 Viau Street, Apt. No. 1, in Montreal, will present to the Lieutenant-Governor in Council an application to change his name, to the name of Ronald Edwin Yule.

Montreal, May 17, 1971.

DECARY, GUY, VAILLANCOURT,
BERTRAND & BOURGEOIS,
40299-22-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Pierre Emmanuel Castellana

Notice is hereby given that Pierre Emmanuel Castellana, electrological aesthetician, domiciled at 970 Cartier Avenue, Québec, will apply to the Minister of Justice to change his name to that of Pierre de Ries. This change shall also apply to his wife, born Carmen Morissette, residing at the same address.

MARQUIS, MARCEAU,
JESSOP & GAGNON,
40326-22-2 *Attorneys for the petitioner.*

Changement de nom — Loi du
Accordés

Jean Pierre Deslauriers

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1772, du 18 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Georges Jean-Pierre Noury en celui de Jean Pierre Deslauriers.

Québec, le 28 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40404-o *Sous-ministre de la Justice.*

Sol Rauch

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1773, du 18 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Srul (Saul) Rauchwerger en celui de Sol Rauch.

Québec, le 28 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40404-o *Sous-ministre de la Justice,*

Alexander Shaw

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1774, du 18 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Abie Schwartz en celui de Alexander Shaw.

Québec, le 28 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40404-o *Sous-ministre de la Justice.*

Florence Soucis

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1775, du 18 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Marie Flore Florence Soucisse en celui de Florence Soucis.

Québec, le 28 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40404-o *Sous-ministre de la Justice.*

Change of name — Act
Granted

Jean Pierre Deslauriers

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order Number 1772 of May 18, 1971, the change of name of Joseph Georges Jean-Pierre Noury to that of Jean Pierre Deslauriers.

Québec, May 28, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40404 *Deputy Minister of Justice.*

Sol Rauch

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order Number 1773 of May 18, 1971, the change of name of Srul (Saul) Rauchwerger to that of Sol Rauch.

Québec, May 28, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40404 *Deputy Minister of Justice.*

Alexander Shaw

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order Number 1774 of May 18, 1971, the change of name of Abie Schwartz to that of Alexander Shaw.

Québec, May 28, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40404 *Deputy Minister of Justice.*

Florence Soucis

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order Number 1775 of May 18, 1971, the change of name of Marie Flore Florence Soucisse to that of Florence Soucis.

Québec, May 28, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40404 *Deputy Minister of Justice.*

Liquidation — Loi de la

Association coopérative des étudiantes du Collège de Bellevue

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'« Association coopérative des étudiantes du Collège de Bellevue », tenue à Québec le 19 avril 1971, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Mlle Louise Bourgeois a été nommée liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
40439-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding Up Act

Association coopérative des étudiantes du Collège de Bellevue

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the "Association coopérative des étudiantes du Collège de Bellevue", held in Québec on April 19, 1971, a resolution was passed for the affairs of the said cooperative association to be wound-up and for the latter to be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-up Act, and for Miss Louise Bourgeois to be appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
40439 *Companies and Cooperatives.*

Chantier coopératif de Sainte-Sabine

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Chantier coopératif de Ste-Sabine », tenue à Ste-Sabine, dans le district électoral de Bellechasse, le 16 mai 1971, il a été résolu de liquider cette coopérative, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Noël Mercier a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40440-o

Chantier coopératif de Sainte-Sabine

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Chantier coopératif de Ste-Sabine", held at Ste-Sabine, in the electoral district of Bellechasse, on May 16, 1971, a resolution was passed for this cooperative to be wound-up, and such, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and for Mr. Noël Mercier to be appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40440

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-7.1.1 région s'étendant de Pointe Lebel (extrémité sud de la route, millage 10.4) borne située sur le lot no 15, Canton Manicouagan

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 25 mai 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
GÉRARD-D. LEVESQUE.

40442-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Social Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-7.1.1 the area extending from Lebel Point (the southern extremity of the road, mileage 10.4) the boundary situated on lot No. 15, Township of Manicouagan

are no longer toxic to a degree which makes them unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing and permits whomsoever to fish for, take or possess shellfish from these areas.

Québec, May 25, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

40442

Syndicats professionnels

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Compton

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mai 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Compton », avec siège social situé à Cookshire, district judiciaire de St-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40441-o 22-71

Professional Syndicates

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Compton

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 18, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Compton", with its head office situated at Cookshire, district of St-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40441 22-71

Association des Professeurs du Québec Métropolitain (A.P.Q.M.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 mai 1971, il a autorisé le changement de nom de « Association des Professeurs de Québec », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques de Québec », a été autorisée le 21 janvier 1938, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Association des Professeurs du Québec Métropolitain (A.P.Q.M.) », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières, Compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40405-o 52-38

Association des Professeurs du Québec Métropolitain (A.P.Q.M.)

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on May 13, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "Association des Professeurs de Québec", the incorporation of which, under the original name of "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques de Québec", was authorized on January 21, 1938, and the head office of which is situated in Québec, to that of "Association des Professeurs du Québec Métropolitain (A.P.Q.M.)", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40405 52-38

Ministère de l'Éducation

Girardville (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1779, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Girardville, dans le comté de Roberval, sous le nom de Girardville (protestante), dans le comté de Roberval.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY-SAINT-PIERRE.

40467-o 990-03-J

Joliette (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1778, en date du 18 mai 1971, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de l'Érablière, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de Joliette (protestante), dans le comté de Joliette, érigée par l'arrêté en conseil numéro 1506 du 27 avril 1971.

Ce changement prend effet à compter du 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
40467-o GUY SAINT-PIERRE.

Commission scolaire régionale Lapointe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par l'arrêté en conseil numéro 1780, en date du 18 mai 1971, d'amender la représentation de la commission scolaire régionale Lapointe qui avait été déterminée par l'arrêté en conseil numéro 1009 du 18 juin 1963 et de la remplacer par la suivante:

Department of Education

Girardville (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1779 of May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Girardville, in the county of Roberval, under the name of Girardville (Protestant), in the county of Roberval.

This change will become effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE.
Minister of Education.

40467 990-03-J

Joliette (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1778 of May 18, 1971, to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of L'Érablière, in the county of Joliette, to the school municipality of Joliette (Protestant), in the county of Joliette, established by Order in Council No. 1506 of April 27, 1971.

This change will become effective on July 1, 1971.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
40467 *Minister of Education.*

Lapointe regional School Board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1780 of May 18, 1971, to amend the representation of the Lapointe Regional School Board which has been set by Order in Council No. 1009 of June 18, 1963 and to replace it with the following:

Trois commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la cité de Jonquière;

Trois commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire Les-Deux-Rives, telle qu'érigée par arrêté en conseil numéro 1345 du 7 avril 1971;

Trois commissaires choisis parmi les délégués de la Commission des Écoles catholiques d'Arvida.

Ce changement prend effet à compter des élections de juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o

Murdochville (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1782, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Murdochville, dans le comté de Gaspé-Ouest, sous le nom de Murdochville (protestante), dans le comté de Gaspé-Ouest.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o 930-01

Chibougameau (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1778, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Chibougamau, dans le comté d'Abitibi-Est, sous le nom de Chibougamau (protestante), dans le comté d'Abibiti-Est.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o 990-03-M

Dolbeau (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1779, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Dolbeau, dans le comté de Roberval, sous le nom de Dolbeau (protestante), dans le comté de Roberval.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o 990-03-K

Three commissioners chosen from the delegates of the city of Jonquière School Board;

Three commissioners chosen from the delegates of Les-Deux-Rives School Board, as established by Order in Council No. 1345 of April 7, 1971;

Three commissioners chosen from the delegates of the Arvida Catholic School Board.

This change shall become effective following upon the election of July, 1971.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467

Murdochville (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1782 of May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Murdochville, in the county of Gaspé-West, under the name of Murdochville (Protestant), in the county of Gaspé-West.

This change shall become effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467 930-01

Chibougameau (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1778 dated May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school syndics for the municipality of Chibougamau, in the county of Abitibi-East, under the name of Chibougamau (Protestant), in the county of Abitibi-East.

The change will become effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971 for any other purposes.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467 990-03-M

Dolbeau (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1779 of May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Dolbeau, in the county of Roberval, under the name of Dolbeau (Protestant), in the county of Roberval.

The change will become effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971, for any other purposes.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467 990-03-K

Donnacona (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1778, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf, sous le nom de Donnacona (protestante), dans le comté de Portneuf.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o 990-03-H

Gagnon (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1778, en date du 18 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Gagnon, dans le comté du Saguenay, sous le nom de Gagnon (protestante), dans le comté du Saguenay.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40467-o 910-01

Donnacona (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1778 of May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Donnacona, in the county of Portneuf, under the name of Donnacona (Protestant), in the county of Portneuf.

The change will be come effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971 for all other purposes:

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467 990-03-H

Gagnon (Protestant)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1778 of May 18, 1971, to set up into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Gagnon, in the county of Saguenay, under the name of Gagnon (Protestant), in the county of Saguenay.

The change will be become effective on June 1, 1971 for election purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, May 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40467 910-01

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

Ideal Mutual Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Ideal Mutual Insurance Company », enregistrée sous le numéro 734, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 834, qui l'autorise à compter du 28 avril 1971, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Automobile; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur.

Le siège social de la compagnie est situé à 261, avenue Madison, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Omer Pouliot, C.A., 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2500, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 18 mai 1971.

Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

40328-22-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Ideal Mutual Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Ideal Mutual Insurance Company", registered under number 734, has obtained the license and certificate of registry 834, authorizing it, as from the 28th of April 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Automobile; Employers' liability; Public liability.

The head office of the company is situated at 261, Madison Avenue, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Omer Pouliot, C.A., 630, Dorchester Boulevard West, suite 2500, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 18th day of May 1971.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

40328-22-2-o

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Alimentation détail — Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que « L'Union des Employés de Commerce, local 500 », lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante au décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et modifications, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

Avis de modification de statuts

Industrie des arts graphiques — Québec et district

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par S.Q. 1969, chapitre 49), que les statuts du Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3198 du 2 septembre 1970, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1873 du 26 mai 1971.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

Avis d'approbation de règlements

Industrie des arts graphiques — Québec et district

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 6, dont le texte suit, relatif aux certificats de qualification et de classification du Comité

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Retail Food Trade — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that "L'Union des Employés de Commerce, local 500" has petitioned him for the purpose of being accepted as contracting party to Decree No. 1658 of May 17, 1944 and amendments, respecting the Retail Food Trade in the Québec region.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Notice of Amendment to Constitution

Graphic Arts Industry — Québec and district

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and District, already approved by Order in Council number 3198 of September 2, 1970, has been amended by Order in Council number 1873 of May 26, 1971.

RÉAL MINEAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Notice of Approval of Regulations

Graphic Arts Industry — Québec and District

Pursuant to the Provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following Regulation number 6, respecting the competency and classification certificates of the Joint Committee of the Graphic Arts

paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1874 du 26 mai 1971.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

Règlement numéro 6

Certificats de qualification et de classification

Article 1. *Certificat de qualification*

a) Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire, dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 922, du 4 mai 1965, y compris toutes modifications ultérieures, et ce, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Toutefois, ce règlement ne s'applique pas aux salariés régis par l'article 36 de la Loi des décrets de convention collective.

b) Le pourcentage requis par le comité paritaire pour l'obtention d'un certifidat de qualification est le suivant:

Moyenne de 60%, pour l'examen théorique et pour l'examen pratique, Le pourcentage enregistré ne doit pas être inférieur à 50% pour la partie théorique et à 50% pour la partie pratique, à l'exception des métiers pour lesquels il n'existe pas de cours de perfectionnement.

c) Le salarié détenteur d'un certificat de qualification et/ ou de classification délivré par un comité paritaire autre que celui de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, doit faire valider son certificat par le comité paritaire, avant de pouvoir exercer dans le champ d'application territorial du décret numéro 922, du 4 mai 1965, y compris toutes modifications ultérieures, le métier ou l'occupation pour lequel il est qualifié ou classifié.

Article 2. *Bureau d'examinateurs*

Le comité paritaire crée un bureau d'examinateurs composé de quatre (4) membres dont deux (2) représentent les parties patronales et deux (2) les parties syndicales, pour déterminer la qualification des salariés et leur délivrer les certificats concernés. Ces membres se désignent entre eux un président.

Article 3. *Terme d'office*

Le terme des membres du bureau d'examinateurs commence à la date de l'approbation du présent règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil et se continue jusqu'à la date de l'assemblée annuelle suivante, telle que déterminée à l'article 6.03 des statuts du comité paritaire.

Article 4. *Assemblées*

a) Les membres du bureau d'examinateurs se réunissent, au besoin, sur convocation du secrétaire-gérant du comité paritaire, lequel agit à titre de secrétaire de ces assemblées.

Industry of Québec and District, has been approved by Order in Council number 1874 of May 26, 1971.

JOINT COMMITTEE OF THE GRAPHIC ARTS INDUSTRY OF QUÉBEC AND DISTRICT

Regulation number 6

Competency and classification certificates

Section 1. *Competency certificates*

(*a*) Pursuant to the provisions of section 25 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Joint Committee makes the competency certificate compulsory within the entire territorial jurisdiction of Decree number 922 of May 4, 1965, including all further amendments, for all employees governed by the said decree.

This regulation, however, does not apply to employees governed by section 36 of the Collective Agreement Decrees Act.

(*b*) Examination marks required by the Joint Committee for the obtainment of competency certificate shall be as follows:

An average of 60% for both theoretical and practical examinations. Examination marks shall not be lower than 50% for the theoretical examination and nor lower than 50% for the practical examination except in the case of trades for which there are no training courses available.

(*c*) The employee who holds a competency and/or a classification certificate issued by any Parity Committee other than the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and District shall have his certificate validated by the Joint Committee before being entitled to ply the trade or perform work for which such employee is qualified or classified within the territorial jurisdiction of Decree number 922 of May 4, 1965 and all further amendments.

Section 2. *Board of examiners*

The Parity Committee shall form a board of examiners composed of four (4) members, two (2) representing employers and two (2) others representing labour associations), which board shall determine employees' competency and deliver appropriate certificates. The members of this board shall appoint a chairman among themselves.

Section 3. *Term of office*

The term of office of members of the board of examiners shall extend from the date of approval of the present regulation by the Lieutenant-Governor in Council until the date of the next annual meeting such as provided for in section 6.03 of the constitution of the Parity Committee.

Section 4. *Meetings*

(*a*) The members of the board of examiners shall meet, when required, upon receiving notice thereof from secretary-administrator of the Parity Committee who shall act as secretary of such meetings.

b) À toute assemblée de ce bureau d'examinateurs, le quorum est de trois (3) membres;

c) Les membres du bureau d'examinateurs doivent rendre compte à l'assemblée mensuelle régulière du comité paritaire, des décisions prises dans l'exercice de leur mandat, avant que ces dernières soient mises à exécution.

Article 5. *Jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes*

a) Tout membre du bureau d'examinateurs reçoit, en considération de son travail, pour chaque assemblée dudit bureau d'examinateurs à laquelle il assiste, une indemnité de vingt ($20) dollars aux titres de jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes.

b) Nonobstant le paragraphe précédent, tout membre du bureau d'examinateurs ne peut recevoir, en considération de son travail, une indemnité mensuelle supérieure à $120, aux titres de jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes, inclusion faite de toute indemnité qui peut lui être versée à titre de membre du comité paritaire ou à titre de membre d'un ou de plusieurs sous-comités du comité paritaire.

c) Nonobstant toutes dispositions à ce contraire dans le présent règlement et exception faite des dix (10) premiers milles parcourus, tout membre du bureau d'examinateurs reçoit, sur présentation d'un état de compte détaillé à cet effet, en plus de l'indemnité prévue au paragraphe « *a* » du présent article, un montant de $0.14 pour chaque mille parcouru entre son lieu de résidence et l'endroit où se tient l'assemblée du bureau d'examinateurs.

d) Les examinateurs eux-mêmes au sein desquels aucun membre du comité paritaire ou du bureau d'examinateurs ne doit figurer, sont également régis par les dispositions du présent article 5.

Article 6. *Certificat de classification*

a) Conformément au paragraphe « *k* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), le comité paritaire rend le certificat de classification obligatoire, dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 922, du 4 mai 1965, y compris toutes modifications ultérieures, et ce, pour tous les salariés qui, assujettis audit décret, n'ont pas terminé leur apprentissage.

b) Le certificat de classification est délivré gratuitement par le comité paritaire.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et dela Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

Avis de modification

Camionnage — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre

(*b*) Three (3) members shall constitute a quorum at any meeting of this board of examiners.

(*c*) The members of the board of examiners shall account for the decisions arrived at in the carrying out of their mandates at the regular monthly meetings of the Parity Committee before such decisions be enforced.

Section 5. *Attendance fees, travel expenses and all other expenses in connection thereto*

(*a*) Members of the board of examiners shall receive, on account of their work, an amount of twenty ($20) dollars as attendance fees, travel expenses and other expenses in connection thereto, for every meeting of the said board of examiners which they attend.

(*b*) Notwithstanding the provisions of the above paragraph, no member of the board of examiners may receive, on account of his work, a monthly allowance exceeding $120 for attendance fees, travel expenses and other connected expenses including any amount that he may receive as member of a Parity Committee or as member of one or several sub-committees of the Parity Committee.

(*c*) Notwithstanding any provision to the contrary in the present regulation and with the exception of the first ten (10) miles travelled, the members of the board of examiners shall receive, upon presentation of a detailed expenses account, in addition to the amount provided for in paragraph (*a*) of the present section, an amount of $0.14 for each mile travelled between their places of residence and the place where the meeting of the board of examiners is held.

(*d*) Examiners themselves, amont whom no member of the Parity Committee or of the board of examiners shall be counted, shall be governed by the provisions of the present section 5.

Section 6. *Classification certificate*

(*a*) Pursuant to the provisions of paragraph (*k*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Joint Committee makes the classification certificate compulsory within the entire territorial juridiction of Decree number 922 of May 4, 1965 and all further amendments, for all employees governed by the said decree who do not have completed their apprenticeship.

(*b*) The classification certificate shall be delivered free of charge by the Joint Committee.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Notice of Amendment

Cartage Industry -- Montreal region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that "*L'Union des*

143), que L'Union des Chauffeurs de Camions, Hommes d'entrepôt et aides, local 106 et les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le préambule du 2° poste de l'arrêté en conseil numéro 2936 du 5 août 1970 publié dans la *Gazette officielle du Québec*, le 29 août 1970 sera remplacé par le suivant:

« 2° Les dispositions de la première partie sont remplacées par les suivantes: »

2° Les dispositions suivantes relatives aux salariés affectés à l'enlèvement des ordures seront ajoutées au décret sous le titre de Troisième partie:

1.00 *Champ d'application industriel:*

1.01 *a*) Sont assujettis aux dispositions de la présente partie, tous les employeurs professionnels, les employeurs et les artisans qui effectuent pour autrui moyennant rémunération, le ramassage, l'enlèvement, la disposition et le déchargement des ordures et qui ont leur place d'affaires ou qui exercent leur activité dans le champ d'application territorial de la présente partie.

b) La présente partie ne s'applique que si le camion ou un autre véhicule utilisé pour le ramassage, l'enlèvement, la disposition ou le déchargement des ordures est la propriété des employeurs professionnels, employeurs ou artisans décrits au paragraphe « *a* » ci-dessus ou est loué ou utilisé autrement par ces derniers.

1.02 Champ d'application professionnel:

La présente partie s'applique à tous les salariés habituels dont les emplois sont définis à l'article 2.00 ci-dessous, mais non aux contremaîtres, aux employés de bureau et aux employés qui ont le pouvoir d'embaucher et de congédier. Seuls les articles 10.01 et 10.02 de la présente partie s'appliquent aux salariés temporaires, définis à l'article 2.03 ci-dessous.

2.00 *Définitions:*

Dans la présente partie, les mots et expressions suivants ont le sens et la signification qui leur sont donnés ci-dessous:

2.01 Le terme « salarié » comprend, tout chauffeur, aide et employeur qui exerce lui-même le travail d'un chauffeur ou d'un aide.

2.02 Le terme « salarié habituel » désigne tout salarié qui a travaillé de façon continuelle chez l'employeur pendant une période minimale de trente (30) jours au cours de laquelle il a effectué quatre-vingt (80) heures de travail.

2.03 Le terme "salarié temporaire » désigne tout salarié qui n'est pas un salarié habituel.

2.04 Le terme « aide » désigne tout salarié qui travaille au ramassage, à l'enlèvement, à la disposition ou au déchargement des ordures, ou qui assiste un chauffeur ou un autre aide dans l'exécution d'un tel travail.

2.05 Le terme « chauffeur » désigne toute personne détentrice d'un permis de chauffeur ou de conducteur suivant la Loi des véhicules automobiles (Statuts re-

Chauffeurs de Camions, Hommes d'entrepôt et aides, local 106" and the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, rendered obligatory by Decree No. 913 of June 16, 1948, and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. The preamble of item 2 of Order in Council No. 2936 of August 5, 1970, published in the *Québec Official Gazette* of August 29, 1970, will be replaced by the following:

"2. The provisions of Part One are replaced by the following:"

2. The following provisions concerning employees engaged in garbage removal will be added to the decree under the title of Part Three:

1.00 *Industrial jurisdiction:*

1.01 (*a*) The provisions of the present Part govern all professional employers, employers and artisans who, in return for remuneration, carry out for other persons the operations involved in the collecting, removal, disposal and dumping (unloading) of garbage and who have their place of business or carry on their activities in the territorial jurisdiction of the present Part.

(*b*) The present Part shall apply only if the truck or other hauling unit used for the collection, removal, disposal or dumping of garbage belongs to the professional employers, employers or artisans described in subsection (*a*) above, or is rented or otherwise used by the latter.

1.02 *Professional jurisdiction:*

The present Part applies to all regular employees whose occupations are defined in section 2, but does not apply to foremen, office employees and employees who may hire or dismiss workers. Sections 10.01 and 10.02 are the only sections of this Part which apply to temporary employees as defined in the following section 2.03.

2.00 *Definitions:*

In the present Part, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

2.01 "employee" means any driver, helper and employer who personally performs the work of a driver or helper.

2.02 "regular employee" means any employee who has been in the employ of his employer continuously for at least thirty (30) days during which he has worked eighty (80) working hours.

2.03 "temporary employee" means any employee who is not a regular employee.

2.04 "helper" means any employee engaged in the collection, removal, disposal or dumping of garbage or who helps a driver or any other helper to perform such work.

2.05 "driver" means any person holding a chauffeur's or driver's permit under the Motor Vehicle Act (Revised Statutes of Québec, chapter 142 and amendments,

fondus de Québec, chapitre 142 et amendements, article 15, paragraphe 3) qui conduit un véhicule à moteur pour lequel l'employeur professionnel, l'employeur ou l'artisan, visé par l'article 1.02 de la présente partie, reçoit une rémunération pour son usage et qui peut travailler au ramassage, à l'enlèvement, à la disposition ou au déchargement des ordures.

2.06 L'expression « salarié affecté à la division municipale » désigne tout salarié qui effectue un travail en accomplissement d'un contrat passé par son employeur avec une municipalité.

2.07 L'expression « salarié affecté à la division commerciale ou industrielle » désigne tout salarié qui n'est pas affecté à la division municipale.

2.08 L'expression « jours ouvrables » désigne tous les jours où les salariés habituels doivent travailler, sauf les samedis, les dimanches et les jours fériés prévus dans la présente partie.

2.09 Le mot « ordures » désigne l'ensemble des objets dont on veut se défaire, tels que les ordures ménagères, les cendres et tous autres rebuts, déchets, détritus ou résidus urbains provenant des maisons d'habitation privées ou publiques, de municipalités, de restaurants, de magasins, d'hôtels, d'hôpitaux, de clubs, etc., ou provenant d'une exploitation commerciale ou industrielle, privée ou publique.

3.00 *Durée du travail:*

3.01 Pour tous les salariés habituels:

a) la semaine normale de travail est au maximum de quarante-cinq (45) heures réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi inclusivement;

b) la journée normale de travail est au maximum.

1° de dix (10) heures pour ceux qui sont affectés à la division commerciale ou industrielle,

2° de douze (12) heures pour ceux qui sont affectés à la division municipale.

3.02 *Horloge de pointage:*

Tout employeur, régi par la présente partie, qui emploie deux (2) salariés ou plus doit avoir une horloge de pointage ou une feuille de présence que chaque salarié doit émarger chaque jour.

3.03 Lorsqu'un salarié habituel doit, à la demande de son employeur, demeurer chez lui le samedi, le dimanche ou un jour férié à la disposition de ce dernier, il a droit à une indemnité égale à cinq (5) heures de paie au taux de salaire du présent décret pour chacun des jours où il est ainsi demeuré à la disposition de son employeur, même si ce dernier ne l'a pas effectivement appelé au travail.

3.04 Le salarié habituel qui doit se présenter au travail et qui se présente au début de sa journée normale, a droit à une indemnité égale à quatre (4) heures de paie au taux de salaire du présent décret pour chaque jour où il se présente ainsi au travail, sauf s'il y a une interruption de travail causée par un cas de force majeure ou si l'employeur ou son représentant ne l'avise au moins une (1) heure avant la fin de la journée normale de travail précédente, personnellement ou au moyen d'un avis écrit affiché, de ne pas se présenter au travail.

section 15, subsection 3) who drives a motor vehicle for the use of which the professional employer, employer or artisan contemplated by section 1.02 of the present Part receives remuneration and who may perform the collecting, removal, disposal or dumping of garbage.

2.06 "employee assigned to the municipal division" means any employee who performs work in the carrying out of a contract passed between his employer and a municipality.

2.07 "employee assigned to the commercial or industrial division" means any employee not assigned to the municipal division.

2.08 "working day" means any day on which regular employees must work and does not apply to Saturdays, Sundays and the general holidays provided for in the present Part.

2.09 "garbage" means, as a whole, all objects of which any person wishes to get rid, such as: household refuse, ashes and any other rubbish, trash,refuse, waste or refuse from private or public dwellings, municipalities, restaurants, shops, stores, hotels, hospitals, clubs, etc., or from any private or public commercial or industrial operation.

3.00 *Working hours:*

3.01 For all regular employees,

(*a*) the standard workweek shall not exceed forty-five (45) working hours scheduled over five working days, Monday through Friday;

(*b*) the standard working day shall not exceed:

1. ten (10) hours, for those assigned to the commercial or industrial division;

2. twelve (12) hours, for those assigned to the municipal division.

3.02 *Punch-clock:*

Any employer governed by the present Part having two (2) or more employees in his employ must have a punch-clock or an attendance sheet that each employee must initial each day.

3.03 When a regular employee is required by his employer to remain home, "at stand-by", on a Saturday, Sunday or general holiday, he shall be given an amount equal to five (5) hours' pay at straight time for each such day on which he thus remained "at stand-by" even without his employer having him report in for work.

3.04 Any regular employee required to report for work and who reports in for work at the beginning of his standard working day shall be entitled to an indemnity equal to four (4) hours' pay at the rate provided for in the present decree for each day on which he thus reports for work, except when work is interrupted for any reason beyond the employer's control or except when, one (1) hour before the end of the preceding standard working day, the employee was notified by the employer or the latter's representative, either personally or by means of a posted written notice, that he was not required to report in for work.

3.05 Tout salarié habituel qui a quitté son travail et qui doit retourner au travail dans les trois (3) heures suivant immédiatement la fin de sa journée normale de travail, a droit à une indemnité égale à deux (2) heures de paie au taux horaire de salaire du présent décret.

3.06 Tout salarié assujetti à la présente partie, doit être payé au taux horaire de salaire du présent décret, à compter du moment où il se présente au travail dans les locaux de l'employeur à la demande de ce dernier. De même, le salarié habituel doit être payé à ce taux horaire de salaire pour tout le temps consacré à faire le plein d'essence, le graissage, à attendre des instructions, à voyager et à exécuter d'autres tâches exigées par l'employeur; ces périodes de temps sont censées faire partie de sa journée normale de travail.

4.00 *Période de repas:*

4.01 Aucun salarié ne doit prendre ni ne doit être forcé de prendre plus d'une (1) heure entière ininterrompue pour chaque repas. Toutefois, l'employeur peut ordonner au salarié de prendre trente (30) minutes pour le repas.

5.00 *Heures supplémentaires — Travail du samedi et du dimanche:*

5.01 Sont des heures supplémentaires qui entraînent le paiement du taux de salaire du présent décret majoré de cinquante (50%) pour cent les heures effectuées par les salariés habituels:

a) en plus des dix (10) heures par journée normale de travail, pour ceux affectés à la division commerciale ou industrielle,

b) en plus des douze (12) heures par journée normale de travail, pour ceux affectés à la division municipale,

c) en plus des quarante-cinq (45) heures par semaine normale de travail.

5.02 Tout salarié habituel qui doit se présenter au travail le samedi, doit être payé au taux de salaire du présent décret majoré de cinquante (50%) pour cent pour toutes les heures effectuées.

5.03 Tout salarié habituel qui doit se présenter au travail le dimanche doit être payé au taux de salaire du présent décret majoré de cent (100%) pour cent pour toutes les heures effectuées.

5.04 La majoration ajoutée au taux horaire de salaire d'un salarié habituel pour les heures supplémentaires, ne doit être payée qu'une fois pour les mêmes heures, bien qu'un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus puissent s'appliquer à ces mêmes heures.

6.00 *Jours fériés chômés et payés:*

6.01 Les jours suivants sont considérés comme des jours fériés chômés et payés, peu importe le jour où ils tombent: le jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, le vendredi saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, l'Action de Grâce, le jour de Noël.

6.02 *a*) Pour bénéficier d'un jour férié chômé et payé, tout salarié habituel doit:

3.05 Any regular employee who has left work and is called back to work within the three (3) hours immediately following the end of his standard working day shall be entitled to at least two (2) hours' pay at the hourly rate provided for in the present decree.

3.06 Any regular employee subject to the present Part must be paid the regular wage rate provided for in the present decree from the very time at which he reports in for work on the employer's premises at the latter's request. Likewise, the regular employee shall be paid such regular wage rate for any time spent having the motor vehicle tank filled with gasoline, having the motor vehicle lubricated, waiting for instructions or orders, travelling and performing other tasks required by the employer, and such time is considered as forming part of his standard working day.

4.00 *Meal period:*

4.01 No employee shall take nor be compelled to take more than one (1) continuous hour for each meal. However, the employer may order his employee to take thirty (30) minutes to take a meal.

5.00 *Overtime — Work performed on Saturday and/or on Sunday:*

5.01 As such time shall be considered as overtime, time and a half shall be paid to any regular employee for any time worked:

(*a*) over and above ten (10) hours per standard working day, if he is assigned to the commercial or industrial division,

(*b*) over and above twelve (12) hours per standard working day, if he is assigned to the municipal division,

(*c*) over and above forty-five (45) hours per standard workweek.

5.02 Any regular employee required to report in for work on Saturday shall be paid time and a half for all time thus actually worked.

5.03 Any regular employee required to report in for work on Sunday shall be paid double time for all time thus actually worked.

5.04 The overtime rate-increase added to the regular employee's hourly rate for overtime work shall be paid only once for any given overtime worked, although one or more of the foregoing subsections may simultaneously apply to such same overtime.

6.00 *General holidays with pay:*

6.01 Whatever be the day on which they fall, the following days shall be general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

6.02 (*a*) To be entitled to any general holiday with pay, the regular employee must:

1° être disponible la journée normale de travail prévue pour ce salarié et qui précède ledit jour férié,

2° être disponible la journée normale de travail prévue pour ce salarié et qui suit ledit jour férié,

3° et avoir travaillé durant ce jour férié si ses services sont demandés,

b) Tout salarié habituel qui a ainsi droit à un jour férié payé, doit être rémunéré au taux de salaire horaire du présent décret multiplié par 9.

6.03 Tout salarié habituel qui a travaillé pendant un jour férié doit être rémunéré au taux de salaire horaire du présent décret multiplié par le nombre d'heures effectuées, tel que le prévoit l'article 6.02.

6.04 Si un jour férié tombe dans la période de congés annuels payés d'un salarié habituel, ce dernier doit recevoir, en guise de compensation, un jour supplémentaire de salaire ou un jour supplémentaire de congé annuel payé. Quel que soit le choix du salarié, l'indemnité afférente à ce jour supplémentaire doit être de neuf (9) heures au taux de salaire du présent décret.

7.00 *Congés annuels payés:*

7.01 La période de référence s'étend du 1er janvier de l'année précédente au 31 décembre de la même année.

7.02 Tout salarié habituel qui, au premier janvier de l'année courante, n'a pas accompli un (1) an de service continu pour son employeur, a droit à une (1) journée de congé payé par mois de service continu sans toutefois que la durée totale de ce congé n'excède deux (2) semaines. L'indemnité afférente à ce congé est égale à quatre (4%) pour cent des gains du salarié entre la date de son embauchage et le 31 décembre de l'année précédente.

7.03 Tout salarié habituel qui, au premier janvier de l'année courante, a accompli un (1) an de service continu ou plus pour son employeur, a droit à deux (2) semaines de congé payé. L'indemnité afférente à ce congé est égale à quatre (4%) pour cent des gains du salarié pendant la période de référence.

7.04 Tout salarié habituel qui, au premier janvier de l'année courante, a accompli huit (8) ans de service continu ou plus pour son employeur, a droit à trois (3) semaines de congé payé. L'indemnité afférente à ce congé est égale à six (6%) des gains du salarié pendant la période de référence.

7.05 Tout salarié habituel dont l'emploi prend fin, doit recevoir une indemnité compensatrice calculée conformément aux articles 7.02, 7.03 ou 7.04 selon le cas, s'il n'a pu bénéficier des congés annuels auxquels il avait droit. De plus, il doit recevoir une indemnité compensatrice additionnelle égale à 4% ou à 6% de ses gains entre le 1er janvier de l'année précécente et la date de la fin de son emploi, conformément aux articles 7.02, 7.03 ou 7.04 selon le cas.

1. be available for work on the standard working day scheduled for such employee preceding the said general holiday with pay,

2. be available for work on the standard working day scheduled for such employee following the said general holiday with pay.

3. and have worked on such general holiday with pay, if his services were required on the said holiday.

(b) Any regular employee thus entitled to any general holiday with pay shall be paid, for such day, nine (9) times his regular hourly wage rate provided for in the present decree.

6.03 Any regular employee who will have worked on any general holiday with pay shall be paid his regular hourly wage rate multiplied by the number of hours actually worked that day and shall also receive the general holiday pay provided for in section 6.02.

6.04 When a general holiday with pay falls within the annual vacation with pay of any regular employee, the latter shall receive, as compensation, either one (1) extra day's pay or one extra day's vacation with pay; whatever be such employee's choice, such pay shall be equal to nine (9) hours' pay at the rate of wages provided for in the present decree.

7.00 *Annual vacation with pay:*

7.01 The qualifying period extends from January 1st of the preceding year to December 31st of the same year.

7.02 Any regular employee who, on the 1st of January of the current year, has not completed one (1) year's continuous service with his employer shall be entitled to one (1) day's annual vacation with pay per month of continuous service up to a maximum of two (2) weeks' annual vacation with pay. The vacation pay for such vacation shall equal four per cent (4%) of the said employee's total earnings for the period extending from the date on which he was hired to December 31 of the preceding year.

7.03 Any regular employee who, on the 1st of January of the current year, has completed one (1) or more years' continuous service with his employer is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay. The vacation pay for such vacation shall equal four per cent (4%) of the said employee's total earnings during the qualifying period.

7.04 Any regular employee who, on the 1st of January of the current year, has completed eight (8) years' continuous service with his employer is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay. The vacation pay for such vacation shall equal six per cent (6%) of the said employee's total earnings during the qualifying period.

7.05 Any regular employee who terminates his employement shall receive his vacation pay in conformity with section 7.02, 7.03 or 7.04, as the case may be, if he was not able to take the annual vacation to which he was entitled. Besides this, he shall also receive additional annual vacation pay equal to four per cent (4%) or six per cent (6%) of his total earnings for the period extending from the 1st of January of the current year and the date of the termination of his employment, according to the provisions of sections 7.02, 7.03 or 7.04 as the case may be.

7.06 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé payé avant le départ en vacances de ce dernier.

8.00 *Congés de deuil:*

8.01 Dans le cas du décès d'un proche parent, tout salarié habituel a droit de s'absenter de son travail pendant trois (3) jours civils consécutifs pour autant que le dernier de ces trois (3) jours soit le jour des funérailles.

8.02 Si l'un ou plus de ces trois (3) jours tombe durant un jour ouvrable pour ce salarié habituel, ce dernier doit être rémunéré pour chacun desdits jours ouvrables durant lesquels il a été ainsi absent, au taux horaire du présent décret multiplié par neuf (9).

8.03 L'expression « proche parent » désigne le père, la mère, l'épouse, un enfant, un frère ou une soeur d'un salarié.

9.00 *Congés de vote:*

9.01 L'employeur doit se conformer à toute disposition législative qui accorde à un salarié habituel une période de temps sans perte de salaire, pour lui permettre d'exercer son droit de vote à une élection.

10.00 *Taux horaire minimal de salaire et primes:*

10.01 Les salariés ont droit aux taux horaires minimaux de salaire mentionnés ci-dessous:

7.06 Before he leaves on vacation, the employee shall be given his vacation pay by his employer.

8.00 *Compassionate leave:*

8.01 In the event of the death of any close relative of any regular employee such employee shall be allowed three (3) consecutive calendar days' leave, the last day of which must be the funeral day.

8.02 If one (1) or more of the said three (3) days' leave fall(s) on such regular employee's scheduled working day(s), the said employee shall be paid for each of the said working days on which he was thus absent with leave. The pay for such day or days shall be nine (9) times the hourly rate provided for in the present decree.

8.03 "Close relative" means the father, mother, spouse, child, brother or sister of the said employee.

9.00 *Voter's leave:*

9.01 The employer must comply with any legislative provision which grants a regular employee a period of time off without loss of pay for the purpose of enabling him to exercise his right to vote at an election.

10.00 *Minimum hourly wage rate and differential compensation:*

10.01 Employees shall be entitled to the following minimum hourly wages rates:

	30 oct. Oct. 30 1971	*29 mars March 29, 1972*	*30 sept. Sept. 30, 1972*
1. *Salarié habituel — Regular employee:*			
(*a*) Affecté à la division industrielle ou commerciale — Assigned to industrial or commercial division:			
1° Chauffeur — Driver	$ 3.40	$ 3.55	$ 3.75	$ 3.77
2° Aide — Helper	3.05	3.20	3.40	3.52
(*b*) Affecté à la division municipale — Assigned to municipal division:				
1° Chauffeur — Driver	3.18	3.33	3.53	3.72
2° Aide — Helper	3.05	3.20	3.40	3.52
2. *Salarié temporaire — Temporary employee:*				
(*a*) Chauffeur — Driver	2.93	3.08	3.28	3.28
(*b*) Aide — Helper	2.80	2.95	3.15	3.15

10.02 *a*) Le salaire doit être versé intégralement au salarié en espèces ou par chèque à chaque période de paie, dans une enveloppe scellée;

b) Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

1° Le nom de l'employeur;

2° Les noms et prénoms du salarié;

3° La date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

4° Le nombre d'heures effectuées;

5° Le nombre d'heures au taux horaire;

6° Le nombre d'heures payées au taux majoré de 50%;

7° Le nombre d'heures payées au taux majoré de 100%;

10.02 (*a*) At each pay period, each employee shall be paid his wages in full, by means of a cheque placed in a sealed envelope;

(*b*) The following particulars must appear on the pay-cheque stub:

1. Employer's name;

2. Employee's family name and first name;

3. Date of payment and work period corresponding to the said payment;

4. Number of hours worked;

5. Number of hours paid at hourly rate;

6. Number of hours paid at time and a half;

7. Number of hours paid at double time;

8° Le taux horaire de salaire;
9° Le montant du salaire brut;
10° La nature et le montant des retenues opérées;
11° Le montant du salaire net.

10.03 Si, au cours d'une semaine normale de travail un salarié habituel est affecté à une division durant 50% ou plus des heures qu'il a effectuées au cours de ladite semaine, il a droit au taux horaire minimal de salaire prévu à l'article 10.01 pour son emploi dans cette division.

10.04 L'employeur peut, à sa discrétion, payer à un salarié un taux plus élevé que celui que fixe la présente Partie pour son emploi.

10.05 Tout salarié habituel qui part entre 16 h et 5 h le lendemain matin a droit à une prime de poste de dix cents ($0.10) l'heure. Cette prime ne doit pas être incluse dans le calcul de la majoration pour heures supplémentaires.

10.06 Tout chauffeur salarié habituel affecté à la division industrielle ou commerciale doit toucher une prime de vingt trois cents ($0.23) l'heure lorsqu'il conduit un camion spécial, tel qu'un camion tasseur à chargement avant ou un camion auto-chargeur qui, au moyen d'un treuil, soulève et décharge des contenants d'une capacité de vingt (20) verges cubes ou plus.

11.00 *Durée et renouvellement:*

11.01 *Durée:*

La présente Partie entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et le demeure jusqu'au 30 septembre 1972.

11.02 *Renouvellement:*

Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, par lettre recommandée dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Une copie de tel avis doit également être envoyée au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre ».

3° L'article 11.03 suivant sera ajouté à la Première Partie:

« 11.03 À moins d'incompatibilité ou à moins que le contexte ne s'y oppose, les dispositions générales de la Première Partie s'appliquent à la Troisième Partie du présent décret.

De plus, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne également avis que la section locale 106 de l'Union des Chauffeurs de Camions, Hommes d'entrepôt et aides, lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante audit décret 913.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

8. Regular wage rate (straight time rate);
9. Gross amount of wages;
10. Nature and amount of deductions made;
11. Net amount of wages (take-home pay).

10.03 When a regular employee has been assigned to work in a given Division for 50% or more of the standard working hours in any standard workweek, he shall be paid the regular hourly wage rate provided for his occupation in the said Division by section 10.01.

10.04 Any employer who wishes to pay any employee a higher wage rate than that provided by the present Part for the said employee's occupation is hereby allowed to do so.

10.05 A 10¢-an-hour shift differential shall be paid to any regular employee whose dispatch occurs between 4:00 p.m. of one day and 5:00 a.m. of the next day. The said shift differential shall not be taken into account in calculating overtime pay.

10.06 A 23¢-an-hour differential shall be paid to any driver who is a regualr employee assigned to the industrial or commercial Division when such driver works on a special truck such as a truck equipped with a load compresser and front-loader or a self-loading truck which, by means of a lifting device, lifts and unloads containers having a capacity of twenty (20) or more cubic yeards.

11.00 *Term and renewal:*

11.01 *Term:*

The present Part shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until September 30, 1972.

11.02 *Renewal:*

The present Part shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other party written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its original expiry or before the expiry of any subsequent year. A copy of such notice must also be sent to the Minister of Labour and Manpower."

3. 11.03 The following section 11.03 will be added to the Part One:

"11.03 Unless the context otherwise indicates, the general provisions of Part One shall apply to Part Three of the present decree."

Moreover, the Minister of Labour and Manpower also gives notice that the "*Union des Chauffeurs de Camions, hommes d'entrepôt et aides*", has petitioned him for the purpose of being accepted as contracting party to the said Decree No. 913.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower.
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Avis de modification

Garages — Région de Joliette

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 824 du 23 avril 1965 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le second paragraphe de l'article 1.02 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« En tout temps, aucun garage ne peut être opéré sans avoir à son emploi, d'une façon continue, un compagnon possédant une classification minimum de classe « B » dans la catégorie concernée, à moins que le propriétaire rencontre lesdites exigences. »

2° Un troisième paragraphe à l'article 1.02 de la Section I sera ajouté:

« En tout temps, aucune station-service ne peut exécuter les travaux décrits à l'article 1.11, paragraphes *e*) et *g*) sans que le propriétaire soit ou ait à son emploi, d'une façon continue, un mécanicien station-service possédant une classification minimum de classe « B » dans la catégorie concernée. »

3° L'article 1.03 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.03 Le terme « atelier de mécanique » désigne tout établissement où l'on refait, remonte avec des pièces neuves ou usagées, remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs ou diverses autres pièces de véhicules à moteur pour le public ou dans le but de les revendre au gros ou au détail, que ces moteurs ou ces pièces soient séparées du véhicule ou non. »

4° L'article 1.04 de la Section I, la phrase suivante sera ajoutée:

« spécialiste du réchappement, cette énumération n'est pas limitative. »

5° L'article 1.05 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.05 Le mot « démonteur » désigne tout salarié qui fait le démontage de véhicules à moteur dans le but de vendre, réparer et emmagasiner les pièces ou de les vendre comme ferraille.»

6° La phrase suivante sera ajoutée à la définition du mot garage, apparaissant à l'article 1.06 de la Section 1:

Notice of Amendment

Garage employees — Joliette region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Joliette region. rendered obligatory by Decree No. 824 of April 23, 1965 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. The second paragraph of article 1.02 of Section I will be replaced by the following:

"No garage may be operated unless the owner thereof has in his continuous employ a journeyman having at least "journeyman, Class "B" classification" for the category concerned or unless the owner himself has such classification."

2. The following third paragraph will be added to article 1.02 of Section I:

"No service station may carry out any of the work described in article 1.11, paragraphs (*e*) and (*g*) unless the owner is, or has in his continuous employ, a service station mechanic having at least "journeyman, Class "B" classification for the category concerned."

3. Article 1.03 of Section I will be replaced by the following:

"1.03. "Machine shop" means any establishment where motors or various other components of motor vehicles are rebuilt, reassembled with new or used parts, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon for the public or for wholesale or retail resale, whether such motors or components are part of the motor vehicle or not."

4. The following words will be added to article 1.04 of Section I:

"retreading specialist; this enumeration is not limitative."

5. Article 1.05 of Section I will be replaced by the following:

"1.05. The word "dismantler" means any employee who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, repairing and storing the parts thereof or that of selling them as scrap metal."

6. The following words will be added to the definition of the word "garage" given in article 1.06 of Section I:

« ou qu'elles soient destinées à être vendues au gros ou au détail »

7° L'article 1.07 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.07 Le terme « homme de service » désigne tout salarié qui remplit les travaux décrits à l'article 1.11 à l'exception des paragraphes « *e* » et « *g* ». »

8° L'article 1.08 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.08 Le terme « pompiste » désigne tout salarié qui vend de l'essence, des lubrifiants ou en ajoute aux véhicules à moteur, lave les véhicules à moteur, fait le nettoyage et le chauffage de l'établissement, change les pneus ou qui agit comme gardien. »

9° L'article 1.09 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.09 Le terme « poste d'essence » désigne tout établissement fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire, un locataire ou toute personne travaillant à commission sur les ventes, comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal. »

10° L'article 1.10 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« 1.10 Le terme « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre, compagnon ou ouvrier qui exécute individuellement ou en société, du travail régi par le présent décret. Ce terme s'applique aussi aux personnes de sexe féminin. »

11° Le premier paragraphe de l'article 1.11 de la Section I sera remplacé par le suivant:

« Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel on fait:

a) La vente de l'essence, des lubrifiants, antigels, et accessoires;

b) Le graissage, le lavage et le polissage des véhicules moteur;

c) Le nettoyage et le chauffage des établissements;

d) Le changement et la réparation des pneus, de courroies, de ventilateurs, d'accumulateurs, de boyaux d'essuie glaces, de phares, de filtres et autres pièces semblables et secondaires ainsi que la vente de ces mêmes pièces;

e) Mise au point;

f) Remisage, remorquage;

g) Dépannage;

h) Malgré ce qui précède, il est interdit dans les cas de dépannage de faire toute réparation interne sur un moteur, une transmission ou différentiel. »

12° L'article 1.15 suivant sera ajouté à la Section I:

« 1.15 Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où l'on fait seulement le lavage ou le polissage de véhicules à moteur. »

13° L'article 1.16 suivant sera ajouté à la Section I:

« 1.16 Le terme « laveur » désigne tout salarié qui fait seulement le lavage, le nettoyage, ou l'essuyage au complet ou en partie sur tout véhicule à moteur. »

"or be intended to be sold on the wholesale or retail market."

7. Article 1.07 of Section I will be replaced by the following:

"1.07. "Serviceman" means any person who performs the work described in article 1.11 excepting paragraphs "*e*" and "*g*"."

8. Article 1.08 of Section I will replaced by the following:

"1.08. "Pump attendant" means any employee who dispenses gasoline and lubricants or adds some to motor vehicles, washes motor vehicles, cleans up the establishment and supervises the heating thereof, changes tires or who acts as watchman."

9. Article 1.09 of Section I will be replaced by the following:

"1.09. "Gasoline station" means any mobile or stationary establishment where motor vehicle gasoline or lubricants are sold exclusively, whether such establishment be operated by the owner thereof, by a leaseholder or by any person receiving a commission on sales, whether such establishment be operated as a primary or secondary business concern."

10. Article 1.10 of Section I will be replaced by the following:

"1.10 "Employee" means any apprentice, labourer, journeyman or worker who carries out work governed by the present decree, either individually, in a crew or in partnership. This term also applies to female persons."

11. The first paragraph of article 1.11 of Section I will be replaced by the following:

"Service station" means any place where work of one or several of the kinds mentioned below is performed:

(*a*) sale of gasoline, lubricants, anti-freeze and accessories;

(*b*) lubrication, washing and polishing of motor vehicles;

(*c*) cleaning and heating of establishments;

(*d*) removal and repair of tires, belts, fans, batteries, hoses for windshield-washers, sealed beams, filters and other similar and secondary accessories as well as the sale thereof;

(*e*) tune up;

(*f*) storing and towing;

(*g*) break-down service;

(*h*) notwithstanding the foregoing, it shall be forbidden, in case of break-down, to carry out any repair work on inner parts of a motor, transmission or differential."

12. The following article 1.15 will be added to Section I:

"1.15 "Car wash" means any place where motor vehicles are only washed and polished."

13. The following article 1.16 will be added to Section I:

"1.16 "Washer" means any employee whose work consists solely in washing, cleaning or wiping motor vehicles, in whole or in part."

14° L'article 1.17 suivant sera ajouté à la section I:

« 1.17 Le terme « mécanicien de station-service » désigne tout salarié qui est qualifié pour remplir toutes les exigences de l'article 1.11. »

15° À l'article 2.01 de la Section II, (Champ d'application professionel), les termes suivants seront ajoutés:

« 2.01 Atelier de vulcanisation ou atelier de rechappage, poste de vente de pneus, terrain de vente d'autos usagées où l'on fait la préparation de ces autos. »

16° La Section III sera remplacée par la suivante:

« III. Les taux minimuax de salaires sont les suivants: dans les garages, les ateliers de mécanique, les terrains de démontage, les stations-service, les postes d'essence et tous les autres endroits mentionnés à l'article 2.01:

14. The following article 1.17 will be added to Section I:

"1.17 "Service station mechanic" means any employee who meets the requirements of article 1.11."

15. The following terms will be added to article 2.01 of Section II (Professional jurisdiction):

"2.01 Vulcanizing or retreading shops, tire stores, lots where used cars are sold and prepared therefor."

16. Section III will be replaced by the following:

"III. Minimum wage rates shall be as follows: in garages, machine shops, wrecking yards, service stations, gasoline stations and in all other places mentioned in article 2.01:

	16 nov. Nov. 16, 1971	*16 nov. Nov. 16, 1972*
Compagnon — Journeyman:		
Classe « A » — Class "A"	$ 2.85	$ 3.03	$ 3.23
Classe « B » — Class "B"	2.63	2.81	3.01
Classe « C » — Class "C"	2.48	2.66	2.86
Classe « D » — Class "D"	2.31	2.49	2.69
Apprenti — Apprentice:		
1re année — 1st year	1.77	1.95	2.15
2ième année — 2nd year	1.92	2.10	2.30
3ième année — 3rd year	2.04	2.22	2.42
Compagnon, station-service — Journeyman, service station:		
Classe « A » — Class "A"	2.63	2.81	3.01
Classe « B » — Class "B"	2.48	2.66	2.86
Homme de service — Serviceman:		
1ère année — 1st year	1.77	1.95	2.15
2ième année — 2nd year	1.92	2.10	2.30
3ième année — 3rd year	2.04	2.22	2.42
4ième année — 4th year	2.20	2.38	2.58
Pompiste — Pump Attendant:	1.58	1.76	1.96
Préposé au camion remorque — Towing truck driver:	2.20	2.38	2.58
Laveur d'auto — Car washer:	1.58	1.76	1.96
Aligneurs de roues — Wheel aligner:		
Classe « A » — Class "A"	2.63	2.81	3.01
Classe « B » — Class "B"	2.48	2.66	2.86
Classe « C » — Class "C"	2.31	2.49	2.69
Apprenti — Apprentice	1.87	2.05	2.25
Ajusteur de portes et moulures — Doors and mouldings adjuster:		
Classe « A » — Class "A"	2.48	2.66	2.86
Classe « B » — Class "B"	2.31	2.49	2.69
Classe « C » — Class "C"	2.16	2.34	2.54
Apprenti — Apprentice	1.87	2.05	2.25
Tout salarié qui exécute d'autres travaux — Any employee performing other work:	1.87	2.05	2.25 »

17° L'article 12.01 de la Section XII sera remplacé par le suivant:

« 12.01 La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement. La journée régulière de travail est de neuf (9) heures, sauf le vendredi, où elle est de huit (8) heures. »

18° Le premier paragraphe de l'article 12.02 de la Section XII sera remplacé par le suivant:

« 12.02 La journée régulière de travail est répartie entre 8 h et 12 h et entre 13 h et 18 h sauf le vendredi, où elle se termine à 17 h. »

19° L'article 12.03 de la Section XII sera remplacé par le suivant:

« 12.03 *Deuxième équipe:* Il est loisible à l'employeur d'organiser une deuxième équipe. Dans tel cas la journée normale de travail de la deuxième équipe est de neuf (9) heures réparties entre 13 h et 5 h sauf le vendredi où il y aura une heure de moins. »

20° L'article 12.05 suivant sera ajouté à la Section XII:

« 12.05 Tout salarié détenant la classe « A » ou « B » mécanicien station-service est réglementé par les articles 12.01 et 12.02 pour ses heures de travail. »

21° L'article 15.06 de la Section XV sera remplacé par le suivant:

« 15.06 Les jours suivants, qu'il soient ouvrables ou non, doivent être observés comme des jours fériés chômés et payés dans les stations-service et les postes d'essence: le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le jour de Noël. »

22° L'article 15.05 de la Section XV sera remplacé par le suivant:

« 15.05 Le présent article ne s'applique pas au salarié qui n'est pas présent au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant immédiatement un jour de fête chômé, sauf s'il bénéficie d'un permis absence prévu par le présent décret. »

23° Le deuxième paragraphe de la Section XVI sera remplacé par le suivant:

« Décès du père, de la mère, du conjoint: un (1) jour à condition qu'il s'agisse de jours ouvrables survenant entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement. »

24° La Section XVII sera remplacée par la suivante:

« 17.01 Tout salarié a droit:

a) s'il a moins d'un an de service continu à une (1) journée ouvrable de congé pour chaque mois de service;

b) après un (1) an de service continu à deux (2) semaines de congé;

c) après quinze (15) ans de service continu à trois (3) semaines de congés.

17.02 La période de référence s'étend du 1er avril de l'année précédente au 31 mars de l'année en cours.

17.03 L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% et 6% des gains de chaque salarié pendant la période de référence selon le barème établi à l'article 17.01.

17.04 Aucun salarié ne peut prendre plus de deux (2) semaines de congé continu durant les mois de juin,

17. Article 12.01 of Section XII will be replaced by the following:

"12.01. The standard working week shall consist of forty-four (44) hours scheduled Monday through Friday inclusively. The standard working day shall consist of nine (9) hours except on Friday which shall consist of eight (8) hours."

18. The first paragraph of article 12.02 of Section XII will be replaced by the following:

"12.02. Standard working hours shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon and between 1:00 p.m. and 6:00 p.m. every day, except on Friday where work shall end at 5:00 p.m."

19. Article 12.03 of Section XII will be replaced by the following:

"12.03. *Second shift:* The employer may set up a second shift. In such case, the standard working day of the second shift shall consist of nine (9) hours scheduled between 1:00 p.m. and 5:00 a.m. except on Friday where the working day shall be one (1) hour shorter."

20. The following article 12.05 will be added to Section XII:

"12.05. Any employee belonging to Class "A" or "B", Service station mechanic, shall be governed by articles 12.01 and 12.02 as to his working hours."

21. Article 15.06 of Section XV will be replaced by the following:

"15.06. The following days, should they be working days or not, shall be observed as general holidays with pay in service stations and gasoline stations: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day."

22. Article 15.05 of Section XV will be replaced by the following:

"15.05. The present article does not apply to the employee who is not present at work on the working day immediately preceding or following a general holiday, except if he was absent with leave as provided for in the present decree."

23. The second paragraph of Section XVI will be replaced by the following:

"Death of his father, mother, spouse· one (1) day's leave, provided that these be working days occuring between the death and the burial."

24. Section XVII will be replaced by the following:

"17.01. Every employee shall be entitled:

(*a*) to one (1) day's vacation for each month of service if he has less than one (1) year's continuous service;

(*b*) to two (2) weeks' vacation after one (1) year's continuous service;

(*c*) to three (3) weeks' vacation after fifteen (15) years' continuous service."

17.02. The qualifying period extends from April 1st of the preceding year to March 31st of the current year.

17.03. The vacation pay shall be equal to 4% and 6% of the wages earned by the employee during the qualifying period according to the scale established in article 17.01.

17.04. Unless otherwise agreed upon between the employer and the employee, no employee may take

juillet, et août, à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

17.05 Il est toujours loisible à un employeur de fermer son entreprise pour une semaine complète de congé.

17.06 *Indemnité compensatrice de congé:* En cas de cessation de travail le salarié a droit à une indemnité compensatrice de congé pour la période écoulée depuis la date où il a reçu sa dernière indemnité de congé jusqu'au moment de sa cessation de travail. Cette indemnité doit être calculée conformément aux dispositions des paragraphes 17.01 et 17.03. »

25° La Section XVIII sera remplacée par la suivante:

« 18.01 Pour être admis à l'apprentissage de l'un des métiers de l'automobile, il faut avoir (16) seize ans révolus et avoir une instruction équivalente à celle de neuvième (9)e année du cours secondaire.

La durée de l'apprentissage pour chacun des métiers de l'automobile est de trois (3) années.

Tout apprenti et homme de service doit se procurer une carte d'apprentissage du Comité paritaire avant de pouvoir exercer l'un des métiers régis par le décret. Il doit suivre les cours théoriques obligatoires pour chaque année d'apprentissage dans une école reconnue par le Comité paritaire.

18.02 Dans chaque entreprise régie par le présent décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

18.03 Toutefois dans les établissements où il n'y a qu'un (1) compagnon il est permis d'avoir un apprenti. Cette répartition du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés mis en bloc. »

26° La Section XXI sera remplacée par les suivantes:

« XXI. Chaque employeur doit installer dans son établissement dans les trois (3) mois de l entrée en vigueur du présent décret un système de ventilation ou d'aération suffisant pour permettre l'évacuation à l'extérieur des gaz et les autres produits dont la présence en trop grande quantité dans l'établissement est nuisible à la santé des salariés.

XXII. Horloge de poinçon:

Toute entreprise avec salariés devra procéder à l'installation, dans les trois (3) mois de l'entrée en vigueur du présent décret, d'une horloge de poinçon avec cartes de temps, ces dernières devront être disponibles en tout temps aux représentants du Comité paritaire pour fins de vérification.

XXIII. Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et il demeure en vigueur jusqu'au 8 octobre 1973.

Il se renouvelle automatiquement pour une année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 8 octobre 1973. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

more than two (2) continuous weeks' vacation during June, July and August.

17.05. It is permissible to the employer to close down his establishment for one full week's vacation.

17.06. *Severance pay:* In case of termination of employment, the employee shall receive a vacation pay for the period extending from date he received his last vacation pay until the time of separation. Such vacation pay shall be computed in accordance with the provisions of paragraphs 17.01 and 17.03."

25. Section XVIII will be replaced by the following:

"18.01. To be admitted to apprenticeship of one of the trades of the automobile industry, one must be at least sixteen (16) years old and must have an educational background equivalent to Grade IX.

The term of apprenticeship of any of the trades of the automobile industry lasts three (3) years.

Every apprentice or serviceman shall obtain a card from the Parity Committee before being entitled to ply one of the trades governed by the decree. He shall attend compulsory theoretical courses for each year of apprenticeship in a school recognized by the Parity Committee.

18.02. In any establishment governed by the present decree, there shall be no more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen.

18.03. However, in establishments where there is only one (1) journeyman, it shall be permissible to have one apprentice. Such ratio of apprentices shall apply to all trades as a whole."

26. Section XXI will be replaced by the following:

"Within three (3) months from the effective date of the present decree, every employer shall install in his establishment a ventilation system capable of evacuating all gases and other fumes whose presence in too great a concentration in the establishment is detrimental to the health of employees.

XXII. Within three (3) months from the effective date of the present decree, every establishment shall be provided with a punch-clock and time cards; it shall be permissible to representatives of the Parity Committee to inspect such cards at any time.

XXIII. The present decree shall be effective from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until October 8, 1973.

It automatically renews itself for one year unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before October 8, 1973. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

Avis de modification

Carton ondulé — province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Dans l'énumération des parties contractantes de première part, remplacer les noms de Bathurst Containers Limited (Usine de Montréal); Domtar Packaging Limited, Division Hinde & Dauch; Bathurst Containers Limited (Usine de St-Laurent); Standard Paper Box Limited; Kruger Pulp and Paper Ltd., (Division de l'emballage) par les suivants:

— Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée (usine de Montréal);

— Les Emballages Domtar Limitée; (Division du Carton Ondulé);

— Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée (usine St-Laurent);

— Les Cartonniers Standard Limitée (usine de Montréal);

— La Société des Pâtes et Papier Kruger Limitée (Division des emballages).

2° Dans l'énumération des parties contractantes de deuxième part, biffer le nom de l'Association Internationale des Machinistes et des Travailleurs de l'Aéroastronautique section locale No 2133 Montréal et remplacer le nom de: Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec Inc. par les noms suivants: Le Syndicat de la Boîte de carton de Québec Inc., L'Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés (CSN) section Kruger.

3° Le paragraphe 4.04 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos), sera remplacé par le suivant:

« 4.04 Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de dix cents ($0.10) l'heure et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de douze cents ($0.12) l'heure pour le travail de nuit. »

4° Le paragraphe 5.01 de l'article V (Taux de salaires) sera radié et remplacé par le suivant:

« V. *Taux de salaires:* 5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Notice of Amendment

Corrugated Paper Box Manufacturing — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 728 of July 6, 1955 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. In the list of contracting parties of the first part, replace the names of Bathurst Containers Limited (Montreal Plant); Domtar Packaging Limited, Division Hinde & Dauch; Bathurst Containers Limited (St-Laurent Plant); Standard Paper Box Limited; Kruger Pulp and Paper Ltd., (Packaging Division) by the following ones:

— Consolidated Bathurst Packaging Limited (Montreal Plant);

— Domtar Packaging Limited (Corrugated Products Division);

— Consolidated Bathurst Packaging Limited (St. Laurent Plant);

— Standard Paper Box Limited (Montreal Plant);

— Kruger Pulp and Paper Limited (Packaging Division).

2. In the list of contracting parties of the second part, delete the name of The International Association of Machinists and Aerospace Workers, Lodge No. 2133 and replace the name of *Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec Inc.*, by the following ones: *Le Syndicat de la Boîte de Carton de Québec Inc., L'Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés (CNTU), section Kruger.*

3. Subsection 4.04 of section IV. (Overtime, Shift premium and Rest Periods) will be replaced by the following:

"4.04 Any employee working on the second shift shall receive a ten cent ($0.10) per hour shift differential and any employee working on the third shift shall receive a shift differential equal to twelve cents ($0.12) per hour for night work."

4. Subsection 5.01 of section V (Wage rates) will be replaced by the following:

"V. *Wage rates:* 5.01 The following wage rates shall apply to all employees under the industrial jurisdiction

champ d'application industriel du présent décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret.

of the present decree as well as to the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (Stokers); shippers; delivery man; maintenance of building and equipment; printing and allied work, provided that such work is exclusively concerned with the printing of boxes and articles covered by the industrial jurisdiction of the present decree.

Classification:	*Taux de salaires minimaux / Minimum Wage Rates — Date d'application / Effective date — Publication*	*1er juillet 1971 / July 1, 1971*
Sous-contremaître — Assistant foreman	$2.36	$2.51
Machine à onduler — Corrugating machine		
Conducteur — Operator	2.45	2.60
Conducteur temporaire — Temporary operator	2.39	2.54
Découpeur — Slitter and knifer	2.39	2.54
Conducteur de colleuse double face — Double-badker	2.34	2.49
Ramasseur et placeur de rouleaux — Tailer and roll shafter	2.15	2.30
Encocheuse-imprimeuse et presse flexographique — Printer-slotter machine and Flexographic press:		
Conducteur — Operator	2.39	2.54
Aide-conducteur — Slotter man	2.29	2.44
Margeur et ramasseur — Feeder and tailer	2.20	2.35
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):		
Conducteur — Operator	2.34	2.49
Ramasseur — Tailer	2.20	2.35
Encocheuse (grosse boîtes) — Slotting machine (large box):		
Conducteur — Operator	2.25	2.40
Ramasseur — Tailer	2.10	2.25
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small box):		
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.20	2.35
Classe B — Class B	1.87	2.02
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.82	1.97
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage) (1ère opération) — Box slitting and scoring machine (first operation):		
Mitrailleur — Operator	2.30	2.45
Ramasseur — Tailer	2.10	2.25
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):		
Mitrailleur — Operator	2.24	2.39
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.10	2.25
Encocheuse-mitrailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:		
Conducteur — Operator	2.29	2.44
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.19	2.34
Classe B — Class B	1.82	1.97
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:		
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.20	2.35
Classe B — Class B	1.87	2.02
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.82	1.97
Machine à assembler les cloisins — Partition assembly machine:		
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.25	2.40
Classe B — Class B	1.87	2.02
Margeur — Feeder	1.82	1.97
Ramasseur — Tailer	1.82	1.97

Classification:	Taux de salaires minimaux / Minimum Wage Rates / Date d'application / Effective date: Publication	1er juillet 1971 / July 1, 1971
Assemblage des cloisons — Partition assembly:		
Assembleur — Assembler	$1.82	$1.97
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:		
Découpeur — Operator	2.25	2.40
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.82	1.97
Plieuse-colleuse — Folding and glueing machine:		
Conducteur — Operator	2.37	2.52
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:		
Classe A — Class A	2.19	2.34
Classe B — Class B	1.87	2.02
Plieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:		
Conducteur — Operator	2.37	2.52
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:		
Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.87	2.02
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:		
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.20	2.35
Classe B — Class B	1.87	2.02
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:		
Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.82	1.97
Pliage de boîtes — Box folding:		
Plieur — Folder	1.82	1.97
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:		
Conducteur — Operator	1.82	1.97
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding and stitching machine:		
Piqueur — Operator	2.33	2.48
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.82	1.97
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:		
Classd A — Class A	2.10	2.25
Classe B — Class B	1.87	2.02
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:		
Piqueur — Operator — Classe A — Class A	2.15	2.30
Classe B — Class B	1.87	2.02
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:		
Piqueur — Operator — Classe A — Class A	2.15	2.30
Classe B — Class B	1.87	2.02
Scie à ruban — Band saw:		
Scieur — Operator	2.10	2.25
Coucheuse à nappe — Curtain coater:		
Conducteur — Operator	2.34	2.49
Ramasseur — Tailer	2.10	2.25
Machine à laminer, teindre et imprimer — Printing tinting and laminating machine:		
Conducteur — Operator	2.39	2.54
Aide — Helper	2.15	2.30
Attacheuse automatique de courroies métalliques — Automatic steel-strapping machine:		
Conducteur — Operator	2.29	2.44
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:		
Mécanicien — Operator	2.37	2.52
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.10	2.25

Classification:	*Taux de salaires minimaux Minimum Wage Rates Date d'application Effective date* *Publication*	*1er juillet 1971 July 1, 1971*
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (hand fed):		
Conducteur — Operator	$2.34	$2.49
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.10	2.25
Bobineuse et coupeuse (simple face) — Rewinding and cutting machine (single face):		
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.24	2.39
Classe B — Classe B	1.87	2.02
Ramasseur — Tailer Classe A — Classe A	2.19	2.34
Classe B — Class B	1.82	1.97
Paraffineuse — Waxing machine:		
Conducteur — Operator	2.19	2.34
Empaquetage et ficelage — Bunding and tying:		
Ficeleur — Tier — Classe A — Class A	2.15	2.30
Classe B — Class B	1.82	1.97
Matières adhésives — Adhesive unit:		
Préposé à la colle — Operator	2.25	2.40
Presse à balles — Waste-bailing press:		
Conducteur — Operator	2.20	2.35
Aide — Helper	2.15	2.30
Manutention de rouleaux — Roll handling:		
Chef manutentionnaire — Chief roll handler	2.25	2.40
Manutention motorisée — Power roll handling:		
Conducteur — Operator	2.25	2.40
Manutentionnaire — Roll handler	2.15	2.30
Manutention — Handling:		
Conducteur de chariot élévateur-automoteur — Power lift-truck operator	2.25	2.40
Machines non classées — Unclassified machines:		
Conducteur — Operator	2.24	2.39
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.04	2.19
Classe B — Class B	1.82	1.97
Expédition — Shipping department:		
Expéditeur — Shipper	2.39	2.54
Aide-expéditeur — Assistant shipper	2.29	2.44
Vérificateur — Checker	2.19	2.34
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver	2.34	2.49
Conducteur de camion — Truck driver	2.29	2.44
Aide — Helper	2.13	2.28
Entretien — Maintenance:		
Homme de métier — Tradesman	2.39	2.54
Mécanicien — Mechanic	2.39	2.54
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper	2.20	2.35
Huileur — Oiler	2.24	2.39
Concierge — Janitor	2.12	2.27
Chaufferie — Boiler Room:		
Conducteur mécanicien de machines fixes) — Stationary engineman:		
2e class — 2nd class	2.59	2.74
3e class — 3rd class	2.42	2.57
4e classe — 4th class	2.32	2.47
Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante — *Miscellaneous work:* The basic scale for general work is as follows:		
Aide tous travaux — General helper — Classe A — Class A	2.04	2.19
Classe B — Class B	1.78	1.93

Définition Classe A: Travail généralement lourd, impliquant la manutention de grandes boîtes.

Définition Classe B: Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec,* l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 juin 1971. 40401-o

Class A (definition): Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B (definition): Light work, as regards the size and weight of materials handled."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 5, 1971. 40401-o

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole laitière du nord-ouest Québécois

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, par une résolution adoptée le 20 mai 1971 par le conseil d'administration de la « Société coopérative agricole d'Abitibi-Est », changé le nom de cette société en celui de « Société coopérative agricole laitière du nord-ouest Québécois ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
40479-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole laitière du nord-ouest Québécois

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, by a resolution adopted on May 20, 1971, by the directors of "Société coopérative agricole d'Abitibi-Est", changed the name of this association to that of "Société coopérative agricole laitière du nord-ouest Québécois".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
40479

Société d'habitation du Québec

Office municipal d'habitation de Bromont Municipal Housing Bureau of Bromont

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du trente et unième jour de mars 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Germain Désourdy, gérant, Bromont; Roland Racicot, entrepreneur, Bromont; Martial Lalande, secrétaire-trésorier, Bromont; Gilles Rousseau, professionnel, Bromont, et Pierre Bellefleur, assistant gérant, Bromont; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le secrétaire,
40468-o RICHARD VALOIS.

Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de Bromont Municipal Housing Bureau of Bromont

Notice is given that under article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 31rd day of March 1971, incorporating as a non-profit corporation: Germain Désourdy, manager, Bromont; Roland Racicot, contractor, Bromont; Martial Lalande, secretary-treasurer, Bromont; Gilles Rousseau, professional, Bromont, and Pierre Bellefleur, assistant manager, Bromont; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Bromont, judicial district of Bedford.

RICHARD VALOIS,
Secretary.
40468-o

Office municipal d'habitation de Laflèche
Municipal Housing Bureau of Laflèche

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitee 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Gérard Philipps, maire, 3937, rue Mackay, Laflèche; Claude Corriveau, gérant, 5126, rue Michel, St-Hubert; Fernand Tardy, directeur des travaux publics et du développement municipal, 497, rue Leroyer, St-Lambert; Réjean Hébert, trésorier, 6695, rue DuBarry, Brossard; Yvon Cicciarello, greffier, 1343, rue Georges, Laflèche; Roch Sénéchal, marchand, 1672, rue Albert, Laflèche et Fernand Gadbois, marchand, 1918, boul. Édouard, Laflèche; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le secrétaire,
40468-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Laflèche
Municipal Housing Bureau of Laflèche

Notice is given that under article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 15th day of April, 1971, incorporating as a non-profit corporation: Gérard Philipps, mayor, 3937, Mackay Street, Laflèche; Claude Corriveau, manager, 5126, Michel Street, St-Hubert; Fernand Tardy, director of municipal public works, 497, Leroyer Street, St-Lambert; Réjean Hébert, treasurer, 6695, DuBarry Street, Brossard; Yvon Cicciarello, city clerk, 1343, Georges Street, Laflèche; Roch Sénéchal, merchant, 1672, Albert Street, Laflèche and Fernand Gadbois, merchant, 1918, Blvd. Édouard, Laflèche; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of law income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Laflèche, judicial district of Montreal.

RICHARD VALOIS,
40468-o *Secretary.*

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE les articles des diverses conventions collectives relatifs aux jours fériés et chômés, prévoient que le jour de la fête de Dollard ou de la Reine est un jour férié et chômé, sans réduction de traitement pour les employés visés;

ATTENDU QUE par une proclamation du Gouverneur du Canada en date du 5 février 1957, la célébration de la fête de la Reine a été fixée au lundi précédent immédiatement le vingt-cinquième jour de mai, pour l'année 1957 et pour chaque année par la suite;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire coïncider le jour de la fête de Dollard avec le jour de la fête de la Reine.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 1568, en date du 27 avril 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que dorénavant, le jour de la fête de Dollard coïncide avec le jour de la fête de la Reine.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defendeur of the Faith,

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETINGS.

Proclamation

WHEREAS the articles of various collective agreements respecting holidays and non-working days provided for Dollard Day or the Queen's Birthday to be a holiday or non-working day, with no salary reduction for the employees affected;

WHEREAS a proclamation of the Governor-General of Canada dated February 5, 1957 fixed the celebration of the Queen's Birthday to be the Monday immediately preceding the twenty-fifth day of May for the year 1957 and for each year thereafter;

WHEREAS it is deemed expedient to have Dollard Day coincide with the Queen's Birthday.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 1568 and dated April 27, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that henceforth Dollard Day shall coincide with the Queen's Birthday.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required

de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieuteeant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

40404-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (bill 20), a été sanctionnée le 8 avril 1971;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 59 de ce bill, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 1er juin 1971.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1876, en date du 26 mai 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (bill 20) entre en vigueur le 1er juin 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce

to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-seventh day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

40404

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Québec Industrial Development Assistance Act (Bill 20) was assented to 8th April 1971;

WHEREAS, pursuant to section 59 of such Bill, this act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is deemed expedient that this act shall take effect on the 1st of June, 1971;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1876 and dated May 26, 1971, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the Québec Industrial Development Assistance Act (Bill 20) take effect on June 1, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal or Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth

vingt-sixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
40404-o *Sous-procureur général adjoint.*

day of May, in the year of Our Lord one thousand and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
40404 *Assistant Deputy Attorney General.*

Soumissions — Demandes de

Cité de Côte Saint-Luc
Comté de D'Arcy McGee

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné A. E. Kimmel, greffier, Hôtel de ville, 5490, Westminster, Côte Saint-Luc, Montréal 29, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 21 juin 1971, pour l'achat de $1,093,000 d'obligations de la cité de Côte Saint-Luc, comté de D'Arcy McGee, datées du 1er juillet 1971 et remboursables par série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $1,093,000 — 18 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$ 79,000
1er juillet 1973	82,000
1er juillet 1974	84,000
1er juillet 1975	85,000
1er juillet 1976	88,000
1er juillet 1977	91,000
1er juillet 1978	99,000
1er juillet 1979	105,000
1er juillet 1980	106,000
1er juillet 1981	113,000
1er juillet 1982	20,000
1er juillet 1983	20,000
1er juillet 1984	20,000
1er juillet 1985	20,000
1er juillet 1986	20,000
1er juillet 1987	20,000
1er juillet 1988	20,000
1er juillet 1989	21,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

Tenders — Requests for

City of Côte St. Luc
County of D'Arcy McGee

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A. E. Kimmel, clerk of the court, at the City Hall, 5490 Westminster, Côte St-Luc, Montreal 29, P.Q.,, until 7.30 p.m., on Monday, June 21, 1971, for the purchase of an issue of $1,093,000 of bonds for the city of Côte St-Luc, county of D'Arcy McGee, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Table of redemption — $1,093,000 — 18 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$ 79,000
July 1, 1973	82,000
July 1, 1974	84,000
July 1, 1975	85,000
July 1, 1976	88,000
July 1, 1977	91,000
July 1, 1978	99,000
July 1, 1979	105,000
July 1, 1980	106,000
July 1, 1981	113,000
July 1, 1982	20,000
July 1, 1983	20,000
July 1, 1984	20,000
July 1, 1985	20,000
July 1, 1986	20,000
July 1, 1987	20,000
July 1, 1988	20,000
July 1, 1989	21,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 18 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 18 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 18 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $21,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1989.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 18 ans pour un montant supérieur à $21,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Côte Saint-Luc s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 612 — $346,000 — renouvellement d'emprunt; 516 — $20,000 — renouvellement d'emprunt; 530 — $6,300 — renouvellement d'emprunt; 540 — $14,000 — renouvellement d'emprunt; 541 — $36,000 — renouvellement d'emprunt; 542 — $2,800 — renouvellement d'emprunt; 543 — $49,000 — renouvellement d'emprunt; 546 — $17,000 — renouvellement d'emprunt; 547 — $10,400 — renouvellement d'emprunt; 550 — $11,500 — renouvellement d'emprunt; 551 — $18,000 — renouvellement d'emprunt; 553 — $11,000 — renouvellement d'emprunt; 557 — $10,000 — renouvellement d'emprunt; 558 — $24,000 — renouvellement d'emprunt; 559 — $42,000 — renouvellement d'emprunt; 563 — $19,200 — renouvellement d'emprunt; 564 — $20,000 — renouvellement d'emprunt; 566 — $11,200 — renouvellement d'emprunt; 567 — $30,000 — renouvellement d'emprunt; 568 — $28,000 — renouvellement d'emprunt; 569 — $3,600 — renouvellement d'emprunt; 570 — $10,000 — renouvel-

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 18-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 18-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 18-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $21,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 1, 1989 being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 18-year fixed-term bonds for an amount greater than $21,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Côte St-Luc agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, with a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 612 — $346,000 — loan renewal; 516 — $20,000 — loan renewal; 530 — $6,300 — loan renewal; 540 — $14,000 — loan renewal; 541 — $36,000 — loan renewal; 542 — $2,800 — loan renewal; 543 — $49,000 — loan renewal; 546 — $17,000 — loan renewal; 547 — $10,400 — loan renewal; 550 — $11,500 — loan renewal; 551 — $18,000 — loan renewal; 553 — $11,000 — loan renewal; 557 — $10,000 — loan renewal; 558 — $24,000 — loan renewal; 559 — $42,000 — loan renewal; 563 — $19,200 — loan renewal; 564 — $20,000 — loan renewal; 566 — $11,200 — loan renewal; 567 — $30,000 — loan renewal; 568 — $28,000 — loan renewal; 569 — $3,600 — loan renewal; 570 — $10,000 — loan renewal; 576 — $54,000 — loan renewal; 578 — $17,400 — loan renewal; 579 — $15,600 — loan renewal; 580 — $30,600 — loan renewal; 581 — $36,100 — loan renewal; 582 — $26,600 — loan renewal; 584 — $7,100 — loan renewal; 585 — $3,000 — loan renewal; 597 — $26,000 — loan renewal; 603 — $540 — loan

lement d'emprunt; 576 — $54,000 — renouvellement d'emprunt; 578 — $17,400 — renouvellement d'emprunt; 579 — $15,600 — renouvellement d'emprunt; 580 — $30,600 — renouvellement d'emprunt; 581 — $36,100 — renouvellement d'emprunt; 582 — $26,600 — renouvellement d'emprunt; 584 — $7,100 — renouvellement d'emprunt; 585 — $3,000 — renouvellement d'emprunt; 597 — $26,000 — renouvellement d'emprunt; 603 — $540 — renouvellement d'emprunt; 604 — $6,300 — renouvellement d'emprunt; 605 — $1,250 — renouvellement d'emprunt; 606 — $10,000 — renouvellement d'emprunt; 607 — $1,900 — renouvellement d'emprunt; 609 — $116,610 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 juin 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5490, Westminster, Côte Saint-Luc, Montréal 29, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte Saint-Luc (Comté de D'Arcy McGee), ce 26 mai 1971.

Le greffier,
A. E. KIMMEL.

Hôtel de ville, 5490, Westminster,
Côte Saint-Luc, Montréal 29, P.Q.,
Téléphone: 489-9771, code 514. 40406-o

renewal; 604 — $6,300 — loan renewal; 605 — $1,250 — loan renewal; 606 — $10,000 — loan renewal; 607 — $1,900 — loan renewal; 609 — $116,610 — loan renewal.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 21, 1971, at 7:30 p.m., at the City Hall, 5490 Westminster, Côte St-Luc, Montreal 29, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St-Luc (County of D'Arcy McGee), May 26, 1971.

A. E. KIMMEL,
Clerk of the court.

City Hall, 5490 Westminster,
Côte St-Luc, Montreal 29, P.Q.
Telephone: 489-9771, code 514. 40406

Ville de Pointe-du-Moulin
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles C. Rollit, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1961, boulevard Perrot, Pointe-du-Moulin, (Ile Perrot), comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi le 22 juin 1971, pour l'achat de $372,500 d'obligations de la ville de Pointe-du-Moulin, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet des chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1974 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $372,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$32,500
1er juillet 1973	32,500
1er juillet 1974	36,500
1er juillet 1975	36,500

Town of Pointe-du-Moulin
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles C. Rollit, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 1961 Perrot Boulevard, Pointe-du-Moulin, (Ile Perrot), county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q., until 7.30 p.m., on Tuesday, June 22, 1971, for the purchase of an issue of $372,500 of bonds for the town of Pointe-du-Moulin, county of Vaudreuil-Soulanges, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1974 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Table of redemption — $372,500 — 10 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$32,500
July 1, 1973	32,500
July 1, 1974	36,500
July 1, 1975	36,500

1er juillet 1976	$37,000
1er juillet 1977	37,000
1er juillet 1978	37,000
1er juillet 1979	39,500
1er juillet 1980	42,000
1er juillet 1981	42,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Pointe-du-Moulin s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 4 janvier 1960 — $28,500 — renouvellement d'emprunt; et des règlements nos 27 — $326,000 — renouvellement d'emprunt; 57 — $18,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 juin 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 1961, boulevard Perrot, Pointe-du-Moulin, (Ile-Perrot), comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-du-Moulin, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 31 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
CHARLES C. ROLLIT.

Hôtel de ville, 1961, boulevard Perrot,
Pointe-du-Moulin, (Ile Perrot),
Comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.
Téléphone: 453-4522, code 514. 40459-o

Ville de Saint-Félicien
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. A. Blouin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 64, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 juin 1971, pour l'achat de $228,000 d'obligations de la ville de Saint-Félicien, comté de Roberval, datées du

July 1, 1976	$37,000
July 1, 1977	37,000
July 1, 1978	37,000
July 1, 1979	39,500
July 1, 1980	42,000
July 1, 1981	42,000

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only and that offers made for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds are not redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Pointe-du-Moulin agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated January 4, 1960 — $28,500 — loan renewal; and by-laws Nos. 27 — $326,000 — loan renewal; 57 — $18,000 — refinancing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 22, 1971, at 7.30 p.m., at the Town Hall, 1961 Perrot Boulevard, Pointe-du-Moulin, (Ile-Perrot), county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-du-Moulin (County of Vaudreuil-Soulanges), May 31, 1971.

CHARLES C. ROLLIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1961 Perrot Boulevard,
Pointe-du-Moulin, (Ile Perrot),
County of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.,
Telephone: 453-4522, code 514. 40459

Town of St. Félicien
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.A. Blouin, Secretary-Treasurer, Town Hall, 64 Sacré-Coeur Boulevard, St. Félicien, county of Roberval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $228,000, bonds of the town of St. Félicien, county of Roberval, dated July 1, 1971

1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé,le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $228,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$14,000
1er juillet 1973	14,500
1er juillet 1974	15,000
1er juillet 1975	16,000
1er juillet 1976	17,000
1er juillet 1977	18,500
1er juillet 1978	19,500
1er juillet 1979	21,000
1er juillet 1980	23,000
1er juillet 1981	6,500
1er juillet 1982	6,500
1er juillet 1983	6,500
1er juillet 1984	7,000
1er juillet 1985	7,500
1er juillet 1986	8,000
1er juillet 1987	4,500
1er juillet 1988	5,000
1er juillet 1989	5,500
1er juillet 1990	6,000
1er juillet 1991	6,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf

and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as of July 1, 1971.

Table of redemption — $228,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$14,000
July 1, 1973	14,500
July 1, 1974	15,000
July 1, 1975	16,000
July 1, 1976	17,000
July 1, 1977	18,500
July 1, 1978	19,500
July 1, 1979	21,000
July 1, 1980	23,000
July 1, 1981	6,500
July 1, 1982	6,500
July 1, 1983	6,500
July 1, 1984	7,000
July 1, 1985	7,500
July 1, 1986	8,000
July 1, 1987	4,500
July 1, 1988	5,000
July 1, 1989	5,500
July 1, 1990	6,000
July 1, 1991	6,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,500, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 1, 1991 being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions

dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Félicien.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $6,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Félicien s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 287 — $101,000 — renouvellement d'emprunt; 296 — $12,500 — renouvellement d'emprunt; 243 — $40,000 — renouvellement d'emprunt; 554 — $66,000 — consolidation de déficit; 565 — $6,500 — frais de refinancement; 572 — $2,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 64, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félicien (Comté de Roberval), ce 28 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J. A. BLOUIN.

Hôtel de ville, 64, boulevard Sacré-Coeur,
St-Félicien, (Roberval), P.Q.
Téléphone: 679-0251, code 418. 40460-o

Ville de Shawinigan-Sud
Comté de Saint-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 900, 6ième Avenue, Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, P.Q., jusqu'à 8 heures 30 du soir, lundi, le 21 juin 1971, pour l'achat de $370,000 d'obligations de la ville de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Félicien.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bond will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $6,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of St. Félicien agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization on the part of the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 287 — $101,000 — loan renewal; 296 — $12,500 — loan renewal; 243 — $40,000 — loan renewal; 554 — $66,000 — consolidation of deficit; 565 — $6,500 — refinancing costs; 572 — $2,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, June 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 64 Sacré-Coeur Boulevard, St. Félicien, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Félicien (County of Roberval), May 28, 1971.

J. A. BLOUIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 64 Sacré-Coeur Boulevard,
St. Félicien (Roberval), P.Q.
Telephone: 679-0251, code 418. 40460

Town of Shawinigan-South
County of Saint-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gilles Pinel, Secretary-Treasurer, Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 21, 1971, for the purchase of a bond issue of $370,000, bonds of the town of Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $370,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$ 1,000
1er juillet 1973	1,000
1er juillet 1974	1,000
1er juillet 1975	1,000
1er juillet 1976	1,000
1er juillet 1977	1,000
1er juillet 1978	2,000
1er juillet 1979	2,000
1er juillet 1980	2,000
1er juillet 1981	2,000
1er juillet 1982	2,000
1er juillet 1983	3,000
1er juillet 1984	3,000
1er juillet 1985	3,000
1er juillet 1986	3,000
1er juillet 1987	4,000
1er juillet 1988	4,000
1er juillet 1989	5,000
1er juillet 1990	5,000
1er juillet 1991	324,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $33,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite, conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1991 au montant de $324,000 comprend un solde de $319,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1992	$ 6,000
1er juillet 1993	6,000

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1971.

Table of redemption — $370,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$ 1,000
July 1, 1973	1,000
July 1, 1974	1,000
July 1, 1975	1,000
July 1, 1976	1,000
July 1, 1977	1,000
July 1, 1978	2,000
July 1, 1979	2,000
July 1, 1980	2,000
July 1, 1981	2,000
July 1, 1982	2,000
July 1, 1983	3,000
July 1, 1984	3,000
July 1, 1985	3,000
July 1, 1986	3,000
July 1, 1987	4,000
July 1, 1988	4,000
July 1, 1989	5,000
July 1, 1990	5,000
July 1, 1991	324,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $33,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 1, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1991 maturity, in the amount of $324,000, covers a balance of $319,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1992	$ 6,000
July 1, 1993	6,000

1er juillet 1994	$ 7,000
1er juillet 1995	8,000
1er juillet 1996	9,000
1er juillet 1997	9,000
1er juillet 1998	10,000
1er juillet 1999	11,000
1er juillet 2000	12,000
1er juillet 2001	13,000
1er juillet 2002	15,000
1er juillet 2003	16,000
1er juillet 2004	18,000
1er juillet 2005	19,000
1er juillet 2006	21,000
1er juillet 2007	23,000
1er juillet 2008	25,000
1er juillet 2009	28,000
1er juillet 2010	30,000
1er juillet 2011	33,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $324,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Shawinigan-Sud s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 181 — $370,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 juin 1971, à 8 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, 900, 6ième Avenue, Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud (Comté de St-Maurice), ce 27 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

Hôtel de Ville, 900, 6ième Avenue,
Shawinigan-Sud (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: 536-5671, code 819. 40461-o

July 1, 1994	$ 7,000
July 1, 1995	8,000
July 1, 1996	9,000
July 1, 1997	9,000
July 1, 1998	10,000
July 1, 1999	11,000
July 1, 2000	12,000
July 1, 2001	13,000
July 1, 2002	15,000
July 1, 2003	16,000
July 1, 2004	18,000
July 1, 2005	19,000
July 1, 2006	21,000
July 1, 2007	23,000
July 1, 2008	25,000
July 1, 2009	28,000
July 1, 2010	30,000
July 1, 2011	33,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan-South.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $324,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Shawinigan-South agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under by-law no. 181 — $370,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, June 21, 1971, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South (County of Saint-Maurice), May 27, 1971.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 900, 6th Avenue,
Shawinigan-South (Saint-Maurice), P.Q.
Telephone: 536-5671, code 819. 40461

Paroisse de Saint-Constant
Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumis-

Parish of St. Constant
County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be

sions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Lamacchietta, secrétaire-trésorier, Salle du Bureau municipal, 200B, rue Saint-Pierre, Saint-Constant, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi, le 21 juin 1971, pour l'achat de $458,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Constant, comté de Laprairie, datées du 1er juillet 1971 et remboursables par série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $458,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$ 5,000
1er juillet 1973	5,000
1er juillet 1974	5,000
1er juillet 1975	6,000
1er juillet 1976	7,000
1er juillet 1977	7,000
1er juillet 1978	7,000
1er juillet 1979	8,000
1er juillet 1980	9,000
1er juillet 1981	9,000
1er juillet 1982	10,000
1er juillet 1983	12,000
1er juillet 1984	14,000
1er juillet 1985	15,000
1er juillet 1986	16,000
1er juillet 1987	16,000
1er juillet 1988	18,000
1er juillet 1989	21,000
1er juillet 1990	22,000
1er juillet 1991	246,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $32,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le

received by the undersigned Jules Lamacchietta, Secretary-Treasurer, Hall of the Municipal Bureau, 200B St. Pierre Street, St. Constant, county of Laprairie, P.Q., up to 5:00 o'clock p.m., Monday, June 21, 1971, for the purchase of a bond issue of $458,000, bonds of the parish of St. Constant, county of Laprairie, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as of July 1, 1971.

Table of redemption — $458,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$ 5,000
July 1, 1973	5,000
July 1, 1974	5,000
July 1, 1975	6,000
July 1, 1976	7,000
July 1, 1977	7,000
July 1, 1978	7,000
July 1, 1979	8,000
July 1, 1980	9,000
July 1, 1981	9,000
July 1, 1982	10,000
July 1, 1983	12,000
July 1, 1984	14,000
July 1, 1985	15,000
July 1, 1986	16,000
July 1, 1987	16,000
July 1, 1988	18,000
July 1, 1989	21,000
July 1, 1990	22,000
July 1, 1991	246,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $32,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1991 au montant de $246,000 comprend un solde de $223,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant come suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1992	$14,000
1er juillet 1993	16,000
1er juillet 1994	17,000
1er juillet 1995	19,000
1er juillet 1996	20,000
1er juillet 1997	23,000
1er juillet 1998	25,000
1er juillet 1999	28,000
1er juillet 2000	29,000
1er juillet 2001	32,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Constant.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $246,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Constant s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 263 — $11,900 — aqueduc, égouts; 265 — $3,600 — aqueduc, égouts; 266 — $3,600 — voirie; 267 — $22,100 — éclairage de rues; 269 — $4,200 — travaux de pavage; 271 — $20,500 — aqueduc, égouts; 275 — $28,600 — aqueduc, égouts; 277 — $13,500 — voirie; 279 — $18,200 — égouts; 280 — $16,600 — travaux, pavage et bordures; 281 — $14,000 — travaux de pavage; 283 — $4,600 — aqueduc, égouts; 285 — $3,200 — travaux pavage et bordures; 287 — $4,900 — travaux égouts; 288 — $4,200 — travaux pavage; 290 — $6,800 — travaux pavage et bordures; 295 — $41,100 — aqueduc, égouts, pavage; 297 — $44,000 — travaux pavage; 302 — $35,800 — aqueduc, égouts, pavage; 303 tel que modifié — $11,000

with the last years of redemption, the maturity of July 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1991 maturity, in the amount of $246,000, covers a balance of $223,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1992	$14,000
July 1, 1993	16,000
July 1, 1994	17,000
July 1, 1995	19,000
July 1, 1996	20,000
July 1, 1997	23,000
July 1, 1998	25,000
July 1, 1999	28,000
July 1, 2000	29,000
July 1, 2001	32,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Constant.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $246,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Eeach tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of St. Constant agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 263 — $11,900 — aqueduct, sewers; 265 — $3,600 — aqueduct, sewers; 266 — $3,600 — roads; 267 — $22,100 — street lights; 269 — $4,200 — pavement works; 271 — $20,500 — aqueduct, sewers; 275 — $28,600 — aqueduct, sewers; 277 — $13,500 — roads; 279 — $18,200 — sewers; 280 — $16,600 — works, pavement and curbs; 281 — $14,000 — pavement work; 283 — $4,600 — aqueduct, sewers; 285 — $3,200 — works, pavement and curbs; 287 — $4,900 — sewers works; 288 — $4,200 — pavement works; 290 — $6,800 — works, pavement and curbs; 295 — $41,100 — aqueduct, sewers, pavement; 297 — $44,000 — works, pavement; 302 — $35,800 — aqueduct, sewers, pavement; 303 as amended — $11,000 — aqueduct, sewers, pave-

— aqueduc, égouts, pavage; 306 — $109,200 — aqueduc, égouts, pavage; 311 — $36,400 — aqueduc, égouts, pavage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 juin 1971, à 5 heures de l'après-midi, Salle du bureau municipal, 200B, rue Saint-Pierre, Saint-Constant, comté de Laprairie, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Constant (Comté de Laprairie), ce 1er juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JULES LAMACCHIETTA,
Salle du bureau municipal, 200B, rue Saint-Pierre,
Saint-Constant (Comté de Laprairie), Québec,
Téléphone: 632-2247, code 514. 40477-o

La Commission scolaire régionale des Mille-Isles

Siège social: 216, boulevard Laval, (Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Labonville, secrétaire-trésorier, École Curé Labelle, 216, boulevard Laval, Ste-Rose, (Ville de Laval), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 juin 1971, pour l'achat de $1,315,000 d'obligations de la commission scolaire régionale des Mille-Isles, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $1,315,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$ 29,000
1er juillet 1973	31,000
1er juillet 1974	34,000
1er juillet 1975	36,000
1er juillet 1976	39,000
1er juillet 1977	42,000
1er juillet 1978	46,000
1er juillet 1979	49,000
1er juillet 1980	53,000
1er juillet 1981	58,000
1er juillet 1982	62,000
1er juillet 1983	67,000
1er juillet 1984	72,000
1er juillet 1985	78,000

ment; 306 — $109,200 — aqueduct, sewers, pavement; 311 — $36,400 — aqueduct, sewers, pavement.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, June 21, 1971, at 5:00 o'clock p.m., at the Hall of the Municipal Bureau, 200B St. Pierre Street, St. Constant, county of Laprairie, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Constant (County of Laprairie), June 1, 1971.

JULES LAMACCHIETTA,
Secretary-Treasurer.
Hall of the Municipal Bureau, 200B St. Pierre Street,
St. Constant, (County of Laprairie), Québec,
Telephone: 632-2247, code 514. 40477

The Regional School Board of Mille-Isles

Head Office: 216 Laval Boulevard, (Ste-Rose), Town of Laval, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Léopold Labonville, Secretary-Treasurer, at Curé Labelle School, 216 Laval Boulevard, Ste-Rose, (Town of Laval), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,315,000 for the Regional School Board of Mille-Isles, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Redemption table — $1,315,000 — 20 years.

Year	*Capital*
July 1, 1972	$ 29,000
July 1, 1973	31,000
July 1, 1974	34,000
July 1, 1975	36,000
July 1, 1976	39,000
July 1, 1977	42,000
July 1, 1978	46,000
July 1, 1979	49,000
July 1, 1980	53,000
July 1, 1981	58,000
July 1, 1982	62,000
July 1, 1983	67,000
July 1, 1984	72,000
July 1, 1985	78,000

1er juillet 1986	$ 84,000
1er juillet 1987	91,000
1er juillet 1988	99,000
1er juillet 1989	106,000
1er juillet 1990	115,000
1er juillet 1991	124,000

La commission scolaire régionale des Mille-Isles, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $124,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $124,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale des Mille-Isles s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

July 1, 1986	$ 84,000
July 1, 1987	91,000
July 1, 1988	99,000
July 1, 1989	106,000
July 1, 1990	115,000
July 1, 1991	124,000

The Regional School Board of Mille Isles, on conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II Bill 64, assented to on July 5, 1968), shall request the Minister of Education to deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $124,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $124,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Mille-Isles agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 13 novembre 1970 — $1,315,000 — construction d'une école secondaire polyvalente dans le secteur Auteuil-Vimont.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 juin 1971, à 8 heures du soir, École Curé Labelle, 216, boulevard Laval, Ste-Rose, (Ville de Laval), P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, ce 28 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD LABONVILLE.

École Curé Labelle, 216, boulevard Laval,
Ste-Rose (Ville de Laval), P.Q.
Téléphone: 625-6951, code 514. 40469-o

The said bonds will be issued pursuant to the loan resolution dated November 13, 1970 — $1,315,000 — construction of a polyvalent secondary school in the Auteuil-Vimont area.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissicners to be held on Tuesday, June 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Curé Labelle School, 216 Laval Boulevard, Ste-Rose, (Town of Laval), P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, May 28, 1971.

LÉOPOLD LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

Curé Labelle School, 216 Laval Boulevard,
Ste-Rose (Town of Laval), P.Q.
Telephone: 625-6951, code 514. 40469

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région des noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Professionnels désengagés
Professionals withdraw

Date effective du désengagemen
Effective date of withdrawal

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Bibaud, B., 65 rue Nichosson, Valleyfield, Qué. 8- 3-71
Duchesne, Laurent, 75 ouest boul. Dorchester, Montréal 128, Qué. 29- 1-71
Garneau, Noël, 6160 de Bellefeuille, Montréal 451, Qué. 29- 1-71
Hawthorne, Allan B., 316 Grosvenor Ave., Westmount 215, Qué. 3- 2-71
Javicoli, Antonello, 5325 Est, Jean-Talon, Suite 214, Montréal, Qué. 14- 4-71
Mailloux, Luc, 525 Chnerrier, Montréal, Qué. 29- 1-71
Rouleau, Georges A., 75 Boul. Dorchester Ouest, Montréal, Qué. 29- 1-71

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals withdrawn or as non-participating professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Ayre, Burton W., 1481 Regent Road, Montreal 304, Qué. 1- 3-71

Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2965, 1ère Avenue, Québec 3, Qué. 30- 5-71
Tremblay, Jacques, 590 St-Cyrille Ouest, Québec 6, Qué. 23- 5-71

Professionnels non participants / *Non-participating professionals* — *Date effective de non-participation* / *Effective date of non-participation*

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Almudevar, Manuel, 612 St. Johns' Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Qué. 1-12-70
Aronovitch, Michael, 4119 Sherbrooke Street West, Montréal 215, Qué. 1-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22 Sunnyside Ave., Montréal 217, Qué. 24- 4-71
Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke Street West, Montréal, Qué. 1-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Qué. 1-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, avenue Atwater, Montréal 109, P.Q. 16- 4-71
Brabander, Joachim, 1390 Sherbrooke Street West, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374 Sherbrooke Street West, suite 7, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Butler, Albert-A., 1538 Sherbrooke Street West, suite 320, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Cantero, A. 1396 Ste-Catherine Ouest, Montréal, P.Q. 1-12-70
Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke Street West, Montréal, P.Q. 1-12-70
Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke Street West, Montréal 215, P.Q. 1-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43 Waverley Road, Pointe-Claire 720, P.Q. 11- 1-70
David, Paul-P., 5000 Bélanger, Montréal, P.Q. 10-12-70
Dawson, Howard L. 14 Bellevue Avenue, Westmount 217, P.Q. 1-12-70
Dumais, Gaston, 12245 Grenet, Suite 112, Montréal 390, P.Q. 27- 3-71
Eakin, W. W., 1538 Sherbrooke Street West, Montréal 109, P.Q. 15- 1-71
Fullerton, C. W., 1414 Drummond Street, Montréal 107, P.Q. 1-12-70
Gélinas, André, 565 Javelin, Dorval, P.Q. 1-12-70
Genest, Armand, 30 est, boulevard St-Joseph, Suite 818, Montréal, P.Q. 29- 1-71
Giannotti, Roberto, 1140 Jean-Talon Est, Montréal, P.Q. 1-12-70
Gold, Michaël, M.A., 5785 Côte des Neiges, App. 105, Montréal, P.Q. 1-12-70
Gratton, Laurent, 574 avenue Roslyn, Westmount 217, P.Q. 26-12-70
Guilbert, Paul W., 270 Henri-Bourassa Ouest, Montréal 357, P.Q. 1-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, P.Q. 31-12-70
Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke West, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Larivière, Paul, 3484 avenue Laval, Montréal, P.Q. 1-12-70
Legendre, J.-H., 445 boulevard St-Joseph Ouest, App. 74, Montréal, P.Q. 1-12-70
Léger, Jacques, C.P. 217, Pointe-Claire 700, P.Q. 1-12-70
MacDonald, Allison D., 3550 Côte-des-Neiges Road, Suite 110, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montréal 109, P.Q. 13- 2-71
Manseau, J. Arthur, 960 boul. St-Joseph Est, Montréal 176, P.Q. 1-12-70
Mason, Edward Halton, 3465 Côte-des-Neiges Rd., Suite 81, Montréal, P.Q. 7- 1-70
Melhado, Gerald Carlton, 900 Sherbrooke Street West, Montréal 110, P.Q. 1- 1-71
Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond Street, Montréal, P.Q. 1-12-70
Morin, Paul, 680 St-Denis, St-Hyacinthe, P.Q. 1-12-70
Morgentaler, Henry, 2990 Beaugrand, Montréal 429, P.Q. 5- 1-70
Nadler, Norman-J., 5845 Côte-des-Neiges Road, Suite 280, Montréal 249, P.Q. 1-12-70
Nerman, Yale, 4333 Côte Ste-Catherine Road, Montréal, P.Q. 3- 1-70
Pearson, J.R. Georges, 5715 ave. Darlington, App. 1, Montréal 251, P.Q. 1-12-70
Petrie, J. Gordon, Suite 433, No 1 Westmount Square, Montréal, P.Q. 1-12-70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, P.Q. 1-12-70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke Street West, Montréal 109, P.Q. 1-12-70
Robert, Paul, 3489 avenue Atwater, Appt. 6, Montréal 109, P.Q. 3- 2-71
Schneiderman, Gérald, 6000 Côte-des-Neiges Road, Suite 395, Montréal, P.Q. 1-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Avenue, Montréal, P.Q. 1-12-70

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Avenue, Montréal 109, P.Q.	1–12–70
Segal, Perry M. 6000 Côte-des-Neiges Road, Suite 395, Montréal, P.Q.	1–12–70
Segall, Harold-N., 5845 Côte-des-Neiges, Suite 390, Montréal 249, P.Q.	1–12–70
Smith, Clifton Conway, Suite 1020, 1538 Sherbrooke Street West, Montréal, P.Q.	1–12–70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte-des-Neiges Road, Suite 640, Montréal 109, P.Q.	1–12–70
Tremble, G. Edward, 1374 Sherbrooke Street West, Montréal, P.Q.	1–12–70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montréal 112, P.Q.	1–12–70

Région de Québec — Québec Region

Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, P.Q.	13– 1–71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, P.Q.	26–12–70
Parrot, Paul, 1238, avenue des Pins, Sillery, Qué.	1–12–70
Sylvestre, J.-Ernest, 410, chemin St-Louis, Québec, Qué.	1–12–70

Autres régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart Street, Suite 510, Ottawa, Ontario	7– 1–71
Divic, Josif, 30 Bond Street, Toronto 205, Ontario	1– 1–71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805 Willowdale, Montréal 250, Qué.	1– 5–71
Braunstein, M.M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 307, Montreal, Qué.	11–12–70
Brouille, Raynald, 3775 St-Hubert, App. 10, Montréal 132, Qué.	2– 1–71
Finkelstein, M.-N., 360 Pine Ave. West, Montréal 130, Qué.	11–12–70
Joannette, Jean-Paul, 4930 Mayfair, Montréal, Qué.	11–12–70
Laing, W.-A. Richard, 1414 Drummond Street, Suite 711, Montréal, Qué.	31– 3–71
Leclaire, Yves, 4780, Côte-des-Neiges, Montréal, 247, Qué.	11–12–70
Mayman, Abe, 5845 Côte-des-Neiges, Suite 690, Montréal, Qué.	17–12–70
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Qué.	11–12–70
Vines, Norman M., 1452 Bishop Street, Suite 3, Montréal, Qué.	11–12–70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine West, Montréal, Qué.	11–12–70

Région de Québec — Québec Region

Morissette-Delage, Jacqueline, 895 Dessane, Québec 6, Qué.	11–12–70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Qué.	13–12–70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Qué.	11–12–70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Qué.	11–12–70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, comté Napierville, Qué.	11– 3–71
Blum, Stanley S., 5757 Decelles, Suite 203, Montréal 251, Qué.	11– 2–71
Bourgoin, Jean, 1248 rue Lajoie, Outremont, Qué.	15– 4–71
Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 516, Montréal 109, P.Q.	9– 3–71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond Street, Montréal 107, P.Q.	2– 3–71
Burns, Frank Léonard, 1414 Drummond Street, Montréal 107, P.Q.	13– 2–71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke West, Suite 1006, Montréal 109, P.Q.	10– 2–71
Casey, C. A., 4695 Sherbrooke Street West, Montréal 215, P.Q.	11– 3–71
Chamard, John McLean, 1509 Sherbrooke West, Montréal, P.Q.	14– 2–71
Colle, Albert-J., 5253 Décarie Blvd., Suite 218, Montréal 29, P.Q.	3– 2–71
Coulombe, Roger, 4660 St-Joseph Blvd., Lachine, P.Q.	25– 2–71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond Street, Suite 909, Montréal 107, P.Q.	16– 2–71

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montréal, P.Q.	15- 4-71
Henry, Donald W., 227 Kenaston Avenue, Montréal 305, P.Q.	31- 1-71
Hydman, Alex. William, 509 Birks Bldg., 620 Cathcart Street, Montréal, P.Q.	28- 2-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke Street West, Montréal 215, P.Q.	11- 3-71
Kutzman, Ernest-A., 1538 Sherbrooke Street West, Room 410, Montréal, P.Q.	1- 2-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, P.Q.	13- 2-71
Lawlor, Robert, 3333 Chemin Reine-Marie, Montréal, P.Q.	18- 2-71
Lefebvre, Pierre-I, 2225 boulevard Lapinière, Brossard, P.Q.	2- 2-71
Litvack, Sylvia, 5465 Queen Mary Road, App. 610, Montréal 29, P.Q.	1- 5-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond, Suite 1104, Montréal, P.Q.	10- 3-71
Myles, Thomas-A., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 412, Montréal, P.Q.	1- 2-71
Pearson, Hyman H.: 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, P.Q.	6- 2-71
Poch, Lewis-Neville, 1 Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, P.Q.	14- 4-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300 boul. de Maisonneuve West, Apt. 702, Montréal 215, P.Q.	6- 2-71
Rudick, Gerald-S. 4950 Queen Mary Road, Suite 400, Montréal 248, P.Q.	30- 1-71
Seltzer, Irving, 5757 Decelles Avenue, Suite 107, Montréal 251, P.Q.	2- 2-71
Shevell, Malvyn, 6000 Côte-des-Neiges Road, Suite 200, Montréal, P.Q.	2- 2-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, P.Q.	11- 3-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montréal, P.Q.	31- 1-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, P.Q.	8- 3-71
Vinet, Ephrem, 426 Est, boulevard St-Joseph, Montréal, P.Q.	8- 2-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec	31- 1-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459-A, Lindsay, Drummondville, P.Q.	8- 2-71
Laforce, Jacques, 31 King Ouest, Sherbrooke, P.Q.	4- 2-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, P.Q.	6- 2-71
Marcoux, Jean-F., 448 Ouest, rue King, Sherbrooke, P.Q.	11- 4-71
Olivier, Valmore, 410, Vimy Nord, Sherbrooke, P.Q.	7- 2-71
Proulx, Jacques, 214 boulevard St-Joseph, Hull, P.Q.	17 -2-71

Optométristes — Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530 rue des Cascades, St-Hyacinthe, P.Q.	30-12-70

40400-o

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1955

Québec, le 1 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements sur l'aide au développement industriel du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, bill 20), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter de tels règlements.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE, sous l'autorité de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, bill 20) les Règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec, dont le texte est joint au présent arrêté en conseil, soient adoptés et entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
JEAN-PIERRE VAILLANCOURT.

Règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec.

SECTION I

Définitions

1.01 Dans les présents règlements, les expressions suivantes signifient:

a) « loi »: la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, bill 20);

b) « entreprise manufacturière »: l'unité économique et juridique dans laquelle sont groupés et coordonnés les facteurs de production qui concourent à la transformation d'une matière quelconque, que ce soit une matière première ou une matière qui a déjà subi une ou plusieurs transformations, pour en obtenir un produit, si elle fait partie du groupe des industries de fabrication identifiées comme telles dans la classification-type des industries du Bureau de la statistique du Québec;

c) « investissement »: toute immobilisation en terrain, bâtiment, machinerie ou équipement, de même que l'acquisition de brevets d'invention;

d) « aide financière globale »: la somme des montants représentant la partie non remboursée de l'aide financière déjà accordée par la Société à une entreprise manufacturière ainsi que l'aide financière envisagée;

e) « coût des emprunts »: l'intérêt payable sur les emprunts visés à l'article 8 *a* de la loi.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1955

Québec, June 1, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations respecting assistance to the industrial development of Québec.

WHEREAS under the Québec Industrial Development Act (1971, Bill 20) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations concerning certain matters relative to the application of the said Act.

WHEREAS it is expedient to adopt such regulations.

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT, under the authority of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, Bill 20), the regulations respecting assistance to the industrial development of Québec, the text of which is attached to this Order in Council, be approved and come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JEAN-PIERRE VAILLANCOURT,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Regulations respecting assistance to the industrial development of Québec.

PART I

Definitions

1.01 In these regulations, the following expressions mean:

(*a*) "Act": the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, Bill 20);

(*b*) "Manufacturing business": any economic and juridical unit in which are grouped and co-ordinated productive factors which combine to transform a material, whether it be a raw material or one which has been transformed once or many times, to obtain a product, if it forms part of the group of manufacturing industries identified as such in the Standard Industrial Classification of the Québec Bureau of Statistics;

(*c*) "Investment": All capital expenditures pertaining to land, building, machinery or equipment, plus expenditures pertaining to the acquisition of patents;

(*d*) "Total financial assistance": the sum of the balance owing on the financial assistance already granted by the Corporation to a manufacturing business, and any financial assistance being considered;

(*e*) "Cost of loans": the interest payable on the loans referred to in section 8 *a* of the Act.

Section II

Recevabilité des demandes

2.01 Toute personne qui désire bénéficier de l'aide financière doit en faire la demande à la Société au moyen d'une requête dont la forme et la teneur doivent être conformes, autant que possible, à la formule reproduite en annexe; elle doit fournir tous les renseignements appropriés en ce qui concerne l'organisation de l'entreprise manufacturière pour laquelle l'aide financière est demandée, ses propriétaires, son domaine d'activités, le déroulement de ses opérations passées, présentes et prévues de même que les raisons qui justifient la demande et les moyens que l'entreprise est capable de mettre en oeuvre pour les atteindre.

2.02 L'aide financière peut être accordée à une entreprise manufacturière existante ou en voie de formation.

2.03 L'aide financière ne doit servir qu'au développement des opérations manufacturières conduites au Québec.

2.04 Une entreprise manufacturière peut demander l'aide financière même si une partie seulement de son activité est de nature manufacturière. L'aide financière fournie doit alors servir exclusivement à la partie manufacturière de l'entreprise.

2.05 L'aide financière ne peut être accordée lorsque l'entreprise manufacturière a fait cession de ses biens ou est sous la coupe d'une ordonnance de séquestre en vertu de la Loi de faillite, a fait une proposition à ses créanciers ou a commis un acte de faillite en vertu de ladite loi, est sous la coupe d'une ordonnance de liquidation en vertu d'une loi de liquidation, est insolvable ou est sur le point de le devenir.

2.06 Pour obtenir une aide financière, l'entreprise manufacturière doit notamment établir:

a) que les mises de fonds des actionnaires ou propriétaires sont suffisantes;

b) que sa direction possède la compétence requise pour la réalisation des fins de l'entreprise;

c) que ses perspectives financières sont adéquates pour permettre le remboursement de l'assistance financière dans un délai raisonnable;

d) que les garanties offertes assurent une protection valable;

e) qu'elle possède des possibilités de croissance qui puissent contribuer à l'essor économique d'une région du Québec.

2.07 L'entreprise manufacturière doit au surplus fournir à la Société les renseignements requis pour déterminer si cette entreprise et la demande qu'elle formule sont visées par les paragraphes « *a* », « *b* » ou « *c* » de l'article 2 de la loi.

Part II

Admissibility of Applications

2.01 Any person wishing to receive financial assistance must apply for it to the Corporation on a form the contents of which, as far as possible, shall be the same as those of that reproduced in the schedule; the applicant must supply all pertinent information concerning the organization of the manufacturing business for which financial assistance is requested, its owners, its field of activities, the evolution of its past, present and projected operations and any purposes which justify the application and the means which the enterprise can put forth to attain them.

2.02 Financial assistance may be granted to any manufacturing business, whether already existing or in the process of being formed.

2.03 Financial assistance shall be used exclusively for the development of manufacturing operations conducted in Québec.

2.04 A manufacturing business may apply for financial assistance even if only part of its activities are of a manufacturing nature. The financial assistance granted must then serve exclusively for the manufacturing section of the business.

2.05 Financial assistance cannot be granted when the manufacturing business has assigned its assets or falls under a receiving order pursuant to the Bankruptcy Act, has made a proposal to its creditors or has committed an act of bankruptcy pursuant to the said act, falls under a winding-up order pursuant to a winding-up act or is insolvent or about to become so.

2.06 To obtain financial assistance, the manufacturing business must establish, among other things:

(*a*) that the investment by shareholders or owners is sufficient;

(*b*) that its management has the competence required to achieve the aims of the business;

(*c*) that its financial outlook is sufficient to permit reimbursement of the financial assistance within a reasonable period of time;

(*d*) that the security offered assures valid protection;

(*e*) that it has growth potential which can contribute to the economic development of a region in Québec.

2.07 The manufacturing business shall also supply the Corporation any information required to determine whether the said business and the application submitted are covered by paragraph "*a*", "*b*" or "*c*" of section 2 of the Act.

Section III

Classification des demandes

3.01 Toute entreprise manufacturière qui demande que lui soit accordée l'aide financière que peut réclamer une entreprise visée au paragraphe « *a* » de l'article 2

Part III

Classification of applications

3.01 Any manufacturing business applying for financial assistance which a business may apply for under paragraph "*a*" of section 2 of the Act, must fulfil, in

de la loi doit remplir, en outre des autres conditions déterminées par le présent règlement, celles que prévoit la présente section.

3.02 L'investissement, dans le cas d'une entreprise manufacturière déjà existante, ne doit pas être inférieur à 10% du coût en capital déprécié, après amortissement établi dans les déclarations d'impôt acceptées par le ministère du Revenu, de l'ensemble des usines, de la machinerie, de l'outillage et de l'équipement qui appartiennent à l'entreprise et qu'elle utilise au Québec.

3.03 Les biens dont la production est envisagée par l'entreprise manufacturière qui fait une telle demande doivent être:

a) des biens de conception nouvelle; ou

b) des biens non encore fabriqués au Québec; ou

c) des biens pour lesquels les marchés offrent des perspectives de croissance importante et continue ainsi que d'exportation hors du Québec d'au moins 20% de la production de l'entreprise après trois années d'opération.

3.04 Les biens visés à l'article précédent ne doivent pas être des biens:

a) qui sont le simple résultat d'une première transformation de richesses naturelles;

b) dont les marchés sont protégés au Canada par des tarifs douaniers ou des contingentements dont la réduction ou la disparition prévues entraîneraient des difficultés sérieuses pour les entreprises en cause.

3.05 La technologie utilisée pour la production de ces biens doit être une technologie avancée dont la mise en oeuvre:

a) assure la meilleure productivité possible à l'entreprise manufacturière afin qu'elle soit compétitive et entraîne, s'il s'agit d'une entreprise existante, une augmentation de production pour satisfaire des marchés en expansion;

b) amène l'entreprise à embaucher des diplômés des collèges et universités du Québec;

c) implique, pour l'ensemble de la main-d'oeuvre, une rémunération qui soit au moins égale au salaire moyen versé dans ce secteur de la fabrication au Québec.

3.02 In the case of an existing manufacturing business, the investment must not be less than 10% of depreciated capital cost after depreciation, as shown in income tax returns accepted by the Department of Revenue, of all plant, machinery, tools and equipment owned by the enterprise and used in Québec.

3.03 The products to be produced by a manufacturing enterprise making such an application, must be:

(*a*) Products that are new in concept; or

(*b*) Products not yet made in Québec; or

(*c*) Products for which the markets offer the prospect of considerable and continued growth and exports of at least 20% of the firm's production outside Québec at the end of three years' operation.

3.04 The products referred to in the preceding article must not be products:

(*a*) resulting simply from a first processing of natural resources;

(*b*) having markets protected in Canada by tariffs or quotas whose eventual reduction or disappearance could entail serious difficulties for the businesses concerned.

3.05 The technology used in the manufacture of such goods must be advanced and applied to

(*a*) ensure optimum productivity for the manufacturing business so as to make it competitive and, in the case of an existing business, lead to a production increase to supply expanding markets;

(*b*) cause the enterprise to hire graduates from Québec colleges and universities;

(*c*) provide for the whole work force salaries at least equal to the average prevailing in this segment of the Québec manufacturing sector.

Section IV

Formes de l'aide financière

4.01 Le taux d'intérêt qui a cours sur le marché est déterminé par la Société et doit être revisé chaque fois que l'évolution des marchés financiers le requiert. Le taux d'intérêt exigé pour un prêt doit se rapprocher du taux qui serait retenu par les institutions financières privées dans des circonstances semblables.

4.02 Dans les cas visés au paragraphe « *a* » ou « *b* » de l'article 2 de la loi, le taux d'intérêt réduit auquel des prêts peuvent être accordés ne peut être inférieur à la moitié du taux du marché et est fixé pour chaque entreprise manufacturière par le lieutenant-gouverneur en conseil en raison de ses besoins financiers pour la

Part IV

Forms of Financial Assistance

4.01 The current rate of interest is determined by the Corporation and must be revised as and when financial market developments require. The interest rate required for a loan must be close to that applied by private financial institutions under similar circumstances.

4.02 In cases referred to in paragraph "*a*" or "*b*" of section 2 of the Act, the reduced rate of interest at which loans may be granted must not be lower than half the market rate and shall be determined for each manufacturing industry by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the financial needs of

réalisation du projet envisagé et eu égard à la situation du chômage pour la région.

4.03 Avant de pouvoir obtenir une exemption conformément au paragraphe « *b* » de l'article 8 de la loi, l'entreprise manufacturière doit démontrer qu'elle a remarquablement augmenté son chiffre d'affaires au cours des cinq ans qui ont suivi le premier déboursé fait par la Société et qu'elle a significativement augmenté le nombre de ses employés pendant cette période.

4.04 Une entreprise manufacturière peut être exemptée de rembourser jusqu'à 70% du montant de son emprunt ou un million de dollars selon le moindre de ces deux montants, à la condition que le total du montant non remboursé en vertu du paragraphe « *b* » de l'article 8 de la Loi et des montants d'intérêts épargnés par l'entreprise conformément au deuxième alinéa de l'article 6 de la Loi ou au paragraphe « *a* » de l'article 9 de la Loi ne dépasse pas 50% du montant de l'investissement ou de la dépense pour lesquels un prêt a été consenti par la Société.

4.05 Une entreprises manufacturière ne peut obtenir l'exemption prévue ci-haut si elle est admissible aux avantages prévus par la Loi sur les subventions au développement régional (Statuts du Canada, 1969, 17-18 Elizabeth II, chapitre 56), ou par toute loi subséquente du Parlement du Canada qui offrirait des avantages similaires, à moins d'avoir adressé en temps opportun une demande *bona fide* en vertu de ladite loi pour obtenir ces avantages, et à moins que ces avantages ne lui aient été ou bien refusés ou bien accordés que pour une part qui n'est pas jugée raisonnable et suffisante par la Société.

4.06 La Société doit exiger un intérêt minimum de un pour cent par année lorsqu'elle accorde la garantie prévue au deuxième alinéa de l'article 5 de la loi; cet intérêt est basé sur le montant total garanti par la Société.

4.07 Lorsque la Société prend à sa charge, en vertu de l'article 8*a* de la loi, une partie du coût des emprunts que fait une entreprise manufacturière, elle doit respecter les critères établis à l'article 4.02.

Section V

Conditions reliées à l'octroi de l'aide financière

5.01 La Société peut exiger, détenir et acquérir toute garantie mobilière ou immobilière pour l'acquittement régulier des obligations découlant de toute aide financière qu'elle a accordée, ou pour l'exécution de toute convention conclue par elle aux termes de la loi ou des présents règlements.

5.02 Les prêts accordés par la Société doivent être garantis, sur des biens meubles ou immeubles et par toute autre sûreté jugée nécessaire pour constituer une protection adéquate.

5.03 Lorsque la Société ou son fiduciaire dispose de biens dont elle a pris possession par suite du défaut d'un débiteur, la Société doit rendre compte du produit de la vente desdits biens au débiteur et lui remettre

the firm for carrying out its project, and with regard for unemployment situation in the region.

4.03 Before an exemption can be obtained in conformity with paragraph "*b*" of section 8 of the Act, the manufacturing business must establish that it has notably increased its volume of business during the five year period following the first disbursement made by the Corporation, and that the number of its employees has significantly increased during that period.

4.04 A manufacturing business may be exempted from repaying up to 70% of the amount of the loan or one million dollars, whichever is lower, providing that the total sum of the amount not repaid in accordance with paragraph "*b*" of section 8 of the Act and of the amounts of interest saved by the firm under the second paragraph of section 6 of the Act or under paragraph "*a*" of section 8 of the Act does not exceed 50% of the amount of the investment or expenditure for which a loan has been granted by the Corporation.

4.05 No manufacturing business may receive the above-mentioned exemption if it qualifies for the benefits of the Regional Development Incentives Act (Statutes of Canada, 1969, 17-18 Elizabeth II, chap. 56), or of any subsequent Federal Government Act offering similar benefits, unless it has filed at the appropriate time a *bona fide* application under the said Act, and benefits of the said Act have been refused or granted only for a portion not deemed reasonable and sufficient by the Corporation.

4.06 The Corporation must require minimum interest of one percent per annum when it grants the guarantee provided for in the second paragraph of section 5 of the Act; this interest is based on the total amount guaranteed by the Corporation.

4.07 When in conformity with paragraph "*a*" of section 8 of the Act the Corporation assumes part of the cost of the loans contracted by the manufacturing enterprise, it must comply with requirements of section 4.02 above.

Part V

Conditions pertaining to the granting of financial assistance

5.01 The Corporation may require, hold and acquire any guarantee of a movable or immovable nature for the regular discharge of obligations resulting from any financial assistance which it grants, or to carry out any agreement which it makes under the terms of the Act or of these regulations.

5.02 The loans granted by the Corporation must be guaranteed on movable or immovable property and by any other guarantee deemed necessary to constitute adequate protection.

5.03 When the Corporation or its trustee disposes of property which it took into its possession following default of a debtor, the Corporation must render an account of the proceeds of the sale of the said property

tout surplus après acquittement complet de la dette en capital, intérêts, frais et accessoires conformément aux stipulations du contrat intervenu entre la Société et le débiteur. Cette reddition de compte est faite par la Société dans les six mois qui suivent la date de la réalisation finale de tous les biens donnés en garantie.

5.04 La Société peut, aux fins de protéger les garanties qu'elle détient ou les biens qu'elle possède, rembourser toutes créances garanties par hypothèque, privilège ou autres charges ayant un rang supérieur à sa propre créance et payer les frais encourus pour les services d'experts ainsi que les primes d'assurance, taxes, services de gardiens et autres frais de même nature.

5.05 La Société peut, pour prévenir ou empêcher la diminution de ses garanties:

a) exiger la prorogation de certaines créances;

b) limiter le montant des salaires des officiers ou des administrateurs de l'entreprise manufacturière;

c) limiter le montant des dividendes qu'une entreprise manufacturière peut verser;

d) limiter les immobilisations qu'une entreprise manufacturière peut effectuer;

e) limiter le rachat des actions privilégiées d'une entreprise manufacturière;

f) prendre toute autre mesure destinée à favoriser le maintien d'une saine situation financière de l'entreprise manufacturière.

5.06 La date ultime de remboursement d'un prêt ne doit pas excéder la quinzième année qui suit la date de ce prêt; cette date est établie en tenant compte de la capacité de remboursement de l'emprunteur et de la nature des garanties offertes.

5.07 La Société ne peut refuser le remboursement d'un prêt avant l'arrivée du terme. Cependant, la Société peut exiger une indemnité n'excédant pas six pour cent du capital remboursé par anticipation durant les trois premières années du prêt.

5.08 La Société peut, lorsqu'elle le juge à propos, exiger des frais pour procéder à l'étude d'une demande d'aide financière.

5.09 La Société doit exiger que les frais légaux se rapportant à la préparation, l'exécution et l'enregistrement des garanties soient payés par le bénéficiaire de l'aide financière.

Section VI

Approbation des demandes

6.01 Le ministre peut, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, accorder une aide financière globale jusqu'à un montant de $500,000 en vertu des articles 5 et 6 de la loi ou autoriser la prise en charge par la Société d'une partie du coût d'un emprunt de $500,000 ou moins, conformément au paragraphe *a* de l'article 8 de la loi.

Dans tous les autres cas, l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil est requise.

to the debtor and remit any excess to him after complete discharge of the debt including principal, interest, costs and accessories pursuant to the terms of the contract entered into by the Corporation and the debtor. This rendering of account shall be made by the Corporation within six months following the date of the final disposition of all the property given as a guarantee.

5.04 The Corporation may, in order to protect its guarantees or its assets, retire any debts guaranteed by mortgage, privilege or other encumbrances ranking ahead of its own claim and pay the expenses incurred for the services of experts and for insurance premiums, taxes, the services of care-takers and other expenses of a similar nature.

5.05 The Corporation may, in order to prevent or hinder the reduction of its guarantees:

(*a*) require the postponement of certain debts;

(*b*) limit the amount of the salaries of the officers or directors of the manufacturing business;

(*c*) limit the amount of the dividends which a manufacturing business may pay;

(*d*) limit the capital expenditures which a manufacturing business may undertake;

(*e*) limit the redemption of preferred shares of a manufacturing business;

(*f*) take any other measure intended to promote the maintenance of a sound financial position for the business.

5.06 The final date for reimbursement of a loan shall not be later than the fifteenth year following the date of that loan; this date is established taking into consideration the borrower's capacity for reimbursement and the nature of the guarantees offered.

5.07 The Corporation shall not refuse the reimbursement of a loan before maturity. However, the Corporation may require an indemnity not exceeding six percent of the principal prepaid during the first three years of the loan.

5.08 The Corporation, when it deems it necessary, may require payment of fees in order to undertake the study of an application for financial assistance.

5.09 The Corporation must require that the legal expenses pertaining to the preparation, execution and registration of guarantees be paid by the beneficiary of the financial assistance.

Part VI

Approval of applications

6.01 The Minister may, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, grant total financial assistance up to an amount of $500,000 in accordance with sections 5 and 6 of the Act or authorize the assumption by the Corporation of part of the cost of loans of $500,000 or less, in accordance with paragraph "*a*" of section 8 of the Act.

In all other cases, the authorization of the Lieutenant-Governor in Council is required.

ANNEXE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

Formule de demande d'aide financière
(à soumettre en deux exemplaires)

1. NOM DU REQUÉRANT (raison sociale exacte et complète):.....

ADRESSE (siège social):

(numéro et rue) (ville ou village) (comté) (no de téléphone)

2. MODE DE CONSTITUTION du requérant (veuillez remplir à l'endroit approprié).

a) *Société par actions* constituée selon les lois du..... le (date).....dont les principaux dirigeants sont les suivants:

Nom	*Lieu de résidence*	*Âge*	*Durée des services*
Président.....	.....	.....	.....
Vice-président.....	.....	.....	.....
Secrétaire.....	.....	.....	.....
Trésorier.....	.....	.....	.....
Directeur général.....	.....	.....	.....

S'il s'agit d'une filiale, veuillez fournir le nom de la compagnie-mère:

b) *Société en nom collectif* fondée le.....et dont les associés sont les suivants:

Nom	*Lieu de résidence*	*Âge*	*Proportion du capital Détenu dans la société*
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

c) *Entreprise à propriétaire unique* fondée le.....

(nom du propriétaire) (adresse) (âge)

d) *Coopérative* fondée le.....

(nom du directeur général) (adresse) (âge)

Veuillez annexer le nom des membres

3. GENRE D'INDUSTRIE (énumérez les principaux produits fabriqués ou transformés):

4. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE SOLLICITÉE:
Prêt à terme ☐ Participation au capital-actions ☐
Garantie d'un prêt sollicité ailleurs ☐
Prise à charge d'une partie du coût des emprunts ☐
Acquisition ou location de biens immobiliers ☐

5. PROJET FAISANT L'OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE D'AIDE ET FINANCEMENT PRÉVU:

Projet:

Achat de terrain.....	$.....
Nouvelle bâtisse ou agrandissement.....	.....
Achat de machinerie, équipement ou outillage.....	.....
Achat d'actions d'une autre entreprise.....	.....
Fonds de roulement.....	.....
Autre (spécifiez).....	.....
.....	.....
Total: (doit être égal au total de la section « financement prévu » apparaissant ci-dessous)..	$

SCHEDULE

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION

Request for financial assistance
(two copies of this form shall be submitted)

1. FULL AND EXACT NAME OF APPLICANT: .....

ADDRESS (head office): .....

(number and street) (town or city) (county) (telephone No.)

2. THE APPLICANT IS (complete the appropriate undernoted section):

(a) A company incorporated under the laws of ..... on (date) ..... whose principal officers are the following:

	Name	*Residence*	*Age*	*Years with company*
President				
Vice president				
Secretary				
Treasurer				
General Manager				

If the company is a subsidiary, give the name of the parent company: .....

(b) *A partnership established* on (date) ..... in which the partners are the following:

Name	*Residence*	*Age*	*% of capital held*

(c) *A sole proprietorship established* on .....

(name of owner) (address) (age)

(d) *A cooperative established* on .....

(name of general manager) (address) (age)

Please attach list of members

3. TYPE OF INDUSTRY (state the principal products manufactured or transformed): .....

4. NATURE OF FINANCIAL ASSISTANCE REQUESTED:
Term loan ☐ Equity participation ☐
Guarantee of a loan applied for elsewhere ☐
Assumption of part of the cost of loans ☐
Acquisition or leasing of fixed assets ☐

5. PROJECT FOR WHICH THIS APPLICATION FOR FINANCIAL ASSISTANCE IS SUBMITTED AND PROPOSED FINANCING:

Project:

Purchase land	$ .....
New building or enlargement	.....
Purchase of machinery, equipment or tools	.....
Acquisition of shares in another firm	.....
Working capital	.....
Other (specify)	.....
.....	.....
Total: (must be equal to the total of "proposed financing" section below	$

Financement prévu:

Montant de l'aide financière sollicitée de la Société de Développement Industriel du Québec. $.....

Autres emprunts..... .....
Subvention gouvernementale..... .....
Fonds de roulement..... .....
Nouveaux investissements de la part des propriétaires..... .....
Autre (spécifiez)..... .....
....

Total: (doit être égal au total de la section « projet » apparaissant ci-haut)..... $

6. DÉCLARATION DE REQUÉRANT:

a) Le propriétaire, les associés ou les actionnaires de l'entreprise qui soumet la présente demande d'emprunt ne sont pas députés à l'Assemblée Nationale, membres ou fonctionnaires de la Société de Développement Industriel du Québec, ni liés à de telles personnes, sauf comme suit:
.....
.....
.....

b) Le requérant n'a pu obtenir l'aide financière qu'il sollicite ailleurs à des taux et conditions raisonnables.

c) Le requérant n'a contracté aucun nouvel emprunt, autre que pour financement normal de ses opérations, et il ne s'est produit aucun changement défavorable dans sa situation financière depuis la date des derniers états financiers au (.....) qu'il a soumis à la Société de Développement Industriel du Québec, à l'exception de:
.....
.....
.....

d) Le requérant n'est impliqué dans aucun litige, aucune poursuite judiciaire, aucune enquête du gouvernement qui n'aurait pas été déclaré dans les derniers états financiers soumis à la Société de Développement Industriel du Québec, à l'exception de:
.....
.....
.....

7. Le requérant effectue ses opérations bancaires avec:

Nom (banque ou caisse populaire):.....
Adresse:.....
Marge de crédit actuellement en vigueur: $.....
Montant actuellement dû à cette institution: $.....
Garanties fournies à l'appui de cet emprunt:.....
.....
.....

Par la présente, le requérant autorise ce prêteur à fournir à la Société de Développement Industriel du Québec tous les renseignements requis concernant sa situation financière et ses opérations.

8. Le requérant accepte de fournir à la Société de Développement Industriel du Québec tous les renseignements ou documents que celle-ci exigera pour faire l'étude de cette demande.

9. Par qui ou comment avez-vous entendu parler de la Société de Développement Industriel du Québec ? (veuillez donner le nom de la publication s'il y a lieu)
.....

10- Le requérant déclare que les renseignements soumis ci-contre sont exacts et véridiques en tous points.

Date..... .....
Nom du requérant

.....
.....
Signataires autorisés

Proposed financing:

Amount of financial assistance requested from the Québec Industrial Development Corporation	$.....
Other loans	.....
Government grant	.....
Working capital	.....
New investment by owners	.....
Other (specify)	.....
.....	.....
Total: (must correspond to the total amount indicated under "project" above)	$

6. STATEMENTS BY THE APPLICANT:

(*a*) The owner, the partners or the shareholders of the applicant business are not members of the National Assembly of Québec, or members or officers of the Québec Industrial Development Corporation, and are not related to any of these persons, except as follows:

.....
.....
.....

(*b*) The applicant was unable to obtain the required financing elsewhere at reasonable rates and on reasonable conditions.

(*c*) The applicant has not borrowed money other than in the normal course of its operations and there has been no adverse change in its financial position since the date of the latest financial statements as at (date) ..... submitted to the Québec Industrial Development Corporation, except as follows:

.....
.....
.....

(*d*) The applicant is not involved in any litigation, judicial proceedings or government investigation not reflected on the latest financial statements submitted to the Québec Industrial Development Corporation, except as follows:

.....
.....
.....

7. The applicant deals with the following financial institution:

Name of bank or Caisse Populaire:.....
Address:.....
Amount of existing line of credit: $.....
Amount presently owing to this institution: $.....
Security pledged to this institution:.....
.....
.....

The applicant hereby authorizes the above institution to provide to the Québec Industrial Development Corporation all required information about its financial position and its operations.

8. The applicant hereby accepts to supply the Québec Industrial Development Corporation with all the information or documents which may be required to study this application.

9. How and by whom did the applicant learn about the Québec Industrial Development Corporation ? (name of publication, if need be)

.....

10. The statements made herein are, to the best of our knowledge, true and correct.

Date.....

.....
Name of applicant

.....
.....
Authorized signing officers

Si le requérant est une société par actions, le sceau devra être apposé ci-bas.

LISTE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS QUI DOIVENT ÊTRE SOUMIS EN MÊME TEMPS QUE LA PRÉSENTE FORMULE D'AIDE FINANCIÈRE:

1. Un bref historique de l'entreprise, une description sommaire de son activité et des renseignements sur ses dirigeants.
2. Une description détaillée du projet faisant l'objet de la demande et du mode de financement prévu; les avantages que la réalisation de ce projet devraient apporter tant pour ce qui est des profits que des emplois qui pourront être créés.
3. S'il s'agit d'une entreprise déjà établie, les états financiers annuels vérifiés des quatre derniers exercices, si possible, en plus des états intermédiaires récents dont on dispose. S'il s'agit d'une nouvelle entreprise, un bilan d'ouverture et le budget du premier exercice.
4. Une description sommaire des immobilisations de l'entreprise avec le détail des dettes qui les grèvent.
5. S'il s'agit d'une société par actions, la liste des actionnaires ordinaires et privilégiés avec le pourcentage d'actions détenues par chacun.

40442-o

If applicant is a company affix seal here.

DOCUMENTS AND INFORMATION WHICH MUST BE SUBMITTED WITH THIS APPLICATION FOR FINANCIAL ASSISTANCE:

1. Historical notes on the enterprise, description of its operations and background information on the principals.
2. Detailed description of the project to be financed and details of the proposed financing, benefits expected from the project in the way of profits and new jobs to be created.
3. Audited annual financial statements for the last four fiscal years if possible as well as recent interim statements available in the case of an existing business. In the case of a new business, the opening balance sheet and a budget for the first year.
4. Brief description of the fixed assets owned by the business, with details of all encumbrances.
5. In the case of a corporation, list of common and preferred shareholders with the percentage of shares held by each.

40442-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1817

Québec, le 18 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la société Les Pétroles Laduboro Ltée.

ATTENDU QUE la société Les Pétroles Laduboro Ltée détient douze (12) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 261 à 267 inclusivement depuis le 29 avril 1969, les permis numéros 397 et 398 depuis le 9 février 1970, le permis numéro 412 depuis le 13 mars 1970 et les permis 413 et 414 depuis le 17 mars 1970;

ATTENDU QU' en vertu de l'alinéa *e*) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis, si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1817

Québec, May 18, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the necessary work payable by Les Pétroles Laduboro Ltée.

WHEREAS Les Pétroles Laduboro Ltée holds twelve (12) exploration permits for petroleum and natural gas, being permits numbered 261 to 267 inclusive dated April 29, 1969, permits numbered 397 and 398 dated February 9, 1970, permit number 412 dated March 13, 1970 and permits numbered 413 and 414 dated March 17, 1970;

WHEREAS under paragraph (*e*) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of this Act;

WHEREAS under the said section 144, a company or corporation duly authorized to carry out its activities in Québec may reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever it holds at least five (5) contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the St. Laurence river and the Gulf of St. Lawrence touching upon these districts, the territory of Abitibi and New Québec;

ATTENDU QUE les douze permis de recherche précités sont tous situés dans les districts électoraux de Gaspé-Sud et Gaspé-Nord et ont une superficie totale de 361,700 acres;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1724 du 15 avril 1970, l'article 144 de la Loi des mines s'applique aux douze (12) permis de recherche précités;

ATTENDU QUE les deux (2) permis de recherche détenus depuis le 11 février 1971 sont contigus aux douze (12) autres permis de recherche.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 466 et 467 accordés à la société Les Pétroles Laduboro Ltée et couvrant une superficie de 60,000 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.

40466-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1816

Québec, le 18 mai 1971.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz à la compagnie Iron Ore du Canada.

ATTENDU QUE demande a été faite le 16 mars 1971 au ministère des Richesses naturelles pour que les dispositions de la Loi 18, Elizabeth II, chapitre 35, modifiant la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz, s'appliquent à la compagnie Iron Ore du Canada;

ATTENDU QUE l'activité principale de ladite compagnie a toujours été et est encore de faire des travaux d'exploitation minière et de traiter les minéraux provenant desdits travaux;

ATTENDU QUE la production, la vente et la distribution d'énergie électrique par ladite compagnie n'a constitué et ne constitue encore qu'une activité accessoire de son entreprise qui ne sert qu'à ses fins, qu'à celles de ses employés ou à des personnes habitant ou faisant affaires à proximité de ses entreprises;

ATTENDU QUE la Régie de l'électricité et du gaz a été consultée.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QU'en vertu de la Loi 18, Elizabeth II, chapitre 35, les dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 34 de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus 1964, chapitre 87), à l'exception de celles des sous-paragraphes « *c* » et « *d* » dudit paragraphe 1, de même que toutes dispositions législatives au même effet ayant pu exister avant le 1er septembre

WHEREAS all twelve of the aforesaid exploration permits are situated in the electoral districts of Gaspé-South and Gaspé-North and are 361,700 acres in total area;

WHEREAS under Order in Council number 1724 of April 15, 1970, section 144 of the Mining Act applies to the twelve (12) aforesaid exploration permits;

WHEREAS the two (2) exploration permits held since February 11, 1971 are contiguous to the twelve (12) other exploration permits.

IT IS ORDERED, therefore, upon the proposal of the Minister of Natural Resources:

THAT, in conformity with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rental and the cost of the necessary work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration permits numbers 466 and 467 granted to Les Pétroles Laduboro Ltée and covering an area of 60,000 acres;

THAT this regulation have force of law effective upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

40466 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1816

Québec, May 18, 1971

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of the Electricity and Gas Board Act to the Iron Ore Company of Canada.

WHEREAS an application was made on March 16, 1971 to the Department of Natural Resources that the provisions of Statute 18, Elizabeth II, chapter 35, amending the Electricity and Gas Board Act, should apply to the Iron Ore Company of Canada;

WHEREAS the main activity of the said company has always been and still is to carry on mining operations and to process minerals derived from the said operations;

WHEREAS the production, sale or distribution of electricity by the said company constituted and still constitutes merely an accessory activity of its undertaking and only serves the purposes of the said company or those of its employees or of persons who live or do business near the undertaking;

WHEREAS the Electricity and Gas Board has been consulted.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources;

THAT, pursuant to Statute 18, Elizabeth II, chapter 35, the provisions of the first paragraph of subsection 1 of section 34 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87), except those of paragraphs "*c*" and "*d*" of the said subsection 1, and of any legislation to the same effect which may have existed before the 1st of September, 1945, have

1945, ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas depuis le 18 novembre 1949 jusqu'au 31 décembre 1980 à la compagnie Iron Ore du Canada;

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
40466-o JULIEN CHOUINARD.

never applied and shall not apply between 18th of November, 1949 and 31st of December, 1970 to the Iron Ore Company of Canada;

THAT publication to this effect be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
40466 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1818

Québec, le 18 mai 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par La Société Acadienne de Recherches Pétrolière Ltée.

ATTENDU QUE La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée détient douze (12) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 468 à 479 inclusivement depuis le 17 février 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa *e*) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis, si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les permis de recherche précités sont contigus et couvrent une superficie de 583,900 acres en front des districts électoraux de Rimouski et de Matane.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 468 à 479 inclusivement accordés à La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée et couvrant une superficie de 583,900 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
40466-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1818

Québec, May 18, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the necessary work payable by *La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée.*

WHEREAS *La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée* holds twelve (12) exploration permits for petroleum and natural gas, being permits numbered 468 to 479 inclusive issued February 17, 1971;

WHEREAS under paragraph (*e*) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of this Act;

WHEREAS under the said section 144, a company or corporation duly authorized to carry out its activities in Québec may reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever it holds at least five (5) contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the St. Laurence river and the Gulf of St. Laurence touching upon these districts, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS the aforesaid exploration permits are contiguous and cover an area of 583,900 acres fronting the electoral districts of Rimouski and Matane.

IT IS ORDERED upon the proposal of the Minister of Natural Resources:

THAT, in conformity with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rental and the cost of the necessary work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration permits numbers 468 to 479 inclusive granted to *La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée* and covering an area of 583,900 acres;

THAT this regulation have force of law effective upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
40466 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1819

Québec, le 18 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la compagnie Shell Québec Limitée.

ATTENDU QUE la compagnie Shell Québec Limitée détient huit (8) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 307 à 314 inclusivement émis le 16 mai 1969;

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa *e*) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis, si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les permis de recherche précités sont contigus et couvrent une superficie de 435,500 acres dans les districts électoraux de Rivière-du-Loup et Témiscouata;

ATTENDU QUE les districts électoraux précités n'ayant été ajoutés à l'article 144 que le 19 décembre 1970, la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis de 75% pour la première année ne s'applique pas aux permis de recherche numéros 307 à 314 inclusivement.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 50% pour chaque année, à compter du 19 décembre 1970, pour les permis de recherche numéros 307 à 314 inclusivement accordés à la compagnie Shell Québec Limitée et couvrant une superficie de 435,500 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40466-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1819

Québec, May 18, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the necessary work payable by *Shell Québec Limitée.*

WHEREAS *Shell Québec Limitée* holds eight (8) exploration permits for petroleum and natural gas, being permits numbered 307 to 314 inclusive issued May 16, 1969;

WHEREAS under paragraph (*e*) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of this Act;

WHEREAS under the said section 144, a company or corporation duly authorized to carry out its activities in Québec may reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever it holds at least five (5) contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the St. Lawrence river and the Gulf of St. Lawrence touching upon these districts, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS the aforesaid exploration permits are contiguous and cover an area of 435,500 acres in the electoral districts of Rivière-du-Loup and Témiscouata;

WHEREAS the aforesaid electoral districts having only been added to section 144 on December 19, 1970, the reduction in the amount of the rental and the cost of necessary work to the extent of 75% for the first year does not apply to exploration permits numbers 307 to 314 inclusive.

IT IS ORDERED upon the proposal of the Minister of Natural Resources:

THAT, in conformity with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rental and the cost of the necessary work be reduced to the extent of 50% for each year, starting from December 19, 1970, for exploration permits numbers 307 to 314 inclusive granted to *Shell Québec Limitée* and covering an area of 435,500 acres;

THAT this regulation have force of law effective upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40466

Vente par licitation

Canada — Province de Québec
District de Joliette

No 24,259. CLÉMENT RIVEST, domicilié et demeurant à St-Théodore de Chertsey, comté de Montcalm, district de Joliette, et CLÉMENT RIVEST, en sa qualité de représentant de Dame Marie Rose Rivest, et CLÉMENT RIVEST, en sa qualité de représentant de Dame Alice Rivest, demandeur, *vs* LUCIEN RIVEST, domicilié et demeurant à Rawdon, district de Joliette, et LUCIEN RIVEST, en sa qualité de représentant de Léon Rivest, Philippe Rivest, Élie Rivest, Paul Rivest et Maurice Rivest, et LUCIEN RIVEST, en sa qualité de représentant de Dame Madeleine Rivest, défendeur, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, district de Joliette, mis en cause.

Avis de vente par licitation suivant l'article 808 C.P.C.

Suivant jugement rendu le 26 juin 1970, par l'Honorable Maurice Cousineau, Juge de la Cour Supérieure, ordonnant la vente par licitation des immeubles ci-après désignés et situés dans le canton de Chertsey, comté de Montclam:

a) Le lot sept H (7 H) du troisième rang du canton de Chertsey, connu et désigné comme tel aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm, à distraire dudit lot, une partie du lot 7 H vendue à Clément Rivest, suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, en date du 23 octobre 1958 sous le numéro 6958 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 77028; à distraire du lot 7 H une partie dudit lot vendue à Philippe Perreault suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, en date du 21 octobre 1961, sous le numéro 8135 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 87,234; à distraire du lot 7 H une partie dudit lot vendue à Lucien Lalouette suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, en date du 23 mai 1963, sous le numéro 8790 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 92,830; à distraire du lot 7 H une partie dudit lot vendue à Yvon Riopel suivant acte de vente passé devant Me J. G. Beaudry, notaire, sous le numéro 11,050 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 117,318;

b) Le lot huit A (8 A) du troisième rang du canton de Chertsey, connu et désigné comme tel aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm, à distraire du lot 8 A une partie dudit lot vendue à la Commission Scolaire de Chertsey suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, sous le numéro 3914 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregis-

Sale by Licitation

Canada — Province of Québec
District of Joliette

No. 24,259. CLÉMENT RIVEST, domiciled and residing at St-Théodore de Chertsey, county of Montcalm, district of Joliette, and CLÉMENT RIVEST, in his capacity as representative of Mrs. Marie Rose Rivest, and CLÉMENT RIVEST, in his capacity as representative of Mrs. Alice Rivest, plaintiff, *vs* LUCIEN RIVEST, domiciled and residing at Rawdon, district of Joliette, and LUCIEN RIVEST, in his capacity as representative of Léon Rivest, Philippe Rivest, Élie Rivest, Paul Rivest and Maurice Rivest, and LUCIEN RIVEST, in his capacity as representative of Mrs. Madeleine Rivest, defendant, and THE REGISTRAR of the registration division of Montcalm, district of Joliette, mis en cause.

Notice of sale by licitation according to section 808 C.C.P.

According to the judgment rendered on June 26, 1970, by the Honourable Maurice Cousineau, Judge of the Superior Court, ordering the sale by licitation of the immovables hereafter designated and situated in the township of Chertsey, county of Montcalm:

(*a*) Lot seven H (7 H) of the third range of the township of Chertsey, known and designated as such on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Chertsey, registration division of Montcalm, to withdraw from the said lot, a part of lot 7 H sold to Clément Rivest, according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, dated October 23, 1958, under number 6958 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 77028; to withdraw from lot 7 H a part of the said lot sold to Philippe Perreault according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, dated October 21, 1961, under number 8135 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 87,234; to withdraw from lot 7 H a part of the said lot sold to Lucien Lalouette according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, dated May 23, 1963, under number 8790 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 92,830; to withdraw from lot 7 H a part of the said lot sold to Yvon Riopel according to a deed of sale passed before Me J. G. Beaudry, notary, under number 11,050 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 117,318;

(*b*) Lot eight A (8 A) of the third range of the township of Chertsey, known and designated as such on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Chertsey, registration division of Montcalm, to withdraw from lot 8 A a part of the said lot sold to the Chertsey School Commission according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, under number 3914 of his minutes and

trement de Montclam sous le numéro 57,520; à distraire du lot 8 A une partie dudit lot vendue à la Commission Scolaire de St-Théodore de Chertsey suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, sous le numéro 8129 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 87,185; à distraire du lot 8 A une partie dudit lot vendue à la Corporation du canton de Chertsey suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, sous le numéro 9113 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montclam sous le numéro 95,719; à distraire du lot 8 A une partie dudit lot vendue à la Commission Scolaire de Chertsey suivant acte de vente passé devant Me Jean Durand, notaire, sous le numéro 5654 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm sous le numéro 68,271;

c) Le lot huit C (8 C) du troisième rang du canton de Chertsey, connu et désigné comme tel aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm, avec bâtisses y érigées;

d) Une partie du lot sept A (7 A) du troisième rang du canton de Chertsey (Ptie 7 A), connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm, de forme irrégulière, bornée au sud-est en partie par le chemin de front dudit rang, en partie par Médéric Beauregard et en partie par Joseph Galarneau ou représentants, au nord-est par Médéric Beauregard, Joseph Galarneau et Alphonse Perreault ou représentants, au sud-ouest par le chemin de ligne du troisième rang, le tout avec bâtisses y érigées;

e) Un terrain de forme irrégulière faisant partie du lot huit D (8 D) connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm, mesurant cinquante (50′) pieds de front sur quatre cents (400′) pieds de profondeur et de là prenant deux cent vingt (220′) pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a à aller au trait carré comprenant le coteau et borné comme suit: en front par le terrain de la Commission Scolaire de Chertsey et par le terrain de la Fabrique, à l'arrière audit trait carré, d'un côté par Olivier Rivest, de l'autre côté par le terrain de la Fabrique.

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, VENDREDI le NEUVIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 25 mai 1971.

40462-o

registered at the office of the registration division of Montcalm under number 57,520; to withdraw from lot 8 A a part of the said lot sold to the St-Théodore de Chertsey School Commission according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, under number 8129 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 87,185; to withdraw from lot 8 A a part of the said lot sold to the Corporation of the township of Chertsey according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, under number 9113 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 95,719; to withdraw from lot 8 A a part of the said lot sold to the Chertsey School Commission according to a deed of sale passed before Me Jean Durand, notary, under number 5654 of his minutes and registered at the office of the registration division of Montcalm under number 68,271;

(*c*) Lot eight C (8 C) of the third range of the township of Chertsey, known and designated as such on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Chertsey, registration division of Montcalm, with buildings erected thereon;

(*d*) A part of lot seven A (7 A) of the third range of the township of Chertsey (P. 7 A), known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Chertsey, registration division of Montcalm, of an irregular form bounded on the southeast in part by the road in front of the said range, in part by Médéric Beauregard and in part by Joseph Galarneau or representatives, on the northeast by Médéric Beauregard, Joseph Galarneau and Alphonse Perreault or representatives, on the southwest by the road line of the third range, the whole with buildings erected thereon;

(*e*) A piece of land of an irregular form forming part of lot eight D (8 D) known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Chertsey, registration division of Montcalm, measuring fifty (50′) feet in front by four hundred feet (400′) in depth and thence comprising two hundred and twenty (220′) feet in width by the depth existing at the "trait carré" including the hill and bounded as follows: in front by the land of the Chertsey School Commission and by the land of the Fabric, in the rear by the said "trait carré" on one side by Olivier Rivest, on the other side by the land of the Fabric.

To be sold at the office of the registration division of Montcalm, at Ste-Julienne, on FRIDAY, the NINTH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

JEAN-MARC MARION,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 25, 1971.

40462

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Provinciale
Saint-Jean, à savoir:
No. 10,048

LA CORPORATION SCOLAIRE DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* JACQUES ROBERT, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, (397, Carré Jean de Brébeuf), défendeur et ROBERT SAUVÉ, en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Saint-Jean, mis en cause.

« Un emplacement de forme trapézoïdale connu et désigné comme étant le lot numéro 74-58 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean borné en front au sud par le lot numéro 74 (rue), à l'ouest par le lot numéro 74-59, au nord par le lot numéro 77-122, à l'est par le lot numéro 74-57. Ce lot mesure soixante-quinze (75′) de largeur par des profondeurs de trente-trois pieds et six dixièmes (33.6′) dans sa ligne est et trente-trois pieds et sept dixièmes (33.7′) dans sa ligne ouest, et contient en superficie deux mille cinq cent vingt-trois pieds carrés et soixante-quinze centièmes (2.523′.75). Mesure anglaise.

Un emplacement de forme trapézoïdale connu et désigné comme étant le lot numéro 77-122 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean borné au nord par le lot numéro 77-118, 77-130, à l'est par le lot numéro 77-121, au sud par le lot numéro 74-58, à l'ouest par le lot numéro 77-123. Ce lot mesure soixante-quinze pieds (75′) de largeur par une profondeur de soixante-six pieds et trois dixièmes (66.3′) dans sa ligne ouest et soixante-six pieds et quatre dixièmes (66.4′) dans sa ligne est et contient en superficie quatre mille neuf cent soixante-seize pieds et vingt-cinq centièmes (4,976′.25). Mesure anglaise. Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu « en bloc », au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, ce 26 mai 1971.

40472-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Canada — Province of Québec
District of Iberville

Provincial Court,
Saint-John's, to wit:
No. 10,048.

THE SCHOOL CORPORATION OF THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-JOHN'S, a corporation legally constituted, having a place of business in the city of Saint-John's district of Iberville, plaintiff, *vs* JACQUES, ROBERT, of the city of Saint-John's district of Iberville, (397 St-Jean de Brébeuf Square), defendant, and ROBERT SAUVÉ, in his capacity as Registrar for the Registration Division of the county of Saint-John's, mis en cause.

"An emplacement of trapezoidal configuration known and designated as lot 74-58 of the official cadastre of the parish of Saint-John's, bounded in front on the south by lot number 74 (street) on the west by lot number 74-59, on the north by lot number 77-122, on the east by lot number 74-57. This lot measures seventy-five feet (75′) in width by depths of thirty-three and six tenths feet (33.6′) in its eastern line and thirty-three and seven tenths feet (33.7′) in its western line, and measures two thousand five hundred and twenty-three and seventy-five hundredths square feet (2,523′.75) English measure in area.

An emplacement of trapezoidal configuration known and designated as lot number 77-122 of the official cadastre for the parish of Saint-John's, bounded on the north by lot number 77-118, 77-130 on the east by lot number 77-121, on the south by lot number 74-58 on the west by lot number 77-123. This lot measures seventy-five feet (75′) in width by a depth of sixty-six and three tenths feet (66.3′) in its west line and sixty-six and four tenths feet (66.4′) in its east line and measures four thousand nine hundred and seventy-six and twenty-five hundredths (4,976′.25) feet English measure in area. With the buildings constructed thereon."

To be sold "en bloc", at the Registry Office for the county of Saint-John's, in the town of Saint-John's, the SEVENTH day of JULY, 1971, at TWO THIRTY in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-John's, May 26, 1971.

40472

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Montréal. No. 799 954. { LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE LA RÉGION DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 3530 ouest, rue Jean-Talon, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LIONEL DUBÉ, domicilié et résidant au 86, boulevard Cartier, à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, défendeur.

« Un terrain situé en la cité de Rivière-du-Loup, du côté ouest du boulevard Cartier, mesurant deux cents pieds de largeur du nord au sud sur cent cinquante pieds de profondeur de l'est à l'ouest à partie de la clôture de Fernand Léveillé, mesures anglaises, borné en front à l'est au tracé actuel du boulevard Cartier, au sud à la route du quai neuf, à l'ouest et au nord au résidu du terrain de Fernand Léveillé, lequel terrain fait partie du lot de terre étant le subdivision un du lot originaire numéro huit (P. 8-1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Fraserville, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'ayant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 27 mai 1971. 40443-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 25,781. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* FRANÇOIS COULOMBE, industriel de la cité de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, défendeur.

« Un terrain situé en la cité de Rivière-du-Loup, faisant partie du lot numéro deux cent dix (Ptie 210) du cadastre officiel de la ville de Fraserville, division d'enregistrement du comté de Témiscouata, mesurant quatre-vingts pieds de front sur une profondeur de cinquante-deux pieds sur sa ligne est et de quarante-sept pieds et deux dixièmes dans sa ligne ouest, mesure anglaise, plus ou moins, tel que borné en front à la rue St-Paul, à l'est, à Dame Léopold Lévesque, à l'ouest, à la rue Albert et au sud du terrain en second lieu ci-après désigné; avec maison dessus construite, circonstances et dépendances; et un autre terrain situé au même endroit, faisant également partie du lot numéro deux cent dix (Ptie 210) du cadastre officiel de la ville de Fraserville, borné en front au nord du terrain

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Montreal, Superior Court, No. 799 954. { LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE LA RÉGION DE MONTRÉAL, a corporation legally incorporated, having its head office at 3530 Jean-Talon Street West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LIONEL DUBÉ, domiciled and residing at 86 Cartier Boulevard, at Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, defendant.

"A piece of land situated in the city of Rivière-du-Loup, on the west side of Cartier Boulevard, measuring two hundred feet wide from north to south by one hundred and fifty feet deep from east to west by part of Fernand Leveillé's fence, English measurements, bounded in front on the east by the current laying out of Cartier Boulevard, on the south by the road of the new wharf, on the west and north by the remainder of the land belonging to Fernand Leveillé, which land forms part of the lot of land forming subdivision one of original lot number eight (P. 8-1) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the town of Fraserville, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office, division of Témiscouata, at the Court House, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, on the THIRTEENTH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 27, 1971. 40443

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 25,781. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, body politic and incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* FRANÇOIS COULOMBE, industrialist, of the city of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, defendant.

"A piece of land situated in the city of Rivière-du-Loup, being part of lot number two hundred and ten (P. 210) on the official cadastre of the town of Fraserville, registration division of the county of Témiscouata, measuring eighty feet in front with a depth of fifty-two feet on its eastern line and forty-seven feet and two tenths on its western line, English measure, more or less, as it is bounded in front by St. Paul Street, on the east by Dame Léopold Lévesque, on the west by Albert Street and on the south by the piece of land hereafter designated in the second place; with the house thereon erected, circumstances and dependencies; and another piece of land situated at the same place, also part of lot number two hundred and ten (P. 210) on the official cadastre of the town of Fraserville, bounded in

en premier lieu ci-dessus désigné, au sud partie à Alfred Lapointe, et partie à Dame Pierre Beaulieu ou représentant, à l'est partie à Dame Léopold Lévesque et partie à Jules Viel et à l'ouest à la rue Albert, mesurant quatre-vingts pieds en front de l'est à l'ouest, au nord, et quatre-vingt-cinq pieds en sa ligne sud en arrière, sur soixante-quinze pieds en sa ligne ouest et soixante-sept pieds et demi en sa ligne est, le tout plus ou moins et mesure anglaise; avec la bâtisse (Atelier) dessus construite, circonstances et dépendances, avec et y compris toutes les machines en général qui se trouvent dans ledit atelier et qui peuvent être considérées comme immeubles par destination. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 27 mai 1971.

Le shérif,
MAURICE MORIN.
40447-o

front on the north by the piece of land designated hereabove in the first place, on the south partly by Alfred Lapointe, and partly by Dame Pierre Beaulieu or representative, on the east partly by Dame Léopold Lévesque and partly by Jules Viel and on the west by Albert Street, measuring eighty feet in front from east to west, on the north, and eighty-five feet on its southern line at the rear, by seventy-five feet on its western line and sixty-seven feet and a half on its eastern line, the whole more or less and English measurements; with the building (workshop) thereon erected, circumstances and dependencies, with and including all the machines in general which exist in the said workshop and which can be considered as immovables by destination."

To be sold at the registry office, Témiscouata Division, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the THIRTEENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
May 27, 1971.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
40447

MONTMAGNY

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No. 11-564. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, *versus* MAURICE DELADURANTAYE, Cap St-Ignace, comté de Montmagny et RAYMOND BÉLANGER, L'Islet, comté de L'Islet, défendeurs.

Vente en bloc

1. Une terre située au premier rang de la paroisse de L'Islet, contenant deux arpents de front, sur trente-neuf arpents de profondeur; bornée au nord au chemin public, à l'est au terrain de Amédée Ménard, au sud par le lot numéro 271, et à l'ouest au terrain de Joseph Bélanger; connue au cadastre de la paroisse de L'Islet comme partie du lot numéro deux cent soixante-dix (ptie 270) le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sauf et à distraire de cette terre la partie vendue à M. François Roy par acte enregistré à St-Jean-Port-Joli le vingt-cinq (25) octobre 1950, sous le numéro 69388.

2. Un terrain situé au premier rang de la paroisse de L'Islet, contenant deux arpents et quart de front par un arpent et demi de profondeur, connu au cadastre de la paroisse de L'Islet, comme étant le lot numéro deux cent soixante et onze (271).

3. Un terrain au premier rang de St-Eugène, contenant un arpent et demi de front sur une profondeur d'environ trente-cinq arpents, borné au nord par la Rivière du Bras St-Nicolas, au sud par les lots 422 et 423, à l'est par le lot 216, à l'ouest par le lot 221 et connu et désigné comme faisant partie du lot deux

MONTMAGNY

Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Superior Court, No. 11,564. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff, *versus* MAURICE DELADURANTAYE, Cap St-Ignace, county of Montmagny, and RAYMOND BÉLANGER, L'Islet, county of L'Islet, defendants.

"En Bloc" Sale

1. A land situated in the first range of the Parish of L'Islet, having two arpents in front, by thirty-nine arpents in depth. Bounded on the north by the public highway, on the east by the land belonging to Amédée Ménard, on the south by lot No. 271 and on the west by the land belonging to Joseph Bélanger, known on the cadastre of the Parish of L'Islet as being part of lot No. two hundred and seventy (P. 270), the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save and to withdraw from that land the part sold to Mr. François Roy by deed registered at St-Jean-Port-Joli on the twenty-fifth (25) day of October, 1950, under No. 69388.

2. A piece of land situated in the first range of the Parish of L'Islet, comprising two arpents and one quarter in front by one arpent and one half in depth, known on the cadastre of the Parish of L'Islet as being lot No. two hundred and seventy-one (271).

3. A piece of land in the first range of St. Eugène, comprising one arpent and a half in front with a depth of approximately thirty-five arpents, bounded on the north by the Bras St-Nicolas River, on the south by lots 422 and 423, on the east by lot 216, on the west by lot 221, and known and designated as being part

cent vingt (ptie 220) au cadastre officiel de la paroisse de St-Eugène, comté ce L'Islet.

Sujet le lot deux cent soixante-dix (270) de L'Islet, aux servitudes suivantes:

a) Servitude par Joseph-Samuel Caron à la Cie Canadienne Téléphone Bell, Ltée, devant Me Henri Boisvert, notaire, le 11 juillet 1911, sous le No 39210, consistant en le droit de maintenir ses lignes sur le lot 270 de L'Islet.

b) Cession par Onésime Ménard à la Cie d'Aqueduc du Haut de l'Anse de L'Islet, devant J.-O. Roy, notaire, le 23 octobre 1905, enregistrée le 2 novembre 1905, sous le No 35145, consistant en un droit de passage sur le lot 270 de L'Islet.

c) Servitude par Joseph Samuel Caron en faveur de The Bell Telephone Co. of Canada, devant J. A. P. Jean, notaire, le 9 août 1938, enregistré le 15 août 1938 sous le No 58651 affectant le lot 270 de L'Islet.

Sujet ledit lot deux cent vingt (220) de St-Eugène, à la servitude suivante, savoir: Servitude par Gérard Houle à Québec Power Co. sous seing privé, en date du 13 juin 1945, enregistré le 9 mars 1946, sous le No 64326, consistant en le droit de maintenir une ligne d'électricité sur le lot 220 de St-Eugène.

Sujet lesdits lots à deux servitudes de passage pour l'établissement d'une ligne de transmission et de distribution d'énergie électrique, avec tous ses accessoires consentie par Maurice Deladurantaye en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec.

Sauf à distraire la partie ci-après décrite vendue à Pierre Lachance:

Un terrain au premier rang de St-Eugène, contenant 1½ arpent de front sur la profondeur qu'il y a entre la Rivière Bras St-Nicolas qui borne au nord et le chemin public qui borne au sud, borné à l'est par le lot 216 et à l'ouest par le lot 221, et connu et désigné comme faisant partie du lot deux cent vingt (P. 220) au cadastre officiel de la paroisse de St-Eugène, comté de L'Islet, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, le SIXIÈME jour de JUILLET 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, 26 mai 1971. 40444-o

of lot two hundred and twenty (P. 220) on the official cadastre of the parish of St. Eugène, county of L'Islet.

Subject, the lot two hundred and seventy (270) of L'Islet, to the following servitudes:

(*a*) Servitude by Joseph-Samuel Caron to the Canadian Bell Telephone Company Ltd., before Me Henri Boisvert, notary, on July 11, 1911, under No. 39210, consisting in a right to maintaining its lines on lot 270 of L'Islet.

(*b*) Cession by Onésime Ménard to the Cie d'Aqueduc du Haut de l'Anse de L'Islet, before J.-O. Roy, notary, on October 23, 1905, registered on November 2, 1905, under No. 35145, consisting in a right of way on lot 270 of L'Islet.

(*c*) Servitude by Joseph Samuel Caron, in favour of The Bell Telephone Co. of Canada, before J. A. P. Jean, notary, on August 9, 1938, registered on August 15, 1938, under No. 58651, affecting lot 270 of L'Islet.

Subject, the said lot two hundred and twenty (220) of St. Eugène, to the following servitude, to wit: servitude by Gérard Houle to Québec Power Co., under private seal dated June 13, 1945, registered on March 9, 1946, under No. 64326, consisting in a right to maintain a power line on lot 220 of St-Eugène.

Subject, the said lots, to two servitudes of right of way for the setting up of a power transmission and distribution line, with all its accessories, agreed upon by Maurice Deladurantaye in favour of the Québec Hydro-Electric Commission.

Save to withdraw the part hereafter described sold to Pierre Lachance:

A piece of land in the first range of St. Eugène, having 1½ arpent in front by the depth existing between the Bras St-Nicolas River which bounds it on the north and the public highway which bounds it on the south, bounded on the east by lot 216 and on the west by lot 221, and known and designated as being part of lot two hundred and twenty (P. 220) on the official cadastre of the parish of St. Eugène, county of L'Islet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office at St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, on the SIXTH day of JULY, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, May 26, 1971. 40444

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 788-952. HARRY GURBERG, manufacturier, domicilié et résidant à 1545, avenue McGregor, app. 1008, en les ville et district de Montréal, demandeur, *vs* ANNETTE BROWMAN, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Gurberg, des ville et district de Montréal, en sa qualité d'exécutrice de feu Rebecca Freiden Browman, défenderesse es qualité.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 788-952. HARRY GURBERG, manufacturer, domiciled and residing at 1545 McGregor Avenue, Apt. 1008, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ANNETTE BROWMAN, housewife, wife separate as to property of Harry Gurberg, of the city and district of Montreal, in her quality as executrix of the late Rebecca Freiden Browman, defendant es qualité.

« Ce certain emplacement faisant partie du lot originaire numéro cinq cent six (P. 506) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, en la ville de Montréal, de forme irrégulière; borné au nord-est, partiellement par une autre partie dudit lot No 506 et partiellement le lot No 505, au nord-ouest partiellement par le lot No 507 (rue Boisbriand) exproprié en vue du Plan Dozois et partiellement par une autre partie dudit lot No 506, au sud-est par la rue Ste-Catherine et au sud-ouest par la rue De Bullion (partie du lot No 1065), tous aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis. Ladite partie de lot mesure sur une de ses lignes nord-est vingt-neuf pieds et trente-cinq centièmes (29.35′) sur une autre ligne nord-est huit pieds et cinquante-huit centièmes (8.58′) et sur une troisième ligne nord-est, trente-neuf pieds et cinquante-sept centièmes (39.57′), ladite dernière ligne faisant partie de la ligne séparative entre le lot No 506 et le lot No 505 et étant mesurée de la rue Ste-Catherine sur l'une de ses lignes nord-ouest soixante-quatre pieds et quatorze centièmes (64.14′), ladite dernière ligne étant mesurée le long de la rue Boisbriand, et partant de la rue De Bullion sur son autre ligne nord-ouest trente-quatre centièmes de pied (0.34′) et sur sa troisième ligne nord-ouest quarante-trois centièmes d'un pied (0.43′), sur sa ligne sud-est soixante-six pieds et cinq dixièmes (66.5′) et sur sa ligne sud-ouest soixante-dix-sept pieds et cinq dixièmes (77.5′); contenant une superficie de cinq mille soixante pieds carrés et huit dixièmes (5,060.8 p.c.) tout de mesure anglaise et plus ou moins. Le tout ainsi qu'indiqué sur un plan préparé par Jacques Kieffer, arpenteur géomètre de Québec et daté du 23 décembre 1964.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 151 à 157 est, rue Ste-Catherine et 1405 et 1411, rue De Bullion, en ladite ville de Montréal, incluant tous les accessoires se rattachant audit emplacement.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exceptions ou réserves d'aucune sorte. »

Cette propriété est affectée par une première hypothèque en faveur de Credit Foncier Franco-Canadien, laquelle l'Acheteur doit assumer et les détails de laquelle hypothèque sont décrits sommairement comme suit: enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1801001, échu le 1er jour de janvier 1975, et est sujette à remboursement au taux de $552 par mois, capital et intérêt. Le solde de l'hypothèque à cette date est approximativement $46,000.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de justice, en la ville de Montréal, le HUITIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 28 mai 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40463

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 806-400. LA BANQUE TORONTO-DOMINION, un corps politique et incorporé légalement constitué, ayant

"That certain emplacement being part of original lot number five hundred and six (P. 506) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward, in the city of Montreal, of irregular figure, bounded to the northeast partly by another part of said lot No. 506 and partly by lot No. 505, to the northwest partly by lot No. 507 (Boisbriand Street) expropriated for Plan Dozois and partly by another part of said lot No. 506, to the southeast by Ste. Catherine Street and to the southwest by De Bullion Street (part of lot No. 1065), all of the official plan and book of reference of the St. Louis Ward. Said part of lot measures in one of its northeast lines twenty-nine feet and thirty-five hundredths of a foot (29.35′), in another northeast line eight feet and fifty-eight hundredths of a foot (8.58′) and in a third northeast line, thirty-nine feet and fifty-seven hundredths of a foot (39.57′), said latter line being part of the division line between lot No. 506 and lot No. 505 and being measured from Ste. Catherine Street, in one of its northwest lines sixty-four feet and fourteen hundredths of a foot (64.14′), said latter line being measured along Boisbriand Street and starting from De Bullion Street, in its other northwest line thirty-four hundredths of a foot (034′) and in its third northwest line forty-three hundredths of a foot (0.43′), in its southeast line sixty-six feet and five-tenths of a foot (66.5′) and in its southwest line seventy-seven feet and five tenths of a foot (77.5′), containing an area of five thousand and sixty square feet and eight tenths of a square foot (5,060.8 sq. ft.), all English measure and more or less. The whole as shown on a plan prepared by Jacques Kieffer, Québec Land Surveyor, and dated December 23rd, 1964.

With all the buildings thereon erected bearing civic numbers 151 to 157 Ste. Catherine Street East and 1405 and 1411 De Bullion Street, in the said city of Montreal, including all accessories pertaining to said emplacement.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception of reserve of any kind."

This property is affected by a first hypothec in favour of Credit Foncier Franco-Canadien, which the Purchaser must assume and the details of which hypothec are summarized as follows: registered at the registry office of Montreal under number 1801001, matures January 1, 1975, and is subject to repayment at the rate of $552 per month, capital and interest. The balance of that hypothec at this date is approximately $46,000.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the EIGHTH day of JULY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 28, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40463-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 806-400. THE TORONTO DOMINION BANK, a body politic and corporate, duly incorporated, having its

son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* WAYNE PATRICK KING, anciennement de la ville et du district de Montréal, et présentement d'Ottawa, en la province d'Ontario, défendeur.

Ce certain emplacement donnant sur l'avenue Saint-Ignatius, dans la ville de Montréal, province de Québec, et mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds, faisant partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, connu et désigné comme étant les subdivisions six cent vingt et six cent vingt et un du lot cent quarante-trois (143-620 et 621), mesure anglaise, et plus ou moins.

Avec l'habitation y érigée portant le numéro civique 5384, avenue St-Ignatius et dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Sous réserve d'une servitude en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada accordant à ladite compagnie le droit d'installer des poteaux, fils, câbles, etc., le tout tel qu'il appert dans un acte en date du vingt-quatrième jour d'août, mille neuf cent cinquante et un, enregistré à Montréal sous le numéro 912364.

Avec et soumis à une servitude de passage en faveur de et à l'encontre de la propriété décrite ci-dessus et en faveur de et à l'encontre de la propriété attenante au sud-est, ledit passage réciproque étant une lisière de terrain qui mesure vingt-quatre pieds de largeur sur quarante-quatre pieds et six pouces de profondeur, le tout tel qu'établi et décrit plus en détail dans un acte passé devant F. K. Stevenson, notaire, le douzième jour de décembre mille neuf cent cinquante et un, enregistré à Montréal, sous le numéro 931888.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exceptions ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour supérieure,
Montréal, 27 mai 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40478

head office and principal place of business for the province of Québec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* WAYNE PATRICK KING, formerly of the city and district of Montreal, and now of Ottawa, in the province of Ontario, defendant.

That certain emplacement fronting on St. Ignatius Avenue in the city of Montreal, province of Québec, measuring fifty feet in width and a depth of eighty feet, forming part of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, known and designated as subdivisions six hundred and twenty and six hundred and twenty-one of lot one hundred and forty-three (143-620 and 621), English measure, and more or less.

With the dwelling house thereon erected bearing civic number 5384 St. Ignatius Avenue, the north-westerly wall whereof is mitoyen.

Subject to a servitude in favour of The Bell Telephone Company of Canada granting the said company the right to instal poles, wires, cables, etc., the whole as appears in a deed dated the twenty-fourth day of August, nineteen hundred and fifty-one, registered at Montreal under Number 912364.

Together with and subject to a servitude of passage in favour of and against the property above described and in favour of and against the adjacent property to the southeast, the said reciprocal passage being on a strip of land measuring twenty-four feet in width and forty-four feet six inches in depth, the whole as established and more fully described in a deed executed before F. K. Stevenson, Notary, on the twelfth day of December, nineteen hundred and fifty-one, registered at Montreal under Number 931888.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JULY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 27, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40478-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 6653.

ANTOINE LAGACÉ, 49½ rue Royale, St-Féréol, district de Québec, était demandeur, *contre* JOSEPH H. LACHANCE, résidant et domicilié à St-Féréol, mécanicien, était défendeur, et ME RÉMI LUSSIER, en sa qualité de curateur public, 9310 St-Laurent, Montréal, était défendeur en reprise d'instance.

« Un terrain formant partie du lot cinq cent douze (P. 512) au cadastre de St-Féréol, mesurant soixante-dix-sept pieds en front sur l'avenue Royale qui le borne au nord; sur cent pieds de profondeur, m. a., borné vers l'ouest à un autre terrain appartenant audit J.H.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 6653.

ANTOINE LAGACÉ, 49½ Royale Street, St-Féréol, district of Québec, plaintiff, *against* JOSEPH H. LACHANCE, residing and domiciled at St-Féréol, mechanic, defendant, and ME RÉMI LUSSIER, in his capacity as public curator, 9310 St-Laurent, Montreal, defendant in continuance of suit.

"A piece of land forming part of lot five hundred and twelve (P. 512) on the cadastre of St-Féréol, measuring seventy-seven feet in front on Royale Avenue which bounds it on the north, by one hundred feet in depth, English measure, bounded on the west by another piece

Lachance, au sud et à l'est au résidu du lot 512 de Ad. Simard.

Un terrain aussi partie du lot cinq cent douze (P. 512) au même cadastre; mesurant 76½ de largeur sur 114 de longueur, borné au nord au chemin royal, vers l'est au terrain ci-haut, vers le sud au résidu de 512 et à l'ouest à Philippe Racine.

Un emplacement formant partie du lot cinq cent onze (P. 511) au même cadastre; mesurant 150 pieds de largeur par 300 pieds de longueur, borné au sud au chemin royal, à l'ouest au lot 513 de P. Racine, vers le nord et à l'est au résidu de 511 de Armand Simard.

Avec maison et dépendances.

Les subdivisions un et deux du lot cinq cent douze (512-1-2) au même cadastre.

Avec garage y érigé et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS.

Québec, le 1 juin 1971. 40464-o

of land belonging to the said J.H. Lachance, on the south and east by the remainder of lot 512 belonging to Ad. Simard.

A piece of land also forming part of lot five hundred and twelve (P. 512) on the same cadastre; measuring 76½ in width by 114 in length, bounded on the north by the Royal Road, on the east by the land hereabove mentioned, on the south by the remainder of 512 and on the west by Philippe Racine.

An emplacement forming part of lot five hundred and eleven (P. 511) on the same cadastre; measuring 150 feet in width by 300 feet in length, bounded on the south by Royal Road, on the west by lot 513 belonging to P. Racine, on the north and east by the remainder of 511 belonging to Armand Simard.

With a house and dependencies.

Subdivisions one and two of lot five hundred and twelve (512-1-2) on the same cadastre.

With a garage erected thereon and dependencies."

To be sold at the Montmorency Registry Office, at Château-Richer, on the SEVENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,

Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*

Québec, June 1, 1971. 40464

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Provinciale, M.J. 452. { LAURENTIDE FINANCE CO., corporation légalement constituée ayant la place d'affaires à Mont-Joli, district de Rimouski, demanderesse *vs* CHARLES-ÉMILE BÉLANGER, Rang 9, St-Damase, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Damase, connue et désignée comme étant la demie est du lot dix-neuf (½ est 19) et la demie ouest du lot vingt (½ ouest 20) du cadastre officiel du rang neuf du canton de McNider, avec la maison et les autres bâtiments y érigées, circonstances et dépendances, borné comme suit: à l'est à la demie est du lot vingt appartenant à Jos Lamarre ou représentants à l'ouest à la demie ouest du lot 19 appartenant à Ernest Caron ou représentant à chaque extrémité au fronteau respectif des rangs. À distraire les lisières de terrain vendues au ministère de la Voirie de la province de Québec, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement à Amqui, sous le numéro 48-220. Une autre terre, située en la même paroisse, contenant cent six acres en superficie connue et désignée sous les numéros trente-trois-A et trente-trois-B. (33-A et 33-B) du cadastre officiel du rang dix du canton de McNider, circonstances, et dépendances.

Une autre terre située en la paroisse de St-Damase, contenant cent huit acres en superficie, connue et

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Provincial Court, M.J. 452. { LAURENTIDE FINANCE CO., a corporation legally incorporated having its place of business at Mont-Joli, district of Rimouski, plaintiff, *vs* CHARLES-ÉMILE BÉLANGER, Range 9, St-Damase, district of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the parish of St-Damase, known and designated as forming the east half of lot nineteen (east ½ 19) and the west half of lot twenty (west ½ 20) on the official cadastre of the ninth range of the township of McNider, with the house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies, bounded as follows: on the east by the east half of lot twenty belonging to Jos. Lamarre or representatives, on the west by the west half of lot 19 belonging to Ernest Caron or representative, at each extremity by the respective frontage of the ranges. To withdraw the strips of land sold to the Department of Roads of the Province of Québec following a deed registered at the Amqui Registry Office under number 48-220. Another piece of land, situated in the same parish, containing one hundred and six acres in area, known and designated under numbers thirty-three-A and thirty-three-B, (33-A and 33-B) of the official cadastre of the tenth range of the township of McNider, circumstances and dependencies.

Another piece of land situated in the parish of St-Damase, containing one hundred and eight acres

désignée sous le numéro trente-neuf (39), du cadastre officiel du rang 10 du canton de McNider, circonstances et dépendances.

Pour être vendues « en bloc », au bureau d'enregistrement, division d'Amqui, Palais de Justice, ville d'Amqui, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 31 mai 1971.
40445-o

in area, known and designated under number thirty-nine (39) of the official cadastre of range 10 of the township of McNider, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the registry office of the division of Amqui, at the Court House, in the town of Amqui, on the FIFTEENTH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, May 31, 1971.
40445

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 35-098. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social à Québec dit district, demanderesse, *vs* JEAN-MAURICE BÉLANGER, cultivateur de St-Simon, district de Rimouski, défendeur.

« 1. Une terre située au premier rang de la paroisse de Saint-Simon, mesurant cinq arpents de largeur sur quarante arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Simon sous les numéros cent vingt et cent vingt et un (120 et 121), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sauf à distraire les lisières de terrain vendues au Ministère de la Voirie du Québec, suivant actes de vente enregistrés sous les numéros 84,826 et 85,885.

Sujette à diverses servitudes de passage en faveur des immeubles de Lower St-Lawrence Construction Co., de la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, et de la Corporation de Téléphone de Québec, pour le passage de leur ligne de transmission, suivant actes de servitude enregistrés sous les numéros 56,402, 56,413, 56,509, 82,408, 82,414, 82,826, 99,967 et 99,971.

2. Un circuit de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Simon, mesurant six arpents de largeur sur quatre arpents de profondeur, borné au nord-ouest au premier rang, au nord-est au terrain de Léon Bélanger ou représentants, au sud-est au terrain de Narcisse Fortin ou représentants et partie au terrain de F. Gaudreau ou représentants, et au sud-ouest au terrain de Philippe Roy ou représentants; lequel circuit de terre étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Simon comme faisant partie des lots numéros trois cent cinquante et trois cent cinquante et un (350 ptie et 351 ptie), circonstances et dépendances. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement division de Rimouski, Palais de Justice, cité de Rimouski, le HUITIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député shérif,
Rimouski, 31 mai 1971.
40446-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 35-098. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic, having its head office in Québec, said district, plaintiff, *vs* JEAN-MAURICE BÉLANGER, farmer of St. Simon, district of Rimouski, defendant.

"1. A land situated in the first range of the parish of St. Simon, measuring five arpents in width by forty arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Simon, under numbers one hundred and twenty and one hundred and twenty-one (120 and 121), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

Save to withdraw the strips of land sold to the Québec Roads Department, as per deeds of sale registered under numbers 84,826 and 85,885.

Subject to various servitudes of right of way in favour of the immovables of Lower St. Lawrence Construction Co., of la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, and the Corporation de Téléphone de Québec, for their transmission line, as per deeds of servitude registered under numbers 56,402, 56,413, 56,509, 82,408, 82,414, 82,826, 99,967 and 99,971.

2. A land circuit situated in the second range of the parish of St. Simon, measuring six arpents in width by four arpents in depth, bounded on the northwest by the first range, on the northeast by the piece of land belonging to Léon Bélanger or representatives, on the southeast by the piece of land belonging to Narcisse Fortin or representatives and partly by the piece of land belonging to F. Gaudreau or representatives, and on the southwest by the piece of land belonging to Philippe Roy or representatives; such land circuit is known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Simon as being part of the lots numbers three hundred and fifty and three hundred and fifty-one (P. 350 and P. 351), circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the Rimouski Division, at the Court House, city of Rimouski, on the EIGHTH day of JULY, 1971 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Office of the Deputy Sheriff,
Rimouski, May 31, 1971.
40446

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-539. { JEAN PELLETIER, rentier de l'endroit appelé Ste-Félicité, district de Rimouski, demandeur *vs* PIERRE PAUL LAVOIE, de l'endroit appelé Ste-Félicité, district de Rimouski, défendeur.

1° Une terre désignée sous les numéro deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze (206, 207, 208, 209, 210, 211, 212) du cadastre officiel revisé d'une partie de la paroisse de Ste-Félicité, canton de Cherbourg, premier rang, étant une terre mesurant cent quatre-vingt-dix-huit acres et dix-sept centièmes (198.17) en superficie, bornée au nord, au fleuve St-Laurent, au sud, au deuxième rang, à l'ouest, à la propriété de Lionel Dufour et à l'est, à celle de Wellie Henley, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Les parties à distraire vendues au ministère de la Voirie du Québec.

Description de trois lisières de terrain, de figures irrégulières et montrées par les lettres « A-B-C-A », « D-E-F-D » et « G-H-I-G » sur le plan ci-annexé, sises et situées dans la municipalité de la paroisse de Ste-Félicité, connues et désignées comme étant deux parties des lots 206, 207, 210, 211 et 212 et une partie des lots 208 et 209, de la revision cadastrale de la paroisse de Ste-Félicité, division d'enregistrement de Matane.

Lots 206, 207, 208 et 210.— Cette partie des lots 206, 207, 208 et 210, montrée par les lettres « A-B-C-A », mesure dans sa ligne nord-ouest le long de la nouvelle emprise de la route une longueur de neuf cent quarante-deux pieds (942′) plus ou moins, dans sa ligne sud-est le long de la route No 6 une autre longueur de neuf cent soixante pieds (960′) plus ou moins, par une largeur de soixante-quatorze pieds (74′) sur la ligne de division des lots 205 et 206 et finissant à rien vers le nord-est au point « C »: Bornée vers le nord-ouest par le résidu des lots 206, 207, 208 et 210 (appartenant au vendeur), vers le sud-est par la route No 6 actuelle et vers le sud-ouest par le lot 205 (Lionel-L. Dufour). Superficie: 42,694 pi. car. ou 1.160 arp. car. mesure anglaise.

Lots 211 et 212.— Cette partie des lots 211 et 212, montrée par les lettres « D-E-F-D », mesure dans sa ligne nord-ouest le long de la nouvelle emprise de la route une longueur de trois cent cinq pieds (305′) plus ou moins, dans sa ligne sud-est le long de la route No 6 une autre longueur de trois cent dix pieds (310′) plus ou moins, par une largeur de quarante-six pieds (46′) sur la ligne de division des lots 212 et 213 et finissant à rien dans le sud-ouest au point « E »: Bornée vers le nord-ouest par le résidu des lots 211 et 212 (appartenant au vendeur), vers le nord-est par le lot 213 (William Marquis) et vers le sud-est par la route No 6 actuelle. Superficie: 6,150 pi. car. ou 0.167 arp. car. mesure anglaise.

Fieri Fzcias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-539. { JEAN PELLETIER, annuitant, residing at a place called Ste-Félicité, district of Rimouski, plaintiff; *vs* PIERRE PAUL LAVOIE, residing at a place called Ste-Félicité, district of Rimouski, defendant.

1. A strip of land designated under numbers two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve (206, 207, 208, 209, 210, 211, 212) of the official revised cadastre of a part of the Parish of Ste-Félicité, township of Cherbourg, first range, forming a piece of land measuring one hundred and ninety-eight acres and seventeen hundredths (198.17) in area, bounded on the north by the St. Lawrence River, on the south by the second range, on the west by the property of Lionel Dufour and on the east by that of Wellie Henley, with buildings built thereon, appurtenances and dependencies.

The parts to withdraw sold to the Québec Department of Roads.

The description of three strips of land, of irregular forms and shown by letters "A-B-C-A", "D-E-F-D" and "G-H-I-G" on the plan enclosed herewith, situated and lying in the municipality of the Parish of Ste-Félicité, known and designated as forming two parts of lots 206, 207, 210, 211 and 212 and a part of lots 208 and 209 of the cadastral revision of the Parish of Ste-Félicité, registration division of Matane.

Lots 206, 207, 208 and 210.— This part of lots 206, 207, 208 and 210, shown by letters "A-B-C-A", measures on its northwest line along the new right of way of the road a length of nine hundred and forty-two feet (942′) more or less, on its southeast line along Road No. 6 another length ot nine hundred and sixty feet (960′) more or less, by a width of seventy-four feet (74′) on the division line of lots 205 and 206 and coming at an end on the northwest at Point "C": Bounded on the northwest by the remainder of lots 206, 207, 208 and 210 (belonging to the vendor), on the southeast by existing road No. 6 and on the southwest by lot 205 (Lionel-L. Dufour). Area: 42,694 square feet or 1.160 square arpents, English measure.

Lots 211 and 212.— This part of lots 211 and 212, shown by letters "D-E-F-D", measures on its northwest line along the new right of way of the road a length of three hundred and five feet (305′) more or less, on its southeast line along road No. 6 another length of three hundred and ten feet (310′) more or less, by a width of forty-six feet (46′) on the division line of lots 212 and 213 and coming to an end on the southwest at point "E": Bounded on the northwest by the remainder of lots 211 and 212 (belonging to the vendor), on the northeast by lot 213 (William Marquis) and on the southeast by existing road No. 6. Area: 6,150 square feet or 0.167 square arpents, English measure.

Lots 206, 207, 209, 210, 211 et 212.— Cette partie des lots 206, 207, 209, 210, 211 et 212, montrée par les lettres « G-H-I-G », mesure dans sa ligne nord-ouest le long de la route No 6 une longueur de mille, six cent quatre-vingt-cinq pieds (1,685′) plus ou moins, dans sa ligne sud-est le long de la nouvelle emprise de la route une autre longueur de mille, six cent soixante-dix pieds (1,670′) plus ou moins, par une largeur de trente-deux pieds (32′) sur la ligne de division des lots 212 et 213 et finissant à rien vers le sud-ouest au point « I »: Bornée vers le nord-ouest par la route No 6 actuelle, vers le nord-est par le lot 213 (William Marquis) et vers le sud-est par le résidu des lots 206, 207, 209, 210, 211 et 212 (appartenant au vendeur). Superficie: 93,326 pi. car. ou 2.454 arp. car. mesure anglaise.

Ces trois lisières de terrain contiennent une superficie totale de cent quarante-deux mille, cent soixante-dix pieds carrés, équivalent à trois arpents et sept cent quatre-vingt-un millièmes carrés, plus ou moins, mesure anglaise. Superficie totale: 142,170 pi. car. ou 3.781 arp. car. mesure anglaise.

2° Le lot deux cent quarante-quatre (244) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton de St-Denis, deuxième rang, étant une terre mesurant environ cinquante (50) acres en superficie, bornée au nord, au premier rang, au sud, au troisième rang, à l'ouest, à la propriété de Roméo Langlois, et à l'est, à celle de Robert Dufour, sans bâtisse.

3° Le lot quatre cent soixante-sept (467) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton de Cherbourg, troisième rang, étant une terre mesurant environ cent (100) acres en superficie, sans bâtisse.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, division de Matane, Palais de Justice, ville de Matane, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député Shérif,
Rimouski, 31 mai 1971.
40465-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-304. { JEAN BAPTISTE DIONNE, de la ville de Mont-Joli, district de Rimouski, subrogé dans les droits de la demanderesse Banque de Montréal, tel qu'il appert d'une quittance subrogatoire défendeur-saisissant, dans une cause où Banque de Montréal demanderesse, *vs* GÉRARD L'ITALIEN & JEAN BAPTISTE DIONNE, défendeurs.

Le lot numéro seize (16) du rang III, du cadastre officiel d'une partie du canton Fleuriault, étant une terre située en la paroisse de St-Gabriel, contenant cent deux acres en superficie, bornée à l'est à Ernest Parent et à l'ouest à Joseph L'Italien, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

La demie nord-est du lot numéro dix (10), deuxième rang, au cadastre officiel du canton de Fleuriault,

Lots 206, 207, 209, 210, 211 and 212.—This part of lots 206, 207, 209, 210, 211 and 212, shown by letters "G-H-I-G", measured on its northwest line along road No. 6 a length of one thousand six hundred and eighty-five feet (1,685′) more or less, on its southeast line along the new right of way of the road another length of one thousand six hundred and seventy feet (1,670′) more or less, by a width of thirty-two feet (32′) on the division line of lots 212 and 213 and coming to an end on the southwest at point "I": Bounded on the northwest by existing road No. 6, on the northeast by lot 213 (William Marquis) and on the southeast by the remainder of lots 206, 207, 209, 210, 211 and 212 (belonging to the vendor). Area: 93,326 square feet or 2.454 square arpents, English measure.

These three strips of land contain a total area of one hundred and forty-two thousand, one hundred and seventy square feet, equivalent to three arpents and seven hundred and eighty-one square thousandths, more or less, English measure. Total area: 142,170 square feet or 3.781 square arpents, English measure.

2. Lot two hundred and forty-four (244) of the official cadastre of the Parish of Ste-Félicité, township of St-Denis, second range, forming a piece of land measuring about fifty (50) acres in area, bounded on the north by the first range, on the south by the third range, on the west by the property of Roméo Langlois, and on the east by that of Robert Dufour, without a building.

3. Lot four hundred and sixty-seven (467) of the official cadastre of the Parish of Ste-Félicité, township of Cherbourg, third range, forming a piece of land measuring about one hundred (100) acres in area, without a building.

To be sold at the Registry Office of the Division of Matane, at the Court House, in the Town of Matane, on the FIFTEENTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, May 31, 1971.
40465

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-304. { JEAN BAPTISTE DIONNE, of the town of Mont-Joli, district of Rimouski, subrogated in the rights of the plaintiff Bank of Montreal, as it appears from a discharge of subrogation seizing defendant, in a case in which Bank of Montreal, plaintiff, *vs* GÉRARD L'ITALIEN & JEAN BAPTISTE DIONNE, defendants.

Lot number sixteen (16) in range III of the official cadastre of one part of Fleuriault township, being a farm situated in the parish of St-Gabriel, measuring one hundred and two acres in area; bounded on the east by Ernest Parent and on the west by Joseph L'Italien, with the buildings constructed thereon and dependencies.

The northeast half of lot number ten (10) second range on official cadastre for Fleuriault township,

contenant soixante-trois acres et demi, bornée au nord au fronteau, à l'est à Louis Roussel, au sud au Chemin du Roi et à l'ouest à François Parent, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement division de Rimouski, palais de Justice de Rimouski, cité de Rimouski, le HUITIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député Shérif,
Rimouski, le 31 mai 1971.

40473-o

measuring sixty-three and a half acres; bounded on the north by the headledge, on the east by Louis Roussel, on the south by "Chemin du Roi" and on the west by François Parent, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, Rimouski Division, Court House of Rimouski, city of Rimouski, the EIGHTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, May 31, 1971.

40473

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No. 801,335. DAME BEA MARKMAN SABLOFF, veuve non-remariée de feu Morris Sabloff, résidant à 2101, Veniard, cité de Saint-Laurent, district de Montréal, demanderesse, *vs* LES TERRES LAURENTIENNES INC., un corps politique et incorporé ayant son siège social à 5050, de Sorel, ville et district de Montréal, et NAPOLÉON ARÈS, de 52 Wicksteed, ville de Mont-Royal, district de Montréal, et GILLES CHARETTE, de 9770, Papineau, appartement 15, ville et district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement situé à St-Théodore de Chertsey dans le comté Montcalm et composé des lots numéros six et sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-huit dans le rang sept et des lots numéros cinq et six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf dans le rang sept (38-6, 7, et 39-5, 6, Rg. VII) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm.

Avec un chalet dessus construit.

Le tout tel qu'illustré sur un plan et décrit sur une description technique préparée par Jean Blondin A.G. en date du 19 août 1968 sous le numéro 68-3281 de ses minutes. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm à Ste-Julienne, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 28 mai 1971.

40470-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 801,335. DAME BEA MARKMAN SABLOFF, unremarried widow of the late Morris Sabloff, residing at 2101 Veniard, city of St. Laurent, district of Montreal, plaintiff, *vs* LES TERRES LAURENTIENNES INC., a body politic and corporate, having its head office at 5050 de Sorel city and district of Montreal; NAPOLÉON ARÈS, of 52 Wicksteed, town of Mount Royal, district of Montreal, and GILLES CHARETTE, of 9770 Papineau, Apartment 15, city and district of Montreal, defendants.

"An emplacement situated in Saint-Théodore de Chertsey in the county of Montcalm and composed of lots numbers six and seven of the official subdivision of original lot number thirty-eight in range seven and lots numbers five and six of the official subdivision of original lot number thirty-nine in range seven (38-6, 7 and 39-5, 6 Rg. VII) on official plan and book of reference for the township of Chertsey, registration division of Montcalm.

With a chalet thereon erected. The whole as illustrated on a plan and described on a technical description prepared by Jean Blondin, L.S., on August 19, 1968, under number 68-3281 of his records."

To be sold at the Registration Division Office of Montcalm in Sainte-Julienne, THURSDAY, the EIGHTH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 28, 1971.

40470

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de Saint-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke) No 36,513. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUEBEC, corps politique, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* NORMAND

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of Saint-François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 36,513. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic, having its head office in Québec, plaintiff, *vs* NORMAND LEMAY,

LEMAY, résidant à St-Julien, Rang No 4, comté de Wolfe, défendeur.

« Les lots numéros douze C, douze D, treize A et treize C (12C, 12D, 13A et 13C) du Rang Quatre, du canton de Wolfestown, avec les bâtisses dessus construites, distraction faite dudit lot douze C d'un morceau d'un arpent, plus ou moins, situé au bas de chemin, et distraction faite desdits lots treize A et treize C d'un morceau contenant environ vingt acres en superficie, plus ou moins, borné au sud-ouest par le lot treize B, du côté sud-est par le lot treize D, à l'autre bout par le reste desdits lots treize A et treize C où il est divisé par une clôture presque parallèle au chemin public, et du côté nord-ouest par un ruisseau sur toute la profondeur.

Sujet le lot douze C ci-dessus à une servitude d'eau en faveur de Jean-Baptiste Lemay, découlant de l'acte enregistré sous le numéro 58,197. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, MARDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 28 mai 1971. 40471-o

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Provinciale, (Magog) No M-3772. } LA CITÉ DE MAGOG, corporation municipale dûment incorporée, ayant son siège social à Magog, district de St-François, *vs* HOTEL NEW MAGOG INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Magog, district de St-François, défenderesse.

« Un immeuble situé à Magog connu et désigné comme étant:

a) Cette certaine propriété connue et désignée comme étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-deux (882) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Magog, avec l'hôtel dessus construit, circonstances et dépendances, sauf à distraire cependant dudit lot la partie cédée à la corporation de la ville de Magog, dans un acte d'échange passé devant le notaire Olivier Tourigny, le 4 octobre 1944 et dont copie fut enregistrée à Stanstead sous le numéro 42743, Vol. 64;

b) Un terrain vacant situé au coin des rues Hall et LaSalle à Magog connu et désigné comme étant la moitié nord des lots numéros huit cent quatre-vingt-sept et huit cent quatre-vingt-huit (Pt. N. 887 et Pt. N. 888) desdits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Magog tel que plus explicitement décrit dans un acte enregistré à Stanstead le 9 septembre 1950 sous le numéro 52725;

(Mesurant soixante-trois pieds et un quart de pied plus ou moins sur la rue Hall par toute la profondeur desdits lots de l'est à l'ouest. Ledit terrain étant borné au sud par le résidu desdits lots Nos 887 et 888; à l'ouest par la rue Hall, au nord par la rue LaSalle et à l'est par le lot numéro 889 de Magog — Sans bâtisse dessus.) »

residing at Saint-Julien, Range No. 4, county of Wolfe, defendant.

"Lots numbers twelve C, twelve D, thirteen A and thirteen C (12C, 12D, 13A and 13C) in Range Four of Wolfestown township, with the buildings erected, thereon, withdrawal being made from said lot twelve C of a piece of land measuring one arpent, more or less, situated below the road, and withdrawal being made from said lots thirteen A and thirteen C of a piece of land measuring about twenty acres in area, more or less; bounded on the southwest by lot thirteen B, on the southeast side by lot thirteen D, at the other end by the remainder of said lots thirteen A and thirteen C, where it is divided by a fence nearly parallel to the public highway, and on the northwest side by a stream running along its entire depth.

The hereinabove lot twelve C subject to a water servitude in favour of Jean-Baptiste Lemay, deriving from a deed registered under number 58,197."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of Wolfe, at Ham South, TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, May 28, 1971. 40471

Fieri Facias de Terris

District of Saint-François

Provincial Court, (Magog) No. M-3772. } THE CITY OF MAGOG, a municipal corporation, duly incorporated, having its head office in Magog, district of Saint-François, plaintiff, *vs* HOTEL NEW MAGOG INC., a corporation legally constituted, having its head office in Magog, district of Saint-François, defendant.

"An immoveable situated in Magog, known and designated as:

a) This certain property known and designated as being lot number eight hundred and eighty-two (882) on the official plan and book of reference for the town of Magog, with the hotel constructed thereon, circumstances and dependencies, save the withdrawal nevertheless from said lot the part transferred to the corporation of the town of Magog in a deed of exchange executed by Olivier Tourigny, notary, on October 4, 1944 and of which a copy was registered in Stanstead, under number 42743, Vol. 64;

b) A vacant lot situated at the corner of Hall and LaSalle Streets in Magog, known and designated as being the northern half of lots numbers eight hundred and eighty-seven and eight hundred and eighty-eight (N.P. 887 and 888) on said official plan and book of reference for the town of Magog, more explicitly described in a deed registered in Stanstead on September 9, 1950, under number 52725;

(Measuring sixty-three and one quarter feet more or less on Hall Street by all the depth of said lots from east to west. The said lot of land being bounded on the south by the remainder of said lots Nos. 887 and 888; on the west by Hall Street, on the north by LaSalle Street and on the east by lot number 889 of Magog — Without buildings)."

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 28 mai 1971. 40476-o

To be sold "en bloc" at the Registry Office in Stanstead Plain, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, May 28, 1971. 40476

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Provinciale, No 56 420. { MARCEL TURGEON, demandeur, *vs* FERDINAND LAMBERT, défendeur.

Désignation:

Un emplacement situé dans les limites de la ville de Mont-St-Hilaire connu et désigné comme étant composé des lots suivants:

1° Les lots numéros trente-quatre et quarante de la subdivision du lot originaire numéro trente-huit (38-34 et 40) du cadastre de la paroisse de St-Hilaire, et:

2° Une partie non subdivisée du lot originaire numéro trente-huit (Ptie 38) du cadastre de la paroisse de St-Hilaire mesurant soixante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (64.5′) de largeur sur une profondeur de cent dix-sept pieds (117′), mesuré le long de la ligne des lots originaires 38 et 68, la ligne nord-ouest dudit lot étant la continuation en ligne droite de la ligne séparative des lots 38-33 et 34; cette partie de terrain est bornée comme suit: vers le sud-ouest, par le lot 68; vers le nord-est, par les lots 38-33 et 34; vers le sud-est, par le lot 38-40; et vers le nord-ouest, par une partie dudit lot 38. Les mesures ci-dessus données sont anglaises, et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Rouville, à Marieville, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, MARCEL LEMONDE.
Saint-Hyacinthe, ce 28 mai 1971. 40448-o

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Québec
District of Québec

Provincial Court, No. 56 420. { MARCEL TURGEON, plaintiff, *vs* FERDINAND LAMBERT, defendant.

Designation:

A site situated within the limits of the town of Mont-St-Hilaire known and designated as being formed by the following lots:

1. Lots numbers thirty-four and forty of the subdivision of original lot number thirty-eight (38-34 and 40) of the cadastre of the parish of St-Hilaire, and

2. An unsubdivided part or original lot number thirty-eight (P. 38) in the cadastre of the parish of St-Hilaire, measuring sixty-four feet and five tenths of a foot (64.5′) in width by a depth of one hundred and seventeen feet (117′), measured along the line of original lots 38 and 68, the northwestern line of the said lot being the continuation in a straight line of the division line of lots 38-33 and 34. That part of land is bounded as follows: towards the southwest, by lot 68; towards the northeast by lots 38-33 and 34; towards the southeast by lot 38-40; and towards the northwest by a part of the said lot 38. The measurements given above are English, and more or less.

As the whole now exists with all servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.

To be sold at the registry office for the county of Rouville, at Marieville, the FOURTEENTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

MARCEL LEMONDE,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff*.
St-Hyacinthe, May 28, 1971. 40448

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 63,856. { DAME ROLANDE RICHARD, ménagère, veuve de Léopold Charlebois, domiciliée à 764 Lanarck, Ville Mont-Royal, district de Montréal, demanderesse, *vs* PHILIPPE BRIÈRE, garagiste, domicilié à 5195 Boul. des Laurentides, Auteuil, Ville de Laval, district de Montréal, défendeur.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 63,856. { MRS. ROLANDE RICHARD, housewife, widow of Léopold Charlebois, domiciled at 764 Lanarck, in the town of Mount Royal, district of Montreal, plaintiff, *vs* PHILIPPE BRIÈRE, garage operator, domiciled at 5195 Laurentides Boulevard, Auteuil, in the city of Laval, district of Montreal, defendant.

L'immeuble ci-après mentionné et appartenant au défendeur.

« Un emplacement situé sur le côté nord-ouest du Premier Boulevard en la cité de Saint-Jérôme faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (Ptie 199) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérôme.

Cedit emplacement mesurant soixante-cinq pieds (65′) de largeur en front le long du Premier Boulevard et semblable largeur en arrière sur cent dix pieds (110′) de profondeur dans sa ligne latérale nord-est et sud-ouest. Mesures anglaises et plus ou moins.

Cedit emplacement étant borné comme suit: En front vers le sud-est par le Premier Boulevard, en arrière vers le nord-ouest par une autre partie du lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (Ptie 199) appartenant à Dame Joseph Eus. Labelle, d'un côté vers le nord-est par le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (No 199-72) et de l'autre côté vers le sud-ouest par la continuation du Boulevard Melançon.

Avec toutes les constructions dessus érigées portant le No 100 du Premier Boulevard en la cité de St-Jérôme. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MARDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 26 mai, 1971. 40449-o

The immovable hereafter mentioned and belonging to the defendant.

"An emplacement situated on the northwest side of the Premier Boulevard in the city of Saint-Jérôme, forming part of the lot of land known and designated under number one hundred and ninety-nine (P. 199) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Jérôme.

The said emplacement measures sixty-five feet (65′) in width in front along Premier Boulevard and measures the same width in the rear by one hundred and ten feet (110′) in depth on its northeast and southwest lateral line. English measurements and more or less.

The said emplacement is bounded as follows: In front on the southeast by Premier Boulevard, in the rear on the northwest by another part of lot number one hundred and ninety-nine (P. 199) belonging to Mrs. Joseph Eus. Labelle, on one side on the northeast by number one hundred and ninety-nine (No. 199-72) and on the other side on the southwest by the continuation of Melançon Boulevard.

With all buildings erected thereon bearing No. 100 Premier Boulevard in the city of St-Jérôme."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, at the Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, May 26, 1971. 40449

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 63 702. ROGER CHARETTE, pharmacien, domicilié au No 225, Ile Bélair, Est, à Rosemère, district de Terrebonne, demandeur; *vs* MAURICE CAYER, facteur, domicilié au No 24, 24e Avenue Nord, à Bois-des-Filion, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

"Un immeuble situé en la paroisse de St-Maurice de Bois des Filion et connu et désigné sous les lots numéros vingt et vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-sept (27-20 et 21) de la paroisse de St-Louis de Terrebonne avec un chalet d'été dessus construit. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé à chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, le SIXIÈME jour de JUILLET 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 26 mai 1971. 40474

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 63 702. ROGER CHARETTE, druggist, domiciled at No. 225 Ile Bélair East, in Rosemère, district of Terrebonne, plaintiff; *vs* MAURICE CAYER, postman, domiciled at No. 24, 24th Avenue North, in Bois-des-Filion, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immovable hereinafter designated and in the possession of the defendant.

"An immovable situated in the parish of St-Maurice de Bois des Filion and known and designated under lots numbers twenty and twenty-one of the official subdivision of original lot number twenty-seven (27-20 and 21) of the parish of Saint-Louis de Terrebonne with a summer chalet constructed thereon."

To be sold at the Registry Office for the county of Terrebonne, room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, the SIXTH day of JULY 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, May 26, 1971. 40474-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 803,692. { LE PLAN FONCIER TRADERS LIMITÉE, corps politique légalement incorporé ayant une place d'affaires au 6626 est rue Sherbrooke, dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* FRANÇOIS BÉLANGER, domicilié au 1401, 49e Avenue, Laval Ouest, Laval, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble suivant en la possession du défendeur:

« Un emplacement situé à St-Adolphe d'Howard, comté d'Argenteuil, connu et désigné sous le numéro vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze dans le rang six (Rang VI, 11-25) aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Howard, division d'enregistrement d'Argenteuil, avec un chalet et autres bâtisses dessus construits. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUILLET, 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 26 mai 1971. 40475-o

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 803,692. { LE PLAN FONCIER TRADERS LIMITÉE, a body politic legally incorporated, having a place of business at 6626 Sherbrooke Street East, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* FRANÇOIS BÉLANGER, domiciled at 1401, 49th Avenue, Laval West, Laval, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The following immovable in the possession of the defendant:

"An emplacement situated in St-Adolphe d'Howard, county of Argenteuil, known and designated under number twenty-five of the official subdivision of original lot number eleven in Range six (Range VI, 11-25) on official plan and book of reference for the township of Howard, registration division of Argenteuil, with a chalet and other buildings constructed thereon."

To be sold at Argenteuil Registry Office, situated at 430 Grâce Street, Lachute, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, May 26, 1971. 40475

INDEX No 23

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

1816 — Régie de l'électricité et du gaz à la compagnie Iron Ore du Canada (*Application de la loi*) ... 4515
1816 — Electricity and Gas Board Act to the Iron Ore Company of Canada (*Application of the Act*) ... 4515
1817 — Réduction de montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la société Les Pétroles Laduboro ltée ... 4514
1817 — Reduction in the amount of the rental and the coast of the necessary work payable by Les Pétroles Laduboro ltée ... 4514
1818 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par La Société Acadienne de Recherches Pétrolières ltée ... 4516
1818 — Reduction in the amount of the rental and the cost of the necessary work payable by La Société Acadienne de Recherches Pétrolières ltée ... 4516
1819 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la compagnie Shell Québec limitée ... 4517
1819 — Reduction in the amount of the rental and the cost of the necessary work payable by Shell Québec limitée ... 4517
1858 — Réserves de chasse et pêche de Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche (*Règlements*) ... 4436
1858 — Fish and Game Reserves of Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche (*Regulations*) ... 4436
1868 — Alimentation, détail, Montréal (*Prolongation du règlement de prélèvement*) ... 4435
1868 — Retail Food, Montreal (*Extension of the levey by-law*) ... 4435
1869 — Chemise, hommes et garçons, province (*Modifications au décret*) ... 4422
1869 — Shirt (Men's and Boys'), Province (*Amendments to the decree*) ... 4422
1870 — Barbiers, coiffeurs, hommes et dames, Chicoutimi (*Modification au décret*) ... 4435
1870 — Barbers, Hairdressers (Men's and Ladies'), Chicoutimi (*Amendment to the decree*) ... 4435
1871 — Coiffeurs, hommes et dames, Québec (*Modifications au décret*) ... 4430
1871 — Hairdressers (Men's and Ladies), Québec (*Amendments to the decree*) ... 4430
1872 — Employés de garage, Granby, Thetford Mines, Sherbrooke, Arthabaska (*Prolongation de décrets*) ... 4434
1872 — Garage Employees, Granby, Thetford Mines, Sherbrooke, Arthabaska (*Extension of the decrees*) ... 4434
1955 — Aide au développement industriel du Québec (*Règlements*) ... 4505
1955 — Assistance to the Industrial Development of Québec (*Regulations*) ... 4505

AVIS DIVERS — MISCELLANEOUS NOTICES

Corporation des ingénieurs du Québec (*Avis de censure*) ... 4455
Corporation of Engineers of Québec (*Notice of censure*) ... 4455
Estate of Laure Crevier (*Benefit of inventory*) ... 4454
Succession Laure Crevier (*Bénéfice d'inventaire*) ... 4454

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — CHANGE OF NAME ACT

Demandes: — *Applications:*

Castellana, Pierre Emmanuel ... 4462
Garlick, Alan Bruce ... 4461
Goldberg, Barry Saul David ... 4462
Juchniewicz, Ronald Edwin ... 4462
Khatchoian, Roger ... 4462
Macarios, Waguih Jean Marie ... 4462
Jasmin, Mary Ann ... 4461

Accordés: — *Granted:*

Deslauriers, Jean Pierre ... 4463
Rauch, Sol ... 4463
Shaw, Alexander ... 4463
Soucis, Florence ... 4463

BILLS — BILLS

Sanctioned ... 4421
Sanctionnés ... 4421

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — EXTRA-PROVINCIAL COMPAGNIES

Permis: — *Licenses:*

Alltrans Holdings (Canada) Ltd. ... 4456
Dana Home Care Products Ltd. ... 4455
Ithacan Development Corporation Limited ... 4457
Mana Resources, Inc. ... 4456
Santack Mines Limited ... 4456
Ugine Kuhlmann of America, Inc. ... 4456

COMPAGNIES — LOI DES — COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Centre éducatif laurentien inc. (Le) ... 4442
Club de chasse et de pêche Noreau ... 4440
Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd ... 4441
Construction Edel limitée ... 4437
Daigneault (R.) ltée ... 4441
Dandurand Tire ltée ... 4437
Edel Construction Limited ... 4437
Entreprises Beaubien inc. ... 4441
Entreprises Bessettes inc. (Les) ... 4438
F.G.J. inc. ... 4439
Gagné Construction Ltd. ... 4439
Gagné construction ltée ... 4439
Hodge Realties Ltd. ... 4438
Hunter (B. J.) Limited ... 4440
Kebec Electric-Refrigeration Inc. ... 4442
Kébec électrique-réfrigération inc. ... 4442
Mallard Maintenance Service Ltd. ... 4438
Mao ltée ... 4439
Montreal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd. ... 4339
Montreal Depositor Corporation ... 4440
1462 Guy Inc. ... 4438
Placements Arès inc. (Les) ... 4440
Preco inc. ... 4440
Salaison Brossard inc. (La) ... 4442
S R B Investments Ltd. ... 4441
Société des initiatives domiciliaires ... 4441
Victory Shoe Store Incorporated ... 4438
Wendi Investments Ltd ... 4437
Winer & Chazonoff Contractors Corp. ... 4439

Dissoutes — ***Dissolved***

Acadian Epicure Inc. ... 4414
B. & S. Realties Ltd. ... 4414
Balayage Rapide ltée ... 4415
Bédard (J. G.) & Fils ltée ... 4415
Benoit Investment Ltd. ... 4415
Bico Ltd. ... 4415
Busch (M.) Ltd ... 4415
Canadian Pulp and Paper Pavillion Ltd. ... 4415
Chagnon Enterprises Inc. ... 4416
Cluva Ltd. ... 4416
Cluva ltée ... 4416
Corporation Charest (La) ... 4416
Demanins Construction inc. ... 4416
Domaine Len-Aire-Gi ltée ... 4416
Entreprises Chagnon inc. (Les) ... 4416
Entreprises Polygone inc. (Les) ... 4417
Étapes et Rencontres Internationales (Québec) 4417
Futurity Development Corp. ... 4417
Geffin (Philip) Inc. ... 4417
Genser Agencies Ltd. ... 4417
Graydon (G. T.) Limited ... 4417
Hervy & Co. ... 4418
Hope Investment Corp. ... 4418
Hudson Oil Company of Canada Limited ... 4418

Dissoutes *(suite)* — ***Dissolved*** *(continued)*

Hurtubise & St. Cyr Inc. ... 4418
Immeubles Moka inc. (Les) ... 4418
Jaycee Agencies Inc. ... 4418
Jurie Ltd. ... 4419
Knit Craft Mills Ltd. ... 4419
Lévesque (J. L.) inc. ... 4419
Librairie Ste-Marie inc. ... 4419
Merrill (Peter A.) & Associates Inc. ... 4419
National Coal and Oil Co. (1962) Ltd. ... 4419
Northern 5-10-15¢ Stores Co. Ltd. ... 4420
Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada ltée (Le) ... 4415
Pego's (Montréal) Inc. ... 4420
Precision Parts Limited ... 4420
Publications Robert limitée (Les) ... 4420
Rapid Sweep Ltd. ... 4415
Renfrew Realties International Corporation ... 4420
Richard Auto Body Ltd. ... 4420
Ungava Power Company ... 4421
Villa St-Denis inc. ... 4421

Divers — ***Miscellaneous***

Abattoir de Labelle ltée (*Dir.*) ... 4443
Association hippique de Québec inc. (L') (*Dir.*) 4444
Association Montréalaise de recherche par sondage, inc. (*Nom ch.*) ... 4443
Attractive Garment Ltd. (*Dir.*) ... 4445
Bedford Golden Age Club Inc. (*By-laws*) ... 4446
Bishop's University Foundation (*Règl.-By-laws*) ... 4446
Cantol Diversified Ltd. (*Dir.*) ... 4447
Centre éducatif et culturel inc. (*Dir.*) ... 4445
Centres de voyages Panex inc. (*Nom ch.*) ... 4446
Centre hospitalier de l'Université Laval (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 4443
Club de l'âge d'or de Bedford inc. (*Règl.*) ... 4446
Cycle Ranch Inc. (The) (*Dir.*) ... 4445
Dion (René) réfrigération inc. (*Dir.*) ... 4447
Domaine familial incorporé (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 4447
Educa (*Dir.*) ... 4447
Educational & Cultural Center Inc. (*Dir.*) ... 4445
Enseignes Fecteau limitée (*Dir.*) ... 4448
Gero of Parish Inc. (*Dir.*) ... 4445
Granby Tourist Bureau Inc. (*By-laws*) ... 4447
Grand'Mère General Hospital (*Règl.-By-laws*) 4445
Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc. (*Règl.-By-laws*) ... 4446
Hôpital St-Joseph de Rimouski (*Règl.-By-laws*) 4443
Institut parallèle pour le progrès régional et communautaire (*Règl.*) ... 4444
Mac Donald Automobiles (1971) Ltd. (*Name ch.*) ... 4448
Mac Donald automobiles (1971) ltée (*Nom ch.*) 4448
Mac Donald (R.R.) inc. (*Nom-Name ch.*) ... 4447
Montreal Survey Research Association Inc. (*Name ch.*) ... 4443
Office du tourisme de Granby inc. (L') (*Règl.*) 4447
1462 Guy Inc. (*Dist. actif-Assets*) ... 4443
Panex Travel Centers Inc. (*Name ch.*) ... 4446
Parallel Institute for Community and Regional Development (*By-laws*) ... 4444
Plassard Realties Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 4445
Résidence funéraire Ménard & Tremblay inc. (*Nom-Name ch.*) ... 4448
Robert (Gilles) & associés inc. (*Nom-Name ch.*) 4446
Service des loisirs St-Zotique (*Règl.-By-laws*) .. 4442
Silver Publishing Co. Ltd. (*Nom-Name ch.*) ... 4444
Summerlea Golf & Country Club Inc. (*Règl.-By-laws*) ... 4444
Tapis Le Marquis inc. (*Dir.*) ... 4442
Vial Construction Ltd. (*Meeting*) ... 4444
Vial Construction ltée (*Assemblée*) ... 4444

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A.B. Controls Inc. ... 4345
Analyses et essais de Trois-Rivières inc. ... 4345
Anjou Surplus inc. ... 4345
Ardi inc. ... 4346
Art-Seri inc. ... 4346
Association des aumôniers d'hôpitaux du Québec inc. (L') ... 4346
Association des locataires du Montréal Métropolitain inc. (L') ... 4347
Association des loisirs et sports de Waterville. 4347
Association des travailleurs helléniques canadiens du Montréal Métropolitain ... 4348
Association Québécoise des professeurs de français (A.Q.P.F.) (L') ... 4348
Ateliers Godart inc. (Les) ... 4348
Auberge de Nice inc. ... 4349
Baron Clothes Ltd. ... 4349
Beaudreault & Phaneuf inc. ... 4350
Bel Machine Shop & Equipment Ltd. ... 4350
Beloeil St-Hilaire Transport inc. ... 4350
Boulangerie Cardinal inc. ... 4351
Boulianne & fils ltée ... 4351
Boutique Yoko ltée ... 4352
Bricoli inc. ... 4352
B.R.T. International Inc. ... 4352
Brunelle Electronic Inc. ... 4353
C.A.C. Electronical Contractors Inc. ... 4353
C.A.C. entrepreneurs électriciens inc. ... 4353
C.B.S. Deux Montagnes inc. ... 4353
C.B.S. St-Léonard inc. ... 4354
C.R.A.C. (Centre de recrutement et d'aide des chômeurs) (Le) ... 4363
Camp Gou-Rou ... 4354
Canada-Expa inc. ... 4355
Candiac Golf Club (1970) Inc. (*Correction*) ... 4455
Carmel Floor & Wall ... 4355
Carrefour commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc ... 4355
Centre de coiffure masculine (Trois-Rivières) inc. ... 4356
Centre d'enseignement et d'équipement de plongée sous-marine inc. (Le) ... 4356
Centre de publication des informations coréennes (Cho Sun Kong Ron) ltée ... 4356
Centre des fruits du Jardin Ensoleillé ltée (Le) 4388
Centre le Roussillon inc ... 4357

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Chardans Ltd. 4357
Châtillon Motel inc. (Le) 4380
Chaussures Le Gentilhomme ltée (Les) 4358
Cineteknica Inc. 4358
Claude Metal-Fab inc. 4358
Clinique du rasoir électrique St-Germain inc. 4359
Club de Golf Candiac (1970) inc. (*Correction*) 4455
Club de soccer olympique de Montréal inc. (Le) 4379
Club La Flèche Brisée de Chandler 4359
Club récréatif Ookpik Mauricien inc. 4360
Club sportif Gaulin inc. 4360
Comité des loisirs de Ragueneau (Le) 4360
Conpella inc. 4361
Construction Coutu & Mireault inc 4361
Conway (Lewis) Ltd. 4361
Coranit inc. 4362
Corporation de promotion industrielle de la région de Saint-Hyacinthe inc. 4362
Covering Center Inc. 4355
Création Pro-Cap ltée 4363
David & Garth Enterprises Ltd. 4363
Décorations Carrier ltée 4364
Discothèque La Boulette inc. 4364
Dispo inc. 4364
Dupont Gingras inc. 4365
Eastern Fire Protection Inc. 4365
Ébénisteries A.C.G. inc. (Les) 4365
École et éditions de mode Parisienne inc. 4366
Éditions Maisonneuve inc. (Les) 4366
Entreprises Cinex de Hull ltée (Les) 4367
Entreprises Lagate inc. (Les) 4367
Enviroscape Design Inc. 4367
Équipement médical M.P. inc. 4368
Evalex Ltd. 4368
Evalex ltée 4368
Fabric Junction Inc. 4369
Fashion Marketing Inc. 4369
Ferronnerie Mandeville inc. 4369
Gourmet International (Montréal) inc. (Le) 4370
G.P. Electric Inc. 4370
Grand Ole Oprey of Canada Limited 4370
Grantham Construction inc. 4371
Grenier (Fernand) limitée 4371
Guillotte (Louis) inc. 4372
Haute coiffure Le Manoir inc. 4372
Hellenic Canadian Labour Association of Metropolitan Montreal 4348
Houle (Fernand) inc. 4372
Immeuble St-Donat inc. 4373
Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc. 4362
Jacobsen (Tom) inc. 4378
J. & D. Fur Mfg. Co. Ltd. 4374
Jarry (L.B.A.) inc. 4376
Japan Society of Canada 4373
J.M. Sales Inc. 4374
Jolper inc. 4374
Labyrinth Boutiques Inc. 4375
Lacasse (Joseph) & fils inc. 4375
Langlois (Bruno) inc. 4375
Manoir Beauty Salon Inc. 4372
Marcil Oxygen inc. 4376
Matériaux Bonhomme inc. 4376
Matériaux de construction Jean Riendeau ltée (Les) 4377
Maxime & Rafaël coiffure inc. 4377
Melkonian (Léon M.) Ltd. 4378
Meubles J.A. Boucher inc. 4378
M.J. Film Inc. 4379
Mondial Machine Rental Company, Ltd. 4379
Montreal Olympic Soccer Club Inc. 4379
Motel Le Châtillon inc. 4380
New Galaxy Records Inc. 4380
Nossad Investment Ltd. 4381
Ostiguy & frères inc. 4381
O.T. Investments Inc. 4381
Ouellet, St-Gelais inc. 4382
Landry (Ovila) inc. 4382
Parc Durance inc. 4382
Pistes de courses modernes de Sept-Iles inc. (Les) 4383
Placements Conrad Laflamme ltée 4383
Placements Léger inc. 4384
Productions Daclau inc. (Les) 4384
Provincial Service Station Maintenance Inc. 4384
Quebec Wires Limited 4385
Raz Originals Inc. 4385
Revue Le Populo inc. (La) 4385
Ro-Mat inc. 4386
Rôtisserie Presso inc. 4386
Roudan inc. 4386
Royal Management Corporation (International) Ltd. 4387
St. Donat Real Estate Inc. 4373
St. Germain Electric Shaver Clinic Inc. 4359
S.N. Sportswear Ltd. 4388
Selenex Corporation 4387
Sept-Iles Modern Speedway Inc. 4383
Société de Bivouac (Montréal) inc. (La) 4388
Société Japon du Canada 4373
Sunny Garden Fruit Center Ltd. 4388
Télévision communautaire St-Félicien inc. 4389
Théâtre de Marjolaine (1971) inc. (Le) 4389
Trans-King Investments Ltd. 4390
Transport St-Valère inc. 4390
Ultra Precision Equipment Ltd. 4390
Veena Movies Incorporated 4391
Verdun Machine Shop Inc. 4391
Vêtements Baron ltée 4349
Woo Holding Co. Ltd. 4391
Yoko Boutique Ltd. 4352
Zentronics/Masco limitée 4392

Lettres patentes supplémentaires — ***Letters Patent supplementary***

Centre de Décoration St-François inc. 4392
Fondation de Recherches Chiropratiques du Québec inc. 4392
Guy & Fortin inc. 4393
Laboratoire de Construction de Québec inc. 4393
Milano Homes Inc. (Thomas) 4393

Lettres patentes supplémentaires — *Letters Patent supplementary*

(*suite*) — (*continued*)

O'Connel Limited (Thomas) . . . 4393
O'Connell limitée . . . 4393
Pirani Construction inc. . . . 4394
Quebec Chiropractic Research Foundation Inc. . . . 4392
Terry's Warehousing and Distribution Inc. . . . 4394

Sièges sociaux — *Head Offices*

Agence aigle securité privée ltée . . . 4450
Beaudoin (L.) Upholstering Inc. . . . 4449
Bergoffen (Max) Ltd . . . 4449
Can-African Limited . . . 4451
Cedarhurst Association (The) . . . 4448
Coin du sportif P.M. inc. (Le) . . . 4452
Craven Malo – Antiques & Interiors Ltd. . . . 4448
E.A.S. Building Materials Inc. . . . 4452
Educa . . . 4451
Entreprises Claude P. Fortin inc. (Les) . . . 4451
Entreprises Guy Sauvé inc. . . . 4452
Expo Aluminium Inc. . . . 4450
Franroc Ltd. . . . 4453
Franroc ltée . . . 4453
Geocro inc. . . . 4449
Immeubles des braves ltée (Les) . . . 4449
Le Page (Guy) inc. . . . 4452
Maskalab Inc. . . . 4453
Matériaux de construction E.A.S. inc. . . . 4452
Placements Friger ltée (Les) . . . 4450
Recreation Vehicles (Québec) Inc. . . . 4450
Rembourrage L. Beaudoin Inc. . . . 4449
Rimouski Tractors, Inc. . . . 4454
St. Ulric Peat Moss, Inc. . . . 4454
Sauvé (Guy) Enterprises Inc. . . . 4452
Société de renouvellement de l'est de Montréal inc. (La) . . . 4453
Tissus Marcelle inc. . . . 4450
Tourbière St-Ulric inc. (La) . . . 4454
Tracteurs Rimouski, inc. . . . 4454
Trister, Julien & Associates Ltd. . . . 4451
Trister, Julien & associés ltée . . . 4451
Verbois Inc. . . . 4453
Westmount Car Wash Ltd. . . . 4454

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Church of God of Prophecy of Canada (The). 4461
Concordia Estates Ltd. . . . 4459
Domaine Concordia ltée . . . 4459
Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke . . . 4460
Église Luthérienne du Bon Pasteur . . . 4460
Estate Emmanuel Solomon . . . 4459
Good Shepherd Lutheran Church . . . 4460
La Prairie, ville – town . . . 4460
St-Fabien Copper Mines Limited . . . 4459
Succession Emmanuel Solomon . . . 4459
Verdun, cité – city . . . 4461

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — *WINDING-UP ACT*

Association coopérative des étudiants du collège de Bellevue . . . 4463
Chantier coopératif de Ste-Sabine . . . 4464

MINISTÈRES — *DEPARTMENTS*

Éducation — *Education*

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Chibougamau (Prot.) (*Acc.- rant.*) . . . 4466
Dolbeau (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4466
Donnacona (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4467
Gagnon (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4467
Girardville (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4465
Joliette (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4465
Lapointe, c.s.r.-r.s.b. . . . 4465
Murdochville (Prot.) (*Acc.-Grant.*) . . . 4466

Institutions financières compagnies et coopératives — *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurance — *Insurance*

Ideal Mutual Insurance Co. . . . 4467

Industrie et commerce — *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages . . . 4464
Notice respecting the fishing of shellfish . . . 4464

Terres et forêts — *Lands and Forests*

Cadastre: — *Cadastre:*

Côte des Neiges, village inc. . . . 4458
Hull, canton-township . . . 4458
Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul et Ste-Rose faisant de la division d'enregistrement de Laval . . . 4458
Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul and Ste-Rose in part of the Laval registration division . . . 4458
Roberval, canton-township . . . 4459
Sault au Récollet, par. . . . 4457
Westbury, canton-township . . . 4457

Travail et de la Main-d'oeuvre — *Labour and Manpower*

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Alimentation détail, Québec (*Mod.*) . . . 4468
Arts graphiques, Québec (*Mod.*) . . . 4468
Arts graphiques, Québec (*Appr.*) . . . 4468
Camionnage, Montréal (*Mod.*) . . . 4470
Cartage, Montreal (*Amend.*) . . . 4470
Carton ondulé, province (*Mod.*) . . . 4482
Corrugated Paper Box, Province (*Amend.*) . . . 4482

Travail et Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: (suite) — *Industry or Trades of: (continued)*

Employés de garage, Joliette (*Mod.*) 4477
Graphic Arts, Québec (*Amend.*) 4468
Graphic Arts, Québec (*Appr.*) 4468
Garage Employees, Joliette (*Amend.*) 4477
Retail Food, Québec (*Amend.*) 4468

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Aide au développement industriel du Québec, mise en vigueur de la loi 4488
Dollard Day 4487
Fête de Dollard 4487
Industrial Development Assistance Act, coming into force of the Act 4788

Régie de l'Assurance-maladie du Québec — ***Québec Health Insurance Board***

Professionnels désangagés et non-participants 4501
Withdrawn or non-participating professionals 4501

Société coopérative agricole — ***Cooperative Agricultural Association***

Société coopérative agricole laitière du nord-ouest Québécois (Nom-Naime ch.) 4486

Société d'habitation du Québec — ***Québec Housing Corporation***

Bromont (*C.P.*) 4486
Laflèche (*L.P.*) 4487

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Request for***

Côte St-Luc, cité-city 4489
Mille-Isles, c.s.r.-r.s.b 4499
Pointe-du-Moulin, ville-town 4491
St-Constant, par 4496
St-Félicien, ville-town 4492
Shawinigan-Sud-South 4494

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des camionneurs artisans du comté de Compton (*Const.-Inc.*) 4464
Association des professeurs du Québec Métropolitain (A.P.D.M.) (*Nom-Name ch.*) 4465

VENTES — ***SALES***

Licitation — ***Licitation***

Rivest *vs* Rivest 4518

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Iberville — ***Iberville***

Corporation scolaire des commissaires d'écoles de la municipalité de St-Jean (La) *vs* Robert 4520
School corporation of the school commissioners for the municipality of St-John's (The) *vs* Robert 4520

Joliette — ***Joliette***

Markman Sabloff *vs* Les terres laurentiennes inc 4530

Kamouraska — ***Kamouraska***

Comité conjoint de l'industrie de la construction de la région de Montréal (Le) *vs* Dubé. 4521
Société des artisans (La) *vs* Coulombe 4521

Montmagny — ***Montmagny***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Deladurantaye 4522
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Deladurantaye 4522

Montréal — ***Montreal***

Banque Toronto-Dominion (La) *vs* King 4524
Gurberg *vs* Browman 4523
Toronto-Dominion Bank (The) *vs* King 4524

Québec — ***Québec***

Lachance *vs* Lachance 4525

Rimouski — ***Rimouski***

Dionne *et al vs* L'Italien *et al* 4529
Laurentide Finance Co. *vs* Bélanger 4526
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Bélanger 4527
Pelletier *vs* Lavoie 4528
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bélanger 4527

Saint-François — ***Saint-François***

Magog, cité-city *vs* Hôtel New Magog inc. 4531
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Lemay 4530
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lemay .. 4530

Saint-Hyacinthe — ***Saint-Hyacinthe***

Turgeon *vs* Lambert 4532

Terrebonne — ***Terrebonne***

Charette *vs* Cayer 4533
Plan foncier traders ltée (Le) *vs* Bélanger 4534
Richard *vs* Brière 4532

Taxes — ***Taxes***

Anjou, ville-town 4394
Rivière-du-Moulin, ville-town 4413

IMPRIMÉ AU CANADA

PRINTED IN CANADA

Québec, 1971, 860 p., ill., tabl., cartes, 1 carte économique en couleurs, relié toile./Illustrations, tables maps.

$6.00

ANNUAIRE DU QUÉBEC 1971 QUEBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

Partie 1 — *Milieu physique*
Partie 2 — *Le milieu humain*
Partie 3 — *Les ressources de l'économie québécoise*
Partie 4 — *Les échanges*
Partie 5 — *Finances*

CHAPTER

Part 1 — *Physical Milieu*
Part 2 — *Human Milieu*
Part 3 — *The Resources of the Québec Economy*
Part 4 — *Trade*
Part 5 — *Finance*

ARTICLE SPÉCIAL

La Communauté urbaine: Une formule d'organisation et de gestion des agglomérations.

EN VENTE

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal